

Le grand échiquier

ZBIGNIEW BRZEZINSKI

Bayard Éditions



ZBIGNIEW BRZEZINSKI

Le grand échiquier

L'Amérique et le reste du monde

Bayard Éditions

ACTUALITÉ

Préface

Le dernier empire universel

On ne disait pas de Raymond Aron qu'il était brillant, compliment destiné à saluer les esprits agiles plus portés à séduire ou à provoquer qu'à étayer solidement un raisonnement. C'est aussi le cas de Zbigniew Brzezinski, le conseiller du président Carter de 1977 à 1981 et l'auteur de plusieurs ouvrages politiques d'importance.

Dans *Le grand échiquier*, Brzezinski donne une remarquable analyse des sphères d'intérêts qui sont essentielles à la pérennité de l'hégémonie américaine. Il le fait sans céder aux sirènes de l'air du temps, avec une rigueur qui l'honne. Cet ouvrage est ce qu'on peut lire aujourd'hui de plus intéressant sur l'avenir probable des États-Unis et du reste du monde.

Les États-Unis sont devenus, depuis 1991, la première puissance véritablement universelle. Ce qu'on appellera un empire mondial si ce terme ne comportait une idée de domination territoriale. Or cette domination exercée par une démocratie se mesure en termes de puissance économique et financière, d'avance technologique, d'impact dans les communications, d'influence culturelle au sens le plus large et de supériorité militaire. Enfin, d'un système international dont Washington est,

pour l'essentiel, le maître et l'arbitre. De surcroît, les États-Unis n'ont pas actuellement de rivaux capables de leur disputer cette suprématie.

L'histoire diplomatique des États-Unis ne commence pas avec leur intervention tardive aux côtés des Alliés en 1917 lors de la Première Guerre mondiale. En 1783, les treize colonies de la Nouvelle-Angleterre obtiennent par la paix de Paris la reconnaissance internationale de leur indépendance. Mais au nord, l'Angleterre contrôle le Canada où se sont réfugiés bien des « loyalistes » ; au sud, l'Espagne règne sur la plus grande partie du continent. Le territoire de la jeune république est de tous côtés limité. Pire, en 1812, au cours d'un conflit avec l'Angleterre, Washington est prise, le Capitole et la Maison Blanche sont brûlés.

Cependant, dès 1823, le président Monroe déclare en substance dans son message au Congrès que, désormais, les affaires politiques de l'hémisphère occidental ne doivent plus relever de l'Europe. Entre-temps, les treize États poursuivent leur expansion : Kentucky (1792), Tennessee (1796), Ohio (1803), Louisiane (1812) que Napoléon avait vendu quelques années plus tôt, Indiana (1816), Illinois (1818), Missouri (1821), Arkansas (1836), Floride (1845) achetée aux Espagnols.

La poussée expansionniste amène bientôt à franchir le Mississippi et les Indiens seront progressivement repoussés ou éliminés. Bientôt l'expansion se fait au détriment du Mexique : tout d'abord au Texas (1845), puis en Californie. Dès 1848, ce dernier État, ainsi que l'Arizona, le Nouveau-Mexique, le Nevada, et l'Utah sont annexés ainsi qu'une partie du Colorado.

On connaît moins les manifestations de l'expansionnisme américain hors de l'hémisphère occidental. En 1854, le commodore Perry somme le Japon de s'ouvrir aux échanges. La marine américaine intervient en Chine en 1859 et en Corée en 1871. Les Américains participent à la politique impériale des Européens exigeant de la Chine des traités inégaux qui débouchent sur la politique des concessions. Bientôt le thème de la *Manifest Destiny* devient récurrent. L'Amérique est créée pour réaliser un idéal sans précédent à tous égards.

La frontière recule de façon continue : les îles du Pacifique

Nord font partie de la zone d'influence américaine, Midway et Wake (1867), Samoa (1878), Hawaii en 1898. C'est aussi l'achat de l'Alaska (vendue par la Russie) en 1867. Peut-être la rupture que constitue aux yeux de certains historiens la date de 1898, lorsque les États-Unis entrent en guerre avec l'Espagne pour s'emparer du contrôle des Caraïbes tout en occupant les Philippines, est-elle moins nette qu'il n'y paraît.

Tout au long de leur histoire, les États-Unis proclament leur volonté de ne point se mêler des querelles politiques européennes, jugées perverses. N'ayant point de rivaux continentaux les Américains pouvaient se permettre de ne pas se soucier des équilibres interétatiques et de l'univers des relations internationales. Le moralisme hérité des pères fondateurs transforme les guerres en croisades entreprises avec bonne conscience, conforté par un juridisme rigoureux. L'anti-impérialisme à l'égard des Européens, qui se manifestera aussi par l'anticolonialisme, s'accompagne pourtant chez les Américains d'un expansionnisme continu.

On n'aura pas de peine à tracer un parallèle avec la formation de la Russie qui, surtout à partir du XVI^e siècle, conquiert progressivement, par continuité territoriale, son hinterland sibérien et par la suite les rives de la mer Noire, avant de devenir, au XIX^e siècle, une puissance coloniale.

La guerre contre l'Espagne commence, alors qu'une révolte des Cubains est durement brisée par les Espagnols. Les insurgés sont soutenus par une campagne de presse, et l'explosion aux causes mal établies d'un cuirassé dans la rade de La Havane fournit le prétexte à l'intervention américaine. (En 1964, un incident similaire est à l'origine de l'escalade aérienne contre le Nord-Viêt-nam.)

La victoire apporte aux États-Unis du président républicain Theodore Roosevelt la souveraineté sur Porto Rico, l'île de Guam, les Philippines et dépossède l'Espagne de ses dernières colonies. Cuba, qui fut le prétexte de la guerre, devient indépendant, mais l'amendement Platt donne aux États-Unis un droit permanent d'intervention pour sauvegarder ses intérêts. La base navale de Guantánamo leur est cédée.

La conquête des Philippines (1899-1903), qui furent une

colonie américaine jusqu'en 1945, s'avère difficile et la contre-insurrection américaine est exercée avec rigueur. Tandis que les États-Unis continuent politiquement de tourner le dos à l'Europe en ce début de XX^e siècle, ils ont une présence active en Asie-Pacifique, notamment en Chine (politique de la « porte ouverte »), et leur adversaire, plus particulièrement à partir de 1905, est le Japon.

C'est toujours sous la présidence flamboyante de Theodore Roosevelt que les États-Unis envoient deux mille marines au Nicaragua. Dans les Caraïbes – la Méditerranée américaine ainsi que la désignait l'amiral Mahan, partisan et théoricien de la suprématie maritime – les États-Unis interviennent militairement près de vingt fois au cours du XX^e siècle – pour y défendre leurs intérêts commerciaux et politiques – Saint-Domingue (1905, 1916, 1965), Haïti (1912, 1915, 1934), Nicaragua (1909, 1912, 1933), Cuba (1906, 1917, 1921) sans évoquer d'autres interventions directes ou indirectes plus récentes.

Dès 1900, les États-Unis devancent l'Allemagne et la Grande-Bretagne en assurant 32 % de la production industrielle mondiale, soit 12 % de plus qu'aujourd'hui. Néanmoins, le rôle politique de cette nation marchande – en dehors de l'hémisphère Ouest – reste marginal. Le percement et le contrôle du canal de Panama (1904) conforte l'unité économique des États-Unis. À la veille de la Première Guerre mondiale, l'Europe domine la scène politique mondiale. C'est ce monde symbolisé par les fastes des élus participant à la « belle époque » qui vole en éclat entre 1914 et 1918.

Les États-Unis finissent par s'engager dans ce conflit en 1917 – en partie grâce à la propagande britannique. Ils le font à leur manière particulière, celle de la mission salvatrice, de la croisade où le bon droit est de leur côté et où la guerre doit déboucher sur la victoire totale. Pour l'Europe, c'est le début du déclin.

Après la Première Guerre mondiale, les États-Unis cessent de participer de façon active à la politique mondiale et se préoccupent de leurs intérêts économiques dans le cadre d'un relatif isolationnisme.

Non rompus aux relations interétatiques, avec un personnel

diplomatique ou politique surtout composé d'hommes d'affaires ou de juristes, les États-Unis n'auront pas de stratégie consciente et organisée pour exercer un rôle mondial à leur mesure. En ce sens, il est vrai que les États-Unis, tard venus (fin 1941) dans la Seconde Guerre mondiale, se sont retrouvés au lendemain de celle-ci, sans l'avoir véritablement cherché, première puissance mondiale. Celle-ci est fondée sur leur capacité industrielle, économique et financière, leur potentiel humain et la sanctuarisation de leur territoire.

La guerre froide (1947-1991) doit sa paix relative – au moins entre les deux superpuissances – à l'existence du feu nucléaire.

Dès 1947 la doctrine américaine telle qu'elle est inspirée par G. F. Kennan (*The Sources of Soviet Conduct*) cherche l'endiguement de l'Union soviétique et du communisme.

À partir de cette date, les États-Unis entrent, bon gré mal gré, dans l'univers interétatique et doivent se contenter, comme après la guerre de Corée (1950-1953), de demi-victoires, de compromis politiques et de ni paix ni guerre. L'époque des victoires totales ne reprendra qu'à la fin de la guerre froide avec la guerre du Golfe. Les crises sont gérées avec succès (Berlin 1949 et 1961, Cuba 1962). Tandis que, tant bien que mal, s'est instaurée, grâce au nucléaire, une coexistence pacifique.

Entre-temps, les États-Unis remportent des victoires éclatantes : redressement de l'Europe occidentale grâce au plan Marshall ; l'endiguement des visées russes au Moyen-Orient ; la perpétuation du contrôle – à l'exception de Cuba et brièvement du Nicaragua – sur l'hémisphère Ouest. Les résultats en Asie sont moins brillants : en 1949 la Chine devient communiste. Si la guerre de Corée se termine par un compromis honorable, il n'en est pas de même de la guerre du Viêt-nam qui est un échec politique et psychologique.

Pendant quelques années, entre 1975 et 1980, la politique étrangère américaine, sauf dans le conflit israélo-arabe (accords de Camp David en 1978) paraît moins dynamique que celle de son adversaire soviétique. Tour à tour après la chute de Saïgon (1975), les États-Unis qui, depuis quelques années, sont à portée des missiles soviétiques et admettent depuis Salt I (1972) l'idée d'une parité en matière nucléaire subissent des reculs en Angola

(1976), en Éthiopie (1977), en Iran (1978), au Nicaragua (1979) et en Afghanistan avec l'intervention soviétique de Noël 1979.

Mais derrière les succès diplomatiques des Soviétiques, l'économie piétine et la contre-offensive idéologique entreprise par l'équipe Carter-Brzezinski, avec pour thème les droits de l'homme, commence à porter ses fruits. Le gauchisme et l'anti-américanisme perdent de leur virulence avec la révélation des exactions commises par les Khmers rouges, l'échec de la révolution culturelle chinoise, la grande voix de Soljenitsyne bientôt relayée par d'autres opposants, tel Sakharov.

La politique d'aide aux Contras du Nicaragua entamée sous Carter se généralise avec Reagan, et les *moudjahiddin* d'Afghanistan – surtout les plus islamistes d'entre eux – sont de plus en plus solidement épaulés.

C'est durant la guerre d'Afghanistan, après la disparition de Brejnev et d'Andropov, qu'apparaît M. Gorbatchev qui, entre 1985 et 1991, prend acte du retard et de la stagnation économique soviétique et tente en vain de restructurer l'URSS et le parti qui en était l'expression.

La contestation polonaise confortée par Jean-Paul II, la montée des protestations en RDA, mènent à la chute du mur de Berlin (1989). En URSS, l'expression des nationalismes dans les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) et au Caucase (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) contribue grandement à l'effondrement de l'Union soviétique et du parti qui en était l'armature (1991).

De façon inattendue, le monde bipolaire cesse abruptement d'exister. Les États-Unis restent d'autant plus hégémoniques que, depuis le début de la guerre froide, en dehors de l'URSS, aucun État ou groupe d'États n'a sérieusement songé à leur disputer le leadership. L'Europe occidentale qui, potentiellement, avec plus de trois cents millions d'habitants aurait eu les moyens de le faire, reste militairement impotente. Avec un revenu par tête largement supérieur à celui des pays du Pacte de Varsovie, l'Europe occidentale se reconnaissait incapable d'assumer sa propre défense et comptait sur les États-Unis pour garantir sa sécurité.

La guerre du Golfe (1991), impensable du temps de Brejnev ou d'Andropov, permettait aux États-Unis, dans le plus pur style

de la culture américaine, fondé sur la stratégie directe et conforté par une supériorité matérielle absolue, de retrouver un prestige perdu au Viêt-nam et d'affirmer leur prééminence dans le cadre du nouvel ordre mondial.

Comme 1914 et 1945, 1991 est une date majeure du xx^e siècle en ce qu'elle marque une rupture radicale.

En 1914, le vieil ordre sur lequel avait vécu en gros l'Europe depuis un siècle s'effondre en même temps que l'hégémonie globale qu'elle exerçait jusque-là sans partage.

En 1945, dans un monde où est apparu le feu nucléaire, l'Europe exsangue s'efface devant la puissance des États-Unis. La montée en force de l'Union soviétique et de l'idéologie qu'elle incarne, son projet universel, provoquent les conditions de la guerre froide qui, avec des intensités diverses, dure jusqu'à l'ère Gorbatchev.

Par deux fois, les États-Unis ont participé aux guerres européennes et endigué la montée d'impérialismes dont le triomphe eut créé un environnement dominé par un ou des États qui leur étaient hostiles.

L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 après celle du système communiste européen (1989) provoque un nouvel ordre mondial où les États-Unis exercent une hégémonie absolue pour une durée indéterminée. C'est à cette nouvelle rupture et à la définition du nouvel ordre mondial que Z. Brzezinski consacre son dernier livre : *Le grand échiquier*.

L'Amérique est aujourd'hui plus impériale que jamais. Son projet est d'évidence d'ordre mondial, et elle souhaite maintenir aussi longtemps que possible un environnement international conforme à ses intérêts.

Toute rupture oblige à une nouvelle lecture et à une nouvelle interprétation. La surprise causée par l'effondrement de l'Union soviétique a été bientôt suivie par un triumphalisme dont le livre stimulant de Francis Fukuyama intitulé *La fin de l'histoire*¹ est l'expression la plus achevée.

Mais il s'agit dans le nouvel environnement international de

1. Flammarion, 1992.

trouver un nouveau paradigme. Deux auteurs, tous deux de premier plan, s'y sont essayés : Samuel Huntington le premier et de façon retentissante, et Zbigniew Brzezinski aujourd'hui. Il faut aussi mentionner Henry Kissinger, dans les deux derniers chapitres de son remarquable ouvrage, *Diplomatie*².

Samuel Huntington est un des politologues majeurs de la guerre froide. Peut-être fasciné par l'impact intellectuel et politique qu'exerça en 1947 George Kennan lorsque celui-ci définit, dans *The Sources of Soviet Conduct*, la nature et le projet soviétique et suggéra d'y opposer l'endiguement, Huntington a cherché à désigner dans le monde de l'après-guerre froide les adversaires des États-Unis. Dans un retentissant article, paru en 1994 dans *Foreign Affairs*, consacré au « Choc des civilisations », Huntington affirmait que, dans le nouvel ordre international, les oppositions s'exprimeraient entre les civilisations et que les adversaires de demain seraient les « islamo-confucéens », hypothèse qu'il développait dans un livre par la suite³.

Le paradigme le plus adéquat pour comprendre le monde de l'après-guerre froide serait donc le choc des civilisations et, parmi celles-ci, Huntington en dégage deux, selon lui intensément hostiles à l'Occident, les « islamo-confucéens » (lisez les musulmans et les peuples où le confucianisme joue un rôle culturel déterminant : Chine, Viêt-nam, Corée).

On reste parfois confondu du degré de généralisation voire de méconnaissance que des spécialistes de la guerre froide, qui se mouvaient avec maîtrise dans l'univers bipolaire, drainent sur le reste du monde ; durant un demi-siècle, il n'était apparu à leurs yeux que comme un enjeu Est/Ouest et jamais davantage.

Le retour dans l'histoire du monde colonial ou semi-colonial aurait dû davantage frapper ceux qui ont constaté le triomphe des communistes chinois en 1949 (qui étaient aussi des nationalistes humiliés), la signification symbolique de Bandung (1955), de la crise pétrolière (1973), bien avant la montée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny (1979).

2. Fayard, 1996.

3. Odile Jacob, 1997.

Le choc des civilisations est un thème ancien. À la veille de la Première Guerre mondiale, lorsque l'Europe dominait le monde, celle-ci s'inquiétait déjà du « péril jaune ». Pourtant, depuis deux siècles au moins, l'histoire était faite par les « Blancs » et leurs rivalités constituaient, tant en Europe qu'outre-mer, l'essentiel des relations internationales.

De 1792 à 1945, militairement, la supériorité des Européens est quasi absolue comme le montre aussi bien l'expédition de Bonaparte en Égypte que le recul continu de l'Empire ottoman. Seul le Japon, en empruntant les techniques occidentales, parvient en 1905 à battre la Russie. Aujourd'hui, le retour sur la scène internationale de ce qu'on appelait le tiers monde ramène l'attention sur des civilisations tenues, hier encore, pour négligeables sur le plan des rapports de force.

En désignant désormais les civilisations comme les protagonistes de l'histoire, Samuel Huntington semble oublier que le triomphe persistant de l'idée occidentale de l'État-nation établit des divisions et des rivalités à l'intérieur même des civilisations. N'est-ce point toute l'histoire de l'Europe depuis au moins le XVIII^e siècle ? Comment peut-on considérer l'islam comme un adversaire global dans un monde où s'opposent la Syrie et l'Irak, l'Arabie saoudite et l'Iran, le Maroc et l'Algérie ? Ou même cinquante années d'antagonisme aigu avec Israël n'a pu susciter l'unité arabe autrement que de façon circonstancielle ? Les États-Unis ne sont-ils pas, depuis longtemps déjà, les alliés de la Turquie, de l'Indonésie, du Pakistan, de l'Égypte, de la Jordanie ? L'inimitié de l'Iran, de la Libye ou du Soudan et de quelques mouvements extrémistes, suffisent-ils à fonder une hostilité structurelle avec l'islam ?

Hier fondé sur la race (péril jaune), le fantasme aujourd'hui s'est transposé sur le religieux. Quant aux confucéens, personne n'ignore les antagonismes multi-séculaires entre le Viêt-nam et la Chine ou plus récemment entre la Corée et le Japon. Le livre de Samuel Huntington a certes d'autres vertus, mais sa thèse centrale repose sur cet amalgame.

Il a été critiqué aux États-Unis, mais on l'a beaucoup lu et il a largement convaincu. Il a été invité dans maints colloques internationaux. C'est que sa thèse est séduisante. Rien de tel

chez Zbigniew Brzezinski. Celui-ci se livre, avec méthode, à un examen raisonnable de la géopolitique mondiale et des objectifs stratégiques auxquels les États-Unis devraient tendre. Gageons qu'il éveillera moins de passions, l'analyse rigoureuse séduisant moins qu'un paradoxe en accord avec l'air du temps.

La géopolitique classique tenait tout au long du siècle le continent eurasiatique pour le pivot du monde. En effet, depuis l'aube de l'histoire, l'essentiel du destin politique et militaire du monde s'était joué sur cette masse.

Depuis peu, la superpuissance unique que sont les États-Unis est devenu le pivot géopolitique mondial et l'arbitre d'une Eurasie dont les deux zones économiques majeures sont, à l'ouest, la Communauté européenne et, à l'est, l'Asie orientale en rapide expansion.

Le grand échiquier est évidemment cette Eurasie où vivent 75 % de la population du monde, où se trouvent la majeure partie des ressources ainsi que les deux tiers de la production mondiale.

Pour que la suprématie américaine se prolonge, il faut éviter qu'un État ou qu'un groupe d'États ne puisse devenir hégémonique sur la masse eurasiatique. À cet égard, la politique future des États-Unis ressemblera à celle de la Grande-Bretagne du XIX^e siècle, soucieuse de ne laisser aucun État européen devenir dominant. Celle-ci s'alliait avec les États qui se sentaient menacés par l'ascension d'un rival trop puissant sur le continent.

Brzezinski dégage un certain nombre d'acteurs géostratégiques essentiels : la France, l'Allemagne, la Russie en Europe. Les deux premiers étant les locomotives politiques et économiques de la Communauté européenne en cours de construction.

L'Europe ne doit pas se faire contre les États-Unis mais avec elle, ainsi que l'indique déjà l'extension de l'OTAN à trois pays qui furent naguère membres du Pacte de Varsovie : Pologne, Hongrie et République tchèque. Quant au leadership de l'Europe, Washington préfère qu'il soit exercé par l'Allemagne plutôt que par la France.

Quant à la Russie, malgré sa puissance nucléaire elle subit un recul catastrophique. Les États-Unis s'emploient à détacher de l'empire russe ce qu'on dénomme aujourd'hui à Moscou

« l'étranger proche », c'est-à-dire les États qui autour de la Fédération de Russie constituaient l'Union soviétique.

À cet égard, l'effort américain porte vers trois régions clefs : l'Ukraine, essentielle avec ses cinquante-deux millions d'habitants et dont le renforcement de l'indépendance rejette la Russie à l'extrême est de l'Europe et la condamne à n'être plus, dans l'avenir, qu'une puissance régionale. L'Azerbaïdjan, riche en hydrocarbures, où les investissements pétroliers américains (entre autres, Amoco) sont considérables depuis l'été 1991, ouverture sur la mer Caspienne et chaînon entre l'Asie centrale et la mer Noire (par la Géorgie) et entre la Turquie et le Caucase nord. Enfin l'Asie centrale musulmane qu'il s'agit de désenclaver afin de véhiculer vers l'ouest ou vers le sud (via l'Iran) le gaz et le pétrole du Turkmenistan et du Kazakhstan sans passer par la Russie. L'État clef de la région, sur le plan politique, étant l'Ouzbékistan.

Aussi, tout observateur attentif de l'ex-URSS constate-t-il que s'est formé avec l'encouragement des États-Unis un axe Tachkent-Bakou-Tbilissi-Kiev réduisant l'influence de la Russie à sa périphérie.

La partie qui se joue dans le pourtour de la Russie n'est plus l'endiguement de la guerre froide mais le refoulement (*roll back*) auquel rêvait, sans y parvenir, Foster Dulles. La Turquie comme allié, l'Iran comme adversaire (désormais moins intransigeant) sont des acteurs régionaux importants.

En Asie, les États pivots sont la Chine, l'Inde, le Japon et peut-être l'Indonésie. L'importance stratégique de la Corée du Sud ne doit pas être sous-estimée, d'autant qu'une Corée réunifiée modifierait l'équilibre régional. L'alliance avec le Japon et la Corée du Sud sont essentiels. Le rôle d'arbitre des États-Unis est assuré, et Brzezinski a raison lorsqu'il dit qu'il faudra au moins un quart de siècle, voire plus, à la Chine pour devenir une véritable puissance et qu'il n'y a pas lieu d'antagoniser davantage celle-ci en clamant qu'elle est l'ennemi de demain, sinon déjà le rival par excellence.

À juste titre, Brzezinski ne se préoccupe pas de l'Amérique latine où, en dehors de Cuba, règne la *pax americana*. Ni de l'Afrique, marginale en termes de rapport de force, mais où il

est aisément de constater que les positions des États-Unis se sont améliorées récemment tandis que celles de la France après quelque quatre décennies de domination s'érodent rapidement. Quant au Moyen-Orient, zone stratégique s'il en est, les États-Unis sont les seuls qui puissent contribuer à un quelconque changement significatif comme l'a démontré la guerre du Golfe en 1991.

Dans ces conditions, les États-Unis qui ont des alliés nombreux ont-ils besoin de partenaires ? Zbigniew Brzezinski semble croire qu'un tel partenariat devrait être constitué avec l'Europe. Au sens large, l'Europe, nous dit-il, est une civilisation commune issue d'une commune tradition chrétienne – ce qui ne l'empêche pas de suggérer que les États-Unis devraient peser pour faire entrer la Turquie dans le marché commun. La conséquence stratégique en serait un renforcement accru de l'influence américaine sur l'Europe de demain.

Une partie délicate aux conséquences importantes se joue actuellement dans la zone que Brzezinski dénomme les « Balkans d'Eurasie » : Turquie, Caucase, Iran, Afghanistan, Asie centrale, régions aux problèmes ethniques complexes mais dont la Russie devra être graduellement repoussée.

De l'ensemble de l'Eurasie, l'Asie orientale reste à terme la zone la plus difficile à manœuvrer. Beaucoup dépendent de la nature des relations avec le Japon de demain, du devenir de l'ensemble coréen, de la croissance globale de la Chine, de la montée éventuelle de « l'asiatisme », etc. Mais les avantages dont disposent les États-Unis sont considérables à condition de conduire une politique aussi cohérente et efficace que celle de la Grande-Bretagne au temps de sa grandeur impériale. Des difficultés peuvent évidemment surgir, avec la Chine et/ou la Russie ou l'Iran. Mais pour l'instant aucune coalition menaçante n'est en formation, contrairement à ce que suggère Samuel Huntington.

Le plus probable à l'avenir en ce qui concerne la Chine est que celle-ci s'abstiendra de toute action de force afin de ne pas inquiéter ses voisins. Déjà l'Indonésie et l'Australie coopèrent militairement ce qui eût paru impensable il y a une dizaine

d'années lorsque le danger pour les Australiens était précisément l'expansionnisme indonésien.

Peut-être dans le droit fil de la politique chinoise, Pékin se contentera-t-il de rapports inégaux mais pacifiques avec la plupart de ses voisins à condition que son statut de puissance régionale soit reconnu ?

Mais nous n'en sommes point encore là.

Les États-Unis règnent comme superpuissance unique et l'avenir se joue sur la scène eurasiatique où ils sont pour une durée indéterminée en position d'arbitre. Aucun autre État ne pourra au cours des trente prochaines années disputer aux États-Unis la suprématie dans les quatre dimensions de la puissance : militaire, économique, technologique et culturelle. Cependant, la suprématie américaine peut se révéler brève, à la fois pour des raisons internes et externes.

Dans la grande lignée des Morgenthau et des Aron, Zbigniew Brzezinski vient de donner l'analyse politique et stratégique la plus rigoureuse du nouvel ordre mondial dominé par les États-Unis et des voies et moyens pour que perdure cette suprématie. Son livre doit être lu avec la plus grande attention.

Gérard Chaliand
directeur du Centre d'étude
des conflits (FED)

Introduction

La politique d'une superpuissance

Depuis que les relations internationales ont commencé à s'étendre à l'échelle de la planète tout entière, voilà environ cinq cents ans, le continent eurasien a constitué le foyer de la puissance mondiale. Les peuples de la région – et surtout ceux d'Europe de l'Ouest – ont pris pied sur tous les rivages du globe et y ont assis leur domination. Selon des modalités différentes et à des époques différentes, cette expansion a conféré aux divers États d'Eurasie le statut privilégié qui accompagne la prééminence internationale.

Dans la dernière décennie du xx^e siècle, un glissement tectonique s'est produit dans les affaires du monde : pour la première fois, une puissance extérieure au continent s'est non seulement élevée au rang d'arbitre des relations entre les États d'Eurasie, mais aussi de puissance globale dominante. La défaite et la chute de l'Union soviétique ont parachevé l'ascension rapide des États-Unis comme seule et, de fait, première puissance mondiale réelle.

Le continent eurasien, pour autant, n'a rien perdu de son importance géopolitique. Une grande partie de la puissance économique et politique de la planète est encore concentrée

sur sa périphérie occidentale – en Europe. À l'autre extrémité, l'Asie est devenue, en peu de temps, un foyer dynamique de croissance économique, de plus en plus influent politiquement. Quelle attitude les États-Unis, désormais engagés à l'échelle du monde, doivent-ils adopter vis-à-vis des affaires complexes de l'Eurasie ? Comment en particulier prévenir l'émergence d'une puissance eurasienne dominante qui viendrait s'opposer à eux ? Tels sont aujourd'hui les problèmes essentiels qui se posent aux États-Unis s'ils veulent conserver leur primauté sur le monde.

La maîtrise des nouveaux instruments de pouvoir (la technologie, les communications, l'information, aussi bien que le commerce et les finances) est indispensable. Pour autant, la politique étrangère des États-Unis doit aujourd'hui encore prendre en compte la dimension géopolitique et utiliser toute son influence en Eurasie pour créer un équilibre durable sur le continent et y jouer un rôle politique d'arbitre.

L'Eurasie reste l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale. Pour y participer, il est nécessaire de se doter d'une ligne géostratégique, c'est-à-dire de définir une gestion stratégique de ses intérêts géopolitiques. Dans un passé récent, en 1940, deux candidats à la suprématie mondiale, Adolf Hitler et Joseph Staline, se sont entendus (lors de négociations secrètes qui ont eu lieu en novembre de cette année-là) pour exclure l'Amérique de l'Eurasie. Tous deux avaient compris que la pénétration de la puissance américaine en Eurasie mettrait fin à leurs espoirs de domination. Ils partageaient un même postulat : l'Eurasie se situant au centre du monde, quiconque contrôle ce continent, contrôle la planète. Un demi-siècle plus tard, les perspectives ont changé : la primauté américaine en Eurasie sera-t-elle durable et quelles fins peut-elle servir ?

La politique américaine doit viser des objectifs généreux et visionnaires. Elle doit favoriser les liens nécessaires à une vraie coopération mondiale en accord avec les tendances à long terme et les intérêts fondamentaux de l'humanité. L'apparition d'un concurrent en Eurasie, capable de dominer ce continent et de

défier l'Amérique, remettrait en cause ces objectifs. *Le but de ce livre est donc de formuler une politique géostratégique cohérente pour l'Amérique sur le continent eurasien.*

Zbigniew Brzezinski
Washington, DC
Avril 1997

1

Une hégémonie d'un type nouveau

On a vu des puissances hégémoniques depuis l'origine de l'humanité. Mais la suprématie des États-Unis aujourd'hui se distingue entre toutes par la rapidité avec laquelle elle est apparue, par son envergure planétaire et les modalités qu'elle revêt. Il aura fallu moins d'un siècle aux États-Unis, dont le rayonnement était jusqu'alors cantonné à l'hémisphère occidental, pour se transformer – sous l'influence de la dynamique des relations internationales – en une puissance dont le poids et la capacité d'intervention sont sans précédent.

Une ascension rapide vers la suprématie mondiale

En 1898, pour la première fois de leur histoire, les États-Unis se lancent dans une intervention militaire extérieure. C'est la guerre hispano-américaine, entreprise de conquête au cours de laquelle ils déploient leurs forces loin dans le Pacifique, au-delà même de Hawaii, jusqu'aux Philippines. Au tournant du siècle, les stratégies tentent de mettre sur pied une doctrine visant à la suprématie navale sur les deux océans, et la marine américaine a commencé à remettre en cause la domination britannique sur

les mers. Le pays revendique un statut particulier, celui de seul garant de la sécurité dans l'ensemble de l'hémisphère occidental, dans la continuité de la doctrine Monroe et de la notion de « destinée manifeste ». La construction du canal de Panama, en favorisant la maîtrise navale du Pacifique et de l'Atlantique, justifie également cette prétention.

Le développement rapide du pays nourrit ses ambitions géopolitiques de plus en plus grandes. Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, son économie, en pleine expansion, représente 33 % du PNB mondial. L'Amérique a déjà ravi à la Grande-Bretagne sa place de première puissance industrielle. Ce dynamisme économique exceptionnel est encouragé par une culture qui favorise l'innovation et l'expérimentation. Les institutions politiques et l'économie de marché laissent toute latitude aux entrepreneurs visionnaires, freinés ailleurs dans leur élan par des priviléges archaïques et des hiérarchies sociales rigides. Au total, la culture nationale a stimulé la croissance économique et, en attirant du monde entier les individualités les plus douées, en les assimilant rapidement, elle a aussi été un facteur déterminant dans l'expansion de la puissance nationale.

Au cours de la Première Guerre mondiale, l'Amérique expédie, pour la première fois, ses troupes sur un théâtre militaire européen. Une puissance jusqu'alors relativement isolée réussit à déployer plusieurs centaines de milliers de soldats de l'autre côté de l'Atlantique. Cette opération, sans équivalent par son envergure et sa portée, marque l'entrée fracassante d'un nouvel acteur dans l'arène mondiale. Pour la première fois aussi, la diplomatie américaine s'efforce de faire prévaloir les principes américains dans la recherche d'une solution aux problèmes européens. Les célèbres « Quatorze Points » du président Woodrow Wilson représentent l'irruption dans la géopolitique européenne de l'idéalisme américain, renforcé par le poids que le pays a acquis. (Quinze ans plus tôt, les États-Unis avaient joué un rôle moteur dans l'apaisement du conflit entre la Russie et le Japon, témoignant ainsi de leur dimension internationale montante.) L'idéalisme américain plus la puissance américaine : cet alliage à forte densité a désormais un impact puissant sur les relations internationales.

Pour l'essentiel, cependant, la Première Guerre mondiale reste circonscrite au champ de bataille européen. La rage auto-destructrice qui s'est emparée du vieux continent témoigne du déclin naissant de sa prépondérance politique, économique et culturelle sur le reste du monde. À l'issue de la guerre, aucun des pays impliqués ne l'a emporté de façon décisive et le sort des armes a été largement influencé par l'entrée dans le conflit d'une puissance extérieure : l'Amérique. Depuis longtemps, l'Europe était au cœur des enjeux politiques mondiaux. Elle va, de plus en plus, cesser de l'être.

Cette première manifestation décisive de la suprématie américaine reste sans suites. Cédant à la tentation isolationniste, la nouvelle puissance, tout en maintenant, en matière diplomatique, ses positions idéalistes, délaisse les affaires du monde. La montée des totalitarismes sur le continent européen, dès le milieu des années vingt et pendant la décennie suivante, n'altère en rien ce refus de l'engagement. En matière de relations internationales, l'Amérique – dont la puissance navale, présente sur deux océans, surpassé clairement la marine britannique – a trouvé son rôle : celui de spectateur.

Ce parti pris d'isolationnisme explique le concept d'île continentale sur lequel se fonde la sécurité du pays : la doctrine militaire se résume à la protection des façades océaniques, selon une perspective étroitement nationale, et accorde une place négligeable aux préoccupations internationales ou globales. Sur la scène mondiale, les puissances européennes et, de plus en plus, le Japon restent les acteurs de premier plan.

Pourtant, l'ère de la domination européenne sur les relations internationales prend fin avec le premier conflit véritablement planétaire : la Seconde Guerre mondiale. Elle embrase trois continents et porte le feu jusqu'au cœur du Pacifique et de l'Atlantique. Plus qu'à tout autre moment, sa dimension planétaire est manifeste quand les troupes anglaises et japonaises – originaires de deux îles, chacune située aux confins de leur continent respectif – s'affrontent sur la frontière indo-birmane à des milliers de kilomètres de leur pays. Un champ de bataille unique s'étend de l'Europe à l'Asie.

Imaginons un instant une victoire sans partage de l'Alle-

magne nazie à l'issue de la guerre. Nouvelle puissance européenne incontestée, elle aurait acquis une prépondérance planétaire. (Une victoire dans le Pacifique aurait assuré au Japon une position dominante en Extrême-Orient, mais selon toute probabilité, il n'aurait pas outrepassé son statut de puissance régionale.) Au lieu de cela, dans une large mesure, la défaite de l'Allemagne résulte de l'entrée en guerre des deux belligérants non européens : les États-Unis et l'Union soviétique. Ils vont succéder aux nations européennes, dans la quête, jusqu'alors insatisfaite, pour acquérir la suprématie mondiale.

La rivalité américano-soviétique domine les cinquante années suivantes. Pour une fois, les géopoliticiens sont aux anges : la compétition bipolaire se conforme à leurs théories les plus chères. Elle met face à face la première puissance navale, qui domine l'Atlantique et le Pacifique, et la première puissance terrestre, maîtresse d'une portion considérable du continent eurasien (le bloc sino-soviétique recouvrant, à peu de chose près, le territoire de l'empire mongol). Les enjeux géopolitiques n'auraient pu être plus clairement définis : l'Amérique du Nord contre l'Eurasie, avec le monde comme enjeu. Le vainqueur dominera le monde. Dans ce bras de fer, aucun adversaire de second ordre n'a les moyens de s'interposer. Une fois acquise, la victoire serait totale.

À leur manière, les deux rivaux promettent un avenir radieux. La propagande idéologique, relayée à travers le monde, légitime toutes les entreprises et renforce, dans chaque camp, la croyance en une victoire inéluctable. À la différence des puissances impériales européennes qui avaient, en leur temps, aspiré à la domination mondiale, sans même réussir à s'assurer une prépondérance décisive au sein de l'Europe, chacun des adversaires domine sans partage son espace géographique et trouve, dans son arsenal idéologique, les raisons de renforcer sa mainmise sur ses vassaux et ses tributaires, d'une manière qui rappelle, à bien des égards, l'âge des guerres de Religion.

L'échelle planétaire de l'affrontement et la prétention universaliste des dogmes en présence contribuent à donner à cette

compétition une intensité sans précédent. Mais un autre élément – porteur, lui aussi, de conséquences planétaires – lui confère son caractère unique. Avec l'apparition de l'arme atomique, une confrontation militaire directe, sur le modèle des guerres classiques, entraînerait non seulement la destruction mutuelle des deux adversaires, mais aussi la disparition pure et simple d'une partie importante de l'humanité. La dissuasion nucléaire fonctionne donc pour les deux rivaux comme une puissante auto-dissuasion.

En termes géopolitiques, cela explique pourquoi le conflit se concentre largement sur la périphérie du continent. Le bloc sino-soviétique, qui domine la majeure partie de la vaste Eurasie, ne réussit jamais à en contrôler les franges orientales et occidentales, sur lesquelles l'Amérique parvient à s'ancrer et à se doter de bases solides. La défense de ces têtes de pont continentales donne lieu à des bras de fer successifs entre les deux adversaires. Les premiers épisodes de tensions, en particulier le blocus de Berlin sur le « front » ouest et la guerre de Corée à l'est, sont ainsi les premiers tests stratégiques de ce qu'on allait appeler la guerre froide.

Dans la phase finale de la guerre froide, un troisième « front » défensif s'établit sur la frange sud de l'Eurasie (voir carte p. 32). L'invasion soviétique en Afghanistan déclenche une double réponse des États-Unis. Ils fournissent, d'une part, une assistance directe à la résistance intérieure afin de multiplier les embûches devant l'armée soviétique. D'autre part, ils renforcent de façon massive leur présence militaire dans le golfe Persique. La mesure se veut dissuasive à l'égard de toute nouvelle tentative soviétique pour progresser militairement ou politiquement vers le sud. L'engagement américain dans le golfe Persique atteint alors un niveau tout à fait comparable aux moyens investis dans la sécurité à l'est et à l'ouest.

Aussi longtemps que dure la guerre froide, par peur d'un embrasement nucléaire, les deux parties sont dissuadées de recourir à un affrontement militaire direct. L'Amérique, en s'appuyant sur la stratégie dite de *containment*, empêche le bloc communiste d'étendre son influence à l'ensemble du continent. Les critères militaires ne pouvant plus, à eux euls, décider de



l'issue de la confrontation, la vitalité politique, le dynamisme économique et le pouvoir d'attraction culturelle revêtent une importance décisive.

En moins de deux décennies, le bloc sino-soviétique se divise, alors que la coalition dirigée par les Américains maintient son unité sans faillir. Cette évolution s'explique, pour une bonne part, par une plus grande flexibilité au sein de l'alliance démocratique. Son unité repose sur un ensemble de valeurs partagées, sans cadre doctrinal formel. *A contrario*, dans le camp communiste, l'orthodoxie dogmatique et la rigidité hiérarchique, illustrées par l'importance démesurée accordée à un centre unique dont les oracles ont valeur de loi, constituent un facteur de fragilité. On doit aussi noter que les États-Unis demeurent, tout au long de la période, bien plus puissants que leurs vassaux, alors que l'Union soviétique ne pouvait indéfiniment traiter la Chine en subordonné. Face au dynamisme économique et technologique de l'Amérique et de ses alliés, la stagnation est de plus en plus marquée en Union soviétique et celle-ci ne peut rivaliser ni en termes de croissance économique

ni pour les technologies militaires. Le délabrement économique nourrit en retour la démoralisation idéologique.

De fait, la puissance militaire soviétique – et la crainte qu'elle inspire à l'Ouest – masque longtemps la dissymétrie essentielle entre les adversaires. L'Amérique, plus riche, plus avancée dans le domaine technologique, montre plus de ressort et de capacités d'innovation en matière militaire. Elle est socialement plus créative et plus attractive. En Union soviétique, le carcan idéologique qui s'impose à l'ensemble du système étouffe tout potentiel de créativité, institutionnalise le gaspillage économique et freine l'évolution des technologies. Tant qu'une guerre de destruction mutuelle n'éclate pas, le face-à-face prolongé doit inexorablement tourner en faveur des États-Unis.

La dimension culturelle de l'affrontement a largement influencé son issue. La coalition démocratique adopte de nombreux attributs du mode de vie américain, y compris dans le domaine politique. Sur les périphéries occidentale et orientale du continent eurasien, l'Allemagne et le Japon retrouvent la santé économique en tirant profit de leur admiration sans bornes pour tout ce qui provient des États-Unis. L'Amérique incarne alors un peu partout l'avenir et une société exemplaire qu'il faut imiter.

À l'inverse, chez la plupart de ses vassaux d'Europe centrale, mais aussi en Chine, son principal allié oriental, qui affirme de plus en plus son autonomie, la Russie inspire, avant tout, du mépris. Sa domination coupe les pays d'Europe centrale de leurs racines culturelles et philosophiques : l'Europe de l'Ouest et la tradition religieuse chrétienne. Pire encore, elle exige la soumission à un peuple souvent considéré comme un inférieur culturel.

Les Chinois – pour qui le mot « Russie » signifie « le pays de la Faim » – affichent un mépris encore plus grand. Dans un premier temps, leur contestation de l'universalité du modèle soviétique reste timide. Une décennie après la révolution communiste en Chine, ils en viennent pourtant à se présenter comme une alternative cohérente à la primauté idéologique de Moscou et laissent alors ouvertement s'exprimer leur traditionnelle absence de considération pour les barbares du Nord.

Finalement, au sein même de l'Union soviétique elle-même, les peuples non russes, soit la moitié de la population totale, en viennent à rejeter la domination de Moscou. Au fil de ce lent éveil politique, les Ukrainiens, les Géorgiens, les Arméniens, les Azéris commencent à considérer le pouvoir soviétique comme une forme de domination impériale, exercée par un peuple à l'égard duquel ils n'éprouvent aucun sentiment d'inferiorité. En Asie centrale, où les aspirations nationales ne se sont jamais exprimées avec beaucoup de vigueur, la conscience islamique s'affirme, stimulée par la décolonisation qui a lieu ailleurs.

Comme de nombreux empires avant elle, l'Union soviétique a fini par imploser et se diviser, succombant non à une défaite militaire directe, mais à une désintégration précipitée par les difficultés économiques et sociales. Son destin confirme la pertinente observation d'un universitaire :

Par définition, les empires sont des entités politiques instables, parce que les unités subordonnées préfèrent, presque toujours, acquérir une plus grande autonomie. Et, presque toujours, les contre-élites gérant ces unités s'emploient à accroître leur autonomie. Ainsi, les empires ne s'effondrent pas, ils se désagrégent. Le plus souvent le processus est lent, mais il se déroule, dans certains cas, avec une rapidité remarquable¹.

La première puissance globale de l'histoire

L'effondrement du bloc soviétique place les États-Unis dans une position sans précédent. Ils sont devenus du même coup la première et la seule vraie puissance globale. À bien des égards, la suprématie globale de l'Amérique rappelle celle qu'ont pu exercer jadis d'autres empires, même si ceux-ci avaient une dimension plus régionale. Ils fondaient leur pouvoir sur toute une hiérarchie de vassaux, de tributaires, de protectorats et de colonies, tous les autres n'étant que des barbares. Pour anachronique qu'elle puisse paraître, cette terminologie peut

1. Donald Puchala, « The History of the Future of International Relations », *Ethics and International Affairs*, 8, 1994, p. 183.

s'appliquer à certains États situés dans l'orbite américaine. Comme dans le cas des empires du passé, l'exercice de la puissance « impériale » américaine dérive dans une large mesure d'une organisation supérieure, de la capacité à mobiliser sans délais d'importantes ressources économiques et technologiques à des fins militaires, de la séduction, floue mais importante, qu'exerce le mode de vie américain, ainsi que du dynamisme reconnu des élites politiques et économiques du pays et de leur compétitivité.

Les empires anciens possédaient eux aussi ces attributs. L'exemple romain vient tout de suite à l'esprit. Rome a établi son empire au cours de deux siècles et demi d'une expansion continue vers le nord d'abord, puis à la fois vers l'ouest et le sud-est, ainsi qu'en maintenant un contrôle sans failles sur l'ensemble des côtes de la Méditerranée. Son extension géographique maximale est atteinte aux environs de l'année 211 après J. C. (voir carte p. 37). L'empire reposait sur une organisation politique centralisée et sur une économie unifiée et auto-suffisante. Le pouvoir s'exerçait à travers un système économique et politique complexe à dessein. Un réseau stratégique de routes terrestres et maritimes disposées en étoile autour de Rome permettait le redéploiement rapide et la concentration – dans l'éventualité d'une menace majeure pour la sécurité – des légions romaines stationnées dans les divers États vassaux et les provinces tributaires.

À l'apogée de l'empire, l'effectif des légions romaines déployées à l'étranger se montait à trois cent mille hommes. L'efficacité de cette force considérable était encore décuplée par la supériorité romaine en matière de tactique militaire et d'armement, autant que par la centralisation du commandement, apte à diriger un redéploiement relativement rapide. (Coïncidence remarquable, en 1996, la puissance prépondérante, les États-Unis, malgré la différence d'échelle entre les populations, protégeait les marches de son domaine à l'aide d'un contingent de 296 000 soldats professionnels.)

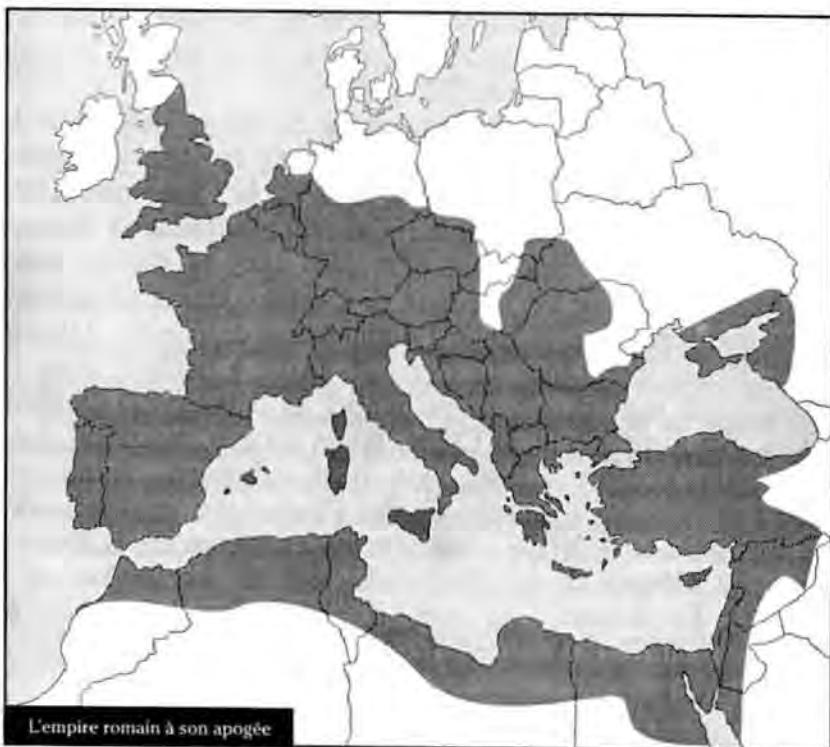
Un facteur psychologique important contribuait aussi à la puissance impériale : aucune affirmation d'identité ne pouvait rivaliser avec le *civis romanus sum* (« Je suis un citoyen

romain »), source de fierté et d'aspiration pour beaucoup. Finalement concédé aux sujets non romains de naissance, le statut convoité de citoyen exprimait une supériorité culturelle qui faisait de l'expansion de l'empire une véritable mission. Partout où elle s'imposait, la loi de Rome trouvait ainsi sa légitimité et incitait ceux qui la subissaient à désirer l'assimilation dans les structures impériales. La supériorité culturelle – évidente aux yeux des maîtres et admise par les sujets – renforçait l'ordre établi.

Cette puissance suprême et largement incontestée perdura trois siècles environ. À l'exception des défis lancés par la proche Carthage et, sur les marches orientales, par l'empire parthe, les barbares de l'extérieur, dotés de cultures à l'évidence inférieures et dépourvus d'organisation, ne se manifestaient qu'à l'occasion d'attaques sporadiques. Aussi longtemps que l'empire a pu préserver sa vitalité interne et son unité, le monde extérieur n'a pu se mesurer avec lui.

Trois raisons essentielles ont causé l'effondrement de l'empire romain. Tout d'abord, il est devenu trop vaste pour être gouverné par un centre unique. La partition entre Orient et Occident a remis en cause le caractère monopolistique de sa puissance. Deuxièmement, une longue période tumultueuse à la tête de l'empire, en encourageant l'hédonisme culturel, a sapé la volonté de grandeur de l'élite politique. Troisièmement, l'inflation continue a entamé la capacité du système à s'auto-entretenir, alors que les citoyens n'étaient plus préparés à accepter les sacrifices sociaux devenus indispensables. La décadence culturelle, les divisions politiques et l'inflation ont concouru à rendre l'empire vulnérable, même vis-à-vis des barbares qu'il avait su, jusqu'alors, contenir.

Selon nos critères, Rome représentait une puissance régionale, pas un empire global. Cependant, selon la perception du monde qui prévalait alors, ce pouvoir auto-suffisant, isolé, ne se connaissait pas de rival, immédiat ou distant. Tirant sa supériorité de son organisation politique et de sa culture, l'empire romain était un monde en soi, préfigurant ainsi les systèmes impériaux qui se sont déployés par la suite sur une plus grande échelle.



Même alors, Rome n'était pas sans pair. Inconnus l'un pour l'autre, l'empire romain et l'empire chinois furent pourtant contemporains. En 211 avant J. C. – à l'époque des guerres puniques entre Rome et Carthage –, l'unification des sept États préexistants par Qin au sein du premier empire fut à l'origine de la Grande Muraille, construite dans le Nord du pays, afin de fermer le royaume au monde barbare qui l'entourait. L'empire han lui succéda, plus impressionnant par son envergure et son organisation. Les premières étapes de sa formation remontent à 140 avant J. C. Quand débute l'ère chrétienne, il a soumis à son autorité cinquante-sept millions de sujets. Ce nombre immense, sans précédent, témoigne de l'extraordinaire efficacité du contrôle central, exercé par le truchement d'une bureaucratie centralisée et répressive. L'influence impériale s'étend jusqu'à l'actuelle Corée, une partie de la Mongolie et la quasi-totalité

de la côte chinoise actuelle. À l'instar de Rome, l'empire han périclita, victime de ses maux internes et de sa division en trois royaumes indépendants, en 220 après J. C.

Tout au long de l'histoire cyclique du pays, les phases de réunification et d'expansion succèdent aux épisodes de déclin et de fragmentation. À plusieurs reprises, la Chine parvient à renouer avec un système centralisé, auto-suffisant et exempt de toute menace extérieure. En 589 après J. C., les trois royaumes surgis de l'éclatement de l'empire han se réagrègent sous une forme qui rappelle l'organisation antérieure. Mais la plus illustre résurgence de l'empire arrive à maturité sous la domination mandchoue, en particulier au début de la dynastie Qing. Au XVIII^e siècle, la Chine, à son apogée, maintient dans son orbite nombre d'États vassaux et tributaires, parmi lesquels on compte l'actuelle Corée, l'Indochine, la Thaïlande, la Birmanie et le Népal. Aux confins asiatiques de la Russie, l'empire s'étend de la Sibérie du Sud au lac Baïkal et à l'actuel Kazakhstan ; au sud, il atteint l'océan Indien et remonte vers l'est à travers le Laos et le Nord du Viêt-nam (voir carte p. 40).

Comme à Rome, l'empire repose sur une organisation complexe, qui traite de finances, d'économie, d'éducation et de sécurité et qui impose, dans chacun de ces domaines, ses directives aux trois cents millions de sujets peuplant l'immense territoire. Tout part de l'autorité politique centrale et tout y revient, grâce à l'efficacité sans failles d'un service névralgique : le courrier. L'empire est divisé en quatre secteurs, qui rayonnent depuis Pékin. Chaque secteur est subdivisé en zones concentriques qui peuvent être atteintes par le courrier en une, deux, trois ou quatre semaines. Une bureaucratie centralisée, sélectionnée avec soin et qui suit une formation approfondie assure le fonctionnement du système.

Comme à Rome, encore, un fort sentiment de supériorité culturelle, profondément enraciné, cimente et légitime l'unité de l'empire. Cette identité se nourrit de confucianisme, philosophie pragmatique qui, valorisant la hiérarchie, l'harmonie et la discipline, légitime l'ordre impérial. Tout ce qui, proche ou lointain, ne se range pas sous la coupe de l'Empire céleste,

centre de l'univers, est barbare. Être Chinois signifie être civilisé et, pour cette raison, le reste du monde est invité à manifester sa déférence. Ce sens marqué de la supériorité transparaît dans la réponse donnée par le monarque chinois – à la fin du XVIII^e siècle, alors que l'empire entre déjà dans une phase de déclin – au roi d'Angleterre George III, lorsque ses émissaires tentent d'établir des relations commerciales et offrent à leur interlocuteur, en gage de bonne volonté, divers produits manufacturés britanniques :

Nous, par la grâce du ciel, empereur, instruissons le roi d'Angleterre qu'il doit prendre note de notre message : l'Empire céleste, qui règne sur les quatre mers, [...] n'accorde pas de valeur aux objets rares et précieux [...], et nous n'avons nul besoin des produits de vos manufactures [...]. Aussi, nous [...] avons ordonné que vos présents vous soient retournés sous bonne escorte. Vous, ô roi, devriez simplement vous conformer à nos désirs, en affermissant votre loyauté et en nous jurant obéissance perpétuelle [...].

Le déclin et la chute des empires chinois successifs tiennent, avant tout, à des causes internes. Les Mongols, d'abord, puis les « barbares » occidentaux s'imposent, parce que le manque de ressort social, la décadence, l'hédonisme, la perte de vitalité économique ou militaire sapent l'impulsion politique et accélèrent l'effondrement des structures du pays. Les puissances étrangères – les Britanniques pendant la guerre de l'opium, de 1839 à 1842, le Japon, un siècle plus tard – exploitent le malaise du pays. Leurs interventions nourrissent un sentiment d'humiliation collective, facteur déterminant de l'histoire chinoise tout au long du XX^e siècle. La fracture entre l'assurance traditionnelle de la supériorité culturelle et la sombre réalité politique de la Chine postimpériale avive en permanence cette humiliation cuisante.

La Chine – à l'égal de Rome – nous apparaît comme une puissance régionale. Cependant, elle est, à son âge d'or, sans rival, en ce sens qu'aucun adversaire ne peut remettre en cause son statut dominant, ou, si tel avait été le dessein de l'empire, résister à son expansion. Le système, fermé sur lui-même et auto-suffisant, se fonde avant tout sur une identité ethnique par-



tagée, et maintient, sur sa périphérie une emprise assez lâche sur les ethnies étrangères vassalises.

La supériorité numérique du principal groupe ethnique permet le rétablissement cyclique de l'organisation impériale. De ce point de vue, l'exemple chinois diffère des empires bâties par des peuples relativement peu nombreux, mais animés de fortes motivations hégémoniques. S'ils réussissent à s'imposer, pendant une période limitée, à de vastes populations étrangères, dès que leur domination vacille, toute velléité de restauration impériale devient impossible.

Seul l'extraordinaire empire mongol approche notre définition moderne de la puissance mondiale. Il se constitue en menant des guerres contre des adversaires organisés et pourvus des moyens militaires les plus avancés de l'époque. Il parvient ainsi à soumettre les royaumes de Pologne, de Hongrie, les

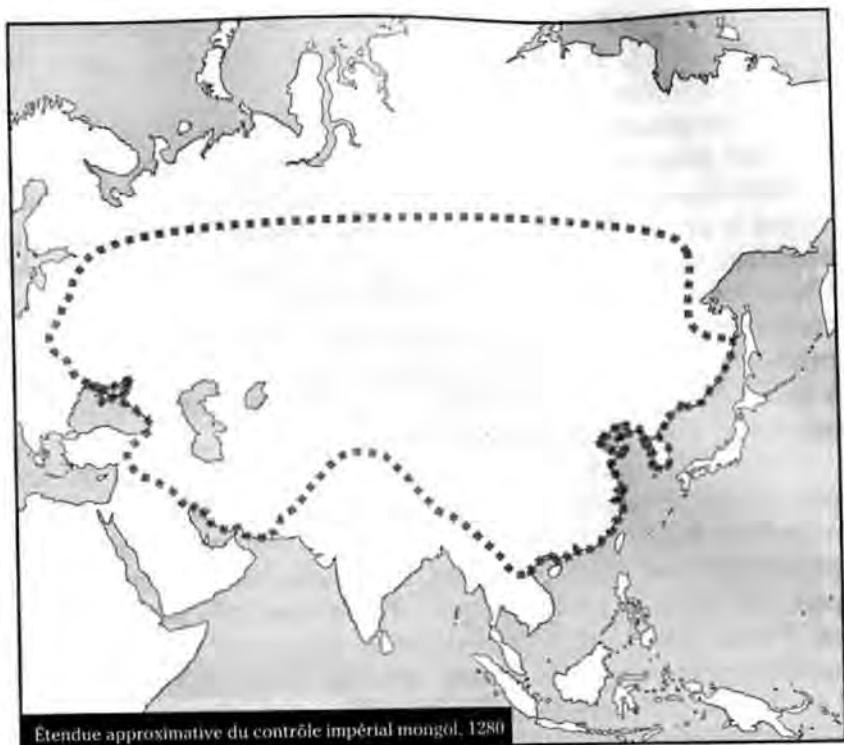
forces du Saint-Empire romain, aussi bien que plusieurs principautés russes, le califat de Bagdad et, plus tard, même la dynastie chinoise des Song.

En triomphant de ses rivaux régionaux, Gengis Khan contrôle une aire géographique que ses successeurs ont encore étendue et dans laquelle les spécialistes contemporains de géopolitique voient le pivot du pouvoir mondial. Sur l'ensemble du continent eurasien, l'empire mongol s'étend des rivages de la mer de Chine jusqu'en Anatolie, en Asie Mineure et en Europe centrale (voir carte p. 42). Seul le bloc sino-soviétique, à l'apogée de la période stalinienne, soutient la comparaison, dans la mesure où, à son tour, il réussit à exercer un contrôle centralisé sur un ensemble aussi vaste de territoires contigus.

Ces trois empires – romain, chinois, mongol – ont été les précurseurs régionaux de tous les aspirants à la domination mondiale. Rome et la Chine, comme nous l'avons déjà souligné, présentent des caractéristiques similaires, notamment, d'une part, des structures économiques et politiques très sophistiquées et, d'autre part, une reconnaissance, largement admise, de la supériorité culturelle du centre, assurant cohésion et légitimité. Le contrôle politique dans l'empire mongol, au contraire, repose sur la conquête militaire suivie d'une phase d'adaptation – et même d'assimilation – aux réalités locales.

La puissance impériale mongole est fondée sur la domination militaire, grâce à l'application brillante et sans pitié d'une tactique remarquable combinant mouvement et concentration des forces. Les Mongols n'apportent pas avec eux un système économique ou financier, pas plus qu'ils ne cherchent à légitimer leur domination par l'affirmation de leur supériorité culturelle. L'élite impériale se réduit à un groupe bien trop étroit et, dépourvue de tout sentiment de supériorité culturelle ou ethnique, elle manque de confiance en soi pour se perpétuer comme classe dirigeante structurée.

Petit à petit, les conquérants sont assimilés par les peuples soumis, dont la civilisation est souvent plus sophistiquée. Parmi les petits-fils de Gengis Khan, l'un, placé sur le trône de l'empereur de Chine, devient un propagateur fervent du confucianisme ; un autre, sultan de Perse, pratique l'islam avec dévo-



Étendue approximative du contrôle impérial mongol, 1280

tion ; un troisième, régnant sur l'Asie centrale, embrasse la culture perse.

C'est ce phénomène – l'assimilation des maîtres par les sujets du fait de leur absence de culture politique prépondérante –, ajouté aux problèmes de succession après la mort du Grand Khan, qui expliquent le déclin de l'empire. Le territoire conquis est devenu trop vaste pour être gouverné par un centre unique. Mais sa division en plusieurs entités indépendantes échoue à apporter une solution en favorisant le processus d'assimilation et en précipitant la désintégration. Après deux siècles d'existence, de 1206 à 1405, le plus grand empire continental que le monde ait connu disparaît sans laisser de traces.

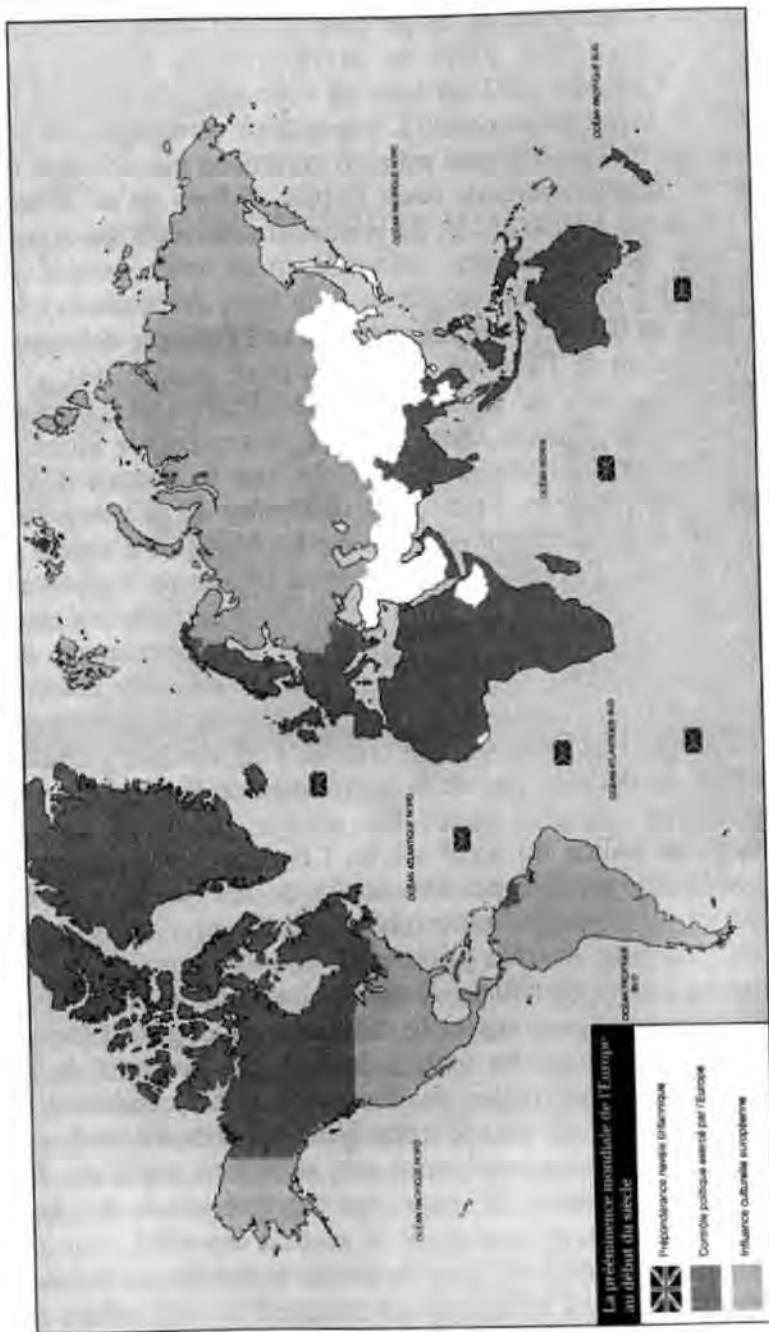
Ensuite, l'Europe devient le foyer de la puissance globale et le lieu où se déroulent les luttes pour l'acquérir. Au cours des trois siècles qui suivent, pour la première fois dans l'histoire,

les pays concurrents de la périphérie nord-ouest du continent eurasien réussissent, grâce au développement de leurs forces navales, à prendre pied sur tous les continents du globe et à s'y établir de façon permanente. L'importance numérique des populations qu'ils assujettissent est sans commune mesure avec leurs réserves démographiques assez faibles, si bien qu'au début du XX^e siècle (et à l'exclusion du continent américain qui a rompu ses liens de dépendance coloniale, mais reste peuplé pour l'essentiel d'immigrés européens et de leurs descendants), seuls la Chine, la Russie, l'empire ottoman et l'Éthiopie échappent à la domination de l'Europe de l'Ouest (voir carte p. 44).

Toutefois, cela ne signifie pas que l'Europe de l'Ouest est une puissance globale. Dans les faits, la suprématie globale de la civilisation européenne n'empêche pas le continent d'être dominé par plusieurs États. À la différence de la conquête du cœur même du continent eurasien par les Mongols d'abord, puis par la Russie, l'impérialisme européen résulte de l'exploration maritime continue et de l'expansion commerciale océanique. Toutefois, ce processus engendre une rivalité permanente entre les États européens, non seulement pour la conquête coloniale, mais aussi pour l'acquisition d'une position dominante au sein de l'Europe. Fait géopolitique crucial, l'hégémonie globale de l'Europe ne découle pas de la suprématie en Europe d'un seul État.

Jusqu'au milieu du XVII^e siècle, l'Espagne est la puissance prépondérante en Europe. Dès la fin du XV^e siècle, elle s'est taillée un vaste empire outre-mer et vise la suprématie globale. La religion joue un rôle primordial, comme doctrine unifiante et comme source du zèle missionnaire impérial. Il faut d'ailleurs l'arbitrage papal pour régler le différend qui oppose l'Espagne à son grand rival sur les océans, le Portugal. Le traité de Tordesillas (1494) puis celui de Saragosse (1529) codifient une division formelle du monde entre leurs sphères coloniales respectives. Néanmoins, confrontée aux ambitions anglaises, françaises et hollandaises, l'Espagne ne parvient jamais à imposer sa prépondérance, ni en Europe ni au-delà des mers.

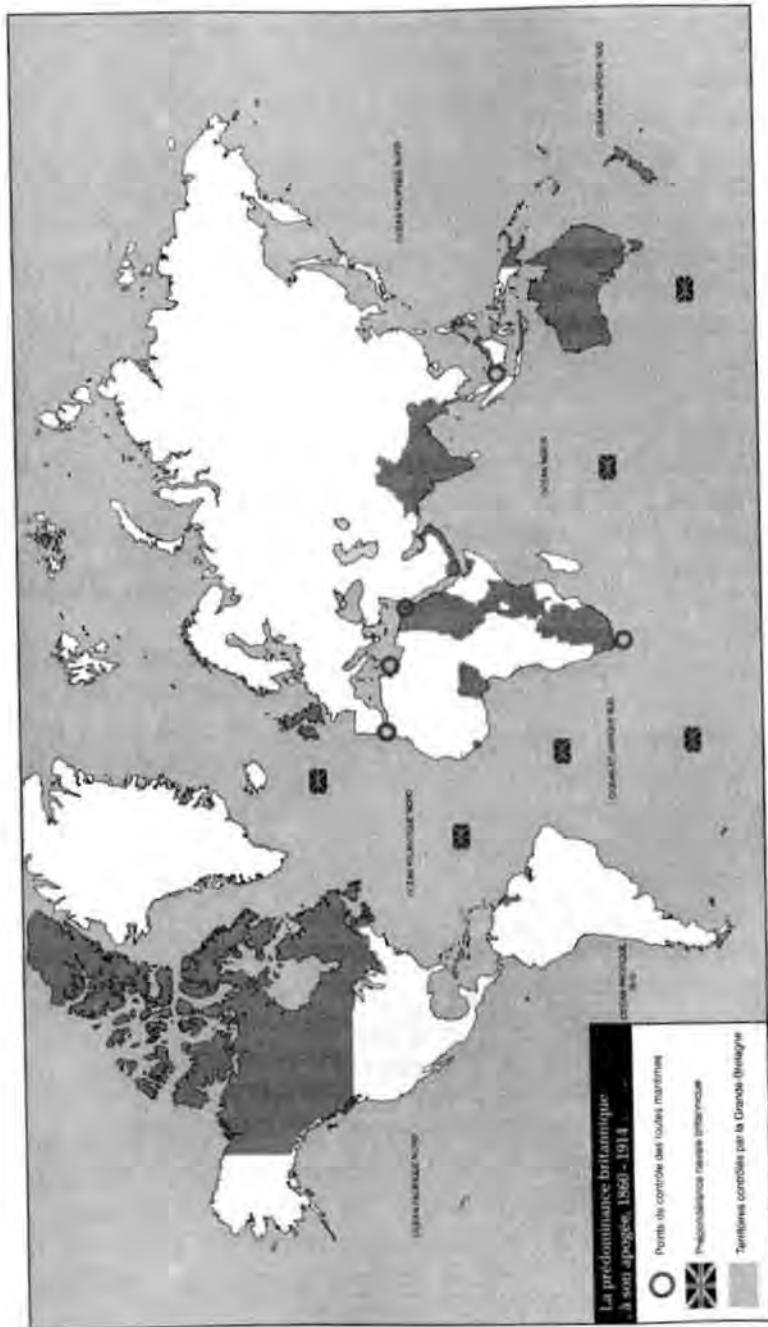
Progressivement, le rapport de forces se modifie en faveur de la France. Jusqu'en 1815, celle-ci domine l'Europe, même si sa



première place est contestée sans répit par ses rivaux européens, sur le continent comme outre-mer. Pendant l'épisode napoléonien, elle étend son hégémonie à la quasi-totalité du continent. Si cette entreprise avait été couronnée de succès, la France serait devenue une véritable puissance globale. Cependant, sa défaite contre une coalition européenne rétablit l'équilibre continental des forces.

Pendant un siècle, jusqu'en 1914, la marine britannique règne sur les mers. La primauté maritime de la Grande-Bretagne est alors incontestée, et Londres consolide sa position de premier centre commercial et financier du monde. Toutefois, pas plus que les aspirants à l'hégémonie globale qui l'ont précédé, l'empire britannique, première puissance coloniale, ne peut prétendre faire valoir son autorité sur l'ensemble du continent. De fait, la Grande-Bretagne pratique une diplomatie complexe recherchant l'équilibre des forces et privilégiant l'entente franco-britannique afin de prévenir une domination allemande ou russe sur le continent.

L'empire britannique procède d'une combinaison de voyages d'exploration, d'établissement de liaisons commerciales et de campagnes de conquêtes. Mais, similaire en cela à ses prédecesseurs romains ou chinois, ou à ses rivaux espagnols ou français, il puise une bonne part de sa stabilité dans l'acceptation de la supériorité culturelle britannique. Il ne s'agit pas seulement d'une vaine illusion entretenue par une classe dirigeante arrogante, mais d'une notion à laquelle adhèrent un nombre important de sujets non britanniques... Le premier président sud-africain noir, Nelson Mandela disait : « J'ai été éduqué dans une école britannique, à une époque où, tout ce qu'il y avait de meilleur dans le monde était, d'une manière ou d'une autre, lié à la Grande-Bretagne. Je n'ai pas renié l'influence que ce pays, son histoire et sa culture ont exercée sur nous. » À travers l'empire, la reconnaissance mutuelle de cette supériorité culturelle a pour effet de réduire les effectifs militaires nécessaires à maintenir le pouvoir du centre. En 1914, seuls quelques milliers de soldats et de fonctionnaires contrôlent vingt-huit millions de kilomètres carrés et quelque quatre cents millions de sujets non britanniques (voir carte p. 46).



L'influence de Rome reposait sur la supériorité de son organisation militaire et sur son aura culturelle. La Chine s'est appuyée sur une bureaucratie efficace pour administrer un empire fondé sur une identité ethnique commune, renforcée par une conscience aiguë de sa supériorité culturelle. Le pouvoir de l'empire mongol combinait des tactiques militaires inédites à une tendance lourde à l'assimilation. Les Britanniques (aussi bien que les Espagnols, les Néerlandais ou les Français) ont planté leur drapeau partout où ils avaient ouvert des routes commerciales et ils ont utilisé la supériorité de leur organisation militaire et de leurs ressources culturelles pour asseoir leur pouvoir. Pour autant, aucun de ces empires n'a vraiment été global. La Grande-Bretagne elle-même n'a jamais été une vraie puissance globale. Elle n'a jamais contrôlé l'Europe, même si elle a su y maintenir l'équilibre. La stabilité en Europe était une condition essentielle de sa prééminence internationale. Aussi l'autodestruction de l'Europe a-t-elle marqué la fin de la primauté britannique.

La puissance globale à laquelle se sont élevés les États-Unis est donc unique, par son envergure et son ubiquité. Non seulement l'Amérique contrôle la totalité des océans et des mers, mais elle dispose de forces amphibies lui permettant d'intervenir partout. Ses « légions » occupent des positions imprenables aux extrémités est et ouest du continent eurasien, et elles contrôlent aussi le golfe Persique. Ses vassaux et ses tributaires, dont certains poussent les marques d'allégeance jusqu'à souhaiter des liens encore plus étroits avec Washington, sont répartis sur l'ensemble des continents (voir carte p. 48).

Le dynamisme de son économie explique cette primauté globale. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'économie américaine a un statut à part : les États-Unis représentent plus de 50 % du PNB mondial. Cette disproportion ne peut durer. Bientôt, la reconstruction économique en Europe et au Japon, puis le décollage phénoménal de l'Asie réduisent leur part relative. Pour autant, à la fin de la guerre froide, leur part dans le PNB mondial, et mieux encore, dans la production industrielle mondiale se stabilise autour de 30 %, niveau qui a été la norme tout



au long du siècle, si l'on excepte la période exceptionnelle de l'après-guerre.

Plus important encore, l'Amérique a maintenu, et même renforcé, sa position dominante, en multipliant les applications militaires des innovations scientifiques les plus avancées. Ainsi, elle dispose d'un appareil militaire sans équivalent du point de vue technologique, le seul à avoir un rayon d'action global. Dans le domaine des technologies de l'information, elle continue à creuser l'écart. Comme le montre sa maîtrise des secteurs décisifs pour l'économie de demain, sa compétitivité technologique n'est pas prête d'être remise en cause, d'autant que, dans ces mêmes secteurs, les États-Unis préservent ou accroissent leur avantage en termes de productivité sur leurs rivaux japonais ou européens de l'Ouest.

À l'évidence, la Russie et la Chine prennent ombrage de l'hégémonie américaine. Une déclaration commune, au début de l'année 1996, lors d'une visite du président russe Boris Eltsine à Pékin, laisse transparaître leur ressentiment. Par ailleurs, chacun de ces deux pays détient un arsenal nucléaire capable de menacer les intérêts vitaux des États-Unis. Pour autant, dans la situation présente comme dans un avenir proche, s'ils peuvent déclencher une guerre suicidaire, ni l'un ni l'autre n'est en mesure de la gagner. La logistique et les alliances nécessaires pour faire prévaloir au loin leurs visées politiques en utilisant la force leur font défaut. Compte tenu de leur retard technologique par rapport aux États-Unis, ils ne peuvent conserver – ni même avoir pour un temps au moins – une influence politique significative à l'échelle mondiale.

En bref, *aucune puissance ne peut prétendre rivaliser dans les quatre domaines clés – militaire, économique, technologique et culturel – qui font une puissance globale.* Seule l'Amérique est dotée de forces armées d'un rayon d'action planétaire ; elle reste le principal moteur de la croissance mondiale (si par certains aspects, le Japon et l'Allemagne peuvent contester ce rôle, aucun de ces deux pays ne jouit des autres attributs définissant la puissance globale) ; elle détient la suprématie dans les principales technologies innovantes ; sa culture – même dans ses aspects les moins sophistiqués – bénéficie d'un pouvoir d'at-

traction incomparable, en particulier auprès des jeunes générations. De ces avantages, elle tire un prestige politique et une marge de manœuvre inégalées. *La combinaison de ces quatre aspects lui confère la position de seule superpuissance globale.*

Le système global de l'Amérique

Bien qu'on puisse établir des parallèles, les différences entre l'hégémonie américaine et les systèmes impériaux anciens sont plus essentielles. Et elles dépassent la seule question territoriale. La puissance globale américaine repose sur un système planétaire de conception originale, qui reflète l'expérience nationale des États-Unis. Le pluralisme de la société et du système politique est la clé de cette expérience.

Les empires du passé ont, le plus souvent, été bâtis par des élites aristocratiques et gouvernés par des régimes autoritaires ou absolutistes. Les populations étaient ou indifférentes aux conditions politiques, ou, dans des périodes plus récentes, conviées à adhérer aux desseins de l'empire. La quête de la gloire nationale, le « fardeau de l'homme blanc », la « mission civilisatrice » ou les perspectives inavouées de bénéfices personnels ont servi à mobiliser pour l'aventure impériale et à faciliter le fonctionnement de la hiérarchie pyramidale du pouvoir.

L'opinion publique américaine a toujours adopté une attitude ambivalente à l'égard des interventions extérieures. Si elle s'est ralliée à l'entrée de l'Amérique dans la Deuxième Guerre mondiale, c'est pour l'essentiel à la suite du choc provoqué par l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. L'engagement dans la guerre froide s'est heurté à de fortes réticences, balayées seulement lors du blocus de Berlin et de la guerre de Corée. Après la fin de la guerre froide, le fait que les États-Unis deviennent la seule puissance globale n'a guère suscité d'enthousiasme. Beaucoup d'Américains restent isolationnistes. Des sondages organisés en 1995 et 1996 ont montré que la majorité d'entre eux préférait le partage au monopole de la puissance.

Bien plus que les empires passés, l'Amérique est donc encouragée à gérer son système mondial en cooptant des partenaires (à commencer par les vaincus de la Deuxième Guerre mondiale,

l'Allemagne et le Japon, puis aujourd'hui, la Russie). Pour les mêmes raisons, son système recourt à l'influence indirecte sur les élites étrangères qui dépendent d'elle et tire parti de l'image positive qu'ont ses institutions et ses principes démocratiques. Par ailleurs, la domination américaine sur les communications globales, la culture de masse et les spectacles populaires a un impact énorme, bien que difficile à quantifier. Tout comme son niveau technologique et sa capacité d'intervention militaire tous azimuts.

La domination culturelle des États-Unis a jusqu'à présent été un aspect sous-estimé de sa puissance globale. Quoi que l'on pense de ses qualités esthétiques, la culture de masse américaine exerce, sur la jeunesse en particulier, une séduction irrésistible. Malgré l'hédonisme superficiel et les styles de vie stéréotypés qu'elle vante, son attrait n'en demeure pas moins irréfutable. Les programmes américains alimentent les trois quarts du marché mondial de la télévision et du cinéma. Cette domination est tout aussi marquée dans le domaine des musiques populaires, et, de plus en plus, des phénomènes de mode – vestimentaires, alimentaires ou autres – nés aux États-Unis se diffusent par imitation dans le monde entier. Sur Internet, l'anglais sert de *lingua franca* et une majorité écrasante des services en ligne, sur les réseaux informatiques, sont localisés aux États-Unis, ce qui a une influence décisive sur le contenu des communications. Les États-Unis attirent, dans une proportion de plus en plus grande, les individus qui souhaitent approfondir leur formation ou se spécialiser. On estime à un demi-million les entrées annuelles sur le territoire de nouveaux étudiants étrangers. Parmi les meilleurs d'entre eux, bon nombre ne retourneront jamais dans leur pays d'origine. On trouve des diplômés des universités américaines dans les cabinets gouvernementaux sur tous les continents.

De plus en plus, les hommes politiques des pays démocratiques adoptent la manière américaine. John F. Kennedy est sans doute celui qui a suscité, à travers le monde, le plus d'imitations, mais le style de dirigeants plus récents (moins mythiques) est lui aussi disséqué avec attention et copié. Des personnalités aussi différentes que le récent Premier ministre japonais Ryu-

taro Hashimoto et le tout nouveau Premier ministre travailliste anglais Tony Blair – notons au passage le diminutif Tony, à l'instar de « Jimmy » Carter, de « Bill » Clinton ou de « Bob » Dole – trouvent tous deux opportun, malgré la disparité de leurs cultures et de leurs préoccupations respectives, de copier les manières familières de Bill Clinton, sa simplicité étudiée et ses techniques de relations publiques.

Les idéaux démocratiques, identifiés aux traditions politiques américaines, renforcent encore ce que certains considèrent comme une forme d'impérialisme culturel. Alors même que la démocratie s'étend un peu partout, l'expérience politique américaine tend à servir de modèle. Partout se répand aujourd'hui l'idée qu'un régime démocratique repose sur une constitution écrite et que la loi doit prévaloir sur le fait du prince. Cette conception, même si elle est de peu d'effet sur la pratique d'un certain nombre d'États, s'inspire en ligne directe du constitutionnalisme américain. Récemment, dans les ex-pays communistes, le contrôle de l'armée par le pouvoir civil – condition nécessaire pour faire partie de l'OTAN – a été instauré sur le modèle des relations entre civils et militaires aux États-Unis.

À l'attrait que présente le système politique américain et son influence vient s'ajouter la séduction exercée par le modèle de la libre entreprise et ses corollaires : le libre-échange et la concurrence. L'État-providence, tel que l'ont pratiqué les démocraties occidentales, montre ses limites économiques, y compris sous la forme allemande de la « cogestion » entre patronat et syndicats ouvriers. De plus en plus d'Européens admettent que s'ils veulent combler leur retard, ils doivent adopter la culture économique américaine, plus compétitive, plus dure. Même au Japon, on commence désormais à admettre que l'individualisme, dans la sphère économique, est un facteur de réussite.

L'importance accordée à la démocratie politique et au développement économique dans le modèle américain se résume à un message idéologique simple et très attractif : la recherche de la réussite individuelle favorise la liberté et engendre la prospérité. Pour quiconque se nourrit de ce mélange actif

d'idéalisme et d'égoïsme, se battre pour réaliser ses ambitions est un droit sacré qui, parce qu'il permet de créer des richesses et de servir d'exemple, peut profiter à tous. Les personnalités les plus entreprenantes, les caractères dynamiques et tous ceux que la compétition ne rebute pas peuvent se reconnaître dans cette doctrine.

À mesure que ce modèle gagne du terrain dans le monde, il crée un contexte propice à l'exercice indirect et apparemment consensuel de l'hégémonie américaine. À l'instar du système politique intérieur des États-Unis, leur hégémonie implique une structure complexe d'institutions et de médiations conçues pour engendrer le consensus et atténuer les déséquilibres et les désaccords. Ainsi la suprématie globale américaine repose-t-elle sur un système élaboré d'alliances et de coalitions, qui, au sens propre, couvre la planète.

Au sein de l'Alliance atlantique, et plus particulièrement dans le cadre institutionnel de l'OTAN, les États-Unis collaborent avec les pays les plus dynamiques et les plus influents d'Europe. Ils participent ainsi avec eux aux décisions relevant des affaires intérieures de la région. La série d'accords bilatéraux, politiques et militaires qui définissent la relation avec le Japon fait – jusqu'à présent – de ce pays un protectorat et lie étroitement son économie – la première en Asie – aux États-Unis. Ces derniers ont choisi de s'investir dans le Pacifique, en participant à la mise sur pied de divers organismes multilatéraux, tels que l'Alliance pour la coopération économique dans le Pacifique (APEC). Ils peuvent d'autant plus facilement y jouer un rôle dans les organisations multilatérales de l'hémisphère occidental que la région est protégée d'autres influences. Dans le golfe Persique, une série de traités de sécurité, conclus pour la plupart à l'issue de la courte expédition punitive contre l'Irak en 1991, ont transformé cette région, vitale pour l'économie mondiale, en chasse gardée de l'armée américaine. Même dans le territoire de l'ex-bloc soviétique, un certain nombre d'États sont parties prenantes d'accords, sous égide américaine, visant à renforcer la coopération avec l'OTAN. Parmi ceux-ci, le plus important est le Partenariat pour la paix.

Enfin, on ne doit pas oublier que le système américain se déploie encore à un autre niveau, constitué par un réseau mondial d'organismes spécialisés, en particulier les institutions financières « internationales ». Le FMI et la Banque mondiale servent par définition des intérêts « globaux » et leur sphère d'intervention s'étend à la planète. En réalité, l'Amérique y joue un rôle prépondérant, et elle a été à l'origine de leur création, à l'occasion de la conférence de Bretton Woods en 1944.

Rompt avec le modèle usuel des empires du passé, structurés selon une hiérarchie pyramidale, ce système vaste et complexe s'appuie sur un maillage planétaire au centre duquel se tient l'Amérique. Son pouvoir s'exerce par le dialogue, la négociation permanente et la recherche d'un consensus formel, même si, en dernière analyse, la décision émane d'une source unique : Washington, DC. Telle est la règle du jeu, à l'image de la politique intérieure américaine. D'une certaine manière, rien dans l'exercice de l'hégémonie mondiale américaine ne montre mieux l'importance des procédures démocratiques centralisées que les efforts menés par les États étrangers pour s'investir dans la politique intérieure américaine. Dans la mesure de leurs possibilités, tous les gouvernements tentent de mobiliser les secteurs de la population qui, pour des raisons d'origine nationale ou d'identité religieuse, peuvent partager leurs intérêts. Parmi toutes les communautés qui œuvrent à influencer la politique étrangère des États-Unis, les lobbies juif, grec ou arménien se distinguent par leur efficacité. En plus du bon millier de groupes d'intérêts étrangers officiellement déclarés à Washington, la plupart des gouvernements étrangers recourent aussi à des lobbyistes pour faire progresser leurs dossiers, en particulier au Congrès.

Ainsi, la suprématie américaine a engendré un nouvel ordre international qui reproduit et institutionnalise, à travers le monde, de nombreux aspects du système politique américain. Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- un système de sécurité collective doté de forces et d'un commandement intégrés (OTAN, Traité de sécurité américano-japonais, etc.) ;

- des organismes de coopération économique régionale (ALENA, APEC, etc.) et des institutions de coopération mondiale (Banque mondiale, FMI, OMC) ;
- une recherche du consensus dans les décisions, même si les procédures sont dominées, de fait, par les États-Unis ;
- la préférence accordée aux démocraties dans les alliances importantes ;
- des structures judiciaires et constitutionnelles internationales — encore rudimentaires à ce jour — (de la Cour internationale de Justice au tribunal spécial pour les crimes de guerre en Bosnie).

Ce système a pris forme tout au long de la guerre froide pour créer un rapport de forces défavorable face à l'Union soviétique. Quand l'Amérique, suite à la chute de son rival, a endossé son statut de seule puissance globale, ces institutions étaient prêtes pour remplir leurs nouvelles fonctions. La nature du système a été bien définie par le politologue G. John Ikenberry :

Il était hégémonique, en ce sens qu'il était centré autour des États-Unis et reflétait des mécanismes politiques et des principes organisationnels d'inspiration américaine. On pourrait le qualifier d'ordre libéral, parce que sa légitimité était admise et qu'il a fonctionné par un jeu d'interactions réciproques. Pour les Européens [on pourrait ajouter pour les Japonais (NdA)], la reconstruction économique et sociale, compatible avec l'hégémonie américaine, leur a toutefois laissé assez de latitude pour expérimenter des systèmes politiques autonomes et semi-indépendants [...]. L'évolution de ce système complexe a servi à « domestiquer » les relations entre les principaux États d'Europe de l'Ouest. Malgré des épisodes de fortes tensions entre ces États, les occasions de conflits ont été maîtrisées, grâce à cet ordre politique stable, aux fondations solides et de plus en plus sophistiqué [...]. Si bien que la menace de conflits armés n'est plus à l'ordre du jour².

2. *Creating Liberal Order : The Origins and Persistence of the Postwar Western Settlement*, thèse non traduite, université de Pennsylvanie, novembre 1995.

L'Amérique a acquis une position d'hégémonie globale sans précédent. Elle n'a, aujourd'hui, aucun rival susceptible de remettre en cause ce statut. Qu'en sera-t-il dans un avenir proche ?

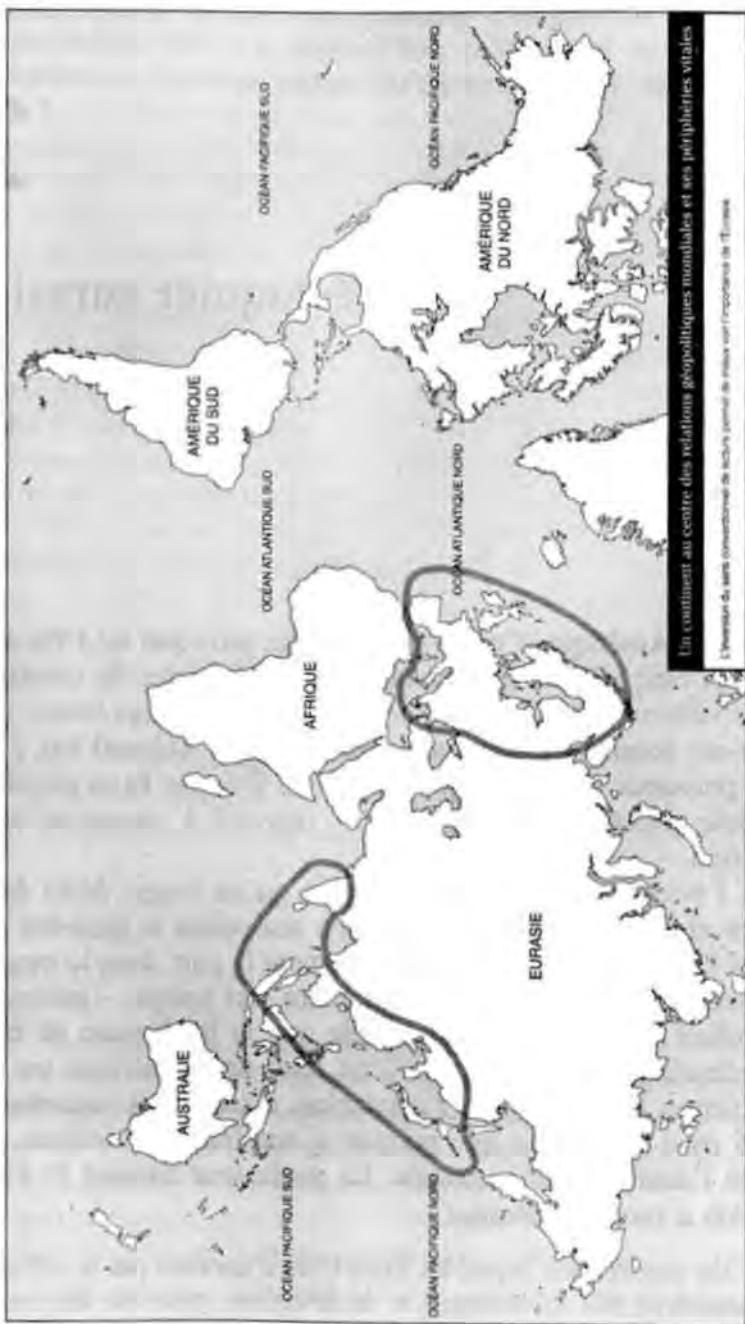
2

L'échiquier eurasien

Pour l'Amérique, l'enjeu géopolitique principal est l'Eurasie. Depuis cinq siècles, les puissances et les peuples du continent qui rivalisent pour la domination régionale et la suprématie globale ont dominé les relations internationales. Aujourd'hui, c'est une puissance extérieure qui prévaut en Eurasie. Et sa primauté globale dépend étroitement de sa capacité à conserver cette position.

À l'évidence, cette situation n'aura qu'un temps. Mais de sa durée et de son issue dépendent non seulement le bien-être des États-Unis, mais aussi plus généralement la paix dans le monde. La soudaine émergence de la première – et unique – puissance mondiale a créé une situation telle que la fin brutale de cette suprématie – qu'elle soit due à un repli de l'Amérique sur ses problèmes intérieurs ou à l'apparition, aujourd'hui improbable, d'un rival – ouvrirait une période d'instabilité généralisée. Ce serait l'anarchie internationale. Le professeur Samuel P. Huntington a raison d'affirmer :

Un monde dans lequel les États-Unis n'auraient pas la primauté connaîtrait plus de violences et de désordres, moins de démocratie



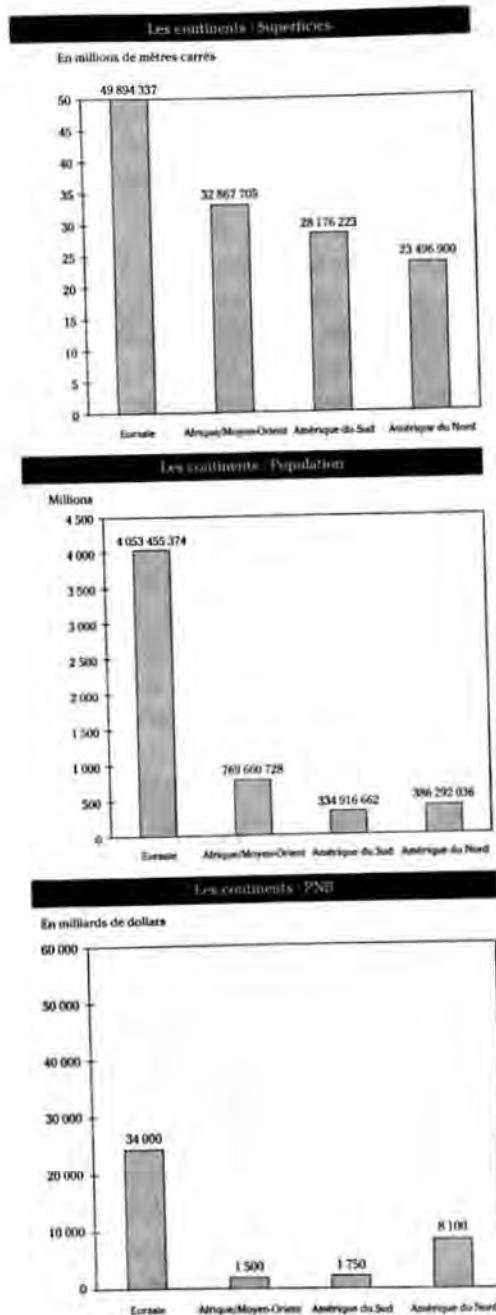
et de croissance économique que si les États-Unis continuaient, comme aujourd'hui, à avoir plus d'influence sur les affaires globales que tout autre pays. Le maintien de la primauté des États-Unis est essentiel non seulement pour le niveau de vie et la sécurité des Américains, mais aussi pour l'avenir de la liberté, de la démocratie, des économies ouvertes et de l'ordre international¹.

Dans ce contexte, la façon dont les États-Unis « gèrent » l'Eurasie est d'une importance cruciale. Le plus grand continent à la surface du globe en est aussi l'axe géopolitique. Toute puissance qui le contrôle, contrôle par là même deux des trois régions les plus développées et les plus productives. Un simple regard sur la carte suffit pour comprendre comment la mainmise sur l'Eurasie offre presque automatiquement une tutelle facile sur l'Afrique et confère une position géopolitique périphérique aux deux Amériques et à l'Océanie (voir carte p. 58). On dénombre environ 75 % de la population mondiale en Eurasie, ainsi que la plus grande partie des richesses physiques, sous forme d'entreprises ou de gisements de matières premières. L'addition des produits nationaux bruts du continent compte pour quelque 60 % du total mondial. Les trois quarts des ressources énergétiques connues y sont concentrées (voir tableau p. 60).

Là aussi se sont développés la plupart des États politiquement dynamiques et capables d'initiatives. Derrière les États-Unis, les six économies les plus prospères et les six plus gros budgets de la défense s'y trouvent, ainsi que tous les pays détenteurs de l'arme nucléaire (les « officiels » comme les « présumés », à une exception près dans chaque cas). Parmi les États qui aspirent à détenir une hégémonie régionale et à exercer une influence planétaire, les deux plus peuplés sont situés en Eurasie. Tous les rivaux politiques et/ou économiques des États-Unis aussi. Leur puissance cumulée dépasse de loin celle de l'Amérique. Heureusement pour cette dernière, le continent est trop vaste pour réaliser son unité politique.

L'Eurasie demeure, en conséquence, l'échiquier sur lequel se

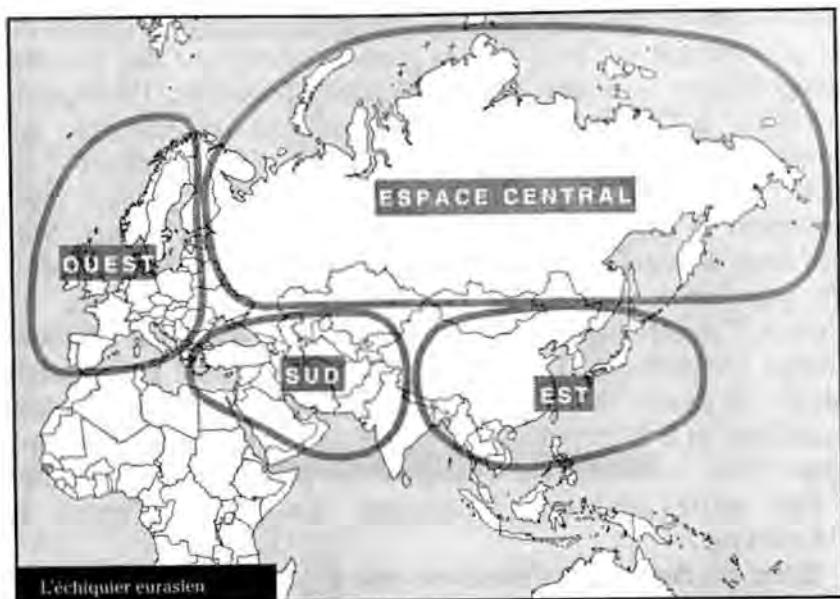
1. Samuel P. Huntington, « Why International Primacy Matters », *International Security*, printemps 1993, p. 83.



déroule le combat pour la primauté globale. On peut comparer la géostratégie – c'est-à-dire la gestion stratégique des intérêts géopolitiques – à une partie d'échecs. Toutefois, l'échiquier eurasien, à l'ovale imparfait, implique tout un ensemble de joueurs, chacun d'entre eux détenant une série de pièces – et donc un capital de puissance – différente. Les joueurs clés occupent le centre, le sud, l'est et l'ouest de l'échiquier. Sur ces deux derniers « côtés », on trouve des régions à forte densité de population, structurées par plusieurs États puissants. À l'ouest, l'Amérique exerce directement son pouvoir sur l'étroite frange périphérique. L'extrême orientale du bloc continental abrite un joueur indépendant, à la puissance de plus en plus manifeste et à la population gigantesque, tandis que son énergique rival – confiné sur quelques îles proches – et la moitié d'une petite péninsule fournissent des points d'appui à l'Amérique.

Entre ces deux pôles s'étend un vaste espace central, à la population clairsemée, à l'organisation éclatée et aujourd'hui dénué d'orientation politique ferme. Un adversaire déterminé de la prééminence des États-Unis l'occupait naguère, dont l'objectif prioritaire a longtemps été d'en finir avec la présence américaine en Eurasie. Au sud de ce grand plateau central, s'étend une région marquée par une forte anarchie politique mais riche en ressources énergétiques. Elle revêt, de ce fait, une grande importance potentielle pour tous les États de l'Eurasie, à l'ouest comme à l'est. Densément peuplée, la frange la plus méridionale de cette zone aspire à l'hégémonie régionale (voir carte p. 62).

Le « jeu » se déroule sur cet échiquier déformé et immense, qui s'étend de Lisbonne à Vladivostok. Si l'espace central peut être attiré dans l'orbite de l'Ouest (où les États-Unis jouent un rôle prépondérant), si le Sud n'est pas soumis à la domination exclusive d'un joueur et si l'Est ne réalise pas son unité de sorte que l'Amérique se trouve expulsée de ses bases insulaires, cette dernière conservera une position prépondérante. Mais si l'espace central rompt avec l'Ouest et constitue une entité dynamique, capable d'initiatives propres ; si, dès lors, il assure son contrôle sur le Sud ou forme une alliance avec le principal acteur oriental, alors la position américaine en Eurasie sera ter-



riblement affaiblie. À l'Est, l'union des deux principaux acteurs aurait des conséquences similaires. Enfin, sur la périphérie occidentale, l'éviction des États-Unis par ses partenaires signerait la fin de la participation américaine au jeu d'échecs eurasien, même si un tel retournement signifierait sans doute la subordination des confins de l'Ouest à un acteur redevenu puissant dans la région centrale.

Malgré sa dimension planétaire, l'hégémonie américaine reste superficielle. Elle s'exerce par de multiples mécanismes d'influence, mais, à la différence des empires du passé, pas par le contrôle direct. L'étendue et la diversité de l'Eurasie ainsi que la vigueur de nombre de ses États brident l'influence de l'Amérique et réduisent sa maîtrise du cours des événements. Ce mégicontinent est tout bonnement trop vaste et trop peuplé, trop riche de ses nombreuses cultures, trop fort de ses États politiquement dynamiques et historiquement ambitieux pour faire preuve de docilité à l'égard de quiconque, fût-ce la puissance globale dominante, l'économie la plus florissante. Ce contexte exige une grande habileté géostratégique. Sur l'échi-

quier eurasien, les États-Unis doivent utiliser leurs ressources à bon escient, et toujours de manière sélective et prudente.

Par ailleurs, l'Amérique est trop démocratique chez elle pour se montrer autocratique à l'extérieur. Voilà qui limite l'usage qu'elle peut faire de sa puissance, en particulier de sa capacité d'intimidation militaire. Jamais par le passé, une démocratie libérale ne s'est élevée à une telle suprématie. La course à la puissance n'est pas un objectif susceptible de mobiliser les passions populaires, sauf dans des situations de menace imminente ou lorsque le bien-être intérieur est en cause. Les sacrifices économiques (c'est-à-dire l'augmentation des dépenses militaires) et humains (y compris les victimes au sein de l'armée de métier) que requiert un tel effort sont incompatibles avec les instincts démocratiques. La démocratie exclut toute mobilisation impériale.

D'une manière générale, les Américains ne semblent guère considérer que leur nouveau statut de superpuissance mondiale sans rivale leur confère des avantages particuliers. Le « triumphalisme » politique, né de la victoire des États-Unis à l'issue de la guerre froide, n'a pas trouvé de relais dans l'opinion. Accueilli avec froideur, il a même suscité les railleries des commentateurs les plus opposés aux conservateurs. Bien entendu, le succès historique de l'Amérique dans sa confrontation avec l'ex-Union soviétique a engendré de nombreux débats, dont il émerge deux points de vue antagonistes. Selon le premier, la fin de la guerre froide justifie une réduction significative de l'engagement international des États-Unis, quelles qu'en soient les conséquences pour sa position globale. Selon l'autre thèse, le temps est venu d'un authentique multilatéralisme, que les États-Unis doivent favoriser, fût-ce en abandonnant une partie de leur souveraineté. Chacun de ces courants de pensée a reçu le soutien de larges franges de l'opinion.

Un ensemble de données nouvelles a modifié la situation mondiale. L'Amérique doit les intégrer dans ses perspectives : l'usage direct de la puissance tend à être moins aisément possible. L'arme nucléaire a réduit, dans des proportions fantastiques, l'utilité de la guerre comme prolongement de la politique ou même comme menace. L'interdépendance de plus en plus

grande entre les nations rend moins efficace le chantage économique. Ainsi, les manœuvres, la diplomatie, la formation de coalitions, la cooptation et l'utilisation de tous les avantages politiques disponibles sont désormais les clés du succès dans l'exercice du pouvoir géostratégique sur l'échiquier européen.

Géopolitique et géostratégie

Pour maintenir leur primauté mondiale, les États-Unis ne doivent pas négliger l'importance de la géographie politique. Elle demeure une donnée capitale des affaires internationales. Napoléon aurait affirmé que connaître la géographie d'une nation suffit pour comprendre sa politique extérieure. Il faut toutefois adapter cette analyse aux nouvelles réalités de la puissance.

Dans l'histoire des relations internationales, le contrôle des territoires a été l'enjeu essentiel des conflits politiques. L'exaltation de la fierté nationale par l'annexion de nouveaux territoires ou la frustration due à la perte de la terre « sacrée » sont à l'origine de la plupart des guerres sanglantes menées depuis l'essor des nationalismes. On peut dire sans exagérer que l'« impératif territorial » a été l'impulsion principale qui a inspiré les comportements agressifs des États-nations. De la même manière, les empires ont affermi leur sécurité en faisant main basse sur des points névralgiques, véritables joyaux géographiques, tels que Gibraltar, le canal de Suez ou Singapour, qui ont servi à la fois de tours de guet et de clés de voûte du système de contrôle impérial.

L'Allemagne nazie et le Japon impérial fournissent deux exemples extrêmes du lien entre nationalisme et possessions territoriales. La tentative d'établissement d'un « Reich de mille ans », outre son programme de réunification des peuples germanophones sous un même toit politique, visait aussi à satisfaire un autre désir : l'appropriation des greniers de l'Ukraine et des autres pays slaves, dont les populations étaient vouées à fournir une main-d'œuvre asservie pour les domaines impériaux. De la même manière, le Japon considérait l'annexion de la Mandchourie – et, plus tard de l'Indonésie hollandaise, riche

de ses gisements de pétrole – comme une condition essentielle à la réalisation de sa vocation de grande puissance capable de peser sur la scène mondiale. Dans une veine similaire, la définition russe de la grandeur nationale s'est résumée, pendant des siècles, à l'acquisition de territoires. À la fin du xx^e siècle, confronté au problème des Tchétchènes, peuple non russe établi le long d'un oléoduc d'importance vitale, la Russie s'entête à légitimer sa mainmise en arguant qu'un tel contrôle va de pair avec son statut de grande puissance.

Les États-nations demeurent les unités de base du système mondial. Bien que le déclin du nationalisme chez les grandes puissances et l'affaissement des idéologies aient atténué le contenu passionnel de la politique globale – cependant que l'arme nucléaire a sérieusement limité le recours à la force –, les affrontements nés de litiges territoriaux dominent encore les relations internationales, sous des formes, il est vrai, moins explosives. Dans cette confrontation, les États-nations continuent à définir leurs objectifs de politique extérieure en fonction de leur situation géographique et la taille d'un pays reste un critère essentiel de statut et de puissance.

Cependant, pour la plupart des États-nations, la problématique de l'annexion a perdu de sa pertinence. Si les questions territoriales dictent aujourd'hui encore la politique étrangère de nombreux pays, la confrontation s'en tient, le plus souvent, à des manifestations de ressentiment à l'égard d'un voisin qui refuse d'accorder l'autodétermination à des frères de sang, coupés de la mère patrie, ou à l'expression de griefs concernant le traitement de minorités ethniques. L'issue de ces problèmes diffère, on le voit, de l'équation traditionnelle liant le prestige national à la taille du territoire.

De plus en plus, les élites dirigeantes privilégient de nouveaux facteurs dans la définition du statut international d'un État et de son degré d'influence. La réussite économique et son corollaire, l'innovation technologique, prennent le pas sur les autres critères. Le Japon représente le meilleur exemple. Néanmoins, la situation géographique d'un pays détermine toujours ses priorités immédiates. Et son poids militaire, économique et politique est en relation directe – au-delà de ses voisins immé-

diats – avec sa capacité à faire valoir ses intérêts géopolitiques, à jouer de son influence et à prendre l'initiative.

Récemment encore, les spécialistes de géopolitique discutaient des avantages relatifs de la puissance terrestre et de la puissance navale, et s'efforçaient de déterminer quelle région, en Eurasie, permettait de contrôler l'ensemble du continent. L'un des plus grands experts, Halford J. Mackinder, a ouvert ce débat dès le début du siècle, en forgeant deux nouveaux concepts : il a tout d'abord développé celui d'« aire-pivot » en Eurasie (incluant la totalité de la Sibérie et la majeure partie de l'Asie centrale), puis celui de *heartland* (œur continental), soit l'Europe centrale, qu'il considérait comme les deux tremplins indispensables à la maîtrise du continent. Il a popularisé la notion de *heartland* en une maxime célèbre :

Qui gouverne l'Europe de l'Est domine le *heartland* ;
qui gouverne le *heartland* domine l'île-monde ;
qui gouverne l'île-monde domine le monde.

D'éminents spécialistes allemands de géographie politique ont eux aussi invoqué ces principes, afin de justifier le *Drang nach Osten* de leur pays, en particulier Karl Haushofer, qui a adapté le concept de Halford J. Mackinder aux besoins stratégiques de l'Allemagne. On en retrouve un écho vulgarisé dans la notion de *Lebensraum* (espace vital) nécessaire au peuple allemand, mise en avant avec insistance par Adolf Hitler. Au cours de la première moitié du siècle, d'autres théoriciens européens, anticipant le déplacement vers l'Est du centre de gravité géopolitique, ont compris que la région Pacifique – en particulier l'Amérique et le Japon – s'apprétait à hériter de la suprématie qu'une Europe affaiblie ne pouvait plus exercer. Pour prévenir ce transfert de souveraineté, Paul Demangeon et plusieurs de ses confrères, tous spécialistes français de géographie politique, ont plaidé pour une plus grande unité entre Etats européens, avant même le début du second conflit mondial.

Aujourd'hui, la géopolitique ne s'attache plus à identifier quelle zone géographique en Eurasie peut servir de base pour dominer le continent, ni à comparer les avantages relatifs de la puissance terrestre et de la puissance navale. Passant de

l'échelle régionale à l'approche planétaire, la géopolitique postule que la prééminence sur le continent eurasien sert de point d'ancrage à la domination globale. Les États-Unis, puissance extérieure à l'Eurasie, jouissent de la primauté internationale, grâce à leur présence directe sur trois zones périphériques du continent, position qui étend leur rayon d'action jusque sur les États de l'*hinterland* continental. Mais l'Eurasie demeure le seul théâtre sur lequel un rival potentiel de l'Amérique pourrait éventuellement apparaître. Si l'on souhaite élaborer les règles d'actions géostratégiques de l'Amérique, c'est-à-dire définir les moyens qu'elle doit se donner pour gérer à long terme ses intérêts géopolitiques en Eurasie, il est indispensable de procéder à l'analyse des principaux acteurs et à une reconnaissance appropriée du terrain.

Deux étapes sont nécessaires pour ce faire :

– En premier lieu, identifier les États possédant une réelle dynamique géostratégique et capables de susciter un bouleversement important dans la distribution internationale du pouvoir. Dans le même mouvement, déchiffrer les priorités que se fixent, en matière de politique étrangère, les élites des pays concernés et envisager les conséquences qu'auraient leurs efforts pour atteindre ces objectifs ; identifier les États les plus sensibles du point de vue géopolitique, ceux qui, par leur situation géographique ou du simple fait de leur existence, peuvent avoir des effets catalyseurs sur des acteurs géostratégiques plus importants ou sur les conditions régionales.

– En second lieu, formuler des politiques spécifiques pour contrebalancer les effets néfastes des politiques initiées par ces États ; définir les moyens de les associer ou de les contrôler, de façon à préserver et à promouvoir les intérêts vitaux des États-Unis ; élaborer une réflexion géostratégique globale qui intègre et harmonise, à l'échelle planétaire, les diverses politiques régionales des États-Unis.

En bref, pour les États-Unis, la définition d'une orientation géostratégique pour l'Eurasie exige d'abord de la clarté dans la méthode : il est nécessaire de mettre sur pied des politiques résolues à l'égard des États dotés d'une position géostratégique dynamique et de traiter avec précaution les États catalyseurs.

Sur le fond, cette approche n'a de sens qu'autant qu'elle sert les intérêts de l'Amérique, c'est-à-dire, à court terme, le maintien de son statut de superpuissance planétaire et, à long terme, l'évolution vers une coopération mondiale institutionnalisée. Dans la terminologie abrupte des empires du passé, les trois grands impératifs géostratégiques se résumeraient ainsi : éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance que justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés ; empêcher les barbares de former des alliances offensives.

Acteurs géostratégiques et pivots géopolitiques

Les acteurs géopolitiques de premier plan sont les États dotés d'une capacité et d'une volonté nationale suffisantes pour exercer leur puissance et leur influence au-delà de leurs frontières. De ce fait, ils sont en mesure de modifier les relations internationales, au risque d'affecter les intérêts de l'Amérique. Tous possèdent, à quelque degré, le potentiel de et/ou la prédisposition à adopter une attitude explosive en matière géopolitique. Pour des raisons diverses – grandeur nationale, satisfaction idéologique, messianisme religieux ou prétentions économiques –, certains États cherchent à atteindre une position régionale dominante ou une influence mondiale. Si l'écheveau de motivations complexes qui les guide résiste à l'analyse, rien ne les résume mieux que la phrase de Robert Browning : « L'homme doit vouloir plus qu'il ne peut tenir. Sinon, à quoi bon avoir conçu le paradis ? » Ces États scrutent tous les aspects de la puissance américaine, estiment dans quelle mesure leurs intérêts sont compatibles avec ceux de ce partenaire avantage et élaborent leurs propres objectifs en assumant, si nécessaire, la responsabilité d'une confrontation avec l'Amérique. Les États-Unis doivent prêter une attention toute particulière à de tels acteurs.

La notion de pivots géopolitiques désigne les États dont l'importance tient moins à leur puissance réelle et à leur motivation qu'à leur situation géographique sensible et à leur vulnérabilité potentielle, laquelle influe sur le comportement des

acteurs géostratégiques. Le plus souvent, leur localisation leur confère un rôle clé pour accéder à certaines régions ou leur permet de couper un acteur de premier plan des ressources qui lui sont nécessaires. Il arrive aussi qu'un pivot géopolitique fonctionne comme un bouclier défensif pour un État ou une région de première importance. Parfois, la simple existence d'un pivot géopolitique a des conséquences politiques et culturelles importantes pour un État voisin, acteur géostratégique plus actif. Identifier et protéger les pivots géopolitiques majeurs de l'après-guerre froide est essentielle pour la géostratégie globale de l'Amérique.

Soulignons aussi, en préambule, que si les acteurs géostratégiques de premier plan sont, de manière générale, des pays puissants, tous les pays puissants ne constituent pas, automatiquement, des acteurs géostratégiques. Ainsi, le seul problème que peut soulever la liste des acteurs ci-dessous concerne l'omission d'un certain nombre de pays, à l'évidence importants. Cela exige quelques explications.

Dans la situation présente, on peut identifier sur la nouvelle carte politique de l'Eurasie, au moins cinq acteurs géostratégiques ainsi que cinq pivots géopolitiques. (Deux, parmi ces derniers, remplissent en partie une fonction d'acteurs.) La France, l'Allemagne, la Russie, la Chine et l'Inde sont des acteurs de premier plan – alors que la Grande-Bretagne, le Japon et l'Indonésie, pays sans doute très importants, ne relèvent pas de cette catégorie. L'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Corée, la Turquie et l'Iran constituent des pivots géopolitiques cruciaux. Ces deux derniers, malgré leurs moindres moyens, jouent aussi, dans une certaine mesure, un rôle géostratégique. Nous reviendrons plus en détail sur chacun d'entre eux dans les chapitres suivants.

À ce stade, contentons-nous d'affirmer que, à l'extrême occidentale de l'Eurasie, les acteurs géostratégiques clés sont la France et l'Allemagne. Tous deux sont mus par une vision de l'Europe unie, même s'ils divergent sur l'appréciation des liens que cette nouvelle entité devrait maintenir avec les États-Unis. Mais tous deux s'attachent à réaliser ce projet ambitieux. Ils s'efforcent, en d'autres termes, de modifier le *statu quo*. La

France, en particulier, possède une conception géostratégique de l'Europe qui lui est propre et qui diffère sur plusieurs aspects importants de celle des États-Unis. Par ailleurs, la France a une certaine propension à s'engager dans des manœuvres tactiques : elle joue volontiers la Russie contre l'Amérique ou la Grande-Bretagne contre l'Allemagne, tout en s'appuyant sur l'alliance franco-allemande pour compenser sa propre faiblesse.

La France et l'Allemagne sont assez puissantes et dynamiques pour avoir une influence régionale au-delà de leur voisinage immédiat. Ainsi, la France, outre son rôle politique central dans l'unification de l'Europe, estime constituer le noyau d'un ensemble d'États méditerranéens et nord-africains partageant des intérêts communs. De plus en plus, l'Allemagne prend conscience des atouts qu'elle a en propre : État européen le plus important, locomotive économique régionale et chef de file en puissance de l'Union européenne, elle se sent investie, à l'égard des pays de la nouvelle Europe centrale, d'une responsabilité particulière qui n'est pas sans rappeler la vieille notion de *Mittel-europa* placée sous égide allemande. De plus, la France et l'Allemagne s'estiment autorisées à négocier au nom de l'Europe avec la Russie et, du fait de sa situation géographique, l'Allemagne n'exclut pas la possibilité, au moins en théorie, d'accords bilatéraux avec la Russie.

À l'inverse, la Grande-Bretagne ne joue pas un rôle géostratégique majeur. L'éventail de ses choix est limité, elle n'a élaboré aucun projet ambitieux pour l'avenir de l'Europe et son déclin, bien que relatif, lui rend plus difficile que par le passé de jouer un rôle de balancier européen. Ses sentiments ambivalents quant à l'unification européenne, son attachement à une relation privilégiée avec les États-Unis l'ont exclue des grands choix concernant l'avenir de l'Europe. Londres a choisi de rester à l'écart du jeu européen.

Sir Roy Denman, qui représenta à un haut niveau la Grande-Bretagne auprès de la Commission européenne, rapporte dans ses mémoires, comment, en 1955, lors d'une conférence préparatoire au Marché commun à Messine, le délégué de la Grande-Bretagne déclara devant les architectes de l'Europe unie :

Vous discutez d'un traité à venir qui ne sera jamais ratifié. S'il était ratifié, il ne serait jamais appliqué. Et s'il était appliqué, il serait irrecevable pour la Grande-Bretagne [...]. Au revoir et bonne chance² !

Quarante ans ont passé, mais cette déclaration définit encore l'attitude britannique. Ses réticences à l'égard de l'Union économique et monétaire, qui doit entrer en vigueur en janvier 1999, reflètent le refus de lier le sort du pays à celui de l'Europe. Rien ne résume mieux cette attitude que cette analyse du début des années quatre-vingt-dix :

- la Grande-Bretagne rejette la perspective d'une unification politique ;
- la Grande-Bretagne privilégie un modèle d'intégration économique fondé sur le libre-échange ;
- la Grande-Bretagne favorise la coordination des politiques étrangères, de sécurité et de défense en dehors du cadre de la Communauté européenne ;
- la Grande-Bretagne a rarement accru son influence grâce à la Communauté européenne³.

La Grande-Bretagne reste, sans conteste, un partenaire important pour l'Amérique, mais sa politique et son attitude ne présentent aucun caractère de défi. Elle exerce encore une certaine influence globale par le truchement du Commonwealth, mais son pouvoir est réduit et n'est pas porté par une vision ambitieuse. À bon droit, les liens d'amitié doivent être entretenus avec ce soutien crucial de l'Amérique, allié loyal, base militaire vitale et proche collaborateur pour les questions de renseignements. Mais, rien dans sa politique ne réclame une attention soutenue. Acteur géostratégique à la retraite, la Grande-Bretagne se repose sur ses lauriers illustres, à distance respectable de la grande aventure européenne menée par la France et l'Allemagne.

Les autres États européens de taille moyenne, membres pour

2. Roy Denman, *Missed Chances*, Londres, Cassell, 1996.

3. Robert Skidelski, « Great Britain and New Europe », in *From the Atlantic to the Urals*, David P. Calleo et Philip H. Gordon éd., Arlington, Virginie, 1992, p. 145.

la plupart de l'OTAN et/ou de la Communauté européenne, s'alignent sur les orientations américaines ou adoptent les positions de l'Allemagne et de la France. L'impact de leur politique reste étroitement régional et ils n'ont aucune raison de réviser leurs alliances. Dans ces conditions, ils n'entrent ni dans la catégorie des joueurs géostratégiques ni dans celle des pivots géopolitiques. Les mêmes considérations valent aussi, en Europe centrale, pour le plus important parmi les candidats potentiels à l'entrée dans l'OTAN et dans la Communauté européenne : la Pologne. Trop faible pour endosser le statut de joueur géostratégique, la Pologne n'a d'autre choix que l'intégration à l'Ouest. La disparition du vieil empire russe ainsi que ses liens plus serrés avec l'Alliance atlantique et la nouvelle Europe unie offrent à la Pologne des garanties de sécurité sans précédent, tout en limitant ses options stratégiques.

La Russie, est-il besoin de le préciser, reste un joueur de premier plan. Et ce, malgré l'affaiblissement de l'État et le malaise prolongé du pays. Sa seule existence exerce une influence majeure sur les nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique. La Russie a de hautes ambitions géopolitiques qu'elle exprime de plus en plus ouvertement. Dès qu'elle aura recouvré ses forces, l'ensemble de ses voisins, à l'est et à l'ouest, devront compter avec son influence. Par ailleurs, en ce qui concerne son choix géostratégique fondamental, elle n'a pas encore tranché : doit-elle considérer l'Amérique comme un partenaire ou comme un adversaire ? Ses options sur le continent eurasien dépendront de ce qu'elle choisira. Les réponses sont suspendues à l'évolution de sa politique intérieure et en particulier à l'orientation qui prévaudra entre démocratie européenne et empire eurasien. Dans tous les cas, son statut de joueur ne saurait être remis en cause, même après la perte de plusieurs « pièces » et l'abandon du contrôle de quelques zones clés sur l'échiquier eurasien.

Nul ne contestera le rôle majeur de la Chine. C'est déjà une puissance régionale importante et elle a des ambitions plus élevées, compte tenu de son passé de puissance internationale et de la notion, toujours pertinente pour les Chinois, d'« Empire du Milieu ». Ses choix modifient déjà la distribution géopoli-

tique de la puissance en Asie et le rythme soutenu de sa croissance économique va démultiplier ses moyens et ses ambitions. À terme, l'essor d'une « Grande Chine » posera vite la question de Taiwan, ce qui risque d'avoir des répercussions significatives pour la position de l'Amérique en Extrême-Orient. Sur le flanc ouest de la Chine, le démantèlement de l'Union soviétique a eu pour conséquence la création de toute une série d'États, à l'égard desquels Pékin n'a pas encore défini de politique cohérente. À coup sûr, les dirigeants chinois ne sauraient être indifférents à cette nouvelle situation. La Russie devrait donc, elle aussi, être profondément affectée par l'émergence de la Chine sur la scène internationale.

À la périphérie orientale de l'Eurasie, l'équilibre repose sur un paradoxe. Le Japon est, sans conteste, une puissance internationale de premier ordre et on est en droit de considérer que l'alliance américano-japonaise est la relation bilatérale la plus importante pour les États-Unis. Étant l'une des plus grandes puissances économiques mondiales, le Japon possède les moyens de peser sur la politique internationale. Il a pourtant renoncé à toute influence régionale et ne prend d'initiatives que sous la protection américaine. À l'instar de la Grande-Bretagne en Europe, le Japon ne souhaite pas s'impliquer dans la politique continentale en Asie. Parmi d'autres raisons, il est clair que toute velléité d'asseoir sa prépondérance réveillerait la défiance et l'hostilité de ses voisins.

La politique effacée du Japon confère aux États-Unis un rôle central dans la sécurité en Extrême-Orient. On ne doit pas perdre de vue que, si le Japon n'est pas un joueur géostratégique, il possède le potentiel nécessaire pour le devenir rapidement – par exemple si l'Amérique ou la Chine modifiaient brusquement leur ligne de conduite. Maintenir ses relations avec le Japon est un impératif pour les États-Unis. Non pas en gardant l'œil sur sa politique étrangère, mais en cultivant avec attention la retenue internationale de ce pays. L'affaiblissement des liens politiques américano-japonais aurait un impact direct sur la stabilité régionale.

Pour toute une série de raisons, l'Indonésie ne saurait être considérée comme un joueur géostratégique dynamique. L'in-

fluence de ce pays, le plus important de l'Asie du Sud-Est, reste, même à l'échelle régionale, très limitée. Il souffre d'une économie relativement sous-développée, d'une instabilité politique structurelle, de la dispersion géographique de son archipel, d'une prédisposition importante aux conflits ethniques, exacerbée par la position qu'a acquise la minorité chinoise dans le secteur financier. L'Indonésie aurait pu constituer, vers le sud, un obstacle de taille aux visées chinoises. On peut néanmoins affirmer que la période des velléités expansionnistes indonésiennes est terminée. L'Australie, qui a pu naguère s'inquiéter, resserre désormais ses liens de coopération et de sécurité avec ce pays. Il faudrait une longue période de stabilité et de réussite économique pour que l'Indonésie devienne l'acteur régional dominant.

L'Inde, en revanche, a acquis un statut de puissance régionale et se conduit virtuellement comme un joueur mondial de premier ordre. Elle se définit elle-même comme un rival de la Chine, surestimant peut-être ses capacités à long terme. Il est néanmoins indiscutable que l'État le plus puissant en Asie du Sud constitue le seul pôle de pouvoir régional. Il s'est doté de façon semi-officielle de l'arme nucléaire, non seulement afin d'intimider le Pakistan, mais aussi pour rétablir l'équilibre face à l'arsenal atomique chinois. L'Inde a élaboré une vision géostratégique de son rôle régional qui s'étend à tout l'océan Indien. Pour lors, toutefois, ses ambitions ne contrarient guère les intérêts américains en Eurasie. De ce fait, ce joueur géostratégique ne constitue pas – tout du moins pas dans la même mesure que la Russie ou la Chine – une source de problèmes géopolitiques.

L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'État russe. De ce seul fait, cette nouvelle case importante sur l'échiquier eurasien devient un pivot géopolitique. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie. Et quand bien même elle s'efforcerait de recouvrer un tel statut, le centre de gravité en serait alors déplacé, et cet empire pour l'essentiel asiatique serait voué à la faiblesse, entraîné dans des conflits permanents avec ses vassaux agités d'Asie centrale. Ceux-ci n'accepteraient pas sans combattre la perte de leur indépen-

dance, récemment acquise, et s'assureraient le soutien de leurs alliés islamiques du Sud, tandis que la Chine, qui manifeste un intérêt croissant pour les nouveaux États d'Asie centrale, s'opposerait sans doute à la restauration de la mainmise russe. Pour Moscou, en revanche, rétablir le contrôle sur l'Ukraine – un pays de cinquante-deux millions d'habitants doté de ressources nombreuses et d'un accès à la mer Noire –, c'est s'assurer les moyens de redevenir un État impérial puissant, s'étendant sur l'Europe et l'Asie. La fin de l'indépendance ukrainienne aurait des conséquences immédiates pour l'Europe centrale. La Pologne deviendrait alors le pivot géopolitique sur la bordure orientale de l'Europe unie.

L'Azerbaïdjan, en dépit de ses faibles dimensions et de sa population limitée, recouvre une zone névralgique, car elle contrôle l'accès aux richesses du bassin de la Caspienne et de l'Asie centrale. La remise en cause de son indépendance aurait deux conséquences : d'une part, Moscou détournerait à son avantage les énormes richesses pétrolières du pays ; d'autre part, les États d'Asie centrale, même s'ils préservent leur indépendance formelle, perdraient toute capacité d'initiatives. Un Azerbaïdjan indépendant, relié aux marchés occidentaux par des pipe-lines qui évitent les territoires sous influence russe, permet la jonction entre les économies développées, fortes consommatrices d'énergie, et les gisements convoités des républiques d'Asie centrale. Le sort de l'Azerbaïdjan et de l'Asie centrale, à l'égal de celui de l'Ukraine, dictera ce que sera ou ne sera pas la Russie à l'avenir.

À la faveur de l'affaiblissement russe, la Turquie et l'Iran tentent de faire valoir leur influence en Asie centrale et autour de la mer Caspienne. Leur présence suffit à les inclure au nombre des joueurs géostratégiques. Toutefois, des difficultés intérieures limitent leurs capacités à modifier la distribution régionale du pouvoir et les efforts démesurés qu'ils consacrent à annihiler, pour cause de rivalité, leur influence réciproque restreignent leur marge de manœuvres. En Azerbaïdjan, par exemple, où la Turquie a acquis une influence significative, l'attitude iranienne, guidée par la crainte d'une agitation au sein de sa minorité azérie, a beaucoup servi les intérêts russes.

Les deux pays, Turquie et Iran, constituent néanmoins deux pivots géopolitiques de premier ordre. La Turquie, facteur de stabilité dans la région de la mer Noire, verrouille l'accès à la Méditerranée, sert de contrepoids à la Russie dans le Caucase, d'antidote au fondamentalisme islamique et de point d'ancrage au sud pour l'OTAN. Des remous en Turquie favoriseraient la violence dans le Sud des Balkans et le retour de la présence russe dans les nouveaux États indépendants du Caucase. L'Iran, malgré son attitude ambiguë à l'égard de l'Azerbaïdjan, sert aussi d'élément stabilisateur dans la redistribution du pouvoir en Asie centrale. Sa domination sur la frange orientale du golfe Persique et sa volonté d'indépendance affirmée, même si elle s'accompagne d'une grande hostilité à l'égard des États-Unis, empêchent la Russie de menacer les intérêts américains dans la région du golfe Persique.

La Corée du Sud, enfin, est un pivot géopolitique en Extrême-Orient. Du fait de ses liens étroits avec les États-Unis, elle sert de bouclier contre le Japon, dissuadant ce dernier de constituer une puissance militaire autonome et permettant de limiter la présence militaire américaine sur l'archipel. Un changement important dans le statut de la Corée du Sud, que ce soit l'unification du Nord et du Sud ou l'intégration dans la sphère d'influence chinoise, bouleverserait le rôle des États-Unis en Extrême-Orient et, partant, celui du Japon. Par ailleurs, la valeur de la « case » occupée par la Corée du Sud sur l'échiquier mondial augmente au fur et à mesure de sa croissance économique, et la contrôler devient de plus en plus précieux.

La liste ainsi établie des joueurs géostratégiques et des pivots géopolitiques n'est ni permanente ni définitive. Dans les circonstances actuelles, le statut de plusieurs États peut être sujet à discussion. Par certains aspects, Taiwan, la Thaïlande, le Pakistan, et peut-être même le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, mériteraient d'entrer dans la catégorie des pivots géopolitiques. Pour lors, cependant, aucun argument catégorique ne justifie de les y inclure. À l'évidence, un changement de statut pour chacun de ces États constituerait un événement d'importance et changerait la distribution de la puissance. Mais il n'est pas certain que cela entraînerait des réactions en chaîne. Seule la ques-

tion de Taiwan, si on considère l'île comme une entité indépendante de la Chine, pourrait faire exception. Encore faudrait-il que la Chine continentale, lançant un défi aux États-Unis et à leur crédibilité politique en Extrême-Orient, entreprenne de conquérir l'île par la force. La probabilité d'un tel enchaînement de circonstances paraît assez faible, mais on doit garder cette éventualité à l'esprit pour fixer le cadre de la politique américaine à l'égard de la Chine.

Grandes options et défis à venir

L'identification des joueurs de premier ordre et des pivots clés permet de circonscrire les grands dilemmes auxquels la politique américaine se trouve confrontée et d'anticiper les défis majeurs qui risquent de surgir sur le super-continent eurasien. Ils s'organisent autour de cinq grandes questions, exposées ci-dessous, lesquelles seront soumises, au cours des chapitres suivants, à une discussion détaillée.

– Quel type d'unité européenne a les faveurs de l'Amérique et comment l'encourager ?

– Quel profil la Russie pourrait-elle adopter qui préserve au mieux les intérêts américains ? Comment et jusqu'à quel point l'Amérique peut-elle peser dans ce processus ?

– Dans quelle mesure de nouveaux « Balkans » peuvent-ils apparaître au centre de l'Eurasie et comment l'Amérique peut-elle minimiser les risques d'explosions ?

– Quel rôle la Chine doit-elle être encouragée à adopter en Extrême-Orient et quelles en seraient les conséquences pour l'Amérique, mais aussi pour le Japon ?

– Quelles nouvelles coalitions sont susceptibles de se former sur le continent, lesquelles pourraient menacer les intérêts américains, et à quels moyens recourir pour les prévenir ?

Les États-Unis ont toujours proclamé leur attachement à la cause de l'unité européenne. Le principe immuable, invoqué depuis l'administration Kennedy, a toujours été celui du « partenariat sur un pied d'égalité ». La position officielle de Washington consiste à soutenir l'émergence d'une nouvelle entité en Europe, assez puissante pour partager avec les États-

Unis à la fois les responsabilités et les charges de la suprématie planétaire.

Faut-il prendre la rhétorique officielle au pied de la lettre ? En pratique, l'attitude des États-Unis a manqué de clarté et de logique. Washington souhaite-t-il sincèrement traiter des affaires mondiales d'égal à égal ou préfère-t-il une alliance moins équilibrée ? Les États-Unis sont-ils, par exemple, prêts à partager leur suprématie au Moyen-Orient, région non seulement plus proche géographiquement de l'Europe, mais dans laquelle plusieurs États européens défendent depuis longtemps leurs intérêts propres ? Songeons à Israël. Ou encore aux divergences à propos de l'Iran et de l'Irak. Les États-Unis ont traité ces dernières comme autant d'insubordinations, non comme des différends entre pairs.

Le manque d'enthousiasme à l'égard de l'unité européenne trahit aussi une ambiguïté américaine sur la définition de l'unité, en particulier quant au pays qui devrait être dominant en Europe. Washington n'a jamais découragé Londres de jouer les trublions, tout en manifestant une préférence marquée pour un leadership allemand – plutôt que français – dans le processus d'unification. Cette préférence, compréhensible au vu des orientations traditionnelles de la politique française, a eu pour effet d'encourager des rapprochements tactiques franco-britanniques, visant à contrecarrer les positions allemandes, ou encore de favoriser des flirts poussés de la France avec la Russie, destinés à contrebalancer la coalition germano-américaine.

L'émergence d'une Europe unie – surtout si elle bénéficie d'un soutien constructif de la part des États-Unis – devra s'accompagner de modifications importantes dans les structures de l'OTAN, principal lien institutionnel entre l'Amérique et l'Europe. L'OTAN constitue non seulement le support essentiel de l'influence américaine, mais aussi le cadre de sa présence militaire en Europe de l'Ouest, enjeu crucial. Si l'on recourt à une terminologie classique, l'alliance, jusqu'alors, impliquait un centre hégémonique et ses vassaux. Avec l'unité européenne, elle sera désormais fondée sur un accord entre deux partenaires à peu près égaux. À ce jour, les ajustements nécessaires au sein de l'OTAN n'ont jamais été évoqués, en dépit de modestes ten-

tatives, en 1996, visant à promouvoir le rôle de l'UEO (Union de l'Europe de l'Ouest), coalition militaire des États d'Europe de l'Ouest. Un choix véritable en faveur de l'Europe unie contraint donc l'Amérique à une réorganisation en profondeur de l'OTAN, qui limitera la prééminence américaine au sein de l'alliance.

En bref, si l'Amérique veut élaborer une perspective géostratégique pertinente pour l'Europe, elle doit se confronter sans faux-fuyants au problème de l'unité européenne et admettre un réel partenariat avec l'Europe, sachant tout ce que cette notion recouvre. Si l'Amérique souhaite cette unité – et, partant, une Europe plus indépendante –, elle doit mettre tout son poids dans la balance, afin de soutenir les pays les plus fermement engagés à réussir l'intégration économique et politique. Une telle stratégie implique aussi de remiser les derniers vestiges de l'alliance américano-britannique, longtemps considérée comme sacro-sainte.

Une politique cohérente doit aussi prendre en compte – et cela relève d'un débat commun avec les Européens – la question complexe du processus d'élargissement : jusqu'où l'Europe compte-t-elle s'étendre vers l'est ? La limite orientale de la Communauté doit-elle coïncider avec la frontière de l'OTAN ? Si la réponse à la première question appartient en propre aux Européens, elle a cependant des implications directes sur les décisions de l'OTAN et engage donc les États-Unis, qui, à ce jour, y jouent encore un rôle prépondérant. Un consensus semble s'établir en faveur de l'admission des nations d'Europe centrale au sein des deux entités – Union européenne et OTAN. Mais le débat reste ouvert quant au statut futur des républiques baltes et, à terme, de l'Ukraine.

On le voit, la problématique géostratégique européenne recoupe en partie celle qui concerne la Russie. L'avenir de ce pays pose de nombreuses questions, auxquelles on ne peut se contenter de répondre en proclamant sa préférence pour une solution démocratique et la consolidation de liens étroits avec l'Europe. Il est vraisemblable qu'une Russie démocratique adhérerait aux valeurs partagées par l'Amérique et l'Europe et, par conséquent, pourrait jouer un rôle non négligeable dans la

constitution d'une Eurasie plus stable et où les différentes nations coopéreraient plus entre elles. Mais la mise en place d'un régime démocratique, qui lui vaudrait la reconnaissance et le respect international, ne mettrait pas nécessairement fin aux autres ambitions de la Russie. Parmi les élites dirigeantes (composées largement, en matière de politique étrangère comme dans les autres domaines, d'anciens cadres soviétiques), subsiste une notion profondément enracinée : le pays aurait à jouer un rôle international de premier plan. Cette vocation implique la subordination à Moscou des nouveaux États indépendants issus de l'effondrement de l'Union soviétique.

Dans ce contexte, les gestes amicaux de l'Ouest apparaissent encore, aux yeux des membres influents de la classe politique, comme une façon de dénier à la Russie le droit à un statut mondial. Ou, pour reprendre la formulation de deux experts russes en géopolitique :

Les États-Unis et les pays membres de l'OTAN – bien qu'ils évitent autant que possible de froisser l'honneur national – s'attachent, avec obstination, à détruire les fondations géopolitiques grâce auxquelles la Russie peut espérer, au moins en théorie, recouvrer un jour le statut de deuxième puissance mondiale qui fut celui de l'Union soviétique.

Surtout, l'Amérique est soupçonnée de faire en sorte que

la nouvelle organisation de l'espace européen, telle qu'elle est concoctée par l'Ouest, vise à rendre viables, dans cette partie du monde, un ensemble de nouveaux États nationaux faibles et de dimensions réduites, en leur offrant de se rapprocher, de façon plus ou moins étroite de l'OTAN, de la Communauté européenne ou d'autres institutions⁴.

Malgré sa véhémence, cette citation pose bien le dilemme auquel les États-Unis sont confrontés. Dans quelle mesure l'aide économique à la Russie – qui renforce sa puissance politique et militaire – est-elle compatible avec l'assistance aux nouveaux

4. A. Bogatouroff et V. Kremenyouk (professeurs à l'Institut des États-Unis et du Canada), « Situation actuelle et perspectives des relations entre la Russie et les États-Unis », *Nezavisimaya Gazeta*, 28 juin 1996.

États indépendants ? La Russie peut-elle, dans le même mouvement, être forte et démocratique ? Si elle accroît sa puissance, ne cherchera-t-elle pas à restaurer son domaine impérial ? Peut-elle prospérer en tant qu'empire et en tant que démocratie ?

La politique américaine à l'égard des pivots géopolitiques sensibles que sont l'Ukraine et l'Azerbaïdjan ne peut éviter ces questions. Le dilemme se résume à un choix entre équilibre tactique et dessein stratégique. Le rétablissement interne de la Russie conditionne les progrès de la démocratisation et son éventuelle européisation. Mais la restauration de son potentiel impérial serait néfaste à ces deux objectifs. De ces problèmes peuvent naître des divergences entre les États-Unis et certains États européens. Elles affecteraient, au premier chef, la Communauté européenne et l'OTAN. Une candidature éventuelle de la Russie à l'une ou l'autre de ces deux structures est-elle envisageable ? *Quid* de l'Ukraine ? Exclure la Russie pourrait être lourd de conséquences – cela validerait les plus sombres prédictions russes –, mais la dilution de l'Union européenne ou de l'OTAN aurait des effets fortement déstabilisateurs.

Dans le vaste espace de l'Asie centrale, dénué de repères géopolitiques fermes, d'autres incertitudes planent, accentuées par la vulnérabilité des deux pivots régionaux, la Turquie et l'Iran. Dans la zone qui, de la Crimée et des rivages de la mer Noire, s'étend à l'est, le long des nouvelles frontières sud de la Russie jusqu'à la province chinoise du Xinjiang et redescend vers l'océan Indien pour se poursuivre à l'ouest vers la mer Rouge, avant de remonter au nord sur la frange orientale de la Méditerranée et de se refermer sur la mer Noire, vivent quatre cents millions d'habitants, répartis entre vingt-cinq États à la composition ethnique et religieuse hétérogène et dépourvus, pour la plupart, de stabilité. Plusieurs de ces États possèdent ou cherchent à acquérir l'arme nucléaire (voir carte p. 83).

Des discorde explosives couvent dans cette zone inflammable, encerclée par de puissants voisins. Tout indique qu'elle pourrait devenir le champ de violents affrontements entre États-nations et, plus probablement encore, le théâtre d'insolubles conflits ethniques et religieux. L'attitude de l'Inde déterminera l'ampleur des hostilités : elle possède les moyens d'intimider

les adversaires les plus belliqueux, mais elle peut choisir d'attiser les discorde si elle y trouve l'occasion de peser sur le Pakistan. L'aggravation des tensions internes en Turquie et en Iran réduira à peu de chose leur rôle stabilisateur. Ces développements ne faciliteront pas l'intégration des nouveaux États d'Asie centrale dans la communauté internationale. Ils vont aussi affecter la sécurité dans le golfe Persique, qui reste du ressort de l'Amérique. Celle-ci, comme les autres puissances, pourrait bien être confrontée dans la région à une crise d'une ampleur largement supérieure à la guerre dans l'ex-Yougoslavie.

L'intégrisme islamique, dont l'un des objectifs avoués est la remise en cause de la primauté américaine, est ici l'un des principaux facteurs d'instabilité. Ce mouvement, exploitant les ressentiments nés du conflit israélo-arabe et l'hostilité à l'égard du modèle culturel américain, est en mesure d'ébranler les gouvernements pro-occidentaux du Moyen-Orient et fait peser une menace importante sur les intérêts américains dans la région, en particulier autour du golfe Persique. Pourtant, en l'absence de cohésion politique et d'un État islamique puissant capable d'imposer son autorité aux divers courants, le défi que représente le fondamentalisme islamique n'est guère stratégique du point de vue géopolitique et devrait continuer à s'exprimer, pour l'essentiel, à travers une violence diffuse.

La puissance acquise par la Chine pose au contraire des questions géostratégiques cruciales. On ne peut exclure la perspective la plus optimiste : embrassant les principes de la démocratie et les lois du marché, elle s'intégrerait dans un pacte de coopération régionale. Mais rien ne garantit que la croissance économique et la consolidation de sa puissance militaire doivent s'accompagner d'une large démocratisation. Quels que soient alors les calculs ou les manœuvres déployés, aucun de ses voisins ne serait en mesure de s'opposer à l'émergence d'une « Grande Chine », sauf à précipiter un conflit. Une telle situation serait lourde de conséquences pour les relations américano-japonaises, car il est peu probable que Tokyo se rangerait sous la bannière américaine, s'il fallait s'opposer à la Chine. Cela pourrait conduire Tokyo à réviser radicalement la vision de son



rôle dans la région et signer la fin de la présence américaine en Extrême-Orient.

Si l'on veut traiter avec la Chine, il faut accepter d'en payer le prix. Entériner sa domination régionale ne saurait se limiter à une pétition de principe. Quelles réalités recouvre sa prééminence ? Et, plus directement, quelle sphère d'influence, incluant quels pays, reste acceptable pour l'Amérique et compatible avec une intégration de la Chine dans les instances internationales ? Quelles concessions peuvent être accordées à l'Empire céleste renaissant ?

Dans ce contexte, le maintien de la présence américaine en Corée du Sud revêt une importance capitale. À défaut, il faudrait envisager la révision des accords militaires américano-japonais pour confier à Tokyo les moyens de sa défense. Tout mouvement en faveur de la réunification coréenne est suscep-

tible de remettre en cause la présence militaire américaine sur la péninsule. On peut imaginer que la Corée unie choisisse de se passer de cette protection et, pourquoi pas, que cette condition soit le prix réclamé par la Chine en échange de son appui déterminant à la réunification. En clair, les États-Unis ne doivent pas oublier que la conduite de leurs relations avec la Chine aura, inévitablement, des conséquences sur la stabilité du triangle de sécurité américano-nippo-coréen.

Pour finir, évoquons encore l'éventualité d'alliances de circonstances entre divers pays, dont nous discuterons le détail dans les chapitres concernés. Dans le passé, les affaires internationales ont été largement dominées par des contentieux d'État à État, chacun cherchant à s'assurer la domination régionale. Désormais, les États-Unis auront probablement à faire face à des coalitions régionales visant à bouter l'Amérique hors de l'Eurasie et menaçant ainsi son statut de puissance globale. Nous pouvons d'ores et déjà souligner que l'apparition de coalitions de ce type dépendra, dans une large mesure, de la façon dont seront résolus les grands dilemmes identifiés dans ce chapitre.

Un scénario présenterait un grand danger potentiel : la naissance d'une grande coalition entre la Chine, la Russie et peut-être l'Iran, coalition « anti-hégémonique » unie moins par des affinités idéologiques que par des rancunes complémentaires. Similaire par son envergure et sa portée au bloc sino-soviétique, elle serait cette fois dirigée par la Chine. Afin d'éviter cette éventualité, aujourd'hui peu probable, les États-Unis devront déployer toute leur habileté géostratégique sur une bonne partie du périmètre de l'Eurasie, et au moins, à l'ouest, à l'est et au sud.

Un axe sino-japonais, bien que plus localisé, serait encore plus lourd de conséquences. Il ne pourrait surgir que de l'effondrement du dispositif américain en Extrême-Orient et de la réorientation radicale de la politique extérieure japonaise. Cet axe, fondé sur une doctrine « asianiste » justifiant son unité contre l'Amérique, permettrait d'associer deux peuples extraordinairement dynamiques. Toutefois, on voit mal comment, dans un avenir prévisible, ces deux pays réussiraient à passer

outre leur contentieux historique pour former une alliance. Si elle joue de prévoyance et de sagacité, la politique américaine en Extrême-Orient devrait pouvoir se prémunir contre cette éventualité.

Pour improbable qu'il paraisse aujourd'hui, on ne peut pas non plus exclure un grand réalignement en Europe, sous la forme d'un pacte germano-russe ou d'une entente franco-russe. On en connaît des précédents célèbres ! Les deux hypothèses redeviendraient concevables si des blocages insurmontables condamnaient l'unité européenne. Encore faudrait-il que les relations entre l'Europe et les États-Unis se détériorent gravement. À cette dernière condition, on peut imaginer divers accommodements entre l'Europe de l'Ouest et la Russie, visant à exclure les États-Unis du continent. Dans les circonstances actuelles, aucune de ces variantes n'est vraisemblable. Il faudrait au moins que les États-Unis commettent une série d'erreurs majeures et que la politique des principaux États européens soit redéfinie.

Quoi que l'avenir nous réserve, on peut raisonnablement conclure que la primauté américaine sur le continent eurasien sera soumise à de fortes turbulences et même confrontée à des épisodes de violence. De nouveaux prétendants, de nouvelles alliances peuvent rendre vulnérable la position des États-Unis. Le système mondial dans lequel la domination américaine s'exerce et qui a fait table rase de la menace armée sera-t-il stable ? S'il dure, ce sera seulement dans les parties du monde où la primauté américaine, guidée par des perspectives géostratégiques à long terme, s'appuiera sur des systèmes socio-politiques légitimes et dénués d'hostilité de principe à l'égard des États-Unis. Ce sera, encore, à la condition que ces États s'intègrent dans des ensembles multilatéraux, reliés entre eux, sous l'égide des États-Unis.

3

La tête de pont de la démocratie

L'Europe est l'alliée naturelle de l'Amérique. L'une et l'autre partagent les mêmes valeurs, puisent, pour l'essentiel, dans un fonds religieux commun et s'inspirent, dans la sphère politique, de la même culture démocratique. Par ailleurs, une grande majorité des Américains a des origines sur ce continent. Aujourd'hui, l'Europe est engagée dans une expérience novatrice : l'intégration – économique tout d'abord et, à terme, politique – des Etats-nations dans une union supranationale. Cette perspective ambitieuse représente une rupture décisive avec les visions étroites et les passions destructrices de l'âge des nationalismes. D'ores et déjà, l'Europe est la région du monde où fonctionnent le plus grand nombre d'organismes multilatéraux (voir graphique p. 89). Si elle réussit, l'unification politique créera une entité de presque quatre cents millions d'habitants, vivant sous un même toit démocratique et bénéficiant d'un niveau de vie comparable à celui des Etats-Unis. L'Europe serait alors, sans conteste, une puissance globale.

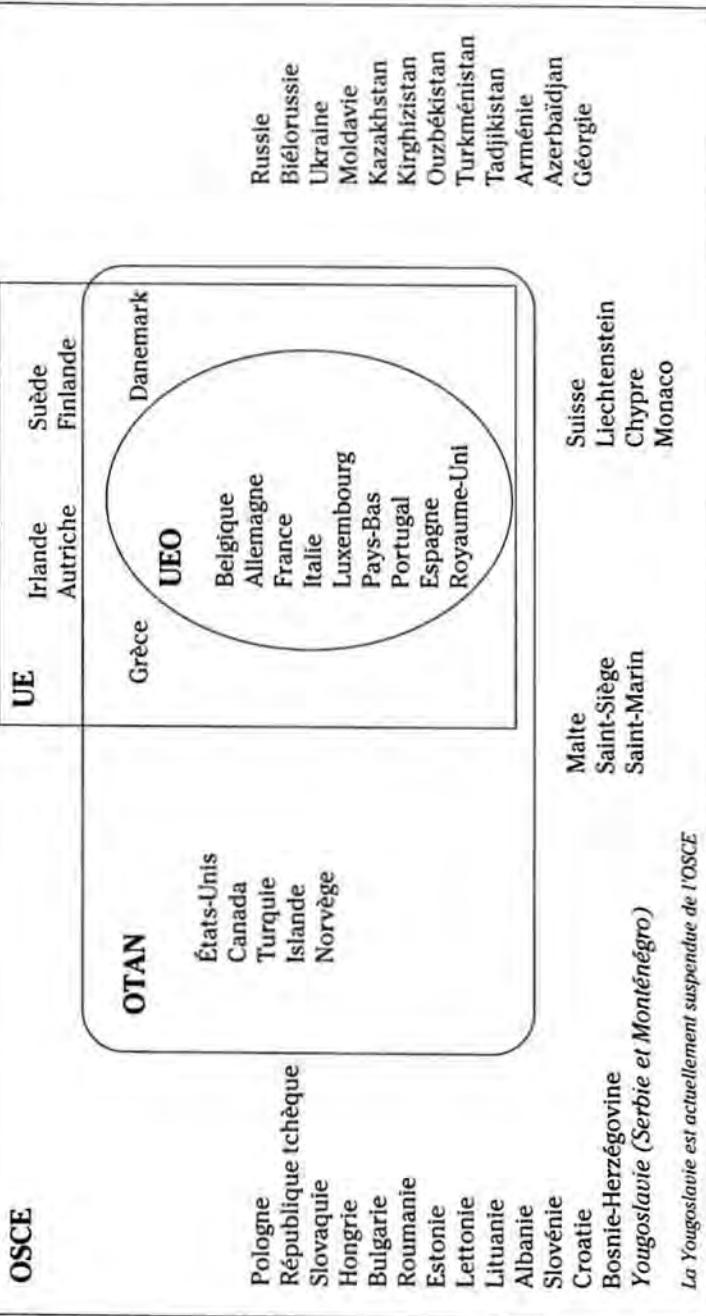
Aujourd'hui, l'Europe sert une nouvelle fonction. Elle fournit un tremplin à l'expansion de la démocratie vers l'est du continent. Après la chute du mur de Berlin, en 1990, l'élargissement

de la Communauté européenne peut servir à consolider cette victoire. À terme, elle devrait ainsi retrouver son aire originelle, l'Europe pétrine, définie par un héritage commun, issu du christianisme romain et mis à mal d'abord par les nationalismes, puis par la récente division du continent due à la guerre froide. Tissant un réseau de relations avec les États situés plus à l'est, elle exercerait alors un formidable pouvoir d'attraction sur l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie. La dynamique ainsi créée permettrait de les entraîner dans une coopération accrue et de renforcer la légitimité des principes démocratiques. Grâce à un tel essor, l'Europe deviendrait, à terme, un des piliers vitaux d'une grande structure de sécurité et de coopération, placée sous l'égide américaine et s'étendant à toute l'Eurasie.

Surtout, l'Europe est la tête de pont géostratégique fondamentale de l'Amérique. Pour l'Amérique, les enjeux géostratégiques sur le continent eurasien sont énormes. Plus précieuse encore que la relation avec l'archipel japonais, l'Alliance atlantique lui permet d'exercer une influence politique et d'avoir un poids militaire directement sur le continent. Au point où nous en sommes des relations américano-européennes, les nations européennes alliées dépendent des États-Unis pour leur sécurité. Si l'Europe s'élargissait, cela accroîtrait automatiquement l'influence directe des États-Unis. À l'inverse, si les liens transatlantiques se distendaient, c'en serait fini de la primauté de l'Amérique en Eurasie. Sa maîtrise de l'océan Atlantique, sa capacité à pénétrer en profondeur sur le continent se trouveraient alors très limitées.

Le problème, cependant, tient au fait qu'une Europe vraiment « européenne » n'existe pas. C'est une vision d'avenir, une idée et un but ; ce n'est pas une réalité. L'Europe de l'Ouest a certes réussi à mettre sur pied un marché commun, mais son unité politique est encore dans les limbes. S'il fallait en fournir une preuve, son absence continue tout au long de la guerre en ex-Yougoslavie en serait la plus cruelle. Pour le dire sans détour, l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses États rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires. Cette situation est assu-

Les organismes multilatéraux en Europe (1995)



rément malsaine, pour l'Amérique comme pour les nations européennes.

Elle se trouve encore aggravée par le déclin qui frappe la vitalité interne de l'Europe. L'ensemble des structures socio-économiques paraissent avoir perdu une partie de leur légitimité et la notion d'identité européenne semble de plus en plus fragile. De nombreux États connaissent une crise de confiance et ont perdu de leur élan créatif. Ils se replient sur leurs problèmes intérieurs et fuient les grands dilemmes internationaux. Les Européens souhaitent-ils, dans leur majorité, que l'Union joue un rôle majeur sur la scène mondiale et sont-ils prêts à en payer le prix ? On serait bien en peine de fournir une réponse catégorique à cette question. Même la sensibilité anti-américaine, quoique très minoritaire, alimente un certain cynisme : les Européens déplorent l'*« hégémonie »* des États-Unis, mais ils se satisfont de la protection qu'elle leur offre.

Pour l'essentiel, trois impulsions ont nourri la dynamique unitaire en Europe : le souvenir des destructions dues aux deux guerres mondiales, la volonté de reconstruction économique et le climat d'insécurité lié à la menace soviétique. Au milieu des années quatre-vingt-dix, ces motivations ont perdu leur pertinence. La reconstruction est depuis longtemps accomplie. En matière économique, l'Europe doit résoudre le problème que pose son système de redistribution sociale trop lourd et qui entrave ses capacités d'initiative. La résistance que les corporatismes de toutes sortes opposent aux tentatives de réformes accroît le handicap, parce qu'elle contraint les États à concentrer leur énergie sur les problèmes intérieurs. D'autre part, la menace soviétique s'est évanouie, mais le désir de s'affranchir de la tutelle américaine, affirmé par certains en Europe, n'a pas donné lieu à un élan dynamique en faveur de l'unification continentale.

L'idée européenne a, de plus en plus, été prise en charge par le lourd appareil bureaucratique créé autour de la Communauté européenne et de son successeur institutionnel, l'Union européenne. L'unité suscite encore l'adhésion populaire, mais avec peu d'enthousiasme, de passion et de souffle. D'une manière générale, l'Europe de l'Ouest donne aujourd'hui l'impression

d'un conglomérat de sociétés affectées par un malaise social chronique, prises dans la routine, sans élan ni perspectives larges. L'unification européenne apparaît de plus en plus comme un processus qui s'impose de l'extérieur, pas comme un idéal auquel on croit.

Pour autant, les élites politiques des deux nations déterminantes – la France et l'Allemagne – continuent à respecter leurs engagements et consacrent toujours leurs efforts à la construction de la nouvelle Europe politique. Elles en sont les architectes en chef. Au prix d'un engagement commun sans réserves, elles seraient en mesure de construire une Europe à la hauteur de son passé et de son potentiel. Mais des différences subsistent entre leurs projets et aucune des deux n'est assez forte pour imposer ses vues.

Dans ce contexte, les États-Unis ne doivent pas hésiter à prendre des initiatives décisives. Ils doivent s'engager en faveur de la cause européenne, faute de quoi le processus d'unification s'arrêtera et pourra même régresser. Mais ils ne sauraient suivre cette voie sans tout d'abord clarifier leurs positions sur le type d'Europe qu'ils veulent. Souhaitent-ils un partenaire ou un allié subordonné ? Comment envisagent-ils l'élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne ? Cela requiert aussi de traiter les deux architectes de l'Europe avec attention.

Grandeur et rédemption

À travers la construction européenne, la France vise la réincarnation, l'Allemagne la rédemption. Ces différences de motivation expliquent une bonne part des divergences substantielles entre les projets des deux acteurs.

L'Europe fournit à la France le moyen de renouer avec sa grandeur passée. Avant même la Deuxième Guerre mondiale, ses spécialistes des relations internationales s'inquiétaient du déclin progressif de l'Europe dans le monde. À l'époque de la guerre froide, cette crainte s'est muée en ressentiment contre la domination « anglo-saxonne » sur l'Ouest et s'est traduite par un mépris affiché pour l'« américanisation » de la culture occidentale. La création d'une « véritable » Europe – « de l'Atlan-

tique à l'Oural », selon les termes du général de Gaulle – vise à mettre un terme à cette situation inadmissible. Et ce projet, puisqu'il doit être conduit depuis Paris, rendra à la France la grandeur qui, selon ses citoyens, correspond à la destinée électorale de la nation.

Pour l'Allemagne, si l'engagement européen ouvre la voie de la rédemption nationale, seuls des liens étroits avec l'Amérique garantissent la sécurité. En conséquence, choisir l'Europe ne saurait mener à se détacher des États-Unis. L'équation internationale posée par Bonn : rédemption + sécurité = Europe + Amérique définit les orientations politiques de l'Allemagne. En toutes circonstances, elle jouera le rôle de bon citoyen de l'Europe et de partisan déterminé des États-Unis.

L'Allemagne considère son engagement fervent en faveur de l'Europe comme une réhabilitation historique, comme un moyen de retrouver son capital politique et moral. Elle cherche à regagner sa grandeur et à s'investir dans une mission historique qui ne réveillerait pas les peurs européennes à son endroit. Poursuivre ses intérêts nationaux risquerait de lui aliéner l'Europe ; défendre les intérêts communs, c'est au contraire gagner le soutien et le respect de ses voisins.

À chaque épisode crucial de la guerre froide, la France a été un allié plein de loyauté, de dévouement et de détermination. Quand les événements l'ont exigé, elle s'est dressée aux côtés des États-Unis. Ni lors des deux blocus successifs de Berlin, ni au moment de la crise des missiles à Cuba, sa résolution n'a vacillé. Mais son soutien à l'OTAN a toujours été modéré par le désir d'affirmer une identité politique propre et de préserver sa liberté de manœuvre, en particulier sur des sujets relatifs à son statut international ou à l'avenir de l'Europe.

Les élites politiques françaises ne peuvent ni ne veulent se défaire d'une illusion : elles cultivent, jusqu'à l'obsession, la certitude que le pays demeure une puissance mondiale. Quand, en mai 1995, le Premier ministre Alain Juppé, dans le droit fil de ses prédécesseurs, déclare devant l'Assemblée nationale que « la France peut et doit affirmer sa vocation de puissance mondiale », son auditoire l'applaudit à tout rompre. Déjà, la volonté obstinée de développer un arsenal nucléaire puissant reposait

sur l'idée que le pays élargirait par ce moyen sa marge de manœuvre et aussi qu'il pèserait plus sur les décisions américaines cruciales concernant la sécurité de l'Alliance atlantique. À l'évidence, cette option ne relevait pas d'une initiative défensive contre l'Union soviétique, la dissuasion française n'ayant, au mieux, qu'un impact marginal sur la puissance de feu de l'Est. Paris estimait plutôt que son arsenal atomique lui conférerait une place privilégiée dans la conduite de la guerre froide et lui ouvrirait les instances de décision les plus éminentes.

Dans la perspective française, ce choix s'accordait avec l'aspiration à jouer un rôle international, à parler d'une voix que le monde respecterait. Cela légitimait son statut de membre du Conseil de sécurité de l'ONU, doté d'un droit de veto, d'autant que ses quatre partenaires dans cette instance possédaient aussi l'arme nucléaire. Encore la dissuasion britannique constituait-elle, selon Paris, un simple prolongement de la puissance américaine, Londres privilégiant ses liens spéciaux avec Washington et s'abstenant de participer à la construction d'une Europe indépendante. (Les bénéfices que le programme nucléaire français avait tirés de l'assistance secrète mais prodigieuse des États-Unis n'influaienr d'aucune manière sur la vision stratégique des dirigeants.) En Europe, la possession de l'arme atomique confortait, dans l'esprit des Français, la position prédominante de la France en tant que première puissance continentale et seul État de la région jouissant de tels atouts.

Les ambitions internationales de la France se sont aussi manifestées en Afrique, où en déployant beaucoup de moyens, elle s'est octroyée un rôle déterminant dans la sécurité de la plupart des pays francophones. Malgré la perte, après des années de conflits, de l'Indochine et de l'Algérie et le renoncement à son empire, cette mission de sécurité ainsi que le maintien de son contrôle sur plusieurs îles du Pacifique (dont les bases pour ses essais nucléaires, très controversés) ont entretenu la conviction, parmi les élites politiques, que le pays avait encore un rôle à jouer au-delà de sa sphère régionale et en dépit de son rang de puissance moyenne postimpériale.

Forte de ces considérations, la France s'est trouvée légitimée à endosser l'habit de *leader* européen. La Grande-Bretagne mar-

ginalisée et résolue à servir d'appendice de la puissance américaine, l'Allemagne affaiblie par sa partition et handicapée par son histoire récente, la France pouvait se faire le héraut de l'idée européenne, s'identifier à cet idéal et, à la faveur de cette assimilation, conformer le projet européen à sa conception de la nation. Le pays qui avait inventé la notion d'État-nation souverain et élevé le nationalisme au rang de religion civique trouvait tout naturel que lui incombe – avec la même passion qu'il avait investi auparavant dans la notion de patrie – la construction d'une Europe indépendante et unie. La grandeur d'une Europe sous conduite française équivaudrait alors à la grandeur de la France elle-même.

Comment cette vocation, nourrie par un sens profondément enraciné de la destinée historique et fortifiée par une fierté culturelle sans équivalent, se traduit-elle ? L'espace géopolitique crucial que la France tient à maintenir dans sa sphère d'influence – ou qu'elle souhaite, à tout le moins, défendre de l'intrusion d'une puissance supérieure à la sienne – représente, sur la carte, un vaste demi-cercle. Il englobe la péninsule Ibérique, les côtes nord de la Méditerranée occidentale et s'étend, au-delà de l'Allemagne, jusqu'en Europe centrale. Ce n'est pas là seulement la zone minimale nécessaire à la sécurité du pays ; cela représente la sphère de ses intérêts politiques vitaux. Selon ce schéma, la construction d'une Europe indépendante et unifiée sous égide française nécessite le soutien des États du Sud et une aide décisive de l'Allemagne. Et, à l'évidence, dans la sphère géopolitique ainsi délimitée, l'Allemagne, force montante, constitue le partenaire le plus difficile à accommoder.

Pour la France, l'Europe parviendra à réaliser son unité et son indépendance sous deux conditions. Il faut tout d'abord que le processus se déroule sous la conduite de la France, et ensuite qu'il s'accompagne d'une réduction graduelle de la primauté américaine sur le continent. Pour parvenir à ses fins, la France doit convaincre l'Allemagne d'abandonner toute initiative propre. Elle doit aussi soustraire, dans les affaires européennes, la suprématie politique à Washington. Deux dilemmes en résultent : comment préserver l'indispensable engagement américain en Europe tout en le réduisant dans des proportions significa-

tives ? Comment, par ailleurs, poursuivre la politique du couple franco-allemand, moteur de l'unité européenne, en matière économique aussi bien que politique, tout en limitant le *leadership* allemand ?

Si la France avait une réelle dimension de puissance globale, résoudre ces contradictions, afin de réaliser ses objectifs centraux, ne devrait pas présenter de difficultés notables. Aucun autre État européen, hormis l'Allemagne, n'est animé des mêmes ambitions ou possédé, à un degré équivalent, du sens de sa mission. On pourrait même imaginer que l'Allemagne se plie à la perspective d'une Europe unie – et indépendante des États-Unis – sous conduite française. Encore faudrait-il, pour cela, qu'elle estime que la puissance globale dont jouit son voisin suffit à garantir à l'Europe la sécurité qu'elle ne peut offrir et que les États-Unis assurent.

Elle n'a, cependant, aucune illusion sur les limites de la puissance de la France, dont l'économie est moins forte et dont l'état-major (comme on l'a vu pendant la guerre du Golfe) ne brille pas par ses compétences. Son savoir-faire en matière d'interventions militaires dans les États satellites d'Afrique ne lui donne pas pour autant les moyens de protéger l'Europe ni d'engager au loin des forces importantes. La France est une puissance moyenne, ni plus ni moins. Pour favoriser la construction européenne, l'Allemagne, en gage de bonne volonté, a laissé s'exprimer la fierté française, mais, soucieuse de la sécurité européenne, elle s'est refusée à suivre les yeux fermés ses orientations. Elle a continué à défendre ses convictions propres et, donc, le rôle central des États-Unis dans la sécurité du continent.

Cette réalité, douloureuse pour l'amour-propre français, est apparue en pleine lumière après la réunification allemande. À l'origine, la réconciliation entre les deux partenaires avait été scellée par un apparent partage des rôles : à la France la suprématie politique ; à l'Allemagne le dynamisme économique. Cette perception de la réalité convenait aux deux partenaires. Elle apaisait les préventions européennes à l'égard de l'Allemagne et flattait les illusions de la France, en maintenant

l'impression que la construction européenne dépendait de sa maîtrise, soutenue par les ressources de l'Allemagne de l'Ouest.

Malgré toutes les erreurs d'interprétation qu'elle a pu susciter, la réconciliation franco-allemande a néanmoins représenté une impulsion décisive. On aurait tort de sous-estimer cette initiative d'où sont issues toutes les avancées dans le difficile processus de l'unification. De ce point de vue, ce geste était parfaitement compatible avec les intérêts des États-Unis qui s'étaient engagés à promouvoir la coopération transnationale en Europe. Une remise en cause du couple franco-allemand marquerait un retour en arrière de l'Europe et équivaudrait à une catastrophe pour la position américaine sur le continent.

Avec le soutien tacite de l'Amérique, le couple franco-allemand a pu commencer à mettre en œuvre son programme. Après la réunification, la France était encore plus justifiée de vouloir lier son partenaire dans un cadre européen. Voilà pourquoi, le 6 décembre 1990, le président français et le chancelier allemand se sont engagés à réaliser l'Europe fédérale, tandis que, dix jours plus tard, à Rome, la conférence gouvernementale sur l'union politique a mandaté – malgré les réserves britanniques – les douze ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne pour élaborer un projet de traité sur l'union politique.

Mais entre-temps, tous les paramètres de la politique européenne avaient été bouleversés par la réunification, qui venait sanctionner une défaite, non seulement de la Russie, mais aussi de la France. Comment désormais considérer l'Allemagne comme un partenaire subordonné de la France, alors qu'elle occupe incontestablement la première place en Europe de l'Ouest et, dans une certaine mesure, est une puissance mondiale, du fait en particulier du poids de sa contribution aux principales institutions internationales¹? Cette nouvelle donne a suscité un certain désenchantement mutuel au sein du couple :

1. Voici, à titre d'exemple, la part de l'Allemagne dans différents budgets. Union européenne : 28,5 % ; OTAN : 22,8 % ; Nations unies : 8,93 %. L'Allemagne est par ailleurs le premier actionnaire de la Banque mondiale et de la BERD (Banque européenne de reconstruction et de développement).

l'Allemagne est désormais capable de faire valoir sa propre vision pour l'avenir de l'Europe, toujours comme partenaire de la France, certes, mais plus comme protégé.

Sa marge de manœuvre réduite, la France a dû revoir ses orientations dans plusieurs domaines. Il lui a fallu, tout d'abord, retrouver son influence au sein de l'OTAN, qu'elle avait abandonnée en signe de désapprobation à l'égard de la mainmise américaine. Elle a aussi le recours de se livrer à des manœuvres diplomatiques afin de compenser son affaiblissement. Réintégrer l'OTAN lui permet de peser sur les décisions américaines. S'adonner à des flirts épisodiques avec Moscou ou Londres peut permettre d'exercer des pressions indirectes sur les États-Unis aussi bien que sur l'Allemagne.

Ainsi, en choisissant la voie des manœuvres plutôt que la contestation ouverte, la France a rejoint les instances de commandement de l'OTAN. En 1994, elle en était à nouveau un participant actif *de facto*, impliqué dans les processus de décisions politiques et militaires. À la fin de l'année suivante, ses ministres de la Défense et des Affaires étrangères assistaient régulièrement aux sessions de l'Alliance. Mais en fixant le prix de leur participation : une fois leur réintégration entérinée, ils réaffirmaient leur volonté de réformer les structures de l'Alliance afin de rétablir un plus juste équilibre entre la direction américaine et la composante européenne. Pour cette dernière, ils souhaitaient une plus grande visibilité et de plus larges responsabilités. Comme devait l'affirmer Hervé de Charette, le ministre français des Affaires étrangères, dans son discours du 8 avril 1996 : « Le but essentiel que poursuit la France [à travers ce rapprochement] est d'affirmer, au sein de l'Alliance, une identité européenne crédible du point de vue opérationnel et visible du point de vue politique. »

Au même moment, Paris était fin prêt à jouer de toutes les ressources tactiques que lui offrent ses liens traditionnels avec la Russie pour gêner les initiatives américaines en Europe. Et pour contrebalancer la primauté de plus en plus affirmée de l'Allemagne en Europe, la France est disposée à raviver, selon ses besoins, la vieille entente franco-britannique. Le ministre des Affaires étrangères l'énonçait à mots à peine couverts en

août 1996, quand il déclarait : « Si la France veut jouer un rôle international, elle tirera profit de l'existence d'une Russie plus forte. Elle doit l'aider à réaffirmer sa puissance... » Son homologue russe s'empressa de renvoyer la politesse : « De tous les leaders mondiaux, la France montre l'attitude la plus constructive dans ses relations avec la Russie². »

Lorsque la question de l'extension à l'Est de l'OTAN est venue sur la table, la France a soutenu le projet du bout des lèvres, laissant deviner qu'elle était sceptique quant au bien-fondé de l'opération. Cette tiédeur n'était pas dénuée d'arrière-pensées tactiques : Paris comptait bien négocier son soutien contre des concessions américaines. Parce que les États-Unis et l'Allemagne étaient les principaux promoteurs de l'élargissement, la France estimait de son intérêt d'accueillir fraîchement ce projet et d'afficher ses réticences. En faisant part publiquement de ses inquiétudes quant à l'impact de cette initiative sur la Russie, elle se montrait un interlocuteur bien disposé à l'égard de Moscou. Plusieurs États d'Europe centrale interpréterent cette attitude comme une prise de position en faveur d'une sphère d'influence russe en Europe de l'Est. Jouer la carte russe visait certes à rétablir un relatif équilibre aux dépens des États-Unis et à envoyer un message à l'Allemagne. Mais c'était surtout le moyen d'exercer des pressions sur les États-Unis afin qu'ils veuillent bien prendre en considération les propositions françaises de réforme de l'OTAN.

Toute décision concernant l'extension de l'OTAN requiert l'unanimité des seize membres. Paris sait non seulement que son agrément est indispensable au moment du vote final, mais encore que son soutien évitera des tentatives d'obstruction de la part d'autres membres de l'Alliance. La France ne cache donc pas que son soutien est suspendu à la satisfaction de sa revendication prioritaire : la modification de l'équilibre du pouvoir interne au sein de l'Alliance et sa réorganisation.

La France a manifesté la même tiédeur sur la question de l'élargissement de l'Union européenne, initiative, pour l'essen-

2. *Le Nouvel Observateur*, 12 août 1996.

tiel, allemande et supportée par les États-Unis – dans une moindre mesure que l'élargissement de l'OTAN, pour d'évidentes raisons diplomatiques. Après avoir mesuré son soutien à l'extension de l'OTAN, en arguant que l'Union européenne offrait la meilleure structure pour l'intégration des pays de l'ex-bloc communiste, la France s'est ensuite montrée réticente à les accueillir. Pointant des obstacles d'ordre pratique, elle a surtout insisté – dès le sommet franco-allemand de novembre 1994 – pour que les instances européennes se préoccupent en priorité des problèmes affectant le flanc sud de l'Europe. Soutenue par les membres de l'OTAN situés sur le pourtour méditerranéen, elle s'est vite retrouvée en situation de force, position qu'elle comptait utiliser sur cette question comme sur toutes celles qu'elle comptait négocier. Malgré tout, elle paye son attitude par le relâchement de ses liens privilégiés avec l'Allemagne. L'acceptation tardive, à la fin de l'année 1996, de l'entrée de la Pologne dans l'OTAN et dans l'Union européenne ne suffit pas à réduire les divergences de vues, de plus en plus marquées, entre les deux architectes de la construction européenne.

Sans doute la modification du contexte historique les rendaient-elles inévitables. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la position de l'Allemagne fédérale n'avait pas varié. Elle jugeait la réconciliation franco-allemande indispensable pour deux raisons : c'était tout d'abord une condition nécessaire pour édifier la Communauté dans la moitié Ouest de l'Europe divisée ; c'était ensuite une étape nécessaire à sa réhabilitation historique. En contrepartie, accepter la suprématie française était un juste prix à payer. Compte tenu de la vulnérabilité du pays, le maintien de la menace soviétique exigeait, par ailleurs, une loyauté sans faille à l'égard des États-Unis. Même les Français comprenaient qu'il en allait de la simple survie de leur voisin. Mais l'effondrement du bloc soviétique allait ouvrir de nouvelles perspectives. L'heure étant à l'élargissement et à l'unification de l'Europe, la subordination à la France n'offrait aucun bénéfice particulier. L'Allemagne réunifiée jouissant d'atouts bien supérieurs, Paris ne pouvait que se réjouir de la volonté allemande d'une direction équitablement partagée. Désormais, c'était au tour de la France d'accepter sans discus-

sion l'option allemande : sur toutes les questions de sécurité, le maintien de liens privilégiés avec l'allié et protecteur trans-atlantique.

La guerre froide terminée, l'Alliance gagne en importance. Par le passé, elle protégeait l'Allemagne fédérale d'une menace extérieure pressante et constituait la précondition indispensable à une éventuelle réunification du pays. Celle-ci réalisée, après la disparition de l'Union soviétique, l'Allemagne peut, grâce au parapluie américain, assumer son *leadership* en Europe centrale sans pour autant inquiéter ses voisins. Il s'agit d'un certificat de bonne conduite, mais bien plus encore, d'un « produit d'appel » : en entretenant des relations étroites avec la puissante Allemagne, ses voisins bénéficient de la protection rapprochée des États-Unis. Ce dispositif a facilité pour l'Allemagne la définition et l'affirmation de ses priorités géopolitiques.

L'Allemagne, arrimée à l'Europe et protégée par la présence militaire américaine encore très visible et qui garantit son innocence, a les mains libres pour défendre l'intégration des pays de l'Est dans les structures européennes. Loin d'être une *Mittel-europa* digne du vieil impérialisme, cette communauté pacifique favoriserait la renaissance économique de la région. Dans cette perspective, l'Allemagne pourvoit aux investissements et à la revitalisation des échanges commerciaux, et se fait le champion de la future intégration de la région au sein de l'Union européenne et de l'OTAN. L'alliance avec la France lui ayant fourni la base pour jouer un rôle régional décisif, l'Allemagne peut oublier ses réserves et s'affirmer au sein de sa propre sphère d'intérêts.

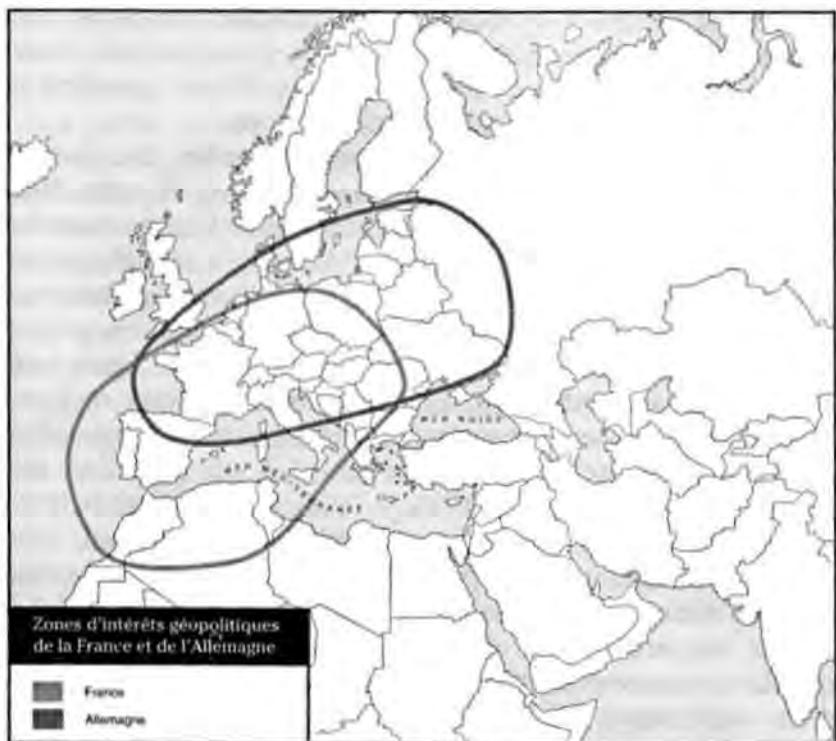
Sur la carte européenne, cette aire oblongue couvre, à l'ouest, la France, bien entendu, et s'étend, à l'est, au-delà des États post-communistes d'Europe centrale, pour inclure les pays baltes, l'Ukraine et la Biélorussie, et pénétrer jusqu'en Russie (voir carte p. 102). Par bien des aspects, cette zone recoupe la sphère d'influence de la culture allemande, façonnée dès l'époque prénationaliste par les colonies germanophones, urbaines ou agricoles, en Europe centrale et sur les rivages de la Baltique, communautés prospères qui ont toutes été balayées dans la tourmente de la Deuxième Guerre mondiale. On notera que les sphères d'intérêts

française et allemande dessinent très concrètement les limites est et ouest de l'Europe, alors que la partie commune aux deux nations montre bien toute l'importance géopolitique que revêt la relation franco-allemande au cœur de l'Europe.

La réconciliation germano-polonaise, au milieu des années quatre-vingt-dix, a constitué une étape décisive. À cette date, l'Allemagne a commencé à affirmer son rôle en Europe centrale. Malgré quelques réticences initiales, l'Allemagne réunifiée, sous la pression amicale des États-Unis, a formellement reconnu sa frontière avec la Pologne sur l'Oder-Neisse, levant les dernières réserves polonaises vis-à-vis d'un rapprochement. Après une série de démonstrations symboliques de bonne volonté et d'excuses pour les violences passées, la relation a connu une amélioration spectaculaire. On a d'abord assisté à une explosion des échanges commerciaux (en 1995, la Pologne supplait la Russie comme premier partenaire oriental de l'Allemagne), puis l'Allemagne est devenue le principal soutien de l'adhésion polonaise à l'Union européenne et (en accord avec les États-Unis) à l'OTAN. On peut affirmer que, au milieu de la décennie, la réconciliation germano-polonaise a joué pour l'Europe centrale un rôle d'une importance similaire à celui tenu par la réconciliation franco-allemande, des années plus tôt, à l'Ouest.

Grâce à ce rapprochement, l'Allemagne peut exercer son influence jusque dans les pays baltes, au nord, et, vers l'est, jusqu'en Ukraine et en Biélorussie. Par ailleurs, la réconciliation germano-polonaise a pris une nouvelle dimension, avec la participation de la Pologne à un certain nombre de discussions franco-allemandes importantes, concernant l'avenir de l'Europe. Le Triangle de Weimar (c'est dans cette ville que s'est tenue la première des rencontres trilatérales de haut niveau, devenues ensuite régulières) a créé un nouvel axe politique, capital pour l'avenir, ne serait-ce que parce qu'il concerne quelque cent quatre-vingts millions d'habitants à la conscience nationale très forte. La réussite de ces initiatives confirme la position dominante de l'Allemagne en Europe centrale. Simultanément, la participation franco-polonaise au dialogue trilatéral a permis de rééquilibrer les rôles.

L'hégémonie allemande est désormais largement acceptée en



Europe centrale. L'engagement de Bonn, en faveur de l'élargissement des principales institutions européennes, a beaucoup joué, en particulier auprès des petits États, qui ont le plus à y gagner. En prenant cette responsabilité, l'Allemagne assume une véritable mission historique, qui s'éloigne des perspectives dont l'Ouest du continent est familier. Dans la représentation traditionnelle, tout événement survenant au-delà des frontières de l'Allemagne ou de l'Autriche ne saurait entraîner de conséquences essentielles pour l'Europe véritable. Cette attitude a été formulée dès le début du XVIII^e siècle par Lord Bolingbroke³ : déjà, il considérait que la violence politique à l'Est ne concernait guère les Européens de l'Ouest. Ce point de vue s'est encore exprimé à Munich, en 1938. Sa résurgence explique,

3. *History of Europe, from the Pyrenean Peace to the Death of Louis XIV.*

hélas, l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne pendant le conflit en ex-Yougoslavie, au début de la décennie en cours et elle transparaît aujourd'hui dans les discussions concernant l'avenir de l'Europe.

En Allemagne, seule la question des priorités suscite aujourd'hui un débat : de l'OTAN ou de l'Union européenne, quelle institution devrait s'engager la première dans un processus d'élargissement ? Le ministre de la Défense tient pour la première, celui des Affaires étrangères défend la seconde. Quoi qu'il en soit, avec ce débat, l'Allemagne apparaît comme l'apôtre indiscuté d'une Europe plus étendue et plus unie. Le chancelier allemand a indiqué que l'an 2000 devait marquer le début de l'élargissement de l'Union européenne et son ministre de la Défense a été parmi les premiers à suggérer que le cinquantième anniversaire de la fondation de l'OTAN constituait un symbole approprié pour une extension du Traité. À ce point, les perspectives tracées par l'Allemagne n'ont pas rallié les suffrages de ses principaux alliés. Les Britanniques proclament leur préférence pour un vaste élargissement. Ils y voient le meilleur moyen de diluer l'unité européenne. La France s'inquiète d'une extension qui renforcerait le rôle de l'Allemagne et préfère un rapprochement plus étroit entre les membres actuels. L'Allemagne veut les deux : l'élargissement et l'unification. Sa position lui vaut une considération sans égal en Europe centrale.

L'objectif central de l'Amérique

Le problème central pour l'Amérique est de bâtir une Europe fondée sur les relations franco-allemandes, viable, liée aux États-Unis et qui élargisse le système international de coopération démocratique dont dépend l'exercice de l'hégémonie globale de l'Amérique. On le voit, la question ne saurait se résumer à choisir entre la France et l'Allemagne. Sans l'un ou l'autre de ces deux acteurs, l'Europe n'existera pas.

Trois grandes conclusions émergent de ce qui précède.

1. Le soutien américain au projet européen est nécessaire. Pour au moins trois raisons : compenser la crise de confiance et le manque de résolution qui entament la vitalité européenne ;

surmonter la suspicion que l'Amérique, en dernier ressort, ne soutient pas réellement l'unité européenne et infuser dans l'entreprise européenne la dose nécessaire de ferveur démocratique. *Cela exige un engagement clair et précis de l'Amérique. Elle doit affirmer qu'elle est prête à reconnaître, à terme, l'Europe comme un pair sur le plan mondial.*

2. A court terme, il est justifié de s'opposer tactiquement aux positions françaises et de soutenir le *leadership* allemand. À plus longue échéance, il faut être préparé à l'idée qu'une Europe unie aura une identité propre, en particulier sur le plan politique et militaire. *Cela exige de s'accommoder progressivement des conceptions françaises concernant la distribution des pouvoirs au sein des institutions transatlantiques.*

3. Indépendamment l'une de l'autre, la France et l'Allemagne ne sont assez fortes ni pour construire l'Europe selon leurs vues propres, ni pour lever les ambiguïtés inhérentes à la définition des limites de l'Europe, cause de tensions avec la Russie. *Cela exige une implication énergique et déterminée de l'Amérique pour aider à la définition de ces limites, en particulier avec les Allemands, et pour régler des problèmes sensibles, surtout pour la Russie, tels que le statut souhaitable dans le système européen des républiques baltes et de l'Ukraine.*

Un simple regard sur la carte de l'immense territoire eurasien suffit à comprendre l'importance, pour l'Amérique, de la tête de pont européenne – autant que son étroitesse géographique. Sa préservation – et son expansion comme tremplin pour la démocratie – est une exigence prioritaire pour la sécurité des États-Unis. Alors que ces derniers se mobilisent en faveur de la stabilité internationale et de la diffusion de la démocratie, l'Europe fait preuve d'une apparente indifférence pour ces questions (malgré les velléités dont fait preuve la France de jouer les puissances mondiales). Pour réduire cette fracture, l'Europe devrait devenir plus confédérale. On ne saurait envisager qu'elle devienne un grand État-nation, du fait de la vigueur de ses diverses traditions nationales, mais elle est en mesure, à travers des institutions politiques communes, de mieux affirmer ses valeurs démocratiques, d'inscrire ses intérêts propres dans le

cadre de l'universalisation de ces valeurs et d'exercer un pouvoir d'attraction sur ses voisins de l'espace eurasien.

Laissés à eux-mêmes, les Européens courrent le risque d'être absorbés par leurs problèmes sociaux internes. Les succès économiques, depuis la reconstruction de l'après-guerre, ont été obtenus à un prix élevé, qui constitue aujourd'hui un facteur de déstabilisation économique et politique dont les responsables sont contraints de prendre la mesure. L'Europe se trouve confrontée à une crise croissante de légitimité politique sur fond d'anémie économique. Et elle n'en a pas trouvé les remèdes. Sans conteste, la crise trouve ses racines dans l'expansion de l'État-providence, qui encourage le paternalisme, le protectionnisme et les corporatismes. Et elle s'étend à la sphère culturelle, où elle combine culte des loisirs superficiels et grand désarroi spirituel, symptômes que des nationalistes extrémistes ou des idéologues dogmatiques se montrent habiles à exploiter.

Si ce malaise devait persister, il pourrait menacer la démocratie et le projet européen. De fait, les deux notions sont intimement liées : si les problèmes auxquels les pays de la région sont confrontés – l'immigration, la compétitivité par rapport aux États-Unis ou à l'Asie, les réformes nécessaires des structures socio-économiques – doivent être résolus, ce sera à l'échelle continentale. Une Europe plus vaste que la somme de ses parties – c'est-à-dire capable de s'assigner un rôle mondial dans la promotion de la démocratie et dans la défense des droits de l'homme – court moins le risque de subir la montée de l'extrémisme politique et du nationalisme étriqué ou de céder aux facilités que confèrent les acquis sociaux.

Sans même évoquer les vieilles peurs continentales, telles qu'un accord séparé entre l'Allemagne et la Russie, ni exagérer les conséquences d'un flirt tactique de la France avec Moscou, on peut, en toute légitimité, s'inquiéter d'un échec du processus d'unification en cours et de ses conséquences pour la stabilité géopolitique de la région autant que pour la place de l'Amérique sur le continent. Un tel échec aurait probablement pour conséquence le retour aux manœuvres diplomatiques dont l'Europe a été coutumière. La Russie et l'Allemagne pourraient tirer parti de cette nouvelle situation et se lancer dans des initiatives visant

à satisfaire leurs propres aspirations géopolitiques. S'il est permis de tirer des leçons de l'histoire récente de l'Europe, aucun de ces deux pays n'y trouverait toutefois d'avantages durables. L'Allemagne, pour le moins, saurait redéfinir ses intérêts *nationaux* et se donnerait les moyens de les faire valoir.

Aujourd'hui, les intérêts de l'Allemagne convergent – et même s'identifient – avec ceux de l'Union européenne et de l'OTAN. Le consensus en faveur de l'élargissement des deux institutions s'étend jusqu'au porte-parole de la coalition de gauche Alliance 90/Verts. Mais, si le processus d'unification et d'élargissement de l'Europe devait s'arrêter, de bonnes raisons incitent à penser qu'une version plus nationaliste du concept d'« ordre » européen apparaîtrait alors en Allemagne, au détriment peut-être de la stabilité du continent. Wolfgang Schaeuble, chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag et possible successeur du chancelier Kohl, traduisait ce nouvel état d'esprit en affirmant que son pays n'était plus « un rempart dressé contre l'Est. Nous sommes aujourd'hui le centre de l'Europe ». Et il ajoutait cette remarque significative : « Pendant la longue période médiévale [...], l'Allemagne s'efforçait de créer l'ordre en Europe⁴. » Ainsi, l'Allemagne n'exercerait plus seulement une prépondérance économique sur la *Mitteleuropa*, mais aussi une primauté politique explicite, ce qui lui permettrait de mener une politique plus unilatérale, vis-à-vis de l'Est comme de l'Ouest.

L'Europe cesserait alors d'être la tête de pont de la puissance américaine et le tremplin pour l'expansion en Eurasie du système démocratique mondial. Pour cette raison, l'Amérique doit manifester un soutien très concret et dénué d'ambiguïtés en faveur de l'unification européenne. Dès les débuts de la reconstruction, puis au sein de l'Alliance atlantique, l'Amérique a encouragé le projet européen et soutenu la coopération entre les États. Mais, confrontée à des obstacles économiques ou politiques, elle a toujours opté pour une approche bilatérale et dédaigné les négociations avec l'Union européenne. À diverses

4. *Politiken Sonntag*, 2 août 1996. Les italiques sont de l'auteur.

reprises, elle a émis le souhait de prendre part, avec voix délibérative, aux décisions de la Communauté, réveillant les suspicions européennes : l'Amérique favoriserait la coopération en Europe pour faire valoir ses vues, non pour aider à la définition des intérêts de la région. Il faut cesser d'envoyer un message de cette nature.

Les proclamations américaines en faveur de l'unité européenne – réitérées encore par la déclaration commune de Madrid en décembre 1995 – cesseront de sonner creux à deux conditions. Si les États-Unis déclarent, sans ambiguïtés, qu'ils acceptent toutes les conséquences liées au nouveau statut de l'Europe unie et s'ils se montrent prêts à agir en conséquence. En dernière analyse, cela doit déboucher sur l'établissement de liens de partenariat et sur l'abandon du statut d'allié favorisé mais mineur. Un véritable partenariat signifie un partage des décisions autant que des responsabilités. Un engagement de l'Amérique dans ce sens aiderait à raviver le dialogue transatlantique et contraindrait enfin les Européens à nourrir de plus hautes ambitions internationales pour l'Union.

On ne peut ignorer l'éventualité que l'Union européenne, en réalisant son unité, devienne un rival pour les États-Unis à l'échelle mondiale. Elle possède les moyens de s'affirmer comme un sérieux concurrent économique et technologique et a, au Moyen-Orient mais aussi ailleurs, des intérêts géopolitiques propres. Mais, dans les limites d'une prospective sérieuse, l'hypothèse qu'elle surmonte la diversité de ses traditions nationales pour former une entité politique homogène et pesant sur les relations internationales doit être écartée. Nous sommes loin des conditions qui prévalaient à l'époque de la formation des États-Unis : les Etats-nations ont de solides racines historiques et l'enthousiasme pour une Europe supranationale a nettement faibli.

Dans les dix, peut-être vingt ans à venir, l'Europe sera confrontée à une seule alternative : ou bien elle croit vraiment à l'unité continentale et progresse dans cette voie, malgré ses hésitations et, sans doute, de nombreuses crises conjoncturelles, ou bien elle se laisse enfermer dans l'impasse actuelle. Ce deuxième cas de figure entraînerait une série de conséquences

fâcheuses. Tout d'abord, l'Europe centrale serait maintenue dans son statut de *no man's land* géopolitique. Ensuite, il est vraisemblable que l'Europe entrerait dans un processus de fragmentation et renouerait avec les vieux démons des rivalités nationales. En toute logique, si l'idée européenne marquait le pas, l'Allemagne, qui jusqu'alors s'est reconnue dans ce projet, se redonnerait des objectifs plus nationalistes. La première hypothèse, clairement préférable, exige que l'Amérique se montre capable de galvaniser les énergies.

Si les hésitations paralysent la construction européenne, l'Amérique ne les balaiera pas en prenant position sur chaque problème particulier. Les débats sont nombreux et complexes. Par exemple : la politique étrangère de l'Union européenne devrait-elle relever de votes à la majorité simple (position qui a en particulier la faveur de l'Allemagne) ? Le Parlement européen devrait-il être investi du pouvoir législatif et la Commission de Bruxelles assumer des fonctions exécutives ? Les échéances du calendrier de l'Union économique et monétaire peuvent-elles être révisées ? Enfin, la construction européenne devrait-elle définir un cadre confédéral rigide, valable pour tous ses membres, ou bien privilégier une union à géométrie variable, dans laquelle les règles fédérales ne s'appliqueraient qu'à un groupe de pays avancés ? Seuls les pays impliqués peuvent s'entendre sur les solutions à adopter. Sans doute les avancées, dans tous ces domaines, seront-elles inégales et résulteront-elles de compromis complexes.

Malgré les incertitudes, l'Union économique et monétaire verra vraisemblablement le jour en l'an 2000, même si elle ne doit concerner, à cette date, que six à dix des quinze membres actuels de l'Union européenne. Par-delà sa dimension monétaire, cette nouvelle étape accélérera l'intégration économique et favorisera l'unité politique. Ainsi, en dépit de toutes les hésitations, l'Europe, constituée d'un noyau dur de pays intégrés et d'une périphérie aux liens plus distendus, commencera à être un acteur politique important sur l'échiquier eurasien.

En aucun cas, l'Amérique ne devrait donner l'impression que sa préférence va à une association relativement lâche formée par le plus grand nombre possible d'États européens. En paroles

comme en actes, il est important qu'elle rappelle sa volonté de traiter un jour d'égal à égal avec l'Union européenne, sur toutes les questions de *politique et de sécurité internationale*, et qu'elle ne la considère pas comme un marché commun régional, constitué de pays liés aux États-Unis par l'OTAN. Seules des initiatives concrètes donneront du crédit à cet engagement. L'une d'entre elles consisterait à définir, en partenariat avec l'Union européenne, une nouvelle relation bilatérale transatlantique et les procédures de décision qui en découlent.

La même ligne de conduite devrait s'appliquer au sein de l'OTAN. Que le maintien de l'organisation constitue un enjeu essentiel des relations transatlantiques, un consensus américano-européen presque sans failles prévaut sur ce sujet. Sans l'OTAN, l'Europe, plus vulnérable et soumise à des tendances centrifuges, se fragmenterait rapidement. L'OTAN garantit la sécurité et fournit un cadre stable à la poursuite de l'unité. Cette double fonction lui confère un rôle historique vital en Europe.

Cependant, à mesure que l'unification européenne progresse, malgré toutes les hésitations et les lenteurs déjà évoquées, un réajustement des structures et des processus de décision s'impose. Sur cette question, concédonons un point à la France. On ne peut envisager qu'une Europe réellement unie fonctionne en bonne intelligence avec une alliance composée d'une superpuissance et de quinze puissances dépendantes. Les deux configurations sont inconciliaires. Dès que l'Europe trouvera une véritable identité politique et déléguera à l'Union européenne les fonctions d'un gouvernement supranational, l'OTAN devra procéder à sa réforme sur la base de l'équation 1 + 1 (les États-Unis à égalité avec l'Union européenne).

Cela n'arrivera pas du jour au lendemain. Les progrès en ce sens, on ne le répétera jamais assez, seront hésitants. Mais ils devront avoir des effets sensibles sur l'Alliance. L'immobilité ferait obstacle à des progrès futurs. Une étape significative dans cette direction a été la décision de l'Alliance, en 1996, de laisser se mettre en place des groupes de forces interarmées multinationaux (GFIM), permettant des initiatives militaires purement européennes soutenues par la logistique de l'Alliance, ainsi que par ses moyens de commandement, de contrôle, de communi-

cations et de renseignements. En faisant droit aux demandes françaises concernant l'accroissement du rôle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) au sein de l'OTAN, spécialement en ce qui concerne le commandement et les processus de décision, les États-Unis montreraient leur soutien à l'unité et aideraient à combler le fossé qui s'est creusé avec la France.

À plus long terme, des États membres de l'Union européenne pourraient choisir de rejoindre l'Union de l'Europe occidentale, sans intégrer, pour des raisons géopolitiques ou historiques, l'OTAN. On pense, bien sûr, à la Finlande ou à la Suède, et peut-être même à l'Autriche, qui a déjà acquis le statut d'observateur au sein de l'UEO⁵. Autre cas de figure : des États pourraient tisser des liens avec l'UEO, en guise de préliminaires à une future adhésion à l'OTAN. L'UEO pourrait aussi choisir d'imiter le programme « Partenariat pour la paix » de l'OTAN, en direction de candidats potentiels à l'intégration dans l'Union européenne. Ces diverses configurations tisseraient un véritable réseau en toile d'araignée sur les questions de coopération et de sécurité en Europe, plus large que l'Alliance transatlantique actuelle.

Même dans des circonstances optimales, on n'assistera pas, à moyen terme, à l'émergence d'une Europe unie sur des bases élargies. Néanmoins, les États-Unis peuvent dès maintenant peser sur ce processus en collaborant étroitement avec la France et l'Allemagne. Il faut, d'une part, convaincre la France des avantages que présente une meilleure intégration politique et militaire dans l'Alliance atlantique sans remettre en cause pour autant les liens privilégiés germano-américains. D'autre part, et c'est un problème tout aussi complexe, l'intérêt des États-Unis

5. Des voix influentes en Finlande comme en Suède ont lancé le débat en vue d'une association avec l'OTAN. En mai 1996, selon les comptes rendus de la presse suédoise, le commandant en chef des Forces de la défense finlandaise aurait évoqué l'éventualité d'un déploiement militaire de l'OTAN sur le sol scandinave. Autre mesure significative d'un rapprochement graduel avec l'OTAN sur les questions de coopération et de sécurité, en août 1996, la commission de Défense du Parlement suédois recommandait que la Suède se joigne au Groupe Armement de l'Europe occidentale (GAEO), organisme jusqu'alors réservé aux pays membres de l'OTAN.

consiste à exploiter la position dominante de l'Allemagne dans l'Europe atlantiste sans provoquer les inquiétudes de la France, de la Grande-Bretagne ou d'autres pays européens.

Si l'Amérique montrait un peu de souplesse en ce qui concerne les formes futures de l'Alliance, la France soutiendrait avec plus d'enthousiasme l'expansion vers l'Est de l'Alliance. À long terme, une zone de sécurité militaire intégrée, couvrant les flancs est et ouest de l'Allemagne, ancrerait plus fermement ce pays dans un cadre multilatéral, au grand bénéfice de la France. Par ailleurs, à l'occasion de l'expansion à l'Est, le triangle de Weimar (constitué par l'Allemagne, la France et la Pologne) pourrait devenir le meilleur contrepoids au *leadership* allemand. La Pologne a besoin du soutien allemand pour gagner son entrée dans l'Alliance (et s'irrite des tergiversations françaises à ce sujet), mais, une fois son admission acquise, une perspective géopolitique commune à la Pologne et à la France pourrait prendre forme.

Washington doit garder présent à l'esprit que la France ne s'oppose à l'Amérique que sur des questions à court terme comme la nature de l'Europe ou le fonctionnement interne de l'OTAN. À long terme, la France est un partenaire indispensable pour arrimer définitivement l'Allemagne à l'Europe. La relation franco-allemande, qui forme le noyau de l'Europe, sert cette tâche historique et peut être favorisée par l'élargissement à l'Est de l'Union européenne et de l'OTAN. La France n'est assez forte ni pour faire obstacle aux objectifs géostratégiques fondamentaux de l'Amérique en Europe, ni pour construire une Europe conforme à ses vues. De ce fait, ses particularismes et même ses emportements peuvent être tolérés.

On ne peut négliger le rôle constructif qu'elle joue au Maghreb et en Afrique francophone. Premier partenaire du Maroc et de la Tunisie, elle s'efforce d'aider au règlement des problèmes algériens. Des raisons de politique intérieure expliquent son engagement : quelque cinq millions de musulmans résident aujourd'hui sur son territoire. Elle a donc un intérêt vital à la stabilité et au développement sans heurt de la région. Mais cela peut bénéficier à l'Europe aussi. Si la France ne se sentait pas investie de cette mission, le foyer d'instabilité

qui ronge le flanc sud de l'Europe deviendrait plus menaçant. De plus en plus, les problèmes qui affectent le littoral sud de la Méditerranée sont ressentis, dans l'ensemble de l'Europe méridionale, comme une source de troubles sociaux et politiques. L'attention soutenue de la France à l'égard de problèmes susceptibles de gagner l'Europe recoupe les préoccupations de l'OTAN. Voilà une donnée dont l'Amérique devrait tenir compte chaque fois qu'elle doit essuyer les proclamations de la France sur la spécificité de son rôle international.

L'Allemagne pose des problèmes d'une autre nature. Si l'on ne peut nier sa prééminence régionale, il serait imprudent de l'entériner officiellement. Plusieurs États ont pu en tirer avantage – les pays d'Europe centrale, en particulier, ont apprécié ses initiatives en faveur de l'élargissement – et les Européens de l'Ouest la toléreront aussi longtemps qu'elle restera subordonnée à la primauté américaine. À long terme, toutefois, le *leadership* allemand ne saurait être le moteur de la construction européenne. L'histoire du siècle hante toujours les mémoires, trop de craintes peuvent être ravivées. L'Europe ne se réalisera pas sous l'égide de Berlin. Voilà pourquoi l'Allemagne a besoin de la France, et l'Europe des relations franco-allemandes. Voilà pourquoi, encore, l'Amérique ne saurait choisir entre l'Allemagne et la France.

En ce qui concerne l'OTAN, l'essentiel est de lier son élargissement à celui de l'Europe. Si l'Union européenne devient une communauté géographique plus vaste, dotée d'un noyau intégré autour de la France et de l'Allemagne, et si elle fonde sa sécurité sur l'alliance avec les États-Unis, alors l'Europe centrale – secteur le plus exposé du point de vue géopolitique – ne peut être exclue de ce dispositif, dont bénéficie le reste de l'Europe. C'est le point de vue que partagent les États-Unis et l'Allemagne : le projet européen est soutenu par une dynamique historique et politique et ne comporte aucune arrière-pensée à l'égard de la Russie, ni animosité, ni peur, ni désir de l'isoler.

De ce point de vue, une collaboration étroite entre l'Amérique et l'Allemagne est nécessaire pour élargir l'Europe vers l'Est. Au nom de cet impératif, on peut envisager un partage des responsabilités et une direction commune. L'élargissement

ne progressera qu'à la condition que les deux partenaires encouragent les autres membres de l'Alliance à endosser cette responsabilité. Au-delà, le succès du processus exige encore qu'ils négocient ensemble un arrangement avec la Russie, si elle est disposée à rechercher un compromis (voir chapitre 4) ou, à défaut, qu'ils maintiennent le cap actuel. En tout état de cause, le projet européen ne peut être subordonnée aux objections de Moscou. La pression américano-allemande conjointe sera nécessaire pour obtenir l'accord des autres membres de l'OTAN, mais aucun d'entre eux n'osera la refuser si les deux partenaires agissent de concert.

L'enjeu ultime de ces efforts concerne le rôle de l'Amérique en Europe. Si la nouvelle Europe, qui prend lentement forme, doit rester une composante de l'espace géopolitique « euro-atlantique », l'expansion de l'OTAN est essentielle. À défaut, les États-Unis n'auraient plus les moyens d'élaborer une politique d'ensemble en Eurasie. Si, en dépit des efforts qu'ils ont investi, l'élargissement de l'OTAN ne se réalisait pas, leur échec aurait des conséquences désastreuses. Il remettrait en cause leur suprématie, paralyserait l'expansion de l'Europe, démoraliserait l'Europe centrale et pourrait rallumer les aspirations géopolitiques, aujourd'hui dormantes de la Russie. Pour l'Ouest, cette automutilation porterait un coup fatal à la perspective d'une nouvelle configuration de la sécurité pour toute l'Eurasie. L'Amérique, elle, essuierait alors une défaite d'une ampleur mondiale.

Un principe doit guider l'élargissement progressif de l'Europe, et on peut le formuler comme suit : tous les États appartenant à l'aire géographique européenne sont considérés, *a priori*, comme candidats à une future intégration dans l'Union européenne et dans l'OTAN. Leur admission ne peut en aucun cas être soumise au droit de veto d'une puissance extérieure au système transatlantique. Cette règle vaut tout particulièrement pour les États baltes. Très vulnérables, mais de plus en plus qualifiés pour poser leur candidature, ils doivent savoir qu'ils pourront devenir un jour des membres à part entière de ces deux organisations. D'ici là, toute menace contre leur souveraineté engagerait les intérêts de l'Europe et de son allié américain.

Václav Havel, intervenant à Aix-la-Chapelle, le 15 mai 1996, a précisément formulé la question à laquelle l'Ouest, c'est-à-dire l'Amérique et ses alliés européens, doit maintenant fournir une réponse :

Ni l'Union européenne ni l'Alliance atlantique ne peuvent, du jour au lendemain, ouvrir leurs portes à tous les candidats à l'intégration, j'en suis conscient. Mais ces deux instances peuvent assurément prendre un engagement — et devraient s'y résoudre avant qu'il ne soit trop tard. Il leur suffit de donner l'assurance qu'elles ne sont pas des clubs fermés. Cette adresse devrait être lancée à toute l'Europe, et j'entends par là à l'ensemble des pays partageant les mêmes valeurs. *Elles devraient formuler une politique claire et détaillée qui préside à l'élargissement graduel, avec non seulement un calendrier mais aussi l'explication de la logique de ce calendrier.* [Les italiques sont de l'auteur.]

Un calendrier pour l'Europe

Il est encore trop tôt pour fixer catégoriquement les limites orientales de l'Europe. Néanmoins, au sens le plus large, l'Europe représente une civilisation commune, issue de la tradition chrétienne. Dans sa définition occidentale la plus étroite, on l'a associée à la Rome pontificale et à son héritage historique. Mais c'est oublier un peu vite le rameau byzantin de la civilisation chrétienne et son prolongement russe. Ainsi, du point de vue culturel, elle dépasse les limites de l'Europe pétrine, elle-même plus étendue que l'Europe de l'Ouest, bien que cette dernière en ait, récemment, confisqué l'identité. Un simple coup d'œil sur la carte (voir ci-contre) confirme que l'Europe sous cette acception étroite est amputée. Pire encore, dans cette configuration, l'espace compris entre l'Ouest et la Russie peut exercer, sur les deux, un effet d'aspiration, cause inévitable de tensions et de rivalités.

L'Europe de Charlemagne (réduite à l'Ouest du continent) a constitué, par nécessité, un ensemble cohérent durant la guerre froide, mais elle est aujourd'hui une anomalie. Cet ensemble en voie d'unification, tel qu'il émerge aujourd'hui, plus que la sphère d'une civilisation, est aussi un mode de vie, un ensemble



économique et politique faisant référence aux mêmes procédures démocratiques et débarrassé de conflits ethniques ou territoriaux. Son potentiel dépasse la somme de ses membres. En Europe centrale, les États les plus stables et les plus développés, tous issus de la tradition occidentale pétrine, et notamment la République tchèque, la Pologne, la Hongrie, et peut-être aussi la Slovénie, répondent aux critères d'adhésion. Ils sont désireux de rejoindre l'Europe et son système de sécurité transatlantique.

Les conditions semblent réunies pour intégrer la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie à l'OTAN. Probablement en 1999. Après cette première étape, il est vraisemblable que tout futur élargissement de l'Alliance coïncidera avec un élargissement de l'Union européenne ou s'ensuivra. Le processus d'adhésion à l'Union met en jeu des démarches complexes, à la fois par le nombre d'étapes à franchir pour être qualifié et par les exi-

gences à satisfaire pour devenir membre (voir schéma ci-contre). Dans le meilleur des cas, les candidats de l'Europe centrale ne devraient pas intégrer l'Union européenne avant l'année 2002. Néanmoins, dès que l'adhésion à l'Union européenne des trois nouveaux membres de l'OTAN sera effective, il sera temps pour les deux organisations de se pencher sur le cas des nouveaux aspirants : républiques baltes, Slovénie, Roumanie, Bulgarie, Slovaquie et peut-être aussi Ukraine.

Il est à noter que, même à un horizon lointain, le simple fait de pouvoir espérer être intégré exerce déjà une influence bénéfique sur la conduite des candidats potentiels. Chacun d'entre eux sait que l'Union européenne et l'OTAN refusent d'accueillir des pays qui n'auraient pas surmonté les tensions internes ou régionales liées aux droits des minorités ou à des revendications territoriales. (Le différend entre la Turquie et la Grèce pèse déjà assez lourd.) Incitées à chercher des compromis, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie s'efforcent de satisfaire aux critères élaborés par le Conseil de l'Europe. Il en va de même pour le principe plus général selon lequel seules les démocraties sont aptes à être intégrées. Le désir de participer au projet européen a un impact positif.

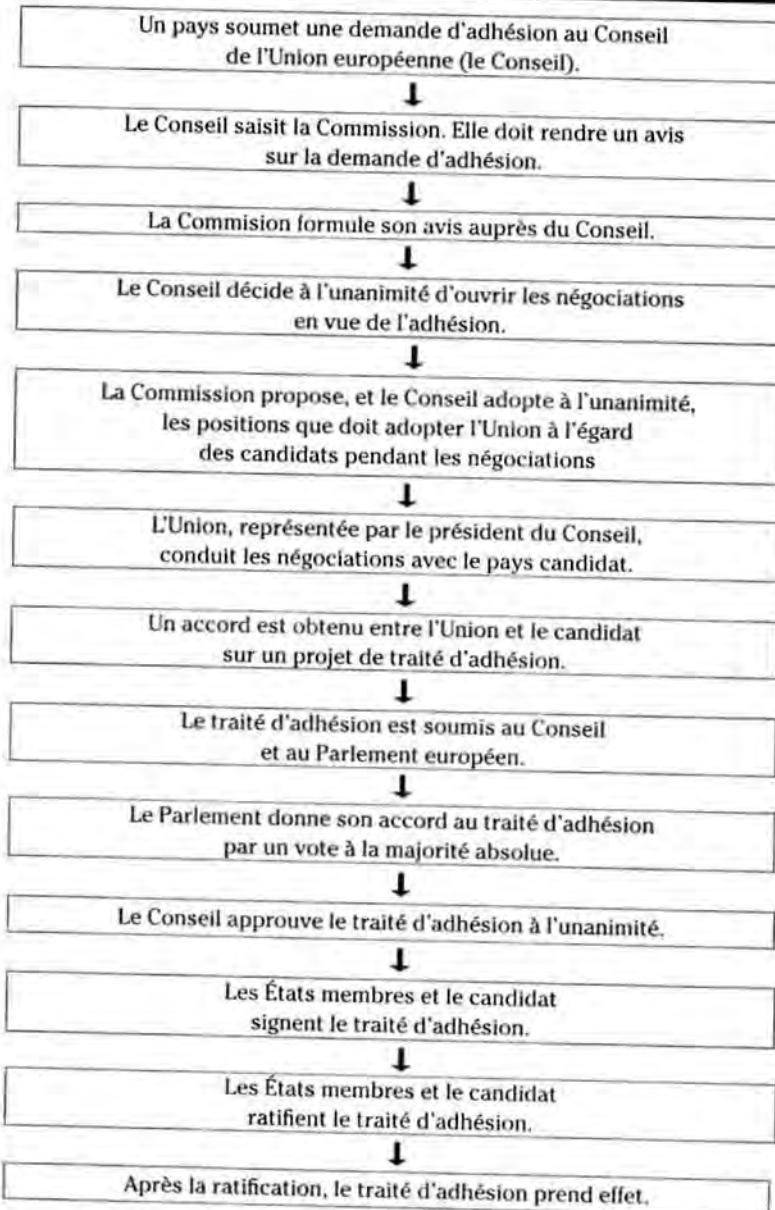
On doit admettre comme un axiome que l'unité politique de l'Europe est indissociable de sa sécurité. Il est difficile de concevoir une Europe réellement unie sans un pacte de sécurité avec les États-Unis. En conséquence, tout Etat en position d'entreprendre des discussions avec l'Union européenne et invité à les poursuivre devrait être regardé comme bénéficiant de la protection *de facto* de l'OTAN.

En suivant ces règles, il est d'ores et déjà possible d'indiquer les étapes possibles du double élargissement de l'Europe et du système de sécurité transatlantique. En supposant un engagement soutenu de l'Amérique et de l'Europe de l'Ouest, le calendrier, théorique mais réaliste, serait le suivant :

1. En 1999, une première série de pays d'Europe centrale auront été admis dans l'OTAN. Leur intégration dans l'UE ne devrait pas prendre place avant 2002 ou 2003.

2. Au cours de cette même période, l'UE va entamer des discussions avec les républiques baltes. De manière concomi-

L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE. LES ÉTAPES À FRANCHIR



tante, l'OTAN va commencer à avancer sur la question de leur intégration et sur celle de la Roumanie qui pourrait devenir effective en 2005 (OTAN). Durant cette période, les autres États des Balkans devraient pouvoir satisfaire aux critères de candidature.

3. L'intégration des États balkaniques pourrait amener la Suède et la Finlande à envisager leur candidature à l'OTAN.

4. Au cours de la période suivante (soit de 2005 à 2010), l'Ukraine pourrait à son tour être en situation d'entamer des négociations en vue de rejoindre l'UE et l'OTAN. Cela exige des progrès dans les réformes et, à l'extérieur, une meilleure perception de son identité centro-européenne.

Pendant la même période, il est vraisemblable que la collaboration franco-germano-polonaise, au sein de l'Union européenne et de l'OTAN se sera approfondie, spécialement en matière de défense. Elle pourrait devenir le noyau occidental d'un large système de sécurité, embrassant la Russie ainsi que l'Ukraine. L'Allemagne et la Pologne ayant toutes deux un intérêt géopolitique particulier à l'indépendance ukrainienne, on peut tout à fait envisager que cette dernière soit, par étapes, cooptée comme quatrième partenaire d'une relation privilégiée. En 2010, la collaboration franco-germano-polono-ukrainienne, engageant quelque 230 millions de personnes, pourrait devenir la colonne vertébrale géostratégique de l'Europe (voir carte p. 119).

Une question essentielle se pose : ce scénario se déroulerait-il dans un environnement apaisé ou dans un contexte de tensions croissantes avec la Russie ? Il est trop tôt pour donner une réponse. Cependant, la Russie, aussi souvent que nécessaire, devrait recevoir l'assurance que les portes de l'Europe lui restent ouvertes. Et, au-delà, que sa participation future à un nouveau système de sécurité transeurasien est envisageable. Des liens de coopération renforceraient la crédibilité de ce message. Ils pourraient se nouer dans tous les domaines et exiger, dès à présent, une attitude volontariste de l'Europe. (Dans le chapitre suivant, nous discuterons dans le détail les relations entre la Russie et l'Europe, et le rôle de l'Ukraine à cet égard.)

Si l'Europe réussit à s'unir et à s'élargir, et si, dans le même temps, la Russie parvient à se démocratiser et à se moderniser,



le moment viendra où cette dernière possédera les qualifications requises pour avoir des relations plus organiques avec l'Europe. En retour, cette nouvelle étape mettrait à l'ordre du jour la fusion du système de sécurité transatlantique avec un système eurasien transcontinental. Dans les faits, la question de l'adhésion formelle de la Russie ne devrait pas se poser avant longtemps. C'est précisément pourquoi il ne faut pas lui fermer les portes.

Pour conclure : la fin de l'Europe de Yalta ne doit à aucun prix nous ramener à l'Europe de Versailles. Ce serait une régression vers les querelles entre États-nations. La partition du continent est effacée. Ce devrait être le point de départ de l'élargissement de l'Europe et de son unification, renforcées par l'ouverture de l'OTAN à de nouveaux membres et par des liens constructifs de sécurité avec la Russie. En conséquence, l'ob-

jectif géostratégique central de l'Amérique en Europe peut se résumer très simplement : elle vise à consolider, grâce à un partenariat transatlantique plus équilibré, sa tête de pont sur le continent eurasien. Ainsi, l'Europe élargie pourra servir de tremplin pour instaurer en Eurasie un ordre international fondé sur la démocratie et la coopération.

4

Le trou noir

À la fin de l'année 1991, le plus grand État de la planète se désagrège, laissant une sorte de trou noir au centre du continent eurasien. La région pivot des relations internationales, le *heartland* des géopoliticiens, est soudain balayée de la carte.

Face à ce gigantesque défi, l'Amérique doit réviser de fond en comble son approche géopolitique. En priorité, elle doit éviter que ne se développe une situation d'anarchie politique ou que le délabrement de l'État ne favorise l'émergence d'une dictature hostile, ayant la mainmise sur l'énorme arsenal nucléaire du pays. À plus long terme, elle doit encourager la transformation démocratique et le redressement économique en Russie. Il est indispensable qu'elle contre toute tentative de restauration impériale au centre de l'Eurasie, qui ferait obstacle à son objectif géostratégique numéro un : la mise sur pied d'un vaste système euro-atlantique, auquel la Russie elle-même a intérêt, puisqu'elle pourrait s'appuyer dessus pour garantir sa sécurité et sa stabilité.

La Russie dans un nouvel environnement géopolitique

L'effondrement de l'Union soviétique a parachevé la dislocation continue du vaste bloc sino-soviétique qui, pour un temps au moins, a égalé et même dans certaines régions surpassé l'empire de Gengis Khan. Après une brève apogée, la défection de la Yougoslavie de Tito, suivie par l'insubordination maoïste, allaient très vite démontrer la vulnérabilité du camp communiste aux aspirations nationalistes, plus fortes que les liens idéologiques. Le bloc sino-soviétique a existé pendant une dizaine d'années, l'Union soviétique pendant à peine plus de soixante-dix ans.

Cependant, la désagrégation de l'empire grand-russe, sous la coupe de Moscou depuis plusieurs siècles, revêt en réalité une plus grande importance géopolitique. Elle a été précipitée par l'échec sociopolitique et économique du système soviétique, bien que celui-ci ait jusqu'à la fin cultivé le secret et l'isolement, raison pour laquelle le monde a été surpris par la chute rapide de l'Union soviétique. En l'espace de deux courtes semaines, à la fin 1991, les dirigeants des républiques russe, ukrainienne et biélorusse ont prononcé la dissolution de l'Union soviétique, à laquelle ils ont substitué une entité lâche : la Communauté des États indépendants, qui associe l'ensemble des ex-républiques soviétiques, à l'exception des pays baltes. Le temps que le président de l'Union accepte, à contrecœur, sa démission et que le drapeau soviétique soit descendu pour la dernière fois des tours du Kremlin, l'acte de naissance de la Fédération russe était enregistré. Un État national de cent cinquante millions d'habitants succédait, *de facto*, à l'Union soviétique, pendant que les autres républiques, représentant elles aussi cent cinquante millions d'habitants, affirmaient, à des degrés divers, leur souveraineté et leur indépendance.

L'effondrement de l'Union soviétique a provoqué une confusion géopolitique monumentale. En quinze jours, les Russes, qui, moins encore que le reste du monde, n'avaient eu les moyens de pressentir la fin proche de l'Union, découvraient soudain qu'ils n'étaient plus les maîtres d'un empire transcon-

tinental. Désormais, leur pays était refoulé aux limites dont il était sorti dans un passé déjà lointain. Dans le Caucase, il s'arrêtait aux frontières du début du XIX^e siècle, en Asie centrale, à celles fixées au milieu du même siècle, et – plus dououreux encore – il retrouvait, à l'ouest, les dimensions atteintes à la fin du règne d'Ivan le Terrible, en 1584. La perte du Caucase a ravivé la crainte ancestrale d'une prédominance turque sur la région. La nouvelle situation de l'Asie centrale, signifiant l'abandon des gigantesques ressources minérales et énergétiques autant que la proximité du défi islamique, a nourri l'anxiété et la frustration. Quant à l'émancipation de l'Ukraine, elle a privé la Russie de sa mission la plus symbolique, d'une vocation confinant au droit divin : son rôle de champion de l'identité panslave.

L'espace occupé pendant des siècles par l'empire tsariste et sur lequel l'Union soviétique maintenait depuis soixante-quinze ans la prééminence russe s'est trouvé partagé entre une dizaine d'États aux dimensions hétérogènes, depuis la relativement grande Ukraine et ses cinquante-deux millions d'habitants jusqu'à l'Arménie aux trois millions et demi d'habitants. Leur avenir a vite paru incertain : aucun d'entre eux, à l'exception de la Russie, n'était préparé à assumer sa souveraineté et les observateurs se sont interrogés sur la volonté de Moscou d'accepter cette nouvelle réalité. Pour la Russie, ce choc historique a eu une conséquence supplémentaire : vingt millions de russophones vivaient désormais dans des États étrangers, dirigés par des élites politiques très nationalistes et déterminées à affirmer leur identité après des décennies de russification imposée par des moyens plus ou moins coercitifs.

L'effondrement de l'empire a créé un vide politique au cœur même de l'Eurasie. Dans les nouveaux États indépendants, la quasi-absence d'institutions nationales et de personnel politique expérimenté ont contribué à maintenir la confusion. En Russie, une crise généralisée s'est installée, alimentée par les bouleversements politiques autant que par les tentatives d'en finir avec le modèle socio-économique soviétique. Les interventions militaires ont accentué le traumatisme national : tout d'abord l'expédition au Tadjikistan, justifiée par la crainte d'une prise de

pouvoir par le courant islamiste, et, surtout, l'engagement brutal en Tchétchénie, opération tragique d'un coût politique et économique exorbitant. Plus douloureux encore, le statut international de la Russie s'est radicalement dégradé, l'une des deux superpuissances mondiales étant désormais traitée à l'égal d'un puissance régionale du tiers monde, bien qu'elle possède toujours un arsenal nucléaire important mais de plus en plus vétuste.

En Russie, une crise sociale de grande ampleur a accéléré les turbulences géopolitiques. Les soixante-quinze ans de pouvoir communiste ont profondément handicapé le peuple russe. Des millions d'individus, souvent parmi les plus compétents ou les plus dynamiques, ont été supprimés ou ont disparu dans le goulag. Au cours du siècle, le pays a souffert des ravages de la Première Guerre mondiale, d'une guerre civile prolongée, des atrocités et des privations de la Deuxième Guerre mondiale. Le régime communiste a imposé une orthodoxie étouffante et a isolé le pays du reste du monde. Sa politique économique, qui négligeait toute considération écologique, se paye, encore aujourd'hui, de conséquences désastreuses sur l'environnement et la santé publique : selon des statistiques officielles, au milieu des années quatre-vingt-dix, jusqu'à 60 % des nouveau-nés montraient des symptômes de maladies diverses et un élève sur cinq, entrant à l'école primaire, souffrait de déficience mentale. L'espérance de vie a reculé à 57,3 ans pour les hommes et il meurt plus de Russes qu'il n'en naît. Ces données placent la Russie au niveau de la plupart des pays moyennement avancés.

Il est indispensable de prendre la mesure des horreurs et des malheurs qui ont frappé la Russie et ses habitants au cours de ce siècle. Rares sont les familles dont le destin n'en a pas été affecté et qui ont pu mener une existence normale. Envisageons les conséquences sur la société de l'enchaînement d'événements suivants :

- la guerre russo-japonaise, en 1905, se conclut par une défaite humiliante ;
- la première « révolution prolétarienne », cette même année, déclenche une vague de violence urbaine ;
- la guerre mondiale de 1914 à 1917 se solde par des millions

de victimes et entraîne une véritable dislocation des structures économiques ;

— pendant la guerre civile, de 1918 à 1921, les morts se comptent à nouveau en millions et le pays est dévasté ;

— la guerre russo-polonaise de 1919-1920 s'achève sur une défaite russe ;

— la mise en place du goulag, dès les années vingt, provoque la disparition des élites prérévolutionnaires et un exode massif ;

— la collectivisation forcée et l'industrialisation, pendant la première moitié des années trente, entraînent des famines de masse et causent la mort de millions de personnes en Ukraine et au Kazakhstan ;

— lors des grandes purges et de la terreur stalinienne, pendant la deuxième moitié de la décennie, des millions de victimes sont incarcérées dans les camps de travail, plus d'un million sont fusillées et des millions d'autres meurent de mauvais traitements ;

— de 1941 à 1945, la participation à la Deuxième Guerre mondiale se paye de millions de morts civils et militaires et de ravages économiques profondes ;

— à la fin des années quarante, la résurgence de la terreur stalinienne s'accompagne d'arrestations arbitraires à grande échelle, suivies de nombreuses exécutions ;

— commence alors la course aux armements contre les États-Unis. Elle durera jusqu'à la fin des années quatre-vingt, au détriment des améliorations sociales ;

— à partir du début des années soixante-dix et pendant deux décennies, l'URSS consacre un budget démesuré au maintien de sa présence dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique ;

— de 1979 à 1989, le pays s'enfonce dans une guerre épuisante en Afghanistan ;

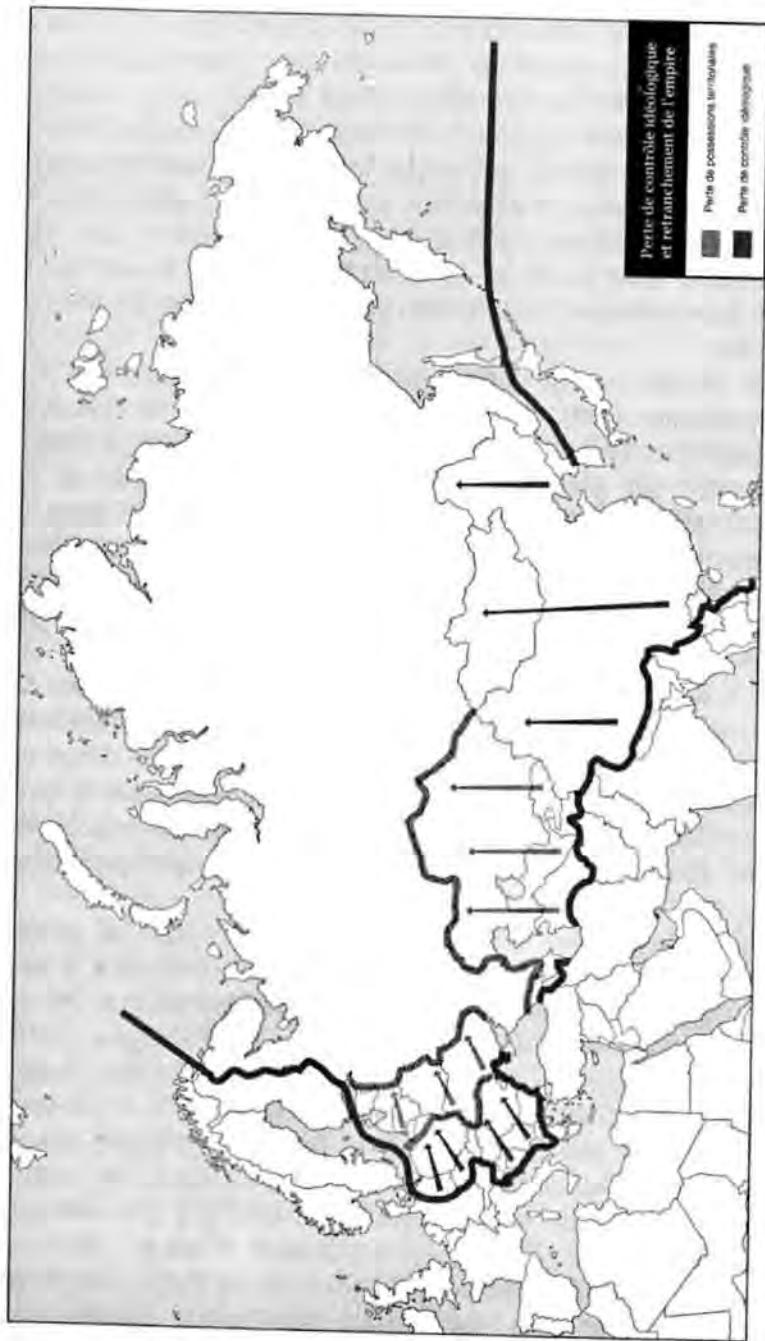
— la soudaine désagrégation de l'Union soviétique est suivie de troubles sociaux, d'une crise économique profonde et d'une guerre sanglante et humiliante en Tchétchénie.

À la crise intérieure et à la perte du statut international qui ont affecté en profondeur le pays et ses élites politiques s'est ajouté un bouleversement de la configuration géopolitique de toute la région. C'est à l'ouest, où la sphère d'influence russe

a été largement amputée, que la modification des frontières, conséquence de la chute de l'empire, a été le plus pénible à admettre (voir carte ci-contre). La Russie exerçait son contrôle sur les États baltes depuis le XVIII^e siècle et, privée des ports de Riga et de Tallin, elle n'a conservé que de rares accès, inutilisables l'hiver, à la Baltique. De tous les nouveaux États indépendants, ce n'est qu'en Biélorussie que Moscou a réussi à conserver une position dominante, mais il n'est pas dit que, même dans ce pays très russifié, la contagion nationaliste ne vienne pas à bout de cette influence. Au-delà des frontières de l'ex-Union soviétique, les anciens États satellites d'Europe centrale, libérés de leurs obligations au sein du Pacte de Varsovie, ont emboîté le pas à la Pologne, pour se rapprocher de l'OTAN et de l'Union européenne.

C'est la perte de l'Ukraine qui a soulevé les questions les plus épineuses. L'apparition d'un État ukrainien indépendant constitue une régression géopolitique radicale qui a contraint les Russes à s'interroger sur les fondements de leur identité politique et ethnique. En tirant leur révérence de manière abrupte, les Ukrainiens ont mis un terme à plus de trois cents ans d'histoire impériale. Ils ont dépossédé leurs voisins d'une économie à fort potentiel, riche de son industrie, de son agriculture et d'une population de cinquante-deux millions d'habitants, dont les origines, la civilisation et la tradition religieuse étaient si proches de celles des Russes, que les liens impériaux ont toujours, pour ces derniers, relevé de l'évidence. Par ailleurs, l'indépendance ukrainienne a privé la Russie de sa position dominante sur la mer Noire, alors qu'Odessa servait traditionnellement de point de passage pour tous les échanges commerciaux russes avec le monde méditerranéen et au-delà.

La perte du pivot géopolitique ukrainien réduit les choix géostratégiques de la Russie. Amputée de la Pologne et des Etats baltes, mais contrôlant l'Ukraine, elle pourrait encore tenir un empire eurasien dynamique, s'étendant, vers le sud et le sud-est, sur les domaines non slaves de l'ex-Union soviétique. Sans l'Ukraine et ses cinquante-deux millions de « frères slaves », toute tentative de restauration impériale



commandée par Moscou est vouée à rencontrer la résistance prolongée de populations devenues très sourcilleuses sur la question de leur identité nationale et religieuse. Le conflit en Tchétchénie pourrait bien n'en être qu'un premier exemple. De plus, si on prend en compte les taux de natalité respectifs – celui de la Russie déclinant à un rythme rapide, alors que ceux des républiques d'Asie centrale explosent –, une entité eurasienne dont le noyau se réduirait à la seule Russie deviendrait inévitablement moins européenne et plus asiatique au fil des ans.

En pesant sur la définition de la Communauté des États indépendants (CEI), l'Ukraine a joué un rôle de catalyseur géopolitique. Quand la Russie, contrainte et forcée, a concédé de mettre sur pied ce nouveau cadre plus confédéral, dans lequel elle escomptait préserver l'essentiel des liens qui avaient prévalu sous le régime soviétique, elle s'est heurtée aux initiatives ukrainiennes. En proclamant son indépendance, en décembre 1991, puis en défendant avec fermeté ses positions pendant les négociations cruciales de Bela Veja, destinées à définir les statuts de la CEI et en imposant alors, dans une véritable ambiance de coup d'État, un commandement national à toutes les unités de l'armée soviétique cantonnées sur son territoire, l'Ukraine a modifié en substance le projet russe. Cette affirmation politique allait laisser les négociateurs russes abasourdis et servir de modèle, après quelques hésitations, aux autres républiques soviétiques.

Si, après la mer Baltique, la Russie a perdu sa position dominante sur la mer Noire, ce n'est pas seulement à cause de l'indépendance ukrainienne, mais aussi parce que les nouveaux États indépendants du Caucase – la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan – ont offert à la Turquie des occasions de rétablir son influence sur la région. Avant 1991, c'est depuis la mer Noire que se déployait la puissance navale russe en Méditerranée. Au milieu de la décennie, la Russie ne contrôle plus qu'une bande côtière réduite et elle n'a pas résolu sa controverse avec l'Ukraine, concernant l'usage des bases navales en Crimée pour ce qu'il reste de sa flotte. Sur ce problème, deux aspects particuliers ont heurté la sensibilité

russe : que l'Ukraine ait organisé, en mer Noire, des manœuvres navales et de débarquement conjointes avec l'OTAN et que, d'autre part, la Turquie affirme sa présence régionale. Si la Russie en prend ombrage, c'est, entre autres raisons, parce qu'elle soupçonne cette dernière d'avoir fourni une assistance à la résistance tchétchène.

Au sud-est, le cataclysme géopolitique a produit des effets similaires. La configuration de toute l'Asie centrale en est bouleversée, en particulier dans le bassin de la Caspienne. Jusqu'à la chute de l'Union soviétique, la mer Caspienne, à l'exception du secteur sud-est, situé en territoire iranien, avait été un lac russe. Dès que les républiques d'Asie centrale, au premier chef l'Azerbaïdjan, mais aussi le Kazakhstan et le Turkménistan, ont obtenu leur indépendance, revendiquée par de vigoureux courants nationalistes et soutenue par de puissants intérêts pétroliers occidentaux, la Russie a dû abandonner son monopole sur les richesses de la région, qu'elle dispute maintenant à quatre concurrents.

L'émergence d'États indépendants en Asie centrale a soudain fait reculer la frontière sud-est de mille cinq cents kilomètres. Les nouveaux États ont établi leur contrôle sur d'énormes gisements de matières premières et d'énergie, convoités par les investisseurs du monde entier. Il était inévitable que les élites politiques comme les populations de ces pays affirment avec ostentation leur identité nationale et leur appartenance à l'islam. On peut donc s'attendre à une intensification des frictions nationalistes et linguistiques au Kazakhstan, grand pays doté de formidables ressources naturelles et dont les vingt millions d'habitants se répartissent à peu près également entre Kazakhs et Slaves. L'Ouzbékistan, avec une population de vingt-cinq millions d'habitants beaucoup plus homogène et où le discours nationaliste puise dans l'exaltation de la grandeur passée, s'est fait le champion de l'indépendance régionale. Et le Turkménistan, isolé par le Kazakhstan de tout contact géographique avec la Russie s'efforce de développer ses liens avec l'Iran, afin de mettre un terme à sa dépendance à l'égard du système de communications russes et d'accéder au marché mondial.

On imagine mal que les États d'Asie centrale, qui entretien-

nent aujourd'hui les meilleurs rapports avec la Turquie, l'Iran, le Pakistan et l'Arabie Saoudite, échangent leur toute nouvelle souveraineté politique contre les bénéfices que pourraient leur conférer une éventuelle intégration dans un grand ensemble économique sous égide russe. Il paraît d'ailleurs inévitable que leurs relations avec la Russie soient marquées par de l'hostilité et des tensions qui pourraient, l'exemple tchétchène le montre trop bien, échapper à tout contrôle. Dans la perspective russe, le spectre d'un conflit avec les États islamiques qui flanquent toute la frontière sud-est (et qui, si l'on y ajoute la Turquie, l'Iran et le Pakistan, représentent quelques trois cents millions d'habitants) constitue un souci prioritaire.

Même en Extrême-Orient, où aucune modification géographique ou politique n'est intervenue, la Russie doit faire face à une nouvelle situation géopolitique menaçante. Pendant des siècles, la Chine a été handicapée par sa plus grande faiblesse et son développement moindre, tout au moins dans les domaines politique et militaire. Quiconque est au fait des événements des dix dernières années ne peut désormais ignorer que la Chine est en bonne voie de dépasser la Russie, grâce à son dynamisme, à sa réussite économique et à sa volonté de modernisation. La puissance économique chinoise, nourrie par l'énergie de son milliard deux cents millions d'habitants est en train d'inverser les termes de l'équation historique entre les deux pays. Au milieu, la Sibérie, grand espace presque vide, en est presque à souhaiter la colonisation chinoise.

Ces deux réalités inquiétantes : la vulnérabilité en Orient et la remise en cause des intérêts du pays en Asie centrale, pourraient, dans un avenir proche, prendre le pas sur les autres problèmes géopolitiques, tels que la perte de l'Ukraine. Leurs implications stratégiques ont été décrites avec lucidité par Wladimir Loukine, premier ambassadeur de la Russie postcommuniste aux États-Unis qui a, depuis, pris la présidence de la commission des Relations internationales de la Douma :

Par le passé, la représentation du monde qui avait cours en Russie plaçait le pays entre l'Asie, plus retardée, et l'Europe, plus

avancée. Depuis, l'Asie se développe à un rythme soutenu... Aujourd'hui, nous ne pouvons plus nous situer entre « l'Europe moderne » et « l'Asie retardée », nous nous voyons plutôt dans un étrange espace intermédiaire entre deux « Europes »¹.

En bref, la Russie a cessé, en un temps record, de contrôler un vaste empire territorial. Ce bloc, fondé sur l'adhésion idéologique, rassemblait des États qui, à l'ouest, pénétraient jusqu'au cœur de l'Europe et, à l'est, ont atteint, pendant une courte période, la mer de Chine. Elle est aujourd'hui un État national affaibli, dépourvu d'accès faciles au reste du monde et potentiellement vulnérable à des conflits avec ses voisins qui l'affaibliraient sur ses flancs ouest, sud et est. Seuls les espaces du nord, inaccessibles et inhabitables, couverts par les glaces la majeure partie de l'année, paraissent géopolitiquement sûrs.

Une fantasmagorie géostratégique

Tous les repères traditionnels qui guidaient ses orientations stratégiques ayant été balayés, la Russie postimpériale est confrontée, dans la plus grande confusion, à une nouvelle donne historique. Personne n'a vu venir l'effondrement de l'Union soviétique ni – surtout – la désintégration du vieil empire russe. Le traumatisme qui en résulte provoque un débat intense dans la sphère publique, relayé dans toutes les discussions privées. Cette crise d'identité et la tentative de redéfinir la nature et le rôle de la Russie suscitent de nombreuses questions : Qu'est-ce que la Russie ? Jusqu'où s'étend-elle ? Qu'est-ce qu'être Russe ? Autant d'interrogations résolues depuis longtemps par la plupart des grandes nations.

Il ne s'agit pas pour autant de questions abstraites : quelles qu'elles soient, les réponses révèlent des approches géopolitiques diverses. La Russie est-elle un État-nation, fondé sur l'identité ethnique russe, ou bien (sur le modèle de la Grande-Bretagne, qui ne se réduit pas à l'Angleterre) relève-t-elle d'une définition moins restrictive prenant en compte sa dimension

1. « Our Security Predicament », *Foreign Policy*, n° 88, automne 1992, p. 60.

impériale ? Comment fixer – selon des critères historiques, stratégiques et ethniques – les frontières légitimes du pays ? Et surtout comment concilier cette redéfinition avec l'indépendance ukrainienne ? Doit-elle être tenue pour une aberration passagère, comme inclinent à le penser une majorité de Russes ? L'identité russe recouvre-t-elle une appartenance nationale (*rusky*) ou une citoyenneté politique (*rossyanin*, l'équivalent de Britannique par rapport à Anglais) ? Sur la question tchétchène, on sait, par exemple que Boris Eltsine, parmi d'autres, a soutenu que les Tchétchènes pouvaient – et devaient – être considérés comme Russes. Et l'on a bien vu les conséquences tragiques de ce point de vue.

Un an avant la fin de l'Union soviétique, un nationaliste russe, au nombre des rares observateurs ayant pressenti ce qui allait advenir, lança ce jugement désespéré :

Un désastre épouvantable, aujourd'hui inconcevable pour le peuple russe, pourrait se produire bientôt. Si l'État s'écroule, si notre peuple, dépossédé de son histoire millénaire et trahi, se retrouve abandonné, et si les « frères » qui nous ont rejoints dans le passé embarquent tous leurs biens à bord de leurs bateaux de sauvetage nationaux et s'éloignent de notre navire en péril, alors nous n'aurons plus qu'à déclarer le sauve-qui-peut [...].

Notre tâche sera de reconstruire l'État, qui reste, sur le plan politique, économique et spirituel, le porteur de l'*« idée russe »*. Lui seul peut refléter les meilleurs acquis d'un royaume millénaire et des soixante-dix ans d'histoire soviétique, volatilisées en un clin d'œil².

Mais comment mener cette tâche à bien, alors que l'État lui-même traverse une crise historique ? Comment donner à cette entreprise un contenu acceptable par les Russes et compatible avec les réalités nouvelles ? Tout au long de son histoire, l'État a servi d'instrument à l'expansion territoriale et au développement économique, outrepassant la vocation strictement nationale qui lui est conférée dans la tradition occidentale. Porteur de l'*« idée russe »*, il a été l'exécutant exclusif d'une mis-

2. Alexandre Prokhanov, « La Tragédie du centralisme », *Literaturnaya Rossiya*, janvier 1990, p. 4.

sion supranationale, définie en termes religieux, géopolitiques et idéologiques. Et voilà que, au moment où il exerce ses attributions sur un territoire réduit et homogène, cette mission lui est déniée.

Si la crise paraît si difficile à résoudre, c'est que l'État russe n'est pas seulement dépossédé de sa mission impériale. Son autre fonction traditionnelle est, elle aussi, amputée. En s'efforçant de combler le retard impressionnant qui sépare la Russie des régions plus développées de l'Eurasie, les tenants de la modernisation (et leurs conseillers occidentaux) s'appliquent à le priver de son rôle économique de créateur, de propriétaire et de redistributeur des richesses sociales. Rien de moins qu'une révolution politique ! Une remise en cause aussi profonde des rôles intérieur et extérieur de l'État affecte les Russes jusque dans leur vie quotidienne. Elle a aussi contribué à accentuer la désorientation géopolitique dans la classe dirigeante.

Dans un contexte aussi épineux, les questions que posent l'identité et le rôle de la Russie ne peuvent, on s'en doute, trouver de réponses consensuelles. La situation géographique du pays, au cœur de l'Eurasie, a de tout temps, prédisposé les dirigeants à poser les problèmes en termes géopolitiques. Lorsque Andreï Kozyrev, premier personnage politique à occuper le poste de ministre des Affaires étrangères de la Russie postimpériale et postcommuniste, a tenté de formuler les lignes directrices d'une nouvelle politique internationale, on a encore pu constater à quel point cette attitude imprégnait sa réflexion. A peine un mois s'était-il écoulé depuis la dissolution de l'Union soviétique, qu'il remarquait : « En abandonnant notre rôle messianique, nous avons adopté un point de vue pragmatique [...]. Nous en sommes venus à considérer que la géopolitique [...] remplace l'idéologie³. »

D'une manière générale, trois grandes options géostratégiques ont émergé en réaction à la chute de l'Union soviétique. Dans une large mesure, elles se recoupent et chacune admet un certain nombre de variantes. Toutes trois naissent de la même

3. Interview donné à la *Rossiskaya Gazeta*, le 21 janvier 1992.

préoccupation prioritaire : définir le statut nouveau de la Russie en relation avec la position occupée par l'Amérique. On peut classer ces courants de pensée comme suit.

1. La priorité est donnée à l'établissement d'un « partenariat stratégique responsable » avec les États-Unis, ce qui, pour certains de ses promoteurs, sous-entend une codirection des affaires internationales, c'est-à-dire un partage mondial du pouvoir.

2. La Russie concentre ses intérêts sur ses proches voisins, soit, comme le défendent certaines voix, pour réaliser l'intégration économique sous l'égide de Moscou, soit, comme d'autres paraissent l'espérer, afin de restaurer, dans la mesure du possible, des formes de contrôle impérial et définir une aire de puissance russe capable de contrebalancer le pouvoir de l'Amérique ou celui de l'Europe.

3. La Russie cherche des appuis en Eurasie pour former une coalition, dont le dessein principal est de réduire la prépondérance américaine sur le continent.

Chacune de ses trois options a eu successivement les faveurs des équipes dirigeantes. La première, malgré l'adhésion de l'entourage présidentiel, n'a pas résisté à la rapide remise en cause par Boris Eltsine de ses priorités géopolitiques. La deuxième s'est alors imposée, mais dès le milieu de la décennie la troisième a commencé à représenter une alternative séduisante aux orientations géostratégiques antérieures qui se sont révélées vagues et peu fructueuses. De fait, toutes trois sont des constructions laborieuses, sans véritable pertinence historique, issues à l'évidence d'une vision fantasmagorique de la puissance réelle du pays, de sa marge de manœuvre internationale et de ses intérêts à long terme.

Au moment de la chute de l'Union soviétique, Boris Eltsine s'est fait le héraut de l'*« occidentalisation »*. Selon ce courant de pensée, récurrent dans l'histoire russe, bien qu'il n'ait jamais obtenu de succès significatifs, la Russie appartient à l'Ouest et doit, avec volontarisme, s'y inclure, au prix d'un développement intérieur imité du modèle occidental. Cette position partagée par son ministre des Affaires étrangères devait conduire le tout nouveau président à condamner, dans des termes expli-

cites, l'héritage de l'impérialisme russe. Ses propos, lors d'un discours prononcé le 19 novembre 1990 à Kiev, auraient pu par la suite lui être rappelés par les Tchétchènes ou les Ukrainiens :

En aucune manière, la Russie n'aspire à devenir le centre d'un nouvel empire [...]. Ce rôle est pernicieux et pour l'avoir tenu pendant longtemps, la Russie le comprend mieux que quiconque. Qu'en retire-t-elle aujourd'hui ? Est-elle devenue plus libre ? Plus riche ? Plus heureuse ? [...] L'histoire nous enseigne qu'un peuple qui en gouverne d'autres finit toujours par en payer le prix.

L'Ouest, et surtout les États-Unis, adoptent alors une attitude bienveillante envers la nouvelle équipe dirigeante russe. Les partisans de l'*« occidentalisation »*, qui ont pris les rênes de la politique étrangère, y puisent un encouragement. Leurs penchants pro-américains s'en trouvent renforcés et, à un niveau plus personnel, leur ego en est flatté. Quoi de plus séduisant que cette nouvelle atmosphère de collaboration : on appelle par leur prénom les décideurs de l'unique superpuissance, on s'entretient avec eux sur le ton le plus amical. L'autosatisfaction qui submerge les dirigeants russes est encore accrue de l'illusion qu'eux-mêmes, tout bien considéré, tenaient, récemment encore, les rênes de la superpuissance rivale. Lorsque Washington lance l'idée de « partenariat stratégique responsable » avec Moscou, les Russes dotent spontanément ce slogan, censé se substituer aux rivalités antérieures, d'un contenu à leur convenance : ils voient sanctifié le projet d'un condominium démocratique, dont ils partageront la direction avec les Américains.

À n'en pas douter, cette direction partagée doit s'étendre à la planète. Ainsi, la Russie, assumant sa filiation autant que sa rupture avec l'ex-Union soviétique, s'associerait à un nouveau partage du monde, fondé sur la parité entre les deux acteurs. Comme les nouveaux dirigeants ne cessent de le répéter, cela sous-entend que le reste du monde reconnaît la Russie comme l'égal des États-Unis. Aucune puissance ne saurait désormais songer à résoudre, voire à aborder, un quelconque problème international sans la participation ou tout au moins un feu vert de la Russie. Cet arrangement illusoire comporte, à l'évidence,

un codicille implicite. Bien que cette considération n'ait jamais été évoquée, on ne peut avoir de doute quant à la place future de l'Europe centrale : d'une manière ou d'une autre, elle est destinée à entretenir, du fait de sa proximité, des relations politiques spécifiques avec la Russie. Peut-être même en manifestera-t-elle rapidement le désir. Après la dissolution du Pacte de Varsovie et du Comecon, on ne verra pas les ex-pays membres se mettre en orbite autour de l'OTAN ou seulement de l'Union européenne.

Entre-temps, l'aide occidentale va permettre au gouvernement russe d'entreprendre toutes les réformes nécessaires pour évincer l'État de la sphère économique et consolider les institutions démocratiques. Le regain de santé économique du pays, son statut spécial de partenaire des États-Unis, ainsi que ses qualités intrinsèques modifieront l'attitude des pays indépendants de la CEI. Bientôt, conscients que la nouvelle Russie ne constitue plus une menace et prenant la mesure des avantages potentiels d'une union dont les formes resteront à définir, ils s'engageront dans une coopération économique renforcée puis dans un processus d'intégration politique, qui démultipliera le champ d'action et la puissance de cette dernière.

Cette approche péchait par un défaut essentiel : elle faisait fi de tout réalisme, que ce soit sur les questions internationales ou quant à la situation intérieure du pays. L'idée de « partenariat stratégique responsable » était peut-être séduisant, mais elle était aussi trompeuse. Jamais il n'était entré dans les intentions des États-Unis de partager leur prééminence mondiale et, quand bien même ils l'auraient envisagé, leur *alter ego* n'était guère en mesure de l'assumer. La faiblesse de la nouvelle Russie, les handicaps accumulés en trois quarts de siècle de gouvernement communiste, le retard insigne de sa société sont autant de critères rédhibitoires pour un candidat à la codirection des affaires internationales. Vus de Washington, l'Allemagne, le Japon et la Chine offrent des garanties au moins équivalentes. De plus, rien ne paraît devoir effacer les divergences radicales qui persistent sur un ensemble de questions géostratégiques, cruciales du point de vue des intérêts nationaux de l'Amérique – en Europe, au Moyen-Orient et en Extrême-Orient. Dès que sont

apparus les premiers différends entre les « partenaires stratégiques responsables », les disparités à tous les niveaux – puissance politique, poids financier, capacités d'innovation technologique, pouvoir d'attraction culturelle – ont montré l'inanité de ce concept. Il n'en fallait pas plus pour que de nombreux Russes tirent la conclusion que ce slogan, forgé par les Américains, avait pour seule fonction de les égarer.

Avant que ne s'achève cette courte lune de miel, l'Amérique aurait pu prévenir ce retournement d'humeur. Pour cela, elle aurait dû impulser beaucoup plus tôt l'élargissement de l'OTAN et lier cette initiative à une proposition avantageuse en direction de la Russie : une relation de coopération spéciale entre les deux pays. Si le projet d'élargissement de l'Alliance avait alors été clairement exposé et accompagné d'une stipulation expresse concernant l'association de la Russie au processus, sous une forme qui serait restée à définir, l'épisode fâcheux de la déception russe et sa principale conséquence, la perte d'influence des partisans de l'occidentalisation au Kremlin, auraient pu être évitées.

La meilleure fenêtre de tir pour cette initiative s'est présentée pendant le deuxième semestre de 1993 : en août de cette année, Boris Eltsine déclare que le souhait exprimé par la Pologne de rejoindre l'Alliance atlantique ne contrarie en rien les intérêts de la Russie. L'administration Clinton, convaincue des bénéfices de sa politique « Russie d'abord », tergiverse, comme elle continuera à le faire pendant deux années encore, alors que l'humeur, au Kremlin, change du tout au tout. Aux premières timides velléités américaines de promouvoir l'élargissement de l'OTAN, Moscou répond par une hostilité affirmée. Lorsqu'en 1996 Washington accorde la priorité à ce projet, première étape dans l'élaboration d'une communauté euro-atlantique plus large et plus sûre, les Russes se sont retranchés dans une opposition rigide. En 1993, une occasion historique a été manquée.

À l'évidence, certains des adversaires les plus farouches du projet américain, en particulier dans les sphères militaires, perpétuent une vision du monde issue de la guerre froide. Ils refusent d'admettre que l'expansion de l'OTAN participe du développement de l'Europe et l'assimilent à la progression, vers

le territoire russe, d'une coalition ennemie sous commandement américain. De la même manière, les milieux diplomatiques – qui comptent dans leurs rangs de nombreux dignitaires de l'ex-Union soviétique – n'ont pas rompu avec l'approche géostratégique traditionnelle et estiment toujours que l'Amérique n'a pas sa place en Eurasie. Ils s'opposent donc à l'élargissement de l'OTAN dans lequel ils voient un instrument pour accroître la sphère d'influence américaine. À terme, les opposants au projet gardaient aussi l'espoir que l'Europe centrale, si elle ne tissait pas de liens privilégiés avec l'Ouest, pourrait plus aisément retomber dans la sphère d'influence russe.

Pour autant, on aurait tort de réduire toutes les réticences à une hostilité de principe. De nombreux démocrates russes ont exprimé une crainte légitime : leur pays n'était-il pas victime d'une certaine forme d'ostracisme politique ? Jugé indigne d'intégrer le cadre institutionnel correspondant à la civilisation européenne, ne serait-il pas le laissé-pour-compte d'une Europe fermée ? L'apprehension d'un rejet culturel aiguisant les peurs politiques, l'expansion de l'OTAN a fini par apparaître comme la forme ultime d'une logique d'exclusion dirigée contre la Russie et visant à la laisser isolée et vulnérable face à ses ennemis. Dans leur analyse, les démocrates semblent avoir négligé une donnée capitale : l'ampleur du ressentiment antirusse à travers l'Europe centrale, après cinquante ans de domination et le désir de ces pays de rejoindre un grand ensemble euro-atlantique.

Avec le recul, on voit mal aujourd'hui quel message d'apaisement aurait pu rasséréner les partisans de l'occidentalisation ou simplement conforter leurs positions déjà incertaines. La nouvelle élite, trop hétérogène pour s'entendre sur une plate-forme commune, et handicapée en matière géostratégique par l'absence de *leadership* à la présidence ou au ministère des Affaires étrangères, n'a jamais su définir les priorités de la Russie, ni même établir un diagnostic réaliste des faiblesses du pays. Absorbés par leurs conflits internes, les dirigeants démocrates n'ont pas pris sur eux de déclarer fermement que la nouvelle Russie ne s'opposait pas à l'élargissement de la communauté transatlantique et que, de plus, elle souhaitait être associée à ce projet. Tant que l'illusion tenace d'un partage de la direc-

tion des affaires internationales avec les États-Unis n'avait pas été balayée, ils tenaient pour une évidence que la Russie jouissait d'une position privilégiée dans la zone occupée naguère par l'ex-Union soviétique, y compris dans les anciens États satellites d'Europe centrale.

Ces tergiversations devaient profiter aux nationalistes et aux militaristes. Dès 1994, les premiers commençaient à peser sur les événements et les seconds étaient devenus des soutiens indispensables pour Boris Eltsine. Leurs réactions, de plus en plus tonitruantes, parfois même menaçantes, aux aspirations exprimées dans toute l'Europe centrale eurent pour premier effet de renforcer la détermination des pays de la région à rejoindre le havre de paix de l'OTAN. Leur récente émancipation constituait un acquis trop précieux pour qu'ils risquent de le mettre en danger.

Les réticences du Kremlin à désavouer l'intégralité des annexions de la période stalinienne contribua au rafraîchissement des relations avec Washington. L'opinion publique des pays de l'Ouest – en Scandinavie, bien sûr, mais aussi aux États-Unis – furent froissées par les ambiguïtés de Moscou à l'égard des républiques baltes. Après avoir reconnu leur indépendance et admis leur refus de rejoindre la CEI, les dirigeants russes, démocrates compris, recouraient aux menaces, afin que soit reconnu un statut préférentiel à la minorité russe, installée par décision des autorités stalinien. Le refus du Kremlin de dénoncer l'accord secret entre Hitler et Staline, signé en 1939 et qui avait entraîné l'annexion des pays baltes, contribua à alourdir l'atmosphère. Cinq ans après la disparition de l'URSS, le porte-parole du Kremlin affirmait dans une déclaration du 10 septembre 1996 que les États baltes, en 1940, avaient rejoint l'Union soviétique de leur plein gré.

Il semble que Moscou ait longtemps escompté que l'Ouest aiderait, ou tout au moins ne s'opposerait pas, au rétablissement d'une zone d'influence russe dans l'aire de l'ex-Union soviétique. Or les nouveaux États indépendants ayant trouvé leurs meilleurs appuis en Occident, cet espoir contrarié a aggravé la déconvenue russe. Deux des meilleurs experts russes de la politique étrangère américaine commentent d'abord : « Une

confrontation avec les États-Unis [...] devrait être évitée [...]. » Mais c'est pour ajouter un peu plus loin que les États-Unis visent : « Une réorganisation des relations entre les États, dans l'ensemble eurasien, [...] qui évite l'émergence d'une grande puissance régionale sur le continent, et favorise l'épanouissement d'un ensemble de puissances moyennes, stables, modérément déterminées [...] et surtout inférieures aux États-Unis, du point de vue de leurs aptitudes, même en se fédérant⁴. »

De ce point de vue, la question ukrainienne a agi comme un révélateur. Dès 1994, Washington accorde la priorité aux relations américano-ukrainiennes. Sa détermination à soutenir l'indépendance du pays est généralement perçue à Moscou – y compris par les « modernisateurs » – comme une intrusion dirigée contre les intérêts vitaux de la Russie, laquelle n'a jamais abandonné l'idée de recréer un espace commun. Et la « réintégration » de l'Ukraine reste, à ce jour, une position de principe qui recueille le consensus de la classe politique⁵. Le refus russe d'entériner le statut d'indépendance de l'Ukraine, pour des raisons historiques et politiques, se heurte frontalement aux vues américaines, selon lesquelles la Russie ne peut être à la fois impériale et démocratique.

Pour d'autres raisons, intérieures celles-ci, le « partenariat stratégique responsable » entre les deux « démocraties » n'avait

4. A. Bogatourov et V. Kremeniouk, professeurs à l'Institut des États-Unis et du Canada, *in* « Les Américains ne s'arrêteront jamais d'eux-mêmes », *Nezavisimaya Gazeta*, 28 juin 1996.

5. Par exemple, même le premier conseiller de Boris Eltsine, Dimitri Ryurikov, cité par *Interfax* (20 novembre 1996), considère que l'Ukraine est « un phénomène temporaire ». De son côté la *Obchtchaya Gazeta* du 10 décembre 1996 expose : « À l'avenir, Moscou pourrait bien être confronté à un problème épique, dû aux développements prévisibles dans l'Est de l'Ukraine. Des manifestations massives de mécontentement [...] accompagnées d'appels à la Russie, voire d'une demande d'annexion. Nombreux sont les Russes prêts à apporter leur soutien à cette idée. » À l'Ouest, les interrogations sur les intentions russes se sont multipliées après les revendications exprimées par Moscou sur Sébastopol et la Crimée et à la suite de provocations aussi délibérées que l'ajout de Sébastopol à la liste des villes russes mentionnées à partir de la fin de 1996 dans les bulletins météo du soir de la télévision publique russe.

aucune chance d'aboutir. Du fait de son retard dans tous les domaines et de la profonde désorganisation due à la gestion communiste, les États-Unis ne pouvaient envisager un véritable partenariat avec la Russie. Toute la rhétorique sur le sujet ne change rien à cette réalité essentielle. D'autant que la Russie postsoviétique n'a accompli qu'une rupture partielle avec son passé. Ses dirigeants « démocratiques », bien que conscients du passif et sans illusions sur la valeur du système, en sont eux-mêmes le produit et y ont accompli leur carrière jusqu'au sommet de la hiérarchie. Les institutions clés du pouvoir soviétique – même affaiblies et frappées par la démoralisation et la corruption – n'ont pas disparu. À Moscou, sur la place Rouge, le mausolée de Lénine, toujours en place, symbolise cette résistance de l'ordre soviétique. Imaginons un instant une Allemagne gouvernée par d'anciens gauleiters nazis, se gargarisant de slogans démocratiques et entretenant le mausolée d'Hitler au centre de Berlin...

Du fait de leur faiblesse politique, les nouveaux dirigeants n'ont pas réussi à appliquer les remèdes nécessaires pour enrayer la crise économique profonde qui affecte le pays. Conscients du besoin de réformes radicales pour extirper l'État de la sphère économique, ils ont fondé des espoirs démesurés sur l'aide occidentale. À l'évidence, cette aide de grande ampleur – allemande ou américaine, en particulier –, malgré son efficacité, ne pouvait à elle seule provoquer un retournement de situation. Les courants opposés à l'occidentalisation ont utilisé le mécontentement social croissant comme chambre d'écho de leurs critiques, en dénonçant un simulacre de partenariat, dont les États-Unis tiraient avantage, alors que la Russie n'en recueillait que les inconvénients.

En bref, dans les années qui ont suivi la chute de l'Union soviétique, rien ne permettait d'envisager la création d'un réel partenariat international. Les démocrates pro-occidentaux ont échafaudé toutes sortes de plans irréalistes, qu'ils n'avaient pas les moyens de satisfaire. Ils ont ainsi caressé l'espoir d'établir un partenariat – ni plus ni moins qu'un condominium – avec les États-Unis, se sont convaincus qu'ils conserveraient l'initiative au sein de la CEI et que le reste du monde accepterait de

considérer l'Europe centrale comme un *no man's land* géopolitique. Pourtant, l'incapacité à dresser un bilan tranché de l'histoire soviétique, une perception démesurée de la puissance internationale du pays et la faiblesse de ses appuis dans la société indiquaient que l'équipe au pouvoir n'était pas en mesure d'établir la stabilité et la démocratie en Russie, conditions minimales d'un partenariat équitable. La Russie devait d'abord en passer par un long processus de réformes politiques et de stabilisation démocratique et traverser une période, au moins aussi longue, de modernisation socio-économique. Cela, indépendamment de la nécessité d'opérer une mutation politique radicale, afin de substituer une approche nationale aux conceptions impériales traditionnelles qui guident son analyse des réalités géopolitiques de l'Europe centrale et plus encore des pays issus de l'ancien empire. À l'issue de ce processus, un partenariat avec l'Amérique pourrait devenir une option envisageable.

Dans ces circonstances, on comprend aisément comment la thèse de la priorité à « l'étranger proche » a gagné en popularité. Elle fournissait à la fois une critique cohérente de l'occidentalisation et une orientation alternative pour la politique étrangère. Elle se fondait sur l'argument que le partenariat avec l'Amérique heurtait de front la priorité fondamentale de la Russie, c'est-à-dire les relations avec les anciennes républiques soviétiques. La notion d'« étranger proche » a fini par servir de nom de code. Derrière se fédéraient tous les partisans d'une politique mettant au premier rang de ses objectifs la reconstruction d'un cadre communautaire, dans l'espace de l'ex-Union soviétique et dont Moscou serait le centre. Ces prémisses admises, on s'accordait à penser que la priorité accordée aux relations avec l'Ouest, spécialement avec l'Amérique, quoique très coûteuse, se révélait peu fructueuse. Cette politique avait permis à l'Ouest de tirer avantage des difficultés de la Russie depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

Cependant, sous la bannière de l'« étranger proche » se regroupaient des sensibilités différentes et des conceptions géopolitiques hétérogènes. On y retrouvait des fonctionnalistes partisans du tout-économique (dont certains pro-occidentaux), qui

estimaient que la CEI pouvait reproduire un modèle similaire à l'Union européenne, mais sous la direction de Moscou. D'autres considéraient l'intégration économique comme l'un des outils possibles pour restaurer l'empire à travers les institutions de la CEI ou à la faveur d'accords spéciaux (tels que ceux signés en 1996 entre la Russie et la Biélorussie, ou encore avec le Kazakhstan et le Kirghizistan). Les slavophiles romantiques défendaient, quant à eux, l'idée d'une Union slave entre la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine. Enfin, les promoteurs de l'eurasianisme mettaient en avant cette notion aux relents mystiques, censée définir la mission historique de la Russie.

Dans son acception première, la priorité donnée aux « étrangers proches » repose sur un constat indiscutable : la Russie doit privilégier ses relations avec les nouveaux États indépendants. L'interdépendance économique ayant été délibérément planifiée, la plupart de ces pays ne peuvent, par conséquent, trancher les liens vitaux, noués pendant la période soviétique. D'un point de vue géopolitique, comme économique, cette perspective est frappée au coin du bon sens. Aucun Etat de la région ne peut faire abstraction de l'« espace économique commun » que les dirigeants russes aiment évoquer. La coopération économique et même un certain degré d'intégration sont nécessaires, et les institutions de la CEI assument un rôle indispensable pour pallier les dysfonctionnements et l'atomisation qui résultent de la dislocation de l'Union soviétique.

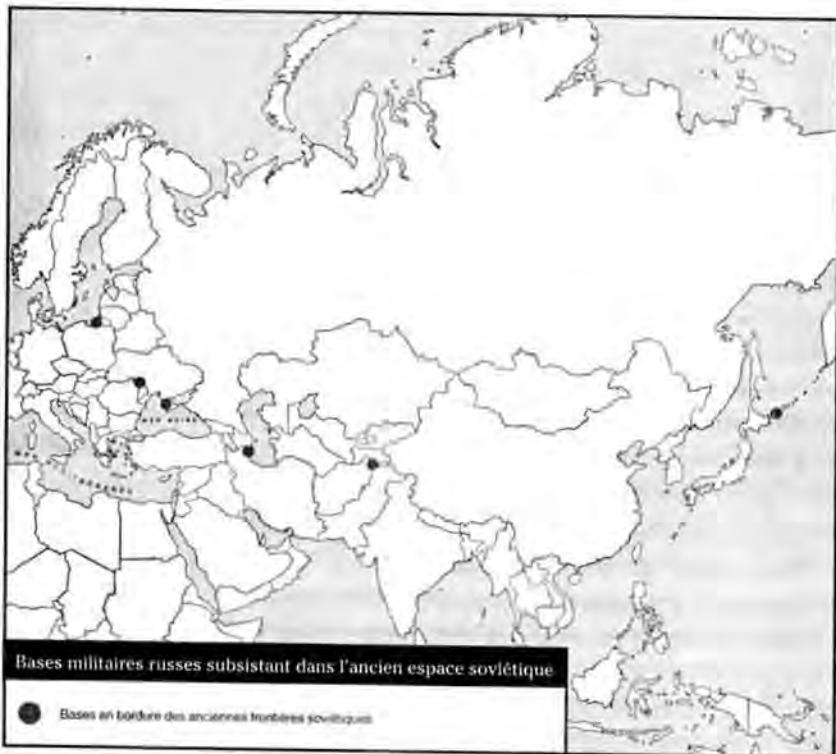
De nombreux promoteurs de l'intégration limitaient leurs perspectives au redressement économique. Défendant une solution fonctionnelle et dénuée d'arrière-pensées politiques, ils rejetaient, de manière explicite, toute velléité de restauration impériale et s'inspiraient de l'exemple de l'Union européenne, modèle à leurs yeux le mieux adapté pour surmonter la situation désastreuse dans l'ex-Union soviétique. Ainsi, dès août 1992, le très influent conseil de Politique étrangère et de Défense, qui rassemble des personnalités d'horizons divers et des représentants du gouvernement, publiait, sous le titre *Une stratégie pour la Russie*, un rapport selon lequel « une intégration rationnelle en rupture avec l'époque impériale » devait permettre le développement de « l'espace économique commun » postsoviétique.

Néanmoins, la notion d'« étranger proche » ne se résume pas à cette doctrine de coopération économique régionale. Elle recouvre un ensemble de considérations géopolitiques aux résonances impériales indubitables. Le même rapport, quoique très modéré, mentionne ainsi, dans l'hypothèse d'un redressement économique, le projet de partenariat stratégique avec l'Ouest, dans lequel la Russie se réserverais « un rôle régulateur pour toute l'Europe de l'Est, l'Asie centrale et l'Extrême-Orient ». D'autres défenseurs de cette orientation, abandonnant toute réserve, parlent explicitement du « rôle exclusif » de la Russie dans l'espace ex-soviétique et accusent l'Ouest de pratiquer une politique antirusse en aidant l'Ukraine et les autres États indépendants.

Y. Ambartsoumov, président de la commission parlementaire des Affaires étrangères en 1993, et partisan déclaré du « partenariat responsable », fournit un bon exemple – choisi parmi les modérés – de l'évolution des opinions, quand il défend l'idée que l'espace géographique de l'ex-Union soviétique doit demeurer dans la sphère d'influence géopolitique de la nouvelle Russie. En janvier 1994, Andreï Kozyrev, alors ministre des Affaires étrangères, lui fait écho. Ardent défenseur jusqu'alors des liens privilégiés avec l'Ouest, il déclare : « Dans sa sphère d'intérêts, établie depuis plusieurs siècles, la présence militaire russe doit être maintenue. » De même, les *Izvetsia* rapportent, le 8 avril 1994, que la Russie a réussi à conserver vingt-huit bases militaires sur le territoire des nouveaux États indépendants. Sur la carte qui accompagne l'article, une ligne relie entre elles ces enclaves militaires situées à Kaliningrad, en Moldavie, Crimée, Arménie, Tadjikistan et aux Kouriles. À quelques détails près, cette ligne recoupe les limites de l'ex-Union soviétique (voir carte).

En septembre 1995, la présidence de la République diffuse un document officiel sur les orientations de la politique russe à l'égard de la CEI. Les buts du pays sont formalisés comme suit :

Au sein de la CEI, la Russie se donne pour principal objectif politique, l'intégration économique et politique d'États associés, cette association revendiquant sa place dans la communauté inter-



nationale... [La Russie vise aussi] à assumer un rôle dirigeant dans la formation d'un nouveau système de relations politiques et économiques entre les États de l'espace occupé précédemment par l'Union soviétique.

Trois points, au moins, méritent d'être soulignés : l'insistance sur le caractère politique de l'entreprise ; la référence à une entité unifiée, revendiquant *sa* place dans le système international ; le rôle dominant imparti à la Russie au sein de la nouvelle entité. Pour mieux marquer l'importance accordée à ce sujet, Moscou souligne encore d'autres aspects : le renforcement des liens politiques et militaires entre la Russie et les nouveaux États indépendants ; la création d'un commandement militaire commun ; la nécessité d'un traité formalisant le lien entre les forces armées des États membres ; le rôle prééminent des forces russes dans l'éventualité d'un engagement dans des opérations

de maintien de la paix ; le contrôle centralisé (en d'autres termes : exercé par Moscou) des frontières « extérieures » de la CEI ; et enfin, l'importance revêtue par le fait d'avoir une politique étrangère commune. Le document précise encore que les principales institutions de la CEI auront leur siège à Moscou (et non à Minsk, comme il avait été décidé en 1991), et que les sommets de la Communauté se dérouleront sous l'égide de la présidence de la République russe.

Élargissant les domaines d'application de cette politique, le document de septembre 1995 s'attache aux détails :

L'accès aux programmes des télévisions et des radios russes ainsi que la diffusion de sa presse devraient être garantis dans les pays proches. Par ailleurs, la Russie devrait prendre en charge la formation des cadres des différents États de la CEI.

Des efforts doivent être entrepris dans le but de restaurer la position de la Russie comme premier centre d'éducation pour l'ensemble de l'espace postsovietique, en gardant à l'esprit la nécessité d'éduquer les nouvelles générations des États de la CEI dans un esprit de relations fraternelles avec la Russie.

Au début de l'année 1996, la Douma russe va jusqu'à voter une motion déclarant illégale la dissolution de l'Union soviétique. Au printemps de la même année, Moscou signe deux accords renforçant la coopération économique et politique avec les membres les plus accommodants de la CEI. Le premier, accompagné d'un grand déploiement protocolaire, formalise l'union entre la Russie et la Biélorussie, au sein d'une nouvelle « Communauté des États souverains » (en russe, le sigle SSR évoque étrangement l'ancien SSSR de l'Union soviétique). Le second, implique, en plus des deux susnommés, le Kazakhstan et le Kirghizistan, et prévoit la mise sur pied à long terme d'une Communauté des États intégrés. Les deux initiatives trahissent l'impatience et l'obstination des Russes : confrontés à la lenteur de l'intégration au sein de la CEI, ils restent déterminés à en poursuivre l'objectif.

Aussi longtemps qu'elle a gardé les faveurs de la classe politique, la doctrine de l'« étranger proche » a surtout nourri les débats sur les orientations et les buts de la CEI. Mais cette combinaison d'analyse économique fonctionnaliste et de justi-

fifications impériales plus ou moins avouées n'a jamais réussi à fournir de réponses aux questions d'ordre géopolitique, voire philosophique, posées depuis la disparition de l'Union soviétique : qu'est-ce que la Russie, quels sont sa mission et son territoire légitime ?

L'eurasianisme, version autrement ambitieuse de la même doctrine, a tenté de combler ce vide. Recourant à une terminologie parfois mystique, il part du principe que, pour des raisons géopolitiques et culturelles, la Russie, n'étant ni vraiment européenne, ni vraiment asiatique, possède en conséquence une identité « eurasienne ». Celle-ci résulte du contrôle par Moscou, au cours de quatre siècles d'expansion vers l'est, du gigantesque territoire qui s'étend de l'Europe centrale jusqu'aux rivages du Pacifique. La domination impériale en provoquant l'assimilation d'une importante population non russe et non européenne a forgé une personnalité politique et culturelle originale : la personnalité eurasienne.

La doctrine eurasianiste n'est pas née de l'effondrement de l'Union soviétique. D'abord apparue au XIX^e siècle, elle s'est diffusée au XX^e siècle, à la fois comme réplique élaborée au communisme soviétique et comme alternative à la décadence supposée de l'Occident. L'émigration russe, consciente de l'éveil national des populations non russes en Union soviétique, a été particulièrement réceptive à cette doctrine : en offrant un cadre identitaire supranational, elle pouvait se substituer au communisme honni, dans l'hypothèse de sa défaite, et éviter la désintégration du grand empire russe des tsars.

Au milieu des années vingt, le prince Nicolas Troubetskoï, fervent propagateur de l'idée eurasianiste, exposait déjà cette vision :

Le communisme n'était, en fait, qu'une version déguisée de l'europanisme, visant à détruire les fondations spirituelles et la spécificité de la vie russe, en propageant le cadre de référence matérialiste qui gouverne déjà l'Europe et l'Amérique.

Notre tâche consiste à créer une culture entièrement nouvelle, notre culture propre, qui ne ressemblera pas à la civilisation européenne [...]. La Russie doit cesser d'offrir un reflet déformé de la civilisation européenne. [...] À nouveau, elle doit devenir elle-

même : la Russie-Eurasie, l'héritière consciente du legs illustre de Gengis Khan⁶.

Dans l'ambiance troublée de l'ère postsovietique, cette perspective a rencontré une large audience. Condamnant le communisme – cette trahison de l'orthodoxie russe et de l'« idée russe », aux fortes connotations mystiques –, elle réputait aussi la civilisation occidentale, stigmatisant en particulier l'Amérique, ses valeurs corrompues et son hostilité de fond à la Russie, qui se manifeste par une irrésistible propension à lui dénier sa vocation d'exercer un contrôle exclusif sur l'espace continental eurasien, vocation pourtant ancrée dans l'histoire et la géographie.

Avec Lev Goumilov, historien, géographe et ethnographe, l'eurasianisme a trouvé un vernis d'honorabilité universitaire. Souvent cités, ses livres, *La Russie médiévale et la Grande Steppe*, *Les rythmes de l'Eurasie* et *La géographie de l'ethnos dans les temps historiques* (non traduits en français), sont autant de défenses et illustrations de la thèse selon laquelle l'Eurasie est le cadre géographique de l'ethnos propre aux Russes, c'est-à-dire de leur identité culturelle et spirituelle eurasienne sans équivalent, qui résulte d'une symbiose historique avec les occupants non russes de la steppe. L'auteur met en garde contre l'adaptation du peuple russe aux mœurs occidentales car il y perdrat « son ethnos et son âme ».

Ces vues reflètent les positions, souvent moins sophistiquées, il est vrai, de toute une palette de dirigeants nationalistes russes. Ainsi, lorsqu'il était vice-président de la République, Alexandre Routskoï affirmait : « Quiconque observe la situation géopolitique de notre pays remarque que la Russie constitue le seul point de passage entre l'Asie et l'Europe. Qui contrôle cet espace contrôle le monde⁷. » En dépit de son étiquette marxiste-léniniste, Guennadi Ziouganov, le candidat communiste à l'élection présidentielle de 1996, reprenant à son compte la dimension mystique de l'eurasianisme, devait insister sur le

6. N. S. Troubetskoï, « The Legacy of Genghis Khan », *Cross Currents*, n° 9, 1990, p. 68.

7. Interview dans *l'Espresso*, du 15 juillet 1994.

rôle spirituel et missionnaire du peuple russe, dans les vastes étendues du continent. Il soutenait que la Russie détenait une vocation culturelle spécifique et bénéficiait d'une situation géographique avantageuse pour exercer un *leadership* mondial.

Pour des raisons d'ordre pragmatique et en manifestant plus de retenue, Noursoultan Nazarbaïev, le président du Kazakhstan, a lui aussi puisé dans le discours eurasianiste. Confronté à une répartition démographique à peu près égale entre Kazakhs et colons russes, et cherchant le moyen politique de résister aux pressions de Moscou en faveur d'une plus grande intégration politique, il a mis en avant la notion d'*« Union eurasienne »*, comme alternative aux institutions anonymes et inefficaces de la CEI. Il propose une approche débarrassée de la dimension mystique traditionnellement associée au courant eurasianiste et omet avec soin d'invoquer la mission qu'auraient les Russes de diriger l'ensemble eurasien. Pourtant, lui aussi perçoit l'Eurasie – qu'il assimile à l'espace soviétique – comme une entité organique propre, à laquelle il convient de donner une dimension politique.

Dans une certaine mesure, il était inévitable que la réflexion géopolitique à Moscou en vienne à accorder la priorité aux proches voisins. La Russie postimpériale et les nouveaux États indépendants devaient bien, pour des impératifs de sécurité et de fonctionnement économique, codifier leurs relations dans un cadre ordonné. On peut cependant s'étonner que le débat ait aussi vite adopté cette tournure quelque peu surréaliste. Et ce, parce que l'*« intégration »* politique de l'ancien empire est apparue, pour la plupart des sensibilités qui s'en réclament, comme un objectif à la fois souhaitable et réalisable. Pour certains, elle devait découler d'une association volontaire, au service du rétablissement économique ; pour d'autres, la Russie finirait par restaurer sa puissance passée, serait-ce au seul motif de sa vocation slave ou eurasienne.

De ce point de vue, la comparaison, souvent évoquée, avec l'Union européenne néglige une distinction essentielle : même si l'Allemagne exerce une influence particulière, elle n'est pas dominée par une puissance qui, à elle seule, surpasserait l'ensemble de ses partenaires, que ce soit en termes économiques, démogra-

phiques ou géographiques. Et l'Union européenne ne prend pas le relais d'un domaine impérial, dans lequel les anciens vassaux cultivent la suspicion que tout projet d'intégration dissimule une nouvelle forme de subordination. Ces différences établies, imaginons un instant que l'Allemagne déclare qu'elle vise à formaliser son rôle dominant au sein de l'Union, comme la Russie l'affirme dans le document présidentiel de septembre 1995, cité plus haut. Quelle serait alors la réaction des Etats européens ?

Pour toute une série de raisons, l'analogie avec l'Union européenne manque de pertinence. En Europe occidentale, le niveau élevé du développement économique a facilité l'intégration démocratique et les États les plus pauvres ont pu bénéficier de subventions importantes. Dans leur grande majorité, les Européens ont conscience des avantages politiques et économiques qu'ils retirent de l'Union. *A contrario*, les nouveaux États indépendants perçoivent la Russie comme un pays instable et qui n'a pas rompu avec ses ambitions hégémoniques. D'un point de vue économique, entretenir des liens privilégiés avec elle constitue un obstacle à l'intégration dans l'économie mondiale et risque de couper des investissements étrangers, dont ils ont un besoin vital.

De tous les États de la région, l'Ukraine a été la plus hostile aux propositions russes d'« intégration ». Heurtés par un comportement abrupt à leur égard, que résument les réserves exprimées à Moscou sur la souveraineté de leur pays, les dirigeants ukrainiens ont vite estimé que cette offre avait de bonnes chances de se solder par la perte de l'indépendance nationale. Une mauvaise volonté injustifiable à reconnaître les frontières communes, la mise en cause de la souveraineté ukrainienne sur la Crimée, l'insistance à revendiquer un statut d'extraterritorialité pour le port de Sébastopol ont contribué à donner au vigoureux nationalisme ukrainien une nette orientation antirusse. Au cours des débats qui ont accompagné les premiers pas de la jeune nation indépendante, sans que réapparaissent les traditionnelles références antipolonaises ou antiroumaines, un consensus s'est formé en opposition à l'intégration au sein de la CEI, à la perspective d'une communauté slave (incluant la Biélorussie et la Russie) ou d'une union eurasienne, toutes les

propositions émises par la Russie apparaissant comme des manœuvres tactiques visant à préparer une restauration impériale.

La détermination de l'Ukraine à préserver son indépendance lui a valu de nombreux soutiens internationaux. Malgré les hésitations initiales des États-Unis, peu sensibles à l'importance géopolitique d'un État ukrainien séparé, l'Amérique et l'Allemagne ont, dès le milieu de la décennie, pris fermement position en faveur de Kiev. En juillet 1996, le secrétaire d'État américain à la Défense parlait de « l'importance, à [ses] yeux, inestimable de l'indépendance ukrainienne pour la sécurité et la stabilité en Europe ». En septembre de la même année, le chancelier allemand – en dépit de son soutien marqué au président Boris Eltsine – s'est engagé plus avant en déclarant : « L'Ukraine tient en Europe une place que personne ne peut discuter [...]. Son indépendance et son intégrité territoriale ne souffriront pas de remise en question. » Aux États-Unis, les hautes sphères gouvernementales qualifient désormais la relation avec l'Ukraine de « partenariat stratégique », utilisant à dessein la dénomination en vigueur pour les relations américano-russes.

Comme nous l'avons déjà noté, aucune restauration impériale, qu'elle s'appuie sur la CEI ou sur un quelconque projet eurasien, n'est possible sans l'Ukraine. Un empire russe amputé de ce territoire serait plus asiatique qu'euro-péen. Sans compter que l'idée eurasianiste ne suscite guère d'enthousiasme en Asie centrale, où les États indépendants se défient d'une nouvelle union avec Moscou. L'Ouzbékistan, en particulier, a apporté un soutien remarqué à l'Ukraine pour refuser les initiatives russes visant à renforcer le rôle de la CEI ou à lui conférer un statut d'entité supranationale.

Les autres États de la CEI, très circonspects quant aux intentions de Moscou, ont fait bloc autour de l'Ukraine et de l'Ouzbékistan pour s'opposer aux pressions russes en faveur d'une plus grande intégration politique et militaire. Par ailleurs, la montée de la conscience nationale dans chacun de ces États pousse à rompre avec les vestiges de la soumission coloniale à l'égard de Moscou. Entraîné dans le mouvement, même le Kazakhstan, à la composition ethnique plus complexe, a aban-

donné l'écriture cyrillique et, suivant l'exemple de ses voisins, inspirés par le modèle turc, a adopté l'alphabet latin. Dès le milieu des années quatre-vingt-dix, une sorte de bloc informel, sous la direction tacite de l'Ukraine, a fonctionné chaque fois que les Russes ont tenté d'utiliser la CEI comme instrument d'intégration politique. Ce bloc comprend l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et s'étend parfois au Kazakhstan, à la Géorgie et à la Moldavie.

La détermination de l'Ukraine à limiter l'intégration au domaine économique a invalidé tous les projets d'*« union slave »*. Cette notion, issue du courant slavophile et popularisée par le soutien que lui a apporté Alexandre Soljenitsyne, perd toute pertinence géopolitique, du moment que l'Ukraine refuse d'y adhérer. À moins de se contenter d'un face-à-face avec la Biélorussie, et peut-être avec les populations russes établies dans les régions nord du Kazakhstan, à condition de provoquer une partition du pays. Cette éventualité inquiétante a d'ailleurs contribué à accentuer la dynamique antirusse du nationalisme kazakh. Pour la Biélorussie, une union slave sans l'Ukraine se résume à une réincorporation dans les frontières russes. Cette perspective aiguise un violent ressentiment au sein de certains courants nationalistes.

Outre les nombreux obstacles que la politique des voisins proches a rencontré en dehors des frontières, un autre facteur a joué contre elle dans le pays : l'état d'esprit de la population. Malgré une avalanche de discours stigmatisant la mission particulière de la Russie sur le territoire de l'ancien empire, l'opinion russe – par simple lassitude, mais aussi par bon sens – n'a montré aucun enthousiasme pour quelque programme de restauration impériale que ce soit. Si les Russes souhaitent bénéficier de l'ouverture des frontières, de la levée des barrières douanières, de leur liberté de mouvement, d'un statut avantageux pour leur langue, la perspective d'une intégration politique – surtout si elle exige des sacrifices économiques ou des affrontements armés – n'enflamme guère l'opinion. À l'évidence, les Russes déplorent la désintégration de l'Union et verraient d'un bon œil sa restauration, mais les réactions à la guerre en Tchétchénie montrent que toute politique qui outrepasse les pressions

économiques ou politiques ne suscitera pas l'adhésion populaire.

En dernière analyse, si la priorité aux « étrangers proches » s'est révélée inadaptée, c'est que la Russie, du fait de sa faiblesse politique, a été incapable d'imposer sa volonté, et que, dépourvue d'attraits économiques, elle n'a pu séduire les nouveaux États de la région. Soumis aux pressions russes, ils ont cherché à tisser leurs propres réseaux de relations internationales, avec l'Ouest pour l'essentiel, mais aussi avec la Chine ou les pays musulmans au sud. Quand, en riposte à l'élargissement de l'OTAN, la Russie a menacé de constituer son propre bloc militaire, une question s'est immédiatement posée : avec qui ? Une réponse s'est aussi vite imposée : au mieux, avec la Biélorussie et le Tadjikistan.

Les nouveaux États ont accueilli avec une défiance de plus en plus marquée toutes les propositions d'intégration économique, fussent-elles nécessaires ou légitimes, par crainte de prolongements politiques qui échapperait à leur maîtrise. Simultanément, l'agitation autour de la grande mission eurasienne ou de la mystique slave a contribué à isoler la Russie de l'Europe et, plus généralement, de l'Ouest. Engagée dans une dynamique inverse de celle de la Turquie kémaliste après la chute de l'empire ottoman, la Russie s'est enfoncee dans la crise post-soviétique et a évité la confrontation avec les impératifs de la modernisation et de l'occidentalisation de la société. En somme, l'option des « étrangers proches » a fourni à la Russie non une solution, mais une illusion géopolitique.

À défaut d'une direction partagée avec l'Amérique et confrontée à l'impasse de la priorité aux proches voisins, quel autre choix géostratégique peut être envisagé ? L'ouverture à l'Ouest devait permettre à la « Russie démocratique » de jouir d'une parité internationale avec les États-Unis. Quand cette perspective s'est révélée tenir du slogan creux plus que de la réalité, elle a nourri la déception dans le camp démocrate. De la même manière, les partisans de la « réintégration » du vieil empire ont fini par admettre que les probabilités n'étaient pas de leur côté. Dès lors, plusieurs géopoliticiens russes ont

commencé à caresser la perspective d'une alliance dirigée contre la position hégémonique des États-Unis en Eurasie.

Début 1996, Andreï Kozyrev, le ministre des Affaires étrangères pro-occidental, est limogé. Evgueny Primakov le remplace. Ancien communiste orthodoxe, spécialiste des questions internationales, et expert sur les questions chinoise et iranienne, il possède d'une longue expérience de la politique étrangère. De ce profil, de nombreux commentateurs russes déduisent que le nouveau ministre pourrait impulser une nouvelle coalition « anti-hégémonique », autour de ces trois puissances, l'enjeu principal étant de remettre en cause la primauté américaine en Eurasie. Les premiers commentaires et les premiers voyages du ministre ont renforcé cette impression. La Russie ayant coopéré aux efforts iraniens pour acquérir l'énergie nucléaire, une filière sino-iranienne dans le commerce d'armements existant déjà, le dialogue politique et la signature d'un accord pourraient être facilités. Si elle se concrétisait, la nouvelle contre-alliance pèserait sur les affaires du monde : elle réunirait la première puissance slave, le pays le plus peuplé et le plus grand d'Asie à l'État islamique le plus remuant.

Une première étape doit être franchie : le rétablissement de la coopération sino-soviétique. Un facteur facilite cette perspective : le statut de superpuissance unique dont jouit l'Amérique a engendré le même ressentiment chez les dirigeants des deux pays. Au début de l'année 1996, Boris Eltsine, lors d'un voyage à Pékin, cosigne une déclaration qui dénonce explicitement les tendances « hégémoniques » mondiales. Signification implicite : les deux États envisagent un alignement dirigé contre les États-Unis. En décembre, le Premier ministre chinois Li Peng se rend à Moscou, où les deux parties réitèrent leur opposition à tout système international « dominé par une seule puissance » et s'engagent à soutenir le renforcement des alliances existantes. Les commentateurs russes accueillent favorablement cette prise de position, considérée comme une redistribution internationale des cartes et une réponse appropriée au projet américain d'élargissement de l'OTAN. Certains se réjouissent : après la rebuffade sino-soviétique, l'Amérique va râver un peu de sa superbe.

Cette coalition à trois a peu de chances de voir le jour. Elle

n'existera que si les États-Unis multiplient les impairs et, victimes d'une politique à courte vue, se mettent à dos simultanément la Chine et l'Iran. À en juger par l'attitude hostile de Washington à l'égard de ces deux pays, au cours des années 1995-1996, on ne peut exclure cette éventualité. Néanmoins, ni la Chine ni l'Iran ne se risqueraient à trop miser sur un partenaire aussi instable et affaibli que la Russie. Au-delà des gains tactiques qu'ils peuvent tirer de démonstrations épisodiques de mécontentement, les deux pays réfléchiront avant de remettre en cause leurs relations avec le monde développé, source d'investissements et fournisseur de haute technologie. La Russie, qui prétend les rallier à une coalition anti-hégémonique, n'en a pas tant à leur offrir.

Partageant, en guise d'idéologie commune, leur seul ressentiment « anti-hégémonique », les partenaires réussiraient, au mieux, à unifier un front partiel du tiers monde, contre le secteur le plus avancé du monde développé. Aucun des trois partenaires n'aurait beaucoup à y gagner : la Chine, en particulier, mettrait en danger le flux d'investissements considérable dont elle bénéficie. Comme le note un expert russe : « Le spectre d'une alliance sino-russe [...] tiendrait la Russie à l'écart des avantages de la technologie et des capitaux occidentaux⁸. » À deux ou à trois, les acteurs de la coalition, condamnés à l'isolement, creuseraient leur retard. Si cette initiative devait aboutir, la Russie, au sein d'une telle coalition, courrait le risque d'être débordée par la Chine. Plus peuplée, plus productive, plus innovante, plus dynamique, elle convoite par ailleurs une portion du territoire russe et saurait confiner son allié dans une position subalterne, sans même lui offrir en contrepartie (elle n'en a ni les ressources ni le désir) les moyens nécessaires à combler son retard. La Russie devrait se résoudre à jouer un rôle de tampon entre l'expansionnisme chinois et l'Ouest, engagé dans la dynamique de l'élargissement des institutions communautaires.

En Russie, divers experts des questions internationales ont caressé un ultime espoir : un coup d'arrêt à l'intégration euro-

8. Alexeï Bougatourov, « Situation et perspectives des relations entre la Russie et les États-Unis », *Nezavisimaya Gazeta*, 28 juin 1996.

péenne, peut-être lié à l'approfondissement des divergences sur le champ d'élargissement de l'OTAN, pourrait créer les conditions d'un rapprochement tactique avec l'Allemagne ou la France, au détriment de l'alliance transatlantique. L'hypothèse ne brille pas par son originalité : à plusieurs reprises, pendant le cours de la guerre froide, Moscou a essayé de jouer la carte française ou allemande. Cependant, le calcul retrouvait une certaine pertinence : une impasse dans les relations européennes ouvrirait des opportunités tactiques, les exploiter à bon escient nuirait à l'Amérique.

Hormis quelques succès tactiques, cette option n'offre aucun gain consistant. La France ou l'Allemagne ne sont pas près de tourner le dos à leur partenaire américain. Un flirt occasionnel, en particulier avec les Français, sur un problème spécifique ne peut être exclu. Mais un renversement d'alliances suppose qu'un bouleversement radical en Europe mène à un abandon définitif du processus d'unification européenne et à une rupture catégorique avec l'Amérique. Même dans ces conditions, on voit mal quel intérêt auraient les États européens à s'engager dans un réalignement géopolitique avec la Russie isolée.

En dernière analyse, une contre-alliance, de quelque manière qu'on l'envisage, n'a guère d'avenir. Ce n'est pas la bonne voie pour résoudre les problèmes géopolitiques de la Russie. Elle se révèle à l'analyse aussi illusoire que le partenariat stratégique commun avec l'Amérique et que les différentes versions de structure « intégrée » se déployant sur l'espace géographique de l'ex-Union soviétique. Toutes ces impasses détournent la Russie du seul choix à sa portée.

Un seul choix possible, deux préatables

Le choix européen est la seule perspective géostratégique réaliste qui permettra à la Russie de retrouver un rôle international et les ressources nécessaires pour engager sa modernisation. Par Europe, nous entendons l'ensemble géopolitique uni par le lien transatlantique et engagé dans l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, tel qu'il prend tournure, comme nous l'avons vu au chapitre 3. Telle est l'alliance qui profitera à la

Russie et lui évitera de s'enfoncer dans un isolement géopolitique néfaste.

Du point de vue américain, la Russie paraît vouée à devenir un problème : si sa faiblesse exclut de la considérer comme un partenaire, les forces qu'elle conserve ne nécessitent pas l'application de soins d'urgence. Pourtant, les Américains peuvent peser sur le contexte actuel, en définissant un nouveau cadre qui convaincrait les Russes que leurs intérêts dépendent de leurs relations avec l'Europe atlantiste. Même si une alliance stratégique solide de la Russie avec la Chine ou avec l'Iran a peu de chances de se concrétiser, l'Amérique doit éviter de détourner Moscou de son meilleur choix géopolitique. Autant que possible, les États-Unis doivent tenir compte, dans leurs relations avec la Chine ou l'Iran, de l'impact possible sur les calculs géopolitiques russes. En revanche, refuser d'affronter les illusions de Moscou sur ses choix géostratégiques planétaires ne servira qu'à reculer les décisions historiques nécessaires pour rompre avec le profond malaise du pays.

L'expansion économique et géopolitique européenne s'accompagne de la mise en place d'un immense réseau d'échanges qui facilite le développement du commerce, des communications, des mouvements de capitaux et de l'éducation. La Russie doit accepter cette réalité nouvelle dont elle peut tirer parti. La participation au Conseil de l'Europe est un premier pas, il préfigure d'autres liens constructifs. En s'engageant dans cette direction, la Russie n'aura, à terme, pas d'autre choix que celui d'imiter le cours suivi par la Turquie kémaliste, qui, rompant avec les ambitions impériales de la période ottomane, s'est engagée sur la voie de la modernisation, de l'europeanisation et de la démocratisation.

Ce que l'Europe, moderne, riche et démocratique, alliée à l'Amérique peut apporter à la Russie, aucune autre voie ne peut le lui offrir. Ni l'Europe ni l'Amérique ne constituent une menace pour la Russie, tant qu'elle développe un État national et démocratique, sans visées expansionnistes. Toutes deux respectent son intégrité territoriale, alors que la Chine pourrait un jour exprimer ses convoitises. Aucune des deux ne partage avec elle de frontière sensible, alors que les nations musulmanes bor-

dent son flanc sud, dans des régions aux limites ethniques et territoriales non clarifiées. Pour l'Europe comme pour l'Amérique, une Russie démocratique et nationale représente un élément de stabilité hautement souhaitable dans l'ensemble eurasien explosif.

Pour que le choix de l'Europe – et en conséquence de l'Amérique – se révèle fructueux, la Russie doit satisfaire à deux exigences : tout d'abord, rompre sans ambiguïté avec son passé impérial ; ensuite, cesser ses tergiversations à propos de l'élargissement des liens politiques et militaires entre l'Europe et l'Amérique. Trancher la première question exige d'accepter le pluralisme géopolitique qui prévaut aujourd'hui sur le territoire de l'ex-Union soviétique. Cela n'exclut en aucune manière la coopération économique, peut-être sur le modèle de l'ancienne zone européenne de libre-échange, mais cela suppose le respect intégral de la souveraineté politique des États partenaires. Et ce pour la raison simple que tel est leur souhait. Dans cette perspective, la reconnaissance par la Russie de l'existence séparée de l'Ukraine, de ses frontières et de son identité nationale constitue un test crucial.

Pour se conformer à la seconde exigence, la Russie doit faire face aux réalités : si Moscou cultive l'illusion qu'un simple oukase pourrait exclure de la communauté euro-atlantique les États démocratiques qui souhaitent y être associés, alors il n'y aura pas de coopération authentique entre l'Europe et la Russie. Rien n'oblige à forcer le rythme de l'élargissement et rien ne justifie de l'accompagner d'une thématique antirusse. Mais le subordonner au bon vouloir de la Russie serait inacceptable et refléterait une conception des relations internationales et de la sécurité en Europe qui est désormais caduque. Il n'existe pas de limites prédéterminées au processus d'expansion de l'Europe démocratique et aucun État n'est en droit de lui fixer des bornes géographiques, déterminées selon des critères politiques arbitraires.

Dans un avenir proche, il paraît improbable que la Russie accepte de satisfaire ces deux préalables. L'état de l'opinion et l'attitude des dirigeants ne se prêtent guère à ces accommodements. Endosser ce choix exige un acte de volonté politique énorme et sans doute un *leader* d'exception. Rien ne présage

que ces conditions seront remplies dans l'immédiat. La crise engendrée par la fin du communisme et de la vocation impériale affecte la Russie en profondeur. Bien plus encore qu'en Europe centrale, la résoudre nécessitera du temps. Du temps, il en faudra aussi avant que n'émerge une direction politique stable, porteuse d'un projet à long terme, d'une vision européenne, démocratique, nationale et réellement moderne pour la Russie. À ce jour, le personnel politique russe n'a pas trouvé son Kémal Ataturk. Néanmoins, les Russes devront prendre conscience du fait qu'une redéfinition de leur identité sur des critères nationaux, exclusifs de tout projet impérial est la condition de leur libération, non de leur capitulation⁹. Ils devront reprendre à leur compte la ligne défendue par Boris Eltsine dans son discours de Kiev, en 1990. Une Russie débarrassée de ses prétentions impériales sera toujours une grande puissance, embrassant l'Eurasie, la plus grande étendue territoriale à la surface du globe.

Le plus probable est que la redéfinition de l'identité de la Russie, de son rôle et de ses frontières procédera par étapes. Durant toute cette période, l'Ouest devra conserver une attitude ferme et avisée, et contribuer à la clarification. L'Europe et l'Amérique pourraient d'ores et déjà proposer à la Russie une charte avec l'OTAN. Avant même d'aboutir, les partenaires de cet accord devraient explorer les axes possibles d'un futur système continental de sécurité et de coopération, plus formalisé que la structure lâche de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Et si la Russie consolide ses institutions démocratiques, si son économie de marché se développe, des formules de rapprochement de plus en plus étroites avec l'OTAN et l'Union européenne mériteraient d'être prises en considération.

Simultanément, l'Ouest doit maintenir ses deux préalables. La stabilisation économique et politique des nouveaux États contraint la Russie à une redéfinition historique de son identité.

9. Début 1996, Alexandre Lebed a publié un article remarquable à ce sujet : « La fin de l'empire et la renaissance de la Russie », *Segodnya*, 26 avril 1996. Il y défendait cette thèse avec force détails.

En conséquence, le soutien aux nouveaux États postsoviétiques, c'est-à-dire l'illustration du pluralisme politique dans l'aire de l'ex-Union soviétique, orientera la Russie vers l'option européenne. Parmi ces États, trois possèdent une importance géopolitique particulière : l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et l'Ukraine.

L'Azerbaïdjan indépendant offre à l'Ouest un corridor d'accès au bassin de la Caspienne, à ses richesses énergétiques et à l'Asie centrale. Dominé, ce pays isolerait l'Asie centrale du monde extérieur, qui deviendrait alors sensible aux pressions politiques russes en faveur d'une nouvelle intégration. L'Ouzbékistan, le plus dynamique et le plus peuplé des pays d'Asie centrale serait l'obstacle majeur à une restauration du contrôle russe sur la région. De son indépendance dépend celle des autres États de la région. Il est le moins vulnérable aux pressions.

L'Ukraine constitue cependant l'enjeu essentiel. Le processus d'expansion de l'Union européenne et de l'OTAN est en cours. À terme, l'Ukraine devra déterminer si elle souhaite rejoindre l'une ou l'autre de ces organisations. Pour renforcer son indépendance, il est vraisemblable qu'elle choisira d'adhérer aux deux institutions, dès qu'elles s'étendront jusqu'à ses frontières et à la condition que son évolution intérieure lui permette de répondre aux critères de candidature. Bien que l'échéance soit encore lointaine, l'Ouest pourrait dès à présent annoncer que la décennie 2005-2015 devrait permettre d'impulser ce processus. Ainsi, les Ukrainiens auraient la certitude que l'extension de l'Europe ne s'arrêtera pas à la frontière ukraino-polonaise. Dès à présent, l'Ouest peut renforcer ses liens de coopération et de sécurité avec Kiev.

Malgré toutes ses protestations, la Russie acceptera sans aucun doute la première étape de l'expansion de l'OTAN vers l'est, prévue pour 1999. Un véritable gouffre culturel et social s'est creusé entre elle et les pays candidats depuis la chute du communisme. Aussi n'a-t-elle aucune raison de s'entêter dans une cause perdue. En revanche, l'intégration de l'Ukraine bouleverse les certitudes les plus enracinées. L'admettre, c'est reconnaître que le destin de ce pays ne dépend plus d'un lien

organique avec la Russie. La survie de l'Ukraine comme État indépendant suppose qu'elle s'arrime fermement à l'Europe centrale et s'émancipe de la région eurasienne. En toute logique, il lui revient de partager les liens que l'Europe centrale entretient avec l'OTAN et l'Union européenne. L'attitude de la Russie sur ce sujet servira de révélateur : aura-t-elle choisi de devenir un acteur européen, ou, rejetant cette option, s'entêtera-t-elle à poursuivre une identité eurasienne et un destin solitaire, émaillé de conflits avec son proche voisin ?

La Russie ne peut pas être en Europe si l'Ukraine n'y est pas, alors que l'Ukraine peut y être sans la Russie. On ne doit jamais perdre de vue ce constat simple et crucial. Dans le cas où la Russie miserait son avenir sur l'Europe, l'intégration de l'Ukraine servirait ses intérêts. De ce point de vue, les relations entre l'Ukraine et l'Europe peuvent constituer la pierre de touche du destin de la Russie. Cela signifie que Moscou jouit encore d'un court répit avant l'heure des choix.

On doit souhaiter que les liens entre l'Europe élargie et la Russie dépassent le cadre des relations bilatérales et s'orientent vers une coopération plus organique dans tous les domaines. Ainsi, dans les vingt premières années du prochain siècle, on peut envisager son intégration progressive au sein d'une Europe qui non seulement embrasserait l'Ukraine, mais rayonnerait jusqu'à l'Oural et au-delà. Des formes spécifiques d'association, un statut de membre associé, conçus pour faciliter la participation russe aux structures européennes et atlantistes, préparaient l'inclusion future des trois pays caucasiens – la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan –, si désireux d'entretenir des relations avec l'Europe.

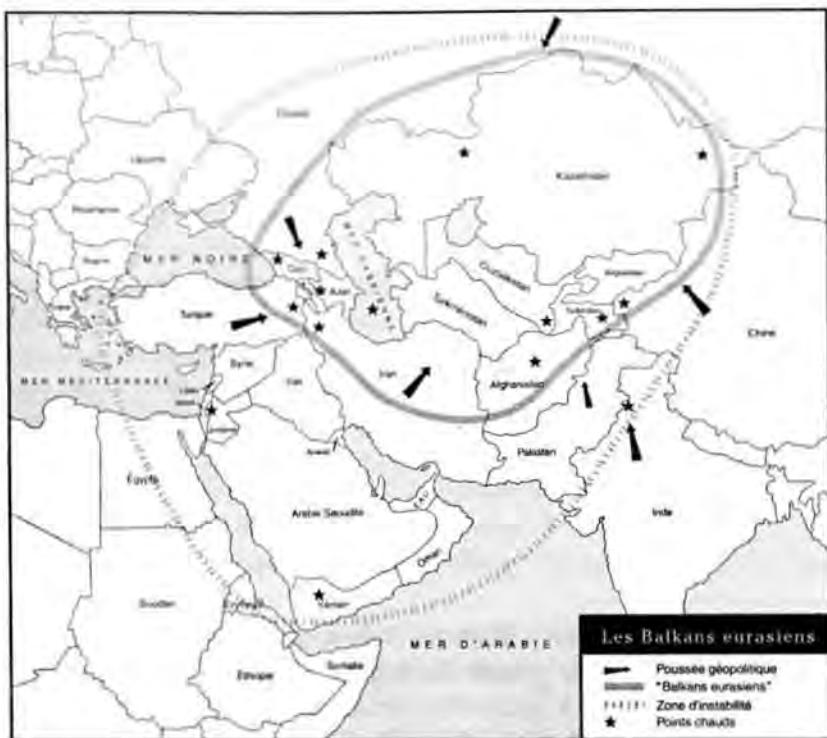
Prévoir le rythme de ce processus est impossible. Une seule certitude : il sera accéléré si le contexte géopolitique permet d'éloigner la Russie d'autres tentations. Plus vite elle se tournera vers l'Europe, plus tôt le trou noir eurasien sera comblé par une société moderne et démocratique. Déjà, le choix européen n'est plus une simple alternative géopolitique, mais un impératif de survie.

5

Les Balkans eurasiens

En Europe, le terme « Balkans » évoque conflits ethniques et rivalités régionales de grande envergure. L'Eurasie possède, elle aussi, ses « Balkans », mais ceux-ci sont beaucoup plus vastes, plus peuplés et bien plus hétérogènes d'un point de vue religieux et ethnique. Ils sont situés à l'intérieur d'une vaste zone géographique oblongue, particulièrement instable, qui englobe des portions du Sud-Est de l'Europe, de l'Asie centrale et méridionale, la région du golfe Persique et le Moyen-Orient.

Les Balkans eurasiens constituent le cœur de cette vaste zone oblongue (voir carte p. 164) et ils diffèrent des régions périphériques d'une manière particulièrement importante : ils constituent une zone de pouvoir vacant. Bien que la plupart des États du golfe Persique et du Moyen-Orient soient également instables, l'Amérique joue le rôle d'ultime arbitre pour eux. L'instabilité de cette région est donc tempérée par l'hégémonie d'une puissance unique. Par contraste, les Balkans eurasiens rappellent beaucoup les anciens Balkans d'Europe du Sud-Est, qui nous sont plus familiers : non seulement les entités politiques qui les composent sont instables, mais elles incitent et encouragent l'intrusion de voisins plus puissants, qui sont tous



déterminés à s'opposer à la domination de la région par un autre. C'est cette combinaison caractéristique de pouvoir vacant et de velléité d'absorption de la part d'une puissance extérieure qui justifie l'appellation de « Balkans eurasiens ».

Les Balkans traditionnels représentaient un atout géopolitique dans la lutte pour la suprématie européenne. Les Balkans eurasiens, qui sont traversés par un nouveau réseau de transports destiné à relier d'une manière plus directe les extrémités orientale et occidentale les plus riches et les plus industrielles d'Eurasie, revêtent également une grande importance géopolitique. Par ailleurs, s'agissant de sécurité et d'ambitions historiques, ils présentent un intérêt significatif au moins pour trois de leurs voisins les plus proches et les plus puissants, à savoir la Russie, la Turquie et l'Iran, la Chine commençant également à nourrir des visées politiques sur la région. Mais c'est essen-

tiellement d'un point de vue économique que les Balkans eurasiens représentent un atout potentiel : la région renferme une énorme concentration de réserves de gaz naturel, d'importantes ressources pétrolières, auxquelles viennent s'ajouter des gisements de minéraux, notamment des mines d'or.

Dans les vingt ou trente prochaines années, la consommation mondiale d'énergie ne manquera pas de s'accroître considérablement. Le ministère américain de l'Énergie estime que la demande mondiale augmentera de plus de 50 % entre 1993 et 2015, l'accroissement le plus important survenant en Extrême-Orient. Le dynamisme économique de l'Asie engendre déjà de fortes pressions en faveur de l'exploration et de l'exploitation de nouvelles sources d'énergie. Or l'Asie centrale et le bassin de la mer Caspienne sont réputés renfermer des réserves de gaz naturel et de pétrole qui n'ont rien à envier à celles du Koweït, du golfe du Mexique ou de la mer du Nord.

L'accès à ces ressources et le partage de leurs richesses potentielles constituent des enjeux qui attisent les convoitises nationales, stimulent les entreprises, raniment les revendications historiques, ravivent les visées impérialistes et encouragent les rivalités internationales. La situation est d'autant plus explosive que la région non seulement constitue une zone de pouvoir vacant, mais est également instable sur le plan interne. Chacun des pays qui la composent souffre de graves difficultés nationales. Tous ont des frontières qui sont contestées par leurs voisins ou par des minorités ethniques. Bien peu présentent une homogénéité nationale et certains sont déjà engagés dans des luttes territoriales, ethniques ou religieuses.

Le creuset ethnique

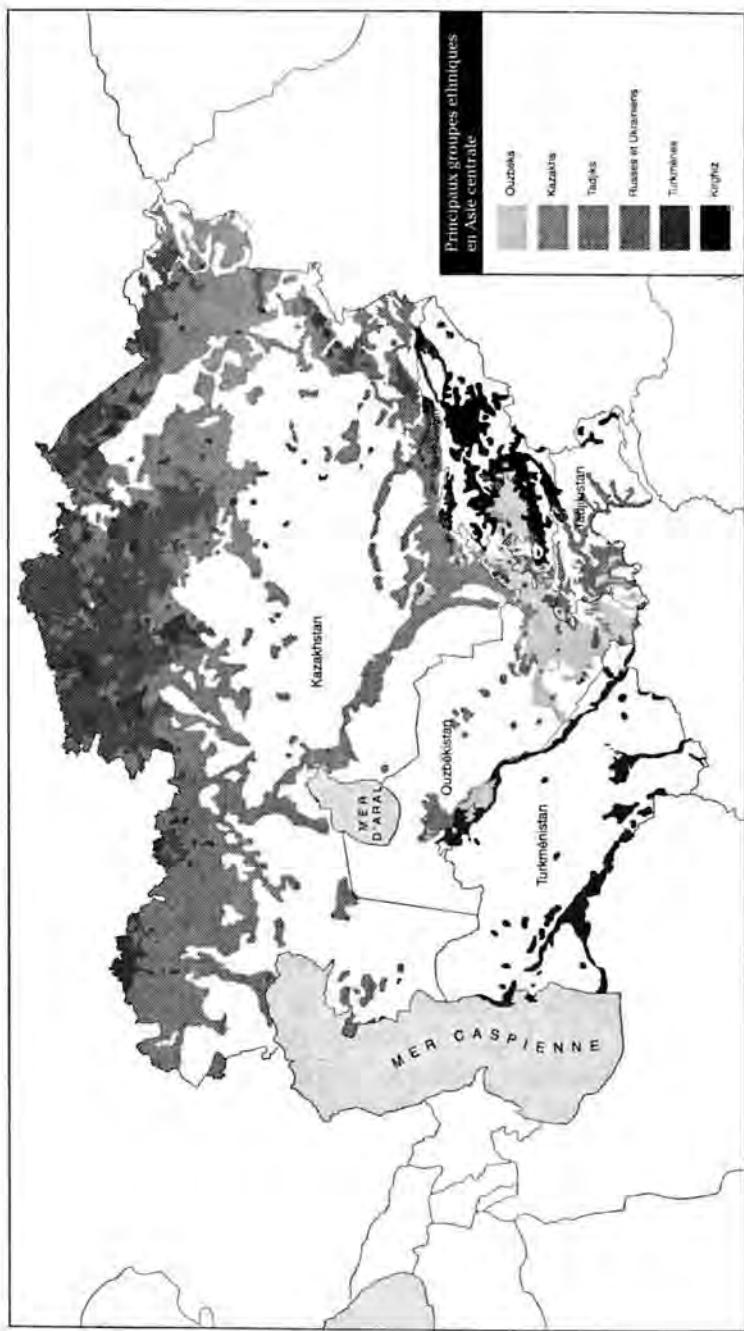
Les Balkans eurasiens comptent neuf pays qui répondent, d'une manière ou d'une autre, à la description précédente et, virtuellement, deux autres pays. Ces neuf pays sont : le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Géorgie – tous autrefois membres de la défunte Union soviétique – ainsi que l'Afghanistan. On peut éventuellement ajouter à cette liste la

Turquie et l'Iran, deux pays au poids politique et économique plus considérable que les précédents et qui rivalisent pour exercer une influence dans les Balkans eurasiens. Ce sont donc d'importants acteurs géostratégiques dans la région. Cependant, ils sont sujets à des conflits ethniques internes. Or, si l'un d'entre eux ou si tous les deux venaient à se trouver déstabilisés, les problèmes internes à la région deviendraient alors impossibles à gérer et les efforts déployés pour atténuer la domination de la Russie sur la région pourraient se révéler vains.

On peut dire des trois États du Caucase – Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan – qu'ils sont fondés sur des nations aux racines lointaines. Aussi, bien que leur nationalisme revête en général des formes envahissantes et intenses, ce sont pourtant les conflits externes qui se sont révélés être le principal obstacle à leur bien-être. S'agissant des cinq nouveaux États d'Asie centrale, on peut dire, en revanche, qu'ils se trouvent plutôt en train de construire leur nation, avec de fortes identités tribales et ethniques, les dissensions internes représentant la difficulté majeure. En tout cas, chacun d'entre eux voit souvent ses voisins plus puissants, aux visées impérialistes plus prononcées, tenter d'exploiter ses faiblesses.

Les Balkans eurasiens constituent une mosaïque ethnique (voir carte p. 167 et tableau p. 169). Les frontières des États qui les composent ont été arbitrairement dessinées par les cartographes soviétiques dans les années vingt et trente, au moment de la fondation officielle des républiques soviétiques. (L'Afghanistan, qui n'a jamais fait partie de l'Union soviétique, constitue une exception.) Leurs frontières ont été tracées, dans une large mesure, en fonction de critères ethniques, mais elles reflétaient également l'intérêt qu'avait le Kremlin à maintenir la région méridionale de l'Empire russe dans un état de division interne et, par conséquent, de plus grande soumission.

C'est pourquoi Moscou a rejeté les propositions des nationalistes d'Asie centrale visant à fondre les différents peuples de cette région (dont les motivations nationalistes n'étaient alors pas aussi fortes) en une entité politique unique, qui s'appellerait le Turkestan. On a préféré créer cinq républiques distinctes, portant chacune un nom différent, aux frontières en dents de



scie. C'est sans doute inspiré par un calcul similaire que le Kremlin a renoncé à son projet de fédération caucasienne unique. Il n'est donc pas surprenant qu'après l'effondrement de l'Union soviétique, les trois États du Caucase et les cinq États d'Asie centrale ne se soient trouvés véritablement préparés ni à leur nouveau statut d'indépendance ni à la coopération régionale, qui s'avérait dès lors nécessaire.

Dans le Caucase, l'Arménie, qui a une population de moins de quatre millions, et l'Azerbaïdjan, avec ses huit millions d'habitants, se sont très vite retrouvés entraînés dans une guerre ouverte au sujet du Haut-Karabakh, une enclave essentiellement peuplée d'Arméniens en Azerbaïdjan. Ce conflit a donné lieu à des purifications ethniques massives et entraîné la fuite, de part et d'autre, de milliers de réfugiés et d'exilés. L'Arménie étant chrétienne et l'Azerbaïdjan musulman, cette guerre évoque, par certains aspects, un conflit religieux. Ses conséquences dramatiques sur le plan économique ont empêché chacun des deux pays de consolider son indépendance. L'Arménie a été conduite à dépendre davantage de la Russie, cette dernière lui ayant fourni une aide militaire conséquente, tandis que l'Azerbaïdjan a vu sa toute récente indépendance et sa stabilité interne compromises par la perte du Haut-Karabakh.

La vulnérabilité de l'Azerbaïdjan a eu de graves conséquences régionales, car la situation géographique de ce pays en fait un pivot géopolitique. On peut le comparer à un « bouchon » d'importance vitale, permettant ou empêchant l'accès à la « bouteille » qui contient les richesses du bassin de la mer Caspienne et d'Asie centrale. Un Azerbaïdjan indépendant, turcophone, équipé de pipelines allant de son territoire jusqu'à la Turquie, pays avec lequel il partage des liens ethniques et qui lui apporte son soutien politique, empêcherait la Russie de détenir un monopole sur l'accès à la région et la priverait, par conséquent, d'une influence stratégique décisive dans les décisions politiques des nouveaux États d'Asie centrale. L'Azerbaïdjan est néanmoins très sensible aux pressions que la puissante Russie exerce au nord, de même qu'à celles de l'Iran au sud. En effet, on compte deux fois plus d'Azéris dans le Nord-Est de l'Iran (certains estiment leur nombre à quelque vingt millions)

	Afghanistan	Arménie	Azerbaïdjan	Géorgie	Kazakhstan	Kirghizstan	Tadjikistan	Turkmenistan	Ouzbékistan
Population (En millions)	21,3	3,6	7,8	5,7	17,4	4,8	6,2	4,1	23,1
Époque de vie	45,4	72,4	71,1	73,1	68,3	68,1	69,0	65,4	68,6
Divisions ethniques	Pachtouns (38%)	Arméniens (93%)	Azéris (90%)	Géorgiens (70,1%)	Kazakhs (41,9%)	Kirghiz (52,4%)	Tadjiks (64,9%)	Turkmènes (73,3%)	Ouzbeks (71,4%)
	Tadjiks (25%)	Dagestanis (3%)	Daghestanis (3,2%)	Arméniens (8,1%)	Russes (37%)	Russes (21,5%)	Russes (25%)	Russes (9,8%)	Russes (8,3%)
Hazaras (19%)	Russes (2%)	Russes (2,5%)	Russes (6,3%)	Ukrainiens (5,2%)	Ouzbeks (12,9%)	Ouzbeks (3,5%)	Ouzbeks (9%)	Tadjiks (4,7%)	Tadjiks (4,7%)
Ouzbeks (6%)	Autres (2%)	Autres (2,3%)	Autres (5,7%)	Allemands (2,3%)	Allemands (4,7%)	Allemands (2,5%)	Autres (6,6%)	Kazakhs (2%)	Kazakhs (4,1%)
				Ossetes (3%)	Ouzbeks (2,1%)	Allemands (2,4%)	Autres (5,9%)	Autres (2,4%)	Tatars (2,1%)
				Abkhazes (1,8%)	Tatars (1,8%)	Autres (2%)	Autres (8,3%)	Autres (2,1%)	Kirghizstanes (2,1%)
				Autres (5%)	Autres (7%)			Autres (7%)	Autres (7%)
PNB (En milliards de dollars)*	NA	8,1	13,8	6,0	55,2	8,4	8,5	13,1	54,5
Principales exportations	Or	Pétrole, gaz	Agrumes	Pétrole	Laine	Coton	Gaz naturel	Coton	Coton
Bétaïl	Aluminium	Prod. chimiques	Thé	Mét. ferreux	Prod. chimiques	Aluminium	Coton**	Or	Gaz naturel
Fruits	Mat. transport	Mat. pétroliers	Vin	Mét. non ferreux	Coton**	Fruits	Prod. pétroliers**	Gaz naturel	Prod. dérivés
Tapis	Mat. électrique	Textiles	Machine	Prod. chimiques	Mét. ferreux	Huile végétale	Électricité	Prod. ferreux	Prod. dérivés
Laine		Coton	Mét. ferreux	Céréales	Mét. non ferreux	Textiles	Textiles	Textiles	Textiles
Pierres précieuses			Mét. non ferreux	Laine	Claussures			Machine	
				Vlante	Machine			Tabac	
				Charbon					

* Partie du pouvoir d'achat : exportation pour 1994 à partir des données communiquées par la World Bank en 1992.

** Le Turkmenistan est le dixième producteur de coton mondial ; il possède des réserves de coton naturel venant en cinquième position dans le monde et d'importantes réserves de pétroles.

qu'au sein même de l'Azerbaïdjan. Cette situation fait craindre à l'Iran un éventuel séparatisme parmi ses Azéris et il en résulte un sentiment ambivalent à l'égard du statut de souveraineté de l'Azerbaïdjan, même si ces deux pays partagent la foi musulmane. L'Azerbaïdjan est donc devenu l'objet de pressions tant de la part de la Russie que de l'Iran, qui entendent limiter les relations que ce pays entretient avec l'Occident.

À la différence tant de l'Arménie que de l'Azerbaïdjan, tous deux très homogènes d'un point de vue ethnique, environ 30 % des six millions d'habitants que compte la Géorgie sont des minorités. En outre, leur organisation et leur identité revêtent un caractère plutôt tribal et elles nourrissent un profond ressentiment à l'égard de la domination géorgienne. C'est pourquoi, après la dissolution de l'Union soviétique, les Ossètes et les Abkhazes ont profité de la lutte politique qui déchirait la Géorgie pour tenter une sécession. La Russie a apporté un soutien discret à ce soulèvement de manière à contraindre la Géorgie à satisfaire à ses pressions, visant à la maintenir au sein de la CEI (dont la Géorgie voulait, à l'origine, totalement se retirer) et à lui faire accepter la présence des bases militaires russes sur son territoire isolant cette région de la Turquie.

En Asie centrale, ce sont des facteurs d'ordre interne qui ont principalement favorisé l'instabilité. D'un point de vue culturel et linguistique, quatre des cinq États nouvellement indépendants appartiennent au monde turc. Le Tadjikistan, par sa langue et sa culture, est perse, tandis que l'Afghanistan constitue une mosaïque ethnique, composée de Pachtouns (ou Pathans), de Tadjiks et de Perses. Ces six États sont tous musulmans, mais le Tadjikistan est dans une large mesure chiite. La plupart d'entre eux ont subi, au fil du temps, l'influence passagère des empires perse, turc et russe, mais cette expérience commune n'a pas pour autant donné naissance à une sensibilité régionale. Elle n'a pas non plus favorisé la défense d'intérêts communs. Au contraire, la diversité de leur composition ethnique les rend vulnérables aux conflits internes et externes, dont l'accumulation incite à l'intrusion de leurs voisins plus puissants.

Des cinq États d'Asie centrale nouvellement indépendants, les plus importants sont le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Sur le

plan régional, le Kazakhstan joue un rôle de bouclier, tandis que l'Ouzbékistan constitue le cœur des différents réveils nationaux que la région peut connaître. L'étendue et la situation géographique du Kazakhstan protègent les autres États d'une pression physique directe de la part de la Russie, puisqu'il est le seul à confiner à cette dernière. Cependant, sur ses dix-huit millions d'habitants, 35 % environ sont Russes (la population russe de la région diminue cependant régulièrement) et l'on compte en outre 20 % de populations non kazakhes, ce qui a sensiblement compliqué la tâche des nouveaux dirigeants kazakhs – dont les tendances nationalistes s'accentuent, alors que les Kazakhs ne représentent que la moitié environ de la population totale du pays – désireux de forger la nation sur des bases ethniques et linguistiques.

Les Russes résidant dans le nouvel État éprouvent naturellement du ressentiment envers la nouvelle direction kazakhe. Eux qui constituaient auparavant la classe coloniale dirigeante, forts d'une éducation supérieure et occupant les meilleurs postes, craignent aujourd'hui de perdre leurs priviléges. En outre, ils considèrent avec un dédain culturel à peine dissimulé le nationalisme kazakh naissant. Les régions du Nord-Est et du Nord-Ouest du Kazakhstan étant toutes deux fortement dominées par les colons russes, le Kazakhstan pourrait être confronté à une sécession territoriale si les relations russo-kazakhes venaient à se détériorer sérieusement. Dans le même temps, plusieurs centaines de milliers de Kazakhs vivent de l'autre côté de la frontière russe, ainsi que dans le Nord-Est de l'Ouzbékistan, celui-ci étant considéré par les Kazakhs comme leur principal rival dans la lutte pour la prééminence en Asie centrale.

De fait, l'Ouzbékistan constitue le principal candidat au *leadership* en Asie centrale. Bien que d'une superficie moindre et moins riche en réserves naturelles que le Kazakhstan, sa population est plus nombreuse (presque vingt-cinq millions d'habitants) et, facteur plus important encore, considérablement plus homogène que celle du Kazakhstan. Du fait d'un taux de natalité plus élevé et suite à l'exode progressif des Russes, autrefois dominants, la population comptera bientôt près de 75 % d'Ouz-

beks, et ne comportera plus qu'une minorité russe insignifiante demeurant en grande partie à Tachkent, la capitale.

Par ailleurs, l'élite politique du pays présente à dessein le nouvel État comme le descendant direct du vaste empire de Tamerlan (1336-1404), dont la capitale Samarcande était devenue, dans la région, un centre de renom pour l'étude de la religion, de l'astronomie et des lettres. Cette lignée confère à l'Ouzbékistan moderne un sens plus aigu de la continuité historique que celui de ses voisins, et cet État se sent investi d'une mission dans la région. Certains dirigeants ouzbeks voient en effet dans l'Ouzbékistan le possible cœur d'une entité d'Asie centrale unique, dont Tachkent pourrait être la capitale. Plus que dans tout autre État d'Asie centrale, l'élite politique de l'Ouzbékistan, avec le soutien de plus en plus net de sa population, a commencé à jeter les fondements d'une nation moderne. Elle est déterminée, en dépit des difficultés nationales, à ne jamais revenir à un statut colonial.

Cette détermination fait de l'Ouzbékistan le *leader* du développement d'une identité nationale moderne, post-ethnique, mais cela provoque également un certain malaise chez ses voisins. Alors même que les dirigeants ouzbeks rythment la construction de la nation et plaident en faveur d'une plus grande indépendance régionale, le développement de l'homogénéité nationale et l'intensité du sentiment national inspirent de la crainte aux dirigeants non seulement du Turkménistan, du Kirghizistan et du Tadjikistan, mais également du Kazakhstan, qui redoutent de voir le rôle de meneur régional joué par l'Ouzbékistan se transformer en une véritable domination. Cette crainte paralyse la coopération régionale entre les États nouvellement souverains – coopération d'ailleurs nullement encouragée par les Russes – et perpétue la traditionnelle vulnérabilité de la région.

Par ailleurs, comme les autres États, l'Ouzbékistan n'est pas lui-même totalement exempt de tensions ethniques. Certaines régions du Sud, notamment autour des centres historiques et culturels de Samarcande et de Boukhara, comptent d'importantes populations tadjikes qui restent mécontentes des frontières tracées par Moscou. La présence d'Ouzbeks dans l'Ouest

du Tadjikistan, ainsi que d'Ouzbeks et de Tadjiks dans la vallée de Fergana, qui est une région d'une grande richesse économique, où de sanglantes guerres ethniques ont éclaté ces dernières années, sans parler de la présence d'Ouzbeks dans le Nord de l'Afghanistan, rendent la situation encore plus complexe.

Des trois États d'Asie centrale nés de l'administration coloniale russe, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, seul le troisième présente une relative cohésion ethnique. Environ 75 % de ses 4,5 millions d'habitants sont des Turkmènes, les Ouzbeks et les Russes représentant chacun moins de 10 %. Sa situation géographique le protège de la Russie et ce sont plutôt l'Ouzbékistan et l'Iran qui semblent devoir jouer un rôle dans l'avenir du pays. Une fois achevée la construction de pipelines dans la région, ses immenses réserves de gaz naturel assureront un avenir prospère à la population du pays.

Les cinq millions d'habitants du Kirghizistan sont plus diversifiés. Les Kirghiz, pour leur part, représentent environ 55 % de la population totale, les Ouzbeks quelque 13 %, le nombre de Russes, quant à lui, a récemment régressé de plus de 20 % à légèrement plus de 15 %. Avant l'indépendance, les Russes constituaient l'essentiel de l'intelligentsia technique et scientifique ; aussi leur exode a-t-il nui à l'économie du pays. Bien que riche en minéraux et d'une beauté naturelle qui a conduit certains à décrire le pays comme la Suisse de l'Asie centrale (et, de ce fait, lieu potentiel de tourisme), la situation géopolitique du Kirghizistan, encastré comme il l'est entre la Chine et le Kazakhstan, le rend fortement tributaire du niveau d'indépendance auquel ce dernier parvient à se maintenir.

Le Tadjikistan, quant à lui, présente un peu plus d'homogénéité ethnique. Parmi ses 6,5 millions d'habitants, moins des deux tiers sont tadjiks et l'on compte plus de 25 % d'Ouzbeks (que les Tadjiks considèrent avec une certaine hostilité), tandis que les Russes restant ne représentent que 3 % environ de la population. Cependant, tout comme dans les autres États, la communauté ethnique majoritaire est nettement divisée en tribus, qui pourraient aller jusqu'à s'affronter violemment, le nationalisme moderne étant en réalité l'apanage de l'élite

urbaine. Ainsi, l'indépendance a non seulement provoqué une guerre civile, mais également fourni un bon prétexte à la Russie pour poursuivre le déploiement de ses troupes dans le pays. La présence d'un nombre important de Tadjiks de l'autre côté de la frontière, dans le Nord-Est de l'Afghanistan, rend la situation ethnique encore plus complexe. En réalité, on compte autant de Tadjiks en Afghanistan qu'au Tadjikistan, facteur qui vient également miner la stabilité régionale.

L'état actuel de désordre dans lequel est plongé l'Afghanistan est également un héritage de l'époque soviétique, bien que le pays ne soit pas une ancienne république de l'URSS. Le morcellement né de l'occupation soviétique et la guérilla qui s'ensuivit font que l'Afghanistan n'a d'État-nation que le nom. Ses vingt-deux millions d'habitants se sont divisés selon leur appartenance ethnique, et l'animosité augmente entre les Pachtouns, les Tadjiks et les Hazaras du pays. Dans le même temps, le *Jihad* mené contre l'occupant russe a conféré à la religion une place prédominante dans la vie politique, insufflant une ferveur dogmatique aux dissensions politiques déjà exacerbées. Il convient donc de considérer l'Afghanistan non seulement comme une composante de l'imbroglio ethnique de l'Asie centrale, mais également comme un acteur politique jouant un rôle important pour les Balkans eurasiens.

Bien que tous les États appartenant autrefois à l'Union soviétique en Asie centrale, ainsi que l'Azerbaïdjan, soient peuplés en majorité de musulmans, leurs élites politiques (qui n'en restent pas moins, pour l'essentiel, des produits de l'ère soviétique) sont, dans l'ensemble, détachés de toute religion et les États, quant à leur forme, sont laïques. Cependant, étant donné que leurs populations troquent une identité traditionnellement plutôt clanique ou tribale pour un sentiment national plus moderne, ces pays risquent de voir s'intensifier leur conscience d'appartenir à la communauté islamique. En fait, une renaissance musulmane, qu'encouragent déjà de l'extérieur, non seulement l'Iran, mais également l'Arabie Saoudite, pourrait mobiliser de nouveaux nationalismes, de plus en plus influents, et déterminés à s'opposer à une remontée en puissance des Russes, peuple d'« infidèles ».

Ce processus d'islamisation est d'ailleurs susceptible de se propager également chez les musulmans qui demeurent au sein même de la Russie. Ils sont quelque vingt millions, soit plus de deux fois le nombre de Russes mécontents (environ 9,5 millions) vivant aujourd'hui encore sous autorité étrangère, dans les États d'Asie centrale indépendants. Les musulmans russes représentent donc environ 13 % de la population de la Russie et ils ne manqueront certainement pas de revendiquer avec plus de vigueur leur droit à une identité religieuse et politique différente. Même si cette revendication ne se transforme pas en une quête d'indépendance totale, comme en Tchétchénie, elle viendra s'ajouter aux dilemmes auxquels la Russie continue à être confrontée en Asie centrale, du fait de ses récents engagements impérialistes et de la présence de minorités russes dans les nouveaux États.

Le fait que deux des principaux États-nations avoisinants, qui ont traditionnellement manifesté des ambitions impérialistes, culturelles, religieuses et économiques dans la région, à savoir la Turquie et l'Iran, prennent des positions changeantes et soient potentiellement vulnérables sur le plan national accroît sérieusement l'instabilité des Balkans eurasiens et ajoute au caractère explosif de la situation. Si ces deux États venaient à être déstabilisés, la région tout entière pourrait être plongée dans un véritable chaos, qui rendrait les conflits ethniques et territoriaux ingérables et compromettrait sérieusement l'équilibre du pouvoir déjà fragile dans la région. Aussi la Turquie et l'Iran ne sont-ils pas uniquement d'importants acteurs géostratégiques ; ils représentent également des pivots géopolitiques, et leur situation interne est d'une importance cruciale pour l'avenir de la région. Tous deux sont des puissances de taille moyenne, aux aspirations régionales prononcées, et dotées d'une conscience aiguë de leur importance historique. Cependant, on ne sait quelle sera leur orientation future, et leur cohésion nationale demeure incertaine.

La Turquie, État postimpérial qui est encore en train de redéfinir son identité, peut prendre trois orientations : les modernistes souhaiteraient la voir devenir un État européen et regardent en direction de l'Occident ; les islamistes, favorables

à une communauté musulmane, se tournent vers le Sud et le Moyen-Orient, tandis que les nationalistes sont plutôt attirés par l'Est. Arguant du passé historique de la Turquie, ils considèrent que leur pays est investi d'une nouvelle mission envers les peuples turcs du bassin de la mer Caspienne et d'Asie centrale, mission qui lui permettrait d'exercer une domination régionale. Chacune de ces perspectives repose sur un axe stratégique différent et leur caractère contradictoire introduit, pour la première fois depuis la révolution kényane, un paramètre d'incertitude quant au rôle régional de la Turquie.

En outre, la Turquie pourrait bien elle-même devenir victime, en partie du moins, des conflits ethniques qui minent la région. Bien que sa population d'environ soixante-cinq millions d'habitants soit en majorité turque, avec 80 % de citoyens de souche turque (comprenant d'ailleurs des Circassiens, des Albanais, des Bosniaques, des Bulgares et des Arabes), 20 % au moins, voire plus, sont Kurdes. Concentrés à l'Est du pays, les Kurdes turcs sont de plus en plus profondément engagés dans la lutte pour l'indépendance nationale que livrent déjà les Kurdes iraniens et irakiens. Toute tension interne à la Turquie relative à l'orientation générale du pays encouragerait sans aucun doute les Kurdes à exercer une pression encore plus violente pour réclamer un statut national distinct.

L'orientation future de l'Iran est encore plus problématique. L'éventualité que la révolution fondamentaliste chiite, qui a triomphé à la fin des années soixante-dix, entre dans une phase « thermidorienne » accroît encore les incertitudes quant au rôle géostratégique de l'Iran. D'un côté, l'effondrement de l'Union soviétique athée a permis aux voisins septentrionaux de l'Iran, jouissant d'une indépendance nouvelle, de se laisser convertir, mais, de l'autre, l'hostilité iranienne à l'égard des États-Unis a incité Téhéran à adopter une attitude, tactiquement du moins, promoscovite, choix conforté par la crainte de l'Iran face à l'impact que pourrait avoir la nouvelle indépendance de l'Azerbaïdjan sur sa propre cohésion.

Cette crainte résulte de la fragilité de l'Iran face aux tensions ethniques. Sur les soixante-cinq millions d'habitants que compte le pays (population presque identique en nombre à celle de la

Turquie), seulement la moitié de la population est perse. On compte environ un quart d'Azéris, le reste étant constitué de Kurdes, de Baloutches, de Turkmènes, d'Arabes et autres tribus. En dehors des Kurdes et des Azéris, les autres ethnies, pour l'heure, ne sont pas en mesure de menacer l'intégrité nationale de l'Iran, d'autant moins que les Iraniens partagent de profondes aspirations patriotiques, voire impérialistes. Mais cette situation pourrait se modifier rapidement, surtout s'il survenait une nouvelle crise politique iranienne.

Par ailleurs, l'existence même dans cette zone de plusieurs « peuples » nouvellement indépendants, ajoutée au fait que les Tchétchènes, qui n'étaient pourtant qu'un million, ont réussi à affirmer leurs aspirations politiques, aura sans aucun doute un effet contagieux sur les Kurdes ainsi que sur toutes les autres minorités vivant en Iran. Si l'Azerbaïdjan parvient à s'assurer un développement politique et économique stable, les Azéris iraniens se montreront sans doute de plus en plus favorables à la création d'un grand Azerbaïdjan. L'instabilité politique et les divisions que connaît Téhéran pourraient donc nuire à la cohésion de l'État iranien, ce qui aurait pour conséquence d'augmenter la portée et les enjeux des luttes menées dans les Balkans eurasiens.

Les multiples facettes d'un conflit

Les Balkans européens étaient à l'origine d'une concurrence directe entre trois empires rivaux : l'empire ottoman, l'empire austro-hongrois et l'empire russe. On comptait également trois autres participants indirects qui craignaient que la victoire d'un des protagonistes en particulier ne nuise à leurs intérêts européens. L'Allemagne redoutait la puissance russe, la France s'opposait à l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne préférait voir un empire ottoman en perte de vitesse contrôler les Dardanelles plutôt que de laisser l'un de ses principaux rivaux prendre le contrôle des Balkans. Au cours du XIX^e siècle, ces puissances sont parvenues à maîtriser les conflits dans les Balkans sans nuire aux intérêts vitaux de quiconque, mais elles ont

fini par échouer à le faire en 1914, et, pour toutes, les conséquences de cet échec ont été désastreuses.

La concurrence qui s'exerce aujourd'hui au sein des Balkans eurasiens implique aussi directement trois puissances voisines : la Russie, la Turquie et l'Iran, mais la Chine peut également devenir un protagoniste de taille. La motivation de chacun de ces trois concurrents directs repose non seulement sur la perspective de bénéfices géopolitiques et économiques futurs, mais encore sur des raisons plus profondes, relevant de l'histoire. En effet, chacun, à une époque ou à une autre, a joué dans la région le rôle de puissance dominante sur le plan politique ou culturel. Chacun considère les autres avec défiance. L'Ukraine, le Pakistan, l'Inde et la lointaine Amérique sont également impliqués dans ces rivalités, mais de manière plus indirecte. Bien qu'il soit peu probable qu'une guerre ouverte éclate entre eux, les effets cumulés de leurs rivalités externes pourraient contribuer à plonger la région dans le chaos.

S'agissant des Russes, l'hostilité qu'ils manifestent à l'égard des Turcs confine à l'obsession. Les médias russes laissent penser que les Turcs sont déterminés à prendre le contrôle de la région et ils les dépeignent comme étant les instigateurs de la résistance locale exercée à l'encontre de la Russie (à juste titre, dans certaines limites, en ce qui concerne la Tchétchénie), comme une menace pour la sécurité générale de la Russie ; pourtant, la gravité qu'ils confèrent à cette menace est tout à fait disproportionnée si l'on considère le potentiel actuel de la Turquie.

Les Turcs leur rendent la monnaie de leur pièce en se présentant comme les libérateurs de leurs frères depuis trop longtemps sous le joug de l'oppression russe. Turcs et Iraniens sont également des rivaux de longue date et cette rivalité renaît depuis peu, la Turquie se présentant comme une alternative moderne et laïque à la société islamique iranienne.

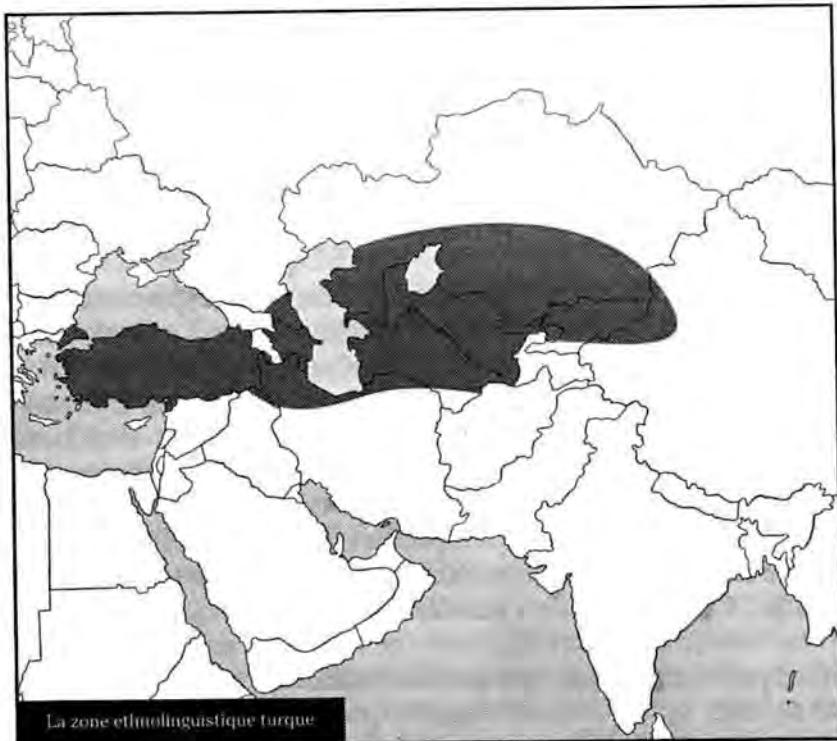
Bien que l'on puisse dire de ces trois pays qu'ils ne recherchent qu'une sphère d'influence, s'agissant de la Russie, les souvenirs encore frais du contrôle exercé par l'empire, la présence de plusieurs millions de Russes dans la région ainsi que la volonté du Kremlin de rendre à la Russie son rôle de

grande puissance mondiale confèrent aux ambitions de Moscou une portée beaucoup plus vaste. Les déclarations de Moscou en matière de politique extérieure ont clairement établi que la Russie considérait que l'ensemble de cet espace, appartenant autrefois à l'Union soviétique, revêtait un intérêt géostratégique particulier aux yeux du Kremlin et qu'il était exclu qu'il soit soumis à une influence politique, et même économique extérieure.

Les ambitions turques rappellent celles de l'empire ottoman. Mais cet héritage est lointain : l'empire ottoman a atteint son apogée en 1590 avec la conquête du Caucase et de l'Azerbaïdjan, et il n'embrassait pas l'Asie centrale pour autant. L'expansionnisme de la Turquie actuelle procède plutôt du sentiment de partager une même identité avec les populations turques de cette région (voir carte p. 180). Étant donné que la puissance politique et militaire de la Turquie est plus limitée, l'idée d'une sphère d'influence politique exclusive est tout simplement irréalisable. La Turquie se considère comme le *leader* potentiel d'une communauté turcophone aux frontières mal définies, tirant profit, dans cette optique, de l'attrait qu'exerce sa relative modernité, de sa parenté linguistique et des moyens économiques dont elle dispose pour s'imposer comme la force la plus influente dans l'émergence de nations au sein de la région.

Les aspirations de l'Iran sont encore plus vagues, mais, à long terme, elles n'en représentent pas moins une menace pour les ambitions de la Russie. L'empire perse appartient à un passé bien plus lointain. À son apogée, vers 500 avant J. C., il embrassait les territoires actuels des trois États caucasiens – Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan –, l'Afghanistan, ainsi que la Turquie, l'Irak, la Syrie, le Liban et Israël. Bien que les aspirations géopolitiques de l'Iran soient aujourd'hui plus modestes et visent essentiellement l'Azerbaïdjan et l'Afghanistan, la totalité des populations musulmanes de la région, y compris celles vivant en Russie, présente à ses yeux un intérêt religieux. En fait, le renouveau de l'islam en Asie centrale est devenu le souci majeur des dirigeants de l'Iran.

Sur une carte, on peut représenter au moyen de flèches les intérêts concurrents de la Russie, de la Turquie et de l'Iran.



Les visées géopolitiques de la Russie peuvent être représentées par deux flèches pointant tout droit vers le sud, en direction de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan ; celles de la Turquie, par une simple flèche dirigée vers l'est, traversant l'Azerbaïdjan et la mer Caspienne pour atteindre l'Asie centrale ; quant à celles de l'Iran, par deux flèches pointant vers le nord, en direction de l'Azerbaïdjan, et vers le nord-est, en direction du Turkmenistan, de l'Afghanistan et du Tadjikistan. Ces flèches s'entrecroisent, mais elles peuvent aussi entrer en collision (voir carte p. 181).

Pour lors, le rôle de la Chine est plus limité, et ses objectifs, moins évidents. Il va de soi que la Chine préfère affronter, à l'ouest, un ensemble d'États relativement indépendants plutôt qu'un empire russe. Cependant, même si les nouveaux États font office de zone tampon, la Chine craint que ses propres



minorités turques de la province de Xinjiang ne voient dans les États nouvellement indépendants d'Asie centrale un bon exemple à suivre. C'est pourquoi elle a cherché à obtenir du Kazakhstan la promesse formelle de mettre fin à l'activisme dont la minorité fait preuve à l'extérieur de ses frontières. À long terme, les ressources en énergie de la région présenteront inévitablement un intérêt pour Pékin. Parvenir à y avoir un accès direct, non soumis au contrôle de Moscou, sera, sans aucun doute, le principal objectif de la Chine. L'intérêt géopolitique général de la Chine va donc à l'encontre de la position dominante que cherche à atteindre la Russie, mais s'accorde avec les aspirations de la Turquie et de l'Iran.

Pour l'Ukraine, les questions centrales portent sur ce que doit devenir la CEI et sur un accès plus libre aux sources d'énergie, qui permettrait de réduire sa dépendance envers la Russie. À cet égard, il est devenu important pour Kiev d'entretenir des

relations plus étroites avec l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, parce que en apportant son soutien aux États dont les aspirations indépendantistes sont les plus marquées, l'Ukraine marque sa volonté de s'affranchir encore plus de Moscou. Par ailleurs, l'Ukraine a également coopéré avec la Turquie afin d'affaiblir l'influence russe en mer Noire et a soutenu les efforts turcs destinés à diriger les approvisionnements en pétrole provenant d'Asie centrale vers les terminaux pétroliers turcs.

Le rôle du Pakistan et de l'Inde demeure plus vague encore, mais aucun d'entre eux n'est indifférent à ce qui peut se passer dans ces nouveaux Balkans eurasiens. Le principal intérêt pour le Pakistan est de gagner du poids d'un point de vue géostratégique, en exerçant une influence politique en Afghanistan – donc d'empêcher l'Iran de jouer ce rôle en Afghanistan et au Tadjikistan – et, à terme, de profiter de la construction de pipelines reliant l'Asie centrale à la mer d'Oman. L'Inde, pour contrecarrer les projets du Pakistan, et peut-être par crainte d'une montée de l'influence chinoise dans la région, est pour sa part essentiellement favorable à une influence iranienne en Afghanistan ainsi qu'à une présence russe plus importante dans cet espace autrefois soviétique.

Bien qu'éloignés, les États-Unis, qui cherchent à ménager le pluralisme géopolitique dans l'Eurasie postsovietique, agissent en coulisse. Mais ils manifestent de plus en plus d'intérêt pour le développement des ressources de la région et cherchent à empêcher la Russie d'avoir la suprématie. En agissant ainsi, l'Amérique ne poursuit pas seulement ses objectifs géostratégiques eurasiens fondamentaux. Cela traduit aussi ses intérêts économiques, aussi bien que ceux de l'Europe et de l'Extrême-Orient, lesquels poussent à s'ouvrir cette région, jusqu'alors fermée.

Ainsi, dans cet imbroglio eurasien, le pouvoir géopolitique, l'accès à de plus vastes sources de richesse, l'accomplissement de missions nationales et/ou religieuses ainsi que la sécurité sont en jeu. Jusqu'au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, Moscou détenait le monopole de l'accès à la région. L'ensemble des transports ferroviaires, les oléoducs, les gazo-

ducs et même les transports aériens passaient par le centre. Les géopoliticiens russes souhaiteraient que la situation demeure inchangée car ils savent parfaitement que celui qui contrôlera ou dominera l'accès à la région aura toutes les chances de remporter la victoire économique et géopolitique.

C'est cette considération qui a rendu les questions de pipelines si cruciales pour l'avenir du bassin de la mer Caspienne et de l'Asie centrale. Si les principaux pipelines qui débouchent dans la région continuent à traverser le territoire russe, pour rejoindre Novorossisk, le port d'embarquement russe de la mer Noire, les conséquences politiques de cette situation seront importantes, même si le pouvoir russe n'entreprend aucune action ouverte. La région conservera un statut de vassal et Moscou se trouvera dans une position avantageuse, lui permettant de décider de la répartition des nouvelles richesses de la région. En revanche, si un pipeline traversait la mer Caspienne pour atteindre l'Azerbaïdjan et, de là, rejoignait la Méditerranée en passant par la Turquie, tandis qu'un autre débouchait sur la mer d'Oman en passant par l'Iran, aucune puissance unique ne détiendrait alors le monopole de l'accès à la région.

Il est troublant de constater que certains membres de l'élite politique russe semblent préférer qu'on ne développe pas les ressources de la région si la Russie ne peut en contrôler l'accès. Ils préfèrent laisser ces richesses inexploitées plutôt que d'envisager une solution qui supposerait des investissements étrangers, lesquels impliqueraient, à leur tour, une présence plus directe d'intérêts économiques, et donc politiques, étrangers. Cette attitude possessive trouve son origine dans l'histoire et ce n'est qu'avec le temps et à force de pressions extérieures qu'elle changera.

L'expansion tsariste dans le Caucase et en Asie centrale a duré environ trois siècles, mais sa fin récente aura été d'une brutalité surprenante. Tandis que l'empire ottoman déclinait, l'empire russe s'est étendu vers le sud, le long des côtes de la mer Caspienne, en direction de la Perse. Il a soumis le khanat d'Astrakhan en 1556 et atteint la Perse dès 1607. Il a procédé à la conquête de la Crimée entre 1774 et 1784, s'est emparé du royaume de Géorgie en 1801, a écrasé les tribus qui vivaient

dans les montagnes du Caucase au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle (notons au passage que les Tchétchènes résistèrent avec une ténacité exceptionnelle) et a achevé d'assujettir l'Arménie dès 1878.

La conquête de l'Asie centrale avait moins pour but de vaincre un empire rival que d'assujettir des khanats et des émirs féodaux, plutôt reculés et tribaux, ne pouvant opposer qu'une résistance sporadique et isolée. L'Ouzbékistan et le Kazakhstan furent conquis suite à une série d'expéditions militaires, qui se déroulèrent entre 1801 et 1881, et le Turkménistan fut écrasé et intégré à l'empire par des campagnes qui durèrent de 1873 à 1886. Quoi qu'il en soit, la conquête de la majeure partie de l'Asie centrale fut achevée, pour l'essentiel, dès 1850, même si l'on a pu observer, y compris à l'époque soviétique, quelques mouvements de résistance locale.

L'effondrement de l'Union soviétique a provoqué un extraordinaire revirement historique. Il a suffi de quelques semaines pour voir, en décembre 1991, l'ancien espace asiatique de la Russie rétrécir soudainement de près de 20 % et pour que la population vivant en Asie, sur laquelle Moscou exerçait un contrôle, passe de soixante-quinze millions à une trentaine de millions. Par ailleurs, dix-huit autres millions de personnes vivant dans le Caucase ont également été détachées de la Russie. Le fait de découvrir que le potentiel économique de ces régions serait désormais la proie d'intérêts étrangers disposant de moyens financiers permettant de développer et d'exploiter ces ressources, qui, encore récemment, n'étaient accessibles qu'à la seule Russie, a rendu ce revirement encore plus dououreux pour l'élite politique russe.

La Russie se trouve toutefois confrontée à un dilemme : elle est politiquement trop faible pour isoler totalement la région de l'extérieur, et financièrement trop pauvre pour en entreprendre seule le développement. Par ailleurs, face à l'explosion démographique que connaissent actuellement les nouveaux États, les dirigeants russes ont pris conscience que s'ils ne parvenaient pas à maintenir une croissance économique soutenue, la situation pourrait devenir explosive dans toute la région longeant la frontière méridionale de la Russie. L'expérience que cette der-

nière a connue en Afghanistan et en Tchétchénie pourrait alors se répéter tout le long de la frontière qui s'étend de la mer Noire à la Mongolie, surtout si l'on tient compte du renouveau des courants nationalistes et islamiques qui gagne aujourd'hui des peuples autrefois assujettis.

D'une manière ou d'une autre, la Russie doit donc trouver un moyen de s'adapter à la nouvelle réalité postimpériale, tout en contenant la présence turque et iranienne, afin d'empêcher les nouveaux États de graviter autour de ses deux principaux rivaux, de décourager la mise en œuvre d'une coopération régionale véritablement indépendante au sein de l'Asie centrale, et de limiter l'influence géopolitique que l'Amérique exerce sur les capitales nouvellement souveraines. L'objectif n'est donc plus de rétablir l'empire – ce serait trop coûteux et cela susciterait une violente résistance –, mais de créer un nouveau réseau de relations qui constituerait un cadre contraignant pour les nouveaux États et préserverait la domination géopolitique et économique de la Russie.

À l'origine, l'instrument choisi pour atteindre cet objectif était la CEI, bien que, dans certains cas, le recours à l'armée et l'emploi habile de la diplomatie russe dans le but de « diviser pour régner » aient tout aussi bien servi les intérêts du Kremlin. Les Russes ont joué de leur avantage stratégique pour obtenir des nouveaux États qu'ils se soumettent autant que possible à leur volonté de créer un « Commonwealth intégré » : ils ont fait pression en faveur d'un système de contrôle exercé par le centre sur les frontières extérieures de la CEI, en faveur d'une coopération militaire plus étroite, d'une politique étrangère commune et d'une expansion croissante du réseau d'oléoducs existant (soviétique à l'origine), qui exclurait tout pipeline contournant la Russie. Les analyses stratégiques de la Russie ont explicitement établi que Moscou considérait la région comme un espace géopolitique lui étant réservé, même si elle ne fait désormais plus partie intégrante de son empire.

L'insistance avec laquelle le Kremlin a cherché à préserver la présence militaire russe sur le territoire des nouveaux États est révélatrice des intentions géopolitiques de la Russie. Profitant du mouvement de sécession abkhaze, Moscou a obtenu le

droit d'établir des bases en Géorgie. La Russie a légitimé sa présence sur le territoire arménien en se réclamant du besoin de soutien qu'éprouvait l'Arménie dans la guerre menée contre l'Azerbaïdjan. Moscou a également exercé des pressions politiques et financières afin d'obtenir l'accord du Kazakhstan pour l'établissement de bases russes sur son territoire. Quant à la guerre civile au Tadjikistan, elle a permis le maintien sur son sol de l'ancienne armée soviétique.

Pour définir sa politique, la Russie s'est fondée sur l'hypothèse suivante : entretenir des relations postimpériales avec l'Asie centrale réduirait petit à petit la souveraineté des nouveaux États, qui sont faibles si on les considère séparément, les relégueraient à un rôle subalterne d'une CEI « intégrée ». Pour atteindre cet objectif, la Russie décourage les nouveaux États de créer leur propre armée, les dissuade de promouvoir l'utilisation de leurs différentes langues (notons, à cet égard, que ceux-ci remplacent progressivement l'alphabet cyrillique par l'alphabet latin), d'entretenir des relations étroites avec des étrangers et de développer de nouveaux pipelines qui déboucheraient directement dans la mer d'Oman ou la Méditerranée. En cas de succès, la Russie pourrait alors contrôler leurs relations extérieures et déterminer la part de leur revenu.

Lorsqu'ils commentent ces objectifs, les porte-parole russes évoquent souvent, comme nous l'avons vu au chapitre 4, l'exemple de l'Union européenne. En réalité, la politique russe à l'égard de l'Asie centrale et du Caucase rappelle plutôt la communauté francophone d'Afrique, avec ses contingents militaires français et les allocations budgétaires versées par la France, le tout permettant à cette dernière de déterminer la ligne de conduite et la politique des États francophones postcoloniaux d'Afrique.

La Russie s'est donc fixé pour priorité de restaurer autant que possible, son influence économique et politique dans cette région. Consolider la CEI lui semble le meilleur moyen d'y parvenir. La soumission politique de l'Azerbaïdjan et celle du Kazakhstan sont deux étapes fondamentales dans la stratégie géopolitique de Moscou. En effet, pour qu'une contre-offensive politique russe porte ses fruits, Moscou doit non seulement fer-

mer l'accès à la région, mais également pénétrer le bouclier géographique qui la protège.

Aussi l'Azerbaïdjan constitue-t-il, aux yeux de la Russie, la cible prioritaire. Sa subordination aiderait à isoler l'Asie centrale de l'Occident, notamment de la Turquie, et la Russie bénéficierait alors d'un important avantage stratégique sur l'Ouzbékistan et le Turkménistan, tous deux récalcitrants. Notons à cet égard qu'une coopération tactique avec l'Iran sur des questions controversées, telles que le partage des concessions de forage en mer Caspienne, s'inscrit directement dans l'objectif russe de contraindre Bakou à se soumettre à la volonté de Moscou. La soumission de l'Azerbaïdjan conforterait également la position dominante de la Russie tant en Géorgie qu'en Arménie.

Le Kazakhstan représente également une cible de tout premier ordre, car sa vulnérabilité sur le plan ethnique ne lui permettrait pas d'avoir l'avantage dans le cas d'un affrontement ouvert avec Moscou. Par ailleurs, la Russie peut également tirer profit des craintes des Kazakhs face au dynamisme croissant de la Chine, et de leur mécontentement de plus en plus grand face aux « épurations » qui ont lieu dans la province jouxtant le Xinjiang. La soumission progressive du Kazakhstan aurait pour conséquence géopolitique de faire automatiquement entrer le Kirghizistan et le Tadjikistan dans la sphère de contrôle de Moscou, exposant dans le même temps l'Ouzbékistan et le Turkménistan à des pressions russes directes.

La stratégie russe va néanmoins à l'encontre des aspirations de la quasi-totalité des États situés dans les Balkans eurasiens. En effet, leurs nouvelles élites politiques ne sauraient consentir à céder le pouvoir et les priviléges acquis grâce à l'indépendance. Tandis que les Russes de la région abandonnent progressivement leurs positions autrefois privilégiées, les nouvelles élites revendiquent de plus en plus leur droit à la souveraineté, processus dynamique et contagieux sur le plan social. En outre, les populations, autrefois passives dans la vie politique, se montrent à la fois plus nationalistes et, en dehors de la Géorgie et de l'Arménie, également plus conscientes de leur identité islamique.

S'agissant des affaires étrangères, la Géorgie et l'Arménie

(en dépit de la dépendance de cette dernière à l'égard du soutien que la Russie lui a accordé contre l'Azerbaïdjan) souhaiteraient toutes deux être progressivement intégrées à l'Europe. Les États d'Asie centrale riches en ressources naturelles ainsi que l'Azerbaïdjan souhaiteraient accueillir sur leur territoire plus de capitaux américains, européens, japonais et, depuis peu, coréens, espérant ainsi considérablement accélérer leur développement économique et consolider leur indépendance. Ils se montrent également plus ouverts à la Turquie et à l'Iran, considérant ces deux pays comme des contrepoids à la Russie et comme des ponts les reliant au vaste monde musulman du Sud.

Ainsi, avec le soutien de la Turquie et des États-Unis, l'Azerbaïdjan a non seulement rejeté les requêtes russes relatives à l'établissement de bases militaires sur son sol, mais a également passé outre aux exigences de la Russie quant à un pipeline unique transitant par un port russe de la mer Noire et opté pour la solution d'un second pipeline passant par la Géorgie pour rejoindre la Turquie. (Un pipeline en direction du sud, transitant par l'Iran et qui devait être financé par une société américaine, a dû être abandonné en raison de l'embargo financier des États-Unis contre l'Iran.) En 1995, on inaugurerait en fanfare une nouvelle voie de chemin de fer reliant le Turkménistan à l'Iran, celle-ci permettant à l'Europe de commerçer, par voie ferroviaire, avec l'Asie centrale, en contournant totalement la Russie. La réouverture de l'ancienne Route de la soie avait quelque chose de fortement symbolique, la Russie ne séparant plus désormais l'Europe de l'Asie.

L'Ouzbékistan s'est lui aussi montré de plus en plus déterminé à s'opposer aux efforts déployés par la Russie en vue d'une « intégration ». Son ministre des Affaires étrangères déclarait avec fermeté, en août 1996, que « l'Ouzbékistan s'opposait à la création d'institutions supranationales dans le cadre de la CEI, qui pourraient servir d'instrument à l'exercice d'un contrôle centralisé ». Le caractère absolu de son nationalisme a provoqué, dans la presse russe, de violentes condamnations de « l'orientation catégoriquement pro-occidentale de son économie, de ses rudes invectives contre les traités d'intégration au sein de la CEI, de son refus décisif d'appartenir ne

serait-ce qu'à l'union douanière et de sa politique délibérément antirusse en matière de nationalité (puisque l'on va même jusqu'à fermer les écoles maternelles où l'on parle le russe) [...]. Pour les États-Unis, qui mettent en œuvre dans la région de l'Asie une politique dont le but est d'affaiblir la Russie, cette position est des plus séduisantes¹... ».

Le Kazakhstan lui-même, en réaction aux pressions russes, en est venu à préférer une seconde voie, non russe, pour ses propres débouchés. Selon les termes du conseiller du président du Kazakhstan, M. Umirserik Kasenov :

« C'est un fait avéré que la recherche d'autres pipelines de la part du Kazakhstan a été encouragée par les actions de la Russie elle-même, telles que l'obligation, pour les Kazakhs, d'envoyer leur pétrole exclusivement à Novorossisk et les pétroles de Tioumen à la raffinerie de Pavlodar. Les efforts du Kazakhstan pour faciliter la construction d'un gazoduc dirigé vers l'Iran sont en partie dus au fait que les pays de la CEI ne paient que 60 % du prix mondial ou ne paient même pas du tout²... »

Le Turkménistan, pour des raisons similaires, a activement cherché à construire un nouveau pipeline transitant par l'Afghanistan et le Pakistan pour finalement déboucher dans la mer d'Oman. Il a également tenté d'établir de nouvelles voies de chemin de fer le reliant au Kazakhstan et à l'Ouzbékistan, au nord, et à l'Iran et l'Afghanistan, au sud. Les Kazakhs, les Chinois et les Japonais ont engagé des négociations préliminaires pour préparer le terrain à un projet ambitieux de pipeline qui s'étirerait de l'Asie centrale à la mer de Chine (voir carte p. 191). Grâce aux investissements occidentaux à long terme dans le domaine du pétrole et du gaz, qui s'élèvent à quelque treize milliards de dollars en Azerbaïdjan et dépassent largement les vingt milliards au Kazakhstan (chiffres de 1996), l'isolement politique et économique de la région est manifestement en train de se lézarder, et ce également en raison des

1. *Zavtra*, n° 28, juin 1996.

2. « Ce que veut la Russie en Transcaucasie et en Asie centrale », *Nezavisimaya Gazeta*, 24 janvier 1995.

pressions économiques mondiales et des moyens financiers limités de la Russie.

Les craintes éprouvées à l'égard de la Russie ont aussi amené les États d'Asie centrale à développer la coopération régionale. L'Union économique d'Asie centrale, constituée en janvier 1993 qui était au départ proche de l'inertie, s'est progressivement mise en branle. Même le président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, à l'origine ardent défenseur d'une nouvelle « Union eurasienne », s'est progressivement rangé à l'idée d'une coopération plus étroite en Asie centrale, d'un renforcement de la coopération militaire entre les États de la région, d'un soutien aux efforts déployés par l'Azerbaïdjan pour faire passer les pétroles de la mer Caspienne et du Kazakhstan par la Turquie, et d'une opposition collective aux efforts russes et iraniens visant à empêcher la division sectorielle du plateau continental de la mer Caspienne et des ressources en minerais des États côtiers.

Bien que les gouvernements de la région soient en général autoritaires, c'est avant tout à la réconciliation de leurs principaux dirigeants que l'on doit cette évolution. La froideur bien connue des relations entre les présidents du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan (mésentente dont ils ne manquaient pas de faire part à leurs visiteurs étrangers) avait, au départ, aidé le Kremlin à dresser ces États les uns contre les autres. Vers le milieu des années quatre-vingt-dix, ces trois présidents ont pris conscience du fait qu'une coopération plus étroite entre eux était essentielle pour préserver leur souveraineté nouvelle. Ils ont alors affiché, avec force publicité, leur soi-disant amitié et insisté sur le fait qu'ils coordonneraient désormais leur politique extérieure.

Cependant, l'apparition au sein de la CEI d'une coalition informelle dirigée par l'Ukraine et l'Ouzbékistan, prônant l'idée d'un commonwealth coopératif mais non « intégré », a joué un rôle plus important encore. Dans cette optique, l'Ukraine a signé des accords de collaboration militaire avec l'Ouzbékistan, le Turkménistan et la Géorgie et, en septembre 1996, les ministres des Affaires étrangères de l'Ukraine et de l'Ouzbékistan ont fait une déclaration – hautement symbolique – dans



laquelle ils demandaient que les sommets de la CEI ne soient plus désormais présidés uniquement par la Russie, mais que leur présidence fasse l'objet d'une rotation.

L'exemple de l'Ukraine et de l'Ouzbékistan a eu un impact jusque sur les dirigeants qui s'étaient montrés jusqu'alors respectueux des préoccupations centrales de Moscou. Le Kremlin a certainement dû éprouver quelques inquiétudes lorsque Nazarbaïev, le président du Kazakhstan, et Chevardnadze, représentant la Géorgie, ont déclaré, en septembre 1996, qu'ils quittaient la CEI si leur indépendance était menacée. D'une manière plus générale, les États d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, afin de contrer la CEI, ont également renforcé leurs activités dans le cadre de l'Organisation de coopération économique – une association assez vague regroupant les États islamiques de la région, plus la Turquie, l'Iran et le Pakistan. Son but est de développer les liens financiers et économiques entre ses membres ainsi que

les réseaux de transport entre leurs pays. Moscou a ouvertement critiqué ces initiatives, considérant, à juste titre, qu'elles affaiblissent le sens de l'adhésion à la CEI des États concernés.

Dans le même esprit, les liens avec la Turquie et, dans une moindre mesure, avec l'Iran se sont resserrés. Les pays turcophones ont accepté avec empressement les propositions que leur avait faites la Turquie d'assurer la formation militaire du nouveau corps national des officiers et la prise en charge d'environ dix mille étudiants. Le quatrième sommet des pays turcophones, préparé avec l'aide de la Turquie, qui s'est tenu à Tachkent en octobre 1996, a été essentiellement consacré au développement des transports, des relations commerciales, et à la mise en place de normes communes en matière d'éducation et d'une coopération culturelle plus étroite avec la Turquie. La Turquie et l'Iran ont tous deux activement aidé les nouveaux États à établir leurs programmes de télévision, bénéficiant ainsi d'une influence directe sur une large audience.

La cérémonie qui s'est déroulée en décembre 1996 à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, démontrait à quel point la Turquie prenait à cœur l'indépendance des États de la région. À l'occasion du cinquième anniversaire de l'indépendance du Kazakhstan, le président turc Süleyman Demirel se tenait aux côtés du président Nazarbaiev lors de l'inauguration de la colonne dorée, haute de vingt-huit mètres et couronnée d'un guerrier légendaire kazakh/turc chevauchant une créature aux allures de griffon. À cette occasion, le Kazakhstan a salué la Turquie qui « accompagne chacun de ses pas sur la voie du développement, dans le respect de son indépendance », ce à quoi les Turcs ont répondu, en lui octroyant un crédit de trois cents millions de dollars, qui viennent s'ajouter aux investissements turcs privés qui s'élevaient déjà à environ 1,2 milliard de dollars.

Ni la Turquie ni l'Iran ne disposent de moyens suffisants pour ôter à la Russie toute influence régionale. La Turquie et, dans une moindre mesure, l'Iran ont cependant renforcé la détermination et la capacité des nouveaux États à résister à la réintégration dans les rangs de leur ancien maître. Il va sans dire que

toutes les options peuvent être envisagées quant à l'avenir de cette région.

Ni domination, ni exclusion

Les conséquences géostratégiques de cette situation pour les États-Unis sont claires : l'Amérique est bien trop éloignée pour occuper une position dominante dans cette partie de l'Eurasie, mais trop puissante pour ne pas s'y engager. Tous les États de cette région considèrent que l'engagement des États-Unis est nécessaire à leur survie. La Russie est trop faible pour exercer une nouvelle domination impériale sur la région ou pour en exclure d'autres concurrents, mais trop proche et trop forte pour en être elle-même exclue. La Turquie et l'Iran sont suffisamment puissants pour avoir de l'influence, mais leur propre vulnérabilité pourrait empêcher la région de faire face à un danger venant du Nord et des conflits internes. La Chine, quant à elle, est trop puissante pour ne pas effrayer la Russie ou les États d'Asie centrale, mais sa présence et son dynamisme économique encouragent ces derniers à rechercher des débouchés internationaux toujours plus nombreux.

Le principal intérêt de l'Amérique est donc de s'assurer qu'aucune puissance unique ne prenne le contrôle de cet espace géopolitique et que la communauté mondiale puisse y jouir d'un accès économique et financier illimité. Le pluralisme géopolitique deviendra une réalité durable uniquement lorsqu'un réseau de transport terrestre, de pipelines et de transports maritimes passant par la Méditerranée et la mer d'Oman reliera directement la région aux principaux centres d'activité économique mondiale. Aussi faut-il résister aux efforts que la Russie déploie afin de garder le monopole sur cet accès, car il est nuisible à la stabilité de la région.

Cependant, exclure la Russie de la région n'est ni souhaitable ni réalisable, tout comme il n'est pas souhaitable d'attiser l'hostilité qui règne entre les nouveaux États de la région et ce pays. En réalité, la participation active de la Russie au développement de la région est indispensable à la stabilité de cette zone dont elle peut également tirer des bénéfices économiques

non négligeables en qualité de partenaire et non de maître exclusif. Une plus grande stabilité et une prospérité accrue au sein de la région contribueraient directement au bien-être de la Russie et donneraient un véritable sens au « commonwealth » envisagé par la CEI. Mais la Russie n'optera pour la coopération que lorsqu'elle abandonnera ses ambitions anachroniques.

Les États qui méritent tout le soutien possible de la part des États-Unis sont l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et l'Ukraine, car ce sont tous les trois des pivots géopolitiques. En effet, le rôle de Kiev dans la région vient confirmer l'idée que l'Ukraine représente une menace pour l'évolution future de la Russie. Dans le même temps, le Kazakhstan – en raison de son étendue, de son potentiel économique et de sa situation géographique capitale – mérite également un soutien international prudent et, surtout, une assistance économique soutenue. À terme, la croissance économique du Kazakhstan pourrait aider à colmater les brèches ethniques qui rendent ce « bouclier » de l'Asie centrale si vulnérable aux pressions russes.

Dans cette région, les États-Unis ont des intérêts communs non seulement avec une Turquie stable, aux orientations pro-occidentales, mais également avec l'Iran et la Chine. Une amélioration progressive des relations américano-iraniennes élargirait considérablement l'accès mondial à cette région et, plus spécifiquement, réduirait la menace imminente pesant sur la survie de l'Azerbaïdjan. La présence économique croissante de la Chine dans cette zone et l'avantage qu'elle trouverait à l'indépendance de la région sont également des facteurs qui favorisent les intérêts des États-Unis. Le soutien que la Chine a accordé aux efforts du Pakistan en Afghanistan constitue également de ce point de vue un élément positif, dans la mesure où des relations plus étroites entre l'Afghanistan et le Pakistan rendraient l'accès international au Turkménistan plus aisé et permettraient, par conséquent, de consolider la situation de cet État et celle de l'Ouzbékistan (au cas où le Kazakhstan viendrait à faiblir).

L'orientation et l'évolution de la Turquie pourraient s'avérer particulièrement décisives pour l'avenir des États caucasiens. Si la Turquie se maintient sur la voie européenne, et si l'Europe ne lui ferme pas ses portes, les États du Caucase sont suscep-

tibles de graviter dans l'orbite européenne, perspective qu'ils souhaitent vivement. Mais si l'europeanisation de la Turquie s'enraye, pour des raisons d'ordre interne ou externe, alors la Géorgie et l'Arménie n'auront d'autre choix que de se soumettre aux aspirations de la Russie. Que ce soit un bien ou un mal, leur avenir serait alors tributaire de l'évolution des relations que la Russie entretient avec l'Europe en expansion.

Le rôle de l'Iran pourrait s'avérer plus problématique. Le retour à une position pro-occidentale faciliterait, sans aucun doute, la stabilisation et la consolidation de la région. Il est par conséquent souhaitable que les États-Unis encouragent l'Iran à modifier sa politique. Mais avant que l'on assiste à pareil revirement, l'Iran pourrait bien jouer un rôle nuisible pour l'avenir de la région et en particulier pour celui de l'Azerbaïdjan. En effet, même si l'Iran entreprend des démarches positives, comme celles permettant l'ouverture au monde du Turkménistan, il contribue, en dépit de son fondamentalisme, à insuffler aux propres peuples d'Asie centrale un sens plus aigu de leur héritage religieux.

Enfin, l'avenir de l'Asie centrale pourrait bien être déterminé par un ensemble de circonstances encore plus compliquées. En effet, le sort des États qui la composent, d'une part, dépend de l'interaction complexe des intérêts russes, turcs, iraniens et chinois, et, d'autre part, commande de savoir jusqu'à quel point les États-Unis exigeront de la Russie, comme condition préalable à une bonne entente américano-russe, qu'elle respecte l'indépendance des nouveaux États. La réalité de ces interactions exclut que les acteurs géostratégiques concernés forment des objectifs tels que la construction d'un empire ou la détention d'un monopole. En réalité, il s'agit de choisir entre un équilibre régional subtil, qui permettrait d'intégrer progressivement la région à l'économie mondiale naissante tandis que les États s'affirmeraient et adopteraient vraisemblablement une identité islamique plus marquée, et un conflit ethnique, un morcellement politique et, sans doute, une guerre ouverte le long de la frontière méridionale de la Russie. Parvenir à un équilibre pour ensuite le consolider doit être l'objectif majeur de la géostratégie américaine globale en Eurasie.

6

Un point d'ancrage en Extrême-Orient

Pour être efficace, la politique américaine relative à l'Eurasie doit avoir un point d'ancrage en Extrême-Orient. Or, si les États-Unis sont exclus ou s'excluent eux-mêmes du continent asiatique, cette condition ne pourra être remplie. Il est essentiel pour la politique mondiale des États-Unis que ces derniers entretiennent d'étroites relations avec le Japon, mais ils doivent aussi impérativement établir une relation de coopération avec la Chine, pour mener à bien leur géostratégie eurasienne. Il est indispensable de tenir compte de ce qu'implique cette réalité, car l'interaction permanente en Extrême-Orient entre les trois grandes puissances que sont les États-Unis, la Chine et le Japon crée un imbroglio régional qui pourrait se révéler dangereux et provoquer des glissements tectoniques dans l'ordre géopolitique mondial.

Aux yeux de la Chine, les États-Unis, situés de l'autre côté du Pacifique, devraient faire figure d'allié naturel, dans la mesure où ils n'ont pas de visées particulières sur le continent asiatique et où ils se sont opposés par le passé aux incursions tant russes que japonaises en territoire chinois, quand la Chine était affaiblie. Tout au long du siècle dernier, les Chinois ont

considéré le Japon comme leur principal ennemi ; la Russie, quant à elle, « le pays affamé » en chinois, a longtemps inspiré la méfiance ; l'Inde, elle aussi, apparaît aujourd'hui comme un rival potentiel. Le principe selon lequel « le voisin de mon voisin est mon allié » s'applique donc aux relations géopolitiques et historiques nouées entre la Chine et les États-Unis.

Mais, aujourd'hui, l'Amérique n'est plus l'adversaire du Japon dans le Pacifique : elle constitue son plus proche allié. Les États-Unis entretiennent également des rapports étroits avec Taiwan et avec plusieurs nations d'Asie du Sud-Est. Par ailleurs, les Chinois se montrent sensibles aux réserves doctrinales que les États-Unis émettent à l'égard de leur régime national. La Chine considère donc les États-Unis comme le principal obstacle à sa quête d'une prééminence mondiale, mais également à l'affirmation de sa prédominance globale. Dans ces conditions, la collision entre la Chine et les États-Unis est-elle inévitable ?

Pour le Japon, les États-Unis ont été le parapluie sous lequel le pays a pu s'abriter en toute sécurité pour se remettre sur pied après sa défaite dévastatrice, pour retrouver un dynamisme économique et ainsi progressivement accéder au rang de puissance mondiale. Mais l'existence même de ce parapluie limite la liberté d'action du Japon et le place dans une situation paradoxale : grande puissance mondiale, le Japon est aussi une sorte de protectorat. Certes, les États-Unis restent le partenaire du Japon qui lui permet d'accéder au rang de *leader* international, mais ils sont, dans le même temps, à l'origine du manque de confiance en soi permanent dont le Japon fait preuve en matière de sécurité. Combien de temps cette situation pourra-t-elle encore durer ?

En d'autres termes, dans un avenir proche, deux problèmes géopolitiques interdépendants se poseront. Leur solution permettra de définir le rôle des États-Unis en Eurasie extrême-orientale.

1. Quelle forme concrète et acceptable du point de vue américain doit revêtir la montée de la Chine en tant que puissance régionale dominante et quelles limites doit-on fixer à ses aspirations au statut de puissance globale ?

2. Les Japonais cherchant à se tailler un rôle au niveau mondial, comment les États-Unis doivent-ils gérer les conséquences régionales de la réticence inévitablement croissante du Japon à accepter son statut de protectorat américain ?

La scène géopolitique en Extrême-Orient se caractérise aujourd’hui par des relations métastables entre puissances. Cela implique une grande rigidité externe et très peu de degré de flexibilité interne. On est ainsi plus proche du fer que de l’acier. Un corps métastable est sensible à une réaction en chaîne destructrice, provoquée par un coup puissant qui ébranle l’ensemble. L’Extrême-Orient connaît aujourd’hui un dynamisme économique extraordinaire qui va de pair avec une incertitude politique croissante. L’essor économique asiatique pourrait d’ailleurs contribuer à renforcer cette incertitude car la prospérité masque les faiblesses de la région et exacerbé, dans le même temps, les ambitions nationales et les attentes sociales.

Force est de constater que la réussite économique asiatique n’a pas de précédent dans l’histoire de l’humanité. Quelques statistiques de base suffisent à mettre en évidence cette réalité. Il y a moins de quarante ans, l’Asie orientale (Japon inclus) représentait tout juste 4 % du PNB total du monde, tandis que l’Amérique du Nord arrivait en tête avec 35 à 40 % ; au milieu des années quatre-vingt-dix, les deux régions se sont retrouvées à peu près à égalité (avec environ 25 % chacune). Quant au rythme de croissance de l’Asie, il est lui aussi sans précédent. Les économistes ont noté que, dans la phase initiale de l’industrialisation, il a fallu à la Grande-Bretagne plus de cinquante ans et à peine moins aux États-Unis pour doubler leur production respective par habitant, alors qu’il a suffi d’une dizaine d’années à la Chine et à la Corée du Sud pour obtenir le même résultat. À moins d’un brusque arrêt du développement régional, l’Asie pourrait bien, en un quart de siècle, dépasser tant l’Amérique du Nord que l’Europe en termes de PNB total.

Pourtant, si l’Asie est en passe de devenir le centre de gravité de l’économie mondiale, c’est un volcan politique en sommeil. Bien que dépassant l’Europe en matière de développement économique, elle présente une carence singulière en termes de développement politique régional. L’Asie ne dispose pas de

structures de coopération multilatérale, telles que celles qui dominent la scène politique européenne, qui atténuent, résorbent et endiguent les conflits territoriaux, ethniques et nationaux traditionnels de l'Europe. En effet, en Asie, il n'existe rien de comparable à l'Union européenne ou à l'OTAN. Ni l'ANSEA (l'Association des nations du Sud-Est asiatique), ni le Forum régional de l'ANSEA ne ressemblent, même de loin, au réseau multilatéral et régional de coopération qui unit l'Europe.

Au contraire, l'Asie est aujourd'hui le siège de la plus grande concentration au monde de courants nationalistes qui embrasent les foules. Leur réveil, relativement récent, est alimenté par l'accès récent aux modes de communication de masse. L'ardeur prodigieuse de ces nationalismes tient aux attentes sociales de plus en plus grandes qu'engendrent la prospérité économique toujours plus grande ainsi que les disparités sociales toujours plus profondes. Aussi ces nationalismes sont-ils susceptibles d'être à l'origine d'une mobilisation politique, en raison de l'accroissement critique tant de la population que de l'urbanisation. Cette situation est encore plus inquiétante, si l'on considère l'accumulation des armements en Asie. En 1995, la région est devenue – selon l'Institut international d'études stratégiques – le plus gros importateur d'armes, dépassant l'Europe et le Moyen-Orient.

En résumé, l'Asie orientale regorge d'activités productives, qui, jusqu'à ce jour, ont été développées à des fins pacifiques grâce au rythme élevé de la croissance économique de la région. Mais cette soupape de sûreté pourrait bien exploser sous la pression des passions politiques. De nombreux points de friction pourraient faire l'objet d'une exploitation démagogique et donc explosive :

- le mécontentement de la Chine à l'égard du statut distinct de Taiwan grandit au fur et à mesure que la Chine gagne en puissance et que Taiwan, de plus en plus prospère, commence à envisager un statut d'indépendance officielle, d'Etat-nation ;

- les îles Paracels et Spratly en mer de Chine méridionale pourraient être à l'origine d'une lutte entre la Chine et de nombreux États de l'Asie du Sud-Est pour l'accès à des sources d'énergie sous-marines d'une valeur potentielle non négligeable.

geable, la Chine considérant la mer de Chine méridionale comme son patrimoine national légitime ;

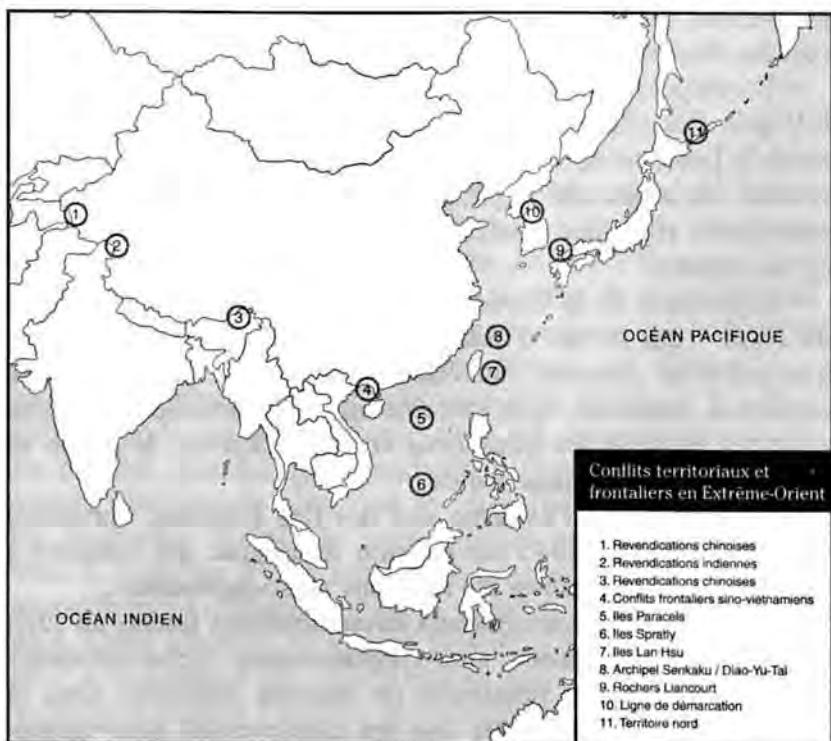
– l'archipel Senkaku est revendiqué tant par la Chine que par le Japon (les Chinois de Taiwan défendant tous avec acharnement la position de leurs rivaux politiques du continent), et la rivalité historique qui règne entre la Chine et le Japon pour la suprématie régionale confère à cette question des dimensions symboliques ;

– la division de la Corée et l'instabilité inhérente à la Corée du Nord – qui se fait d'autant plus menaçante qu'elle cherche à acquérir un potentiel nucléaire – risquent de provoquer une explosion soudaine qui entraînerait la péninsule dans une guerre, à laquelle les États-Unis et, indirectement, le Japon se verraiient inévitablement mêlés ;

– la question de l'extrême sud des îles Kouriles, conquises unilatéralement en 1945 par l'Union soviétique, qui continue à paralyser et à envenimer les relations russo-japonaises ;

– d'autres conflits territoriaux et/ou ethniques latents au sujet de frontières sino-russes, sino-vietnamiennes, nippo-coréennes et sino-indiennes, la possibilité de troubles ethniques dans la province du Xinjiang ainsi que les controverses sino-indonésiennes quant aux limites océaniques. (Voir carte p. 202.)

Les rapports de force dans la région sont eux aussi déséquilibrés. La Chine, qui dispose d'un véritable arsenal nucléaire et de nombreuses forces armées, constitue, à n'en pas douter, la puissance militaire dominante de la région (voir tableau p. 204). La marine chinoise a d'ores et déjà adopté une doctrine stratégique de « défense maritime active », qui prévoit, au cours des quinze prochaines années, la mise en œuvre d'un effectif capable de se déployer dans l'océan, de manière à « exercer un contrôle réel des mers dans les limites de la première chaîne d'îles », c'est-à-dire le détroit de Formose et la mer de Chine méridionale. Il est vrai que le potentiel militaire du Japon s'accroît également et qu'en termes de qualité il est sans rival dans la région. Pour lors, quoi qu'il en soit, les forces armées japonaises ne constituent pas un instrument de la politique extérieure du Japon et elles sont généralement considérées comme



le prolongement de la présence militaire américaine dans la région.

L'émergence de la Chine a déjà conduit ses voisins du Sud-Est à se montrer plus conciliants à l'égard des intérêts chinois. Rappelons-nous que lors de la mini-crise au sujet de Taiwan qui s'est déroulée au début de l'année 1996 (la Chine avait alors entrepris des manœuvres militaires d'intimidation et barré l'accès aérien et maritime à une zone proche de Taiwan, ce à quoi les Américains ont riposté en déployant des forces navales dissuasives), le ministre des Affaires étrangères de Thaïlande a immédiatement déclaré que cette interdiction était tout à fait normale, tandis que son homologue indonésien assurait qu'il s'agissait d'une affaire qui ne regardait que la Chine ; les Philippines et la Malaisie, pour leur part, ont adopté le parti de la neutralité.

Cette absence d'équilibre régional entre les puissances a amené l'Australie et l'Indonésie – qui jusqu'alors se méfiaient l'une de l'autre – à mettre en œuvre une plus grande coordination militaire. Les deux pays ne cachent pas l'anxiété que leur inspirent les perspectives à long terme suggérées par la domination militaire chinoise et doutent que les États-Unis puissent demeurer les garants de la sécurité de la région. C'est cette même crainte qui a conduit Singapour à rechercher une coopération plus étroite en matière de sécurité avec ces deux nations. En fait, s'agissant de cette région, la question centrale que se posent aujourd'hui les stratégies et à laquelle il n'existe pour lors aucune réponse est la suivante : pendant combien de temps encore, cent mille soldats américains pourront-ils maintenir la paix dans la région la plus peuplée et la plus armée du monde et, surtout, combien de temps pourront-ils rester ?

Partout, le nationalisme gagne du terrain. La croissance démographique est très importante. Il faut y ajouter les aspirations populaires à plus de prospérité. C'est dans ce contexte, particulièrement conflictuel, que se produisent des bouleversements géopolitiques d'Asie orientale :

- la Chine, quelles que soient ses véritables visées, est une puissance en pleine ascension qui pourrait devenir dominante ;
- le rôle des États-Unis en matière de sécurité est de plus en plus dépendant de la coopération du Japon ;
- le Japon cherche à jouer un rôle politique plus précis et plus autonome ;
- la Russie a beaucoup perdu de son influence, l'Asie centrale étant aujourd'hui l'objet de l'intérêt international ;
- la division de la Corée a de moins en moins de raisons d'être, ce qui fait de la future orientation de ce pays une question de plus en plus cruciale sur le plan géostratégique pour ses principaux voisins.

Ces mouvements tectoniques donnent encore plus de poids aux deux questions posées en début de chapitre.

Forces armées asiatiques

	Effectifs	Chars	Chasseurs	Navires	Sous-marins
	Total	Total	Total	Total	Total
(Les chiffres entre parenthèses concernent les armements de pointe)					
Chine	3,030,000	9,400 (500)	5,224 (124)	57 (40)	53 (7)
Pakistan	577,000	1,890 (40)	336 (160)	11 (8)	6 (6)
Inde	1,100,000	3,500 (2,700)	700 (374)	21 (14)	18 (12)
Thaïlande	295,000	633 (313)	74 (18)	14 (6)	0 (0)
Singapour	55,500	350 (0)	143 (6)	0 (0)	0 (0)
Corée du Nord	1,127,000	4,200 (2,225)	730 (136)	3 (0)	23 (0)
Corée du Sud	633,000	1,860 (450)	334 (48)	17 (9)	3 (3)
Japon	237,700	1,200 (929)	324 (231)	62 (40)	17 (17)
Taiwan*	442,000	1,400 (0)	460 (10)	38 (11)	4 (2)
Viêt-nam	857,000	1,900 (400)	240 (0)	7 (5)	0 (0)
Malaisie**	114,500	26 (26)	50 (0)	2 (0)	0 (0)
Philippines	106,500	41 (0)	7 (0)	1 (0)	0 (0)
Indonésie	270,900	235 (110)	54 (12)	17 (4)	2 (2)

* Taiwan possède 150 F-16, 60 Mirage et 130 autres chasseurs à réaction opérationnels. Plusieurs navires de guerre sont en construction.

** La Malaisie achète 8 F-18 et pourrait acquérir 18 MiG-29.

NB : Les effectifs comprennent tous les militaires en activité ; les chars sont des chars d'assaut lourds et des blindés légers ; les chasseurs sont des appareils de combats aériens et d'attaque au sol ; les navires sont des transporteurs, des croiseurs, des destroyers et des frégates. Les sous-marins sont de toutes sortes. La conception des systèmes avancés date du milieu des années soixante, avec des technologies de pointe comme les finders laser pour les chars.

Source : General Accounting Office Report, « Impact of China's Military Modernization in the Pacific Region », Juin 1995.

Chine : le régional prend le pas sur l'international

L'histoire de la Chine est celle de la grandeur d'une nation. Le nationalisme intense du peuple chinois aujourd'hui n'a de nouveau que le fait qu'il permet de cimenter un nombre sans précédent de citoyens. Il ne s'agit plus d'un phénomène touchant essentiellement les étudiants, qui, tout au début de ce siècle, avaient été les précurseurs du Guomindang et du Parti communiste chinois. Le nationalisme chinois est aujourd'hui un

phénomène de masse, qui marque l'état d'esprit du pays le plus peuplé du monde.

Ce sentiment est profondément enraciné dans l'histoire. En effet, celle-ci a prédisposé l'élite chinoise à considérer la Chine comme le centre naturel du monde. En fait, le mot chinois pour désigner la Chine – *Chung-kuo*, ou pays du milieu – véhicule l'idée que ce pays occupe une place centrale dans les affaires mondiales et souligne l'importance de l'unité nationale. Ce terme implique également l'idée d'une hiérarchie, d'une succession de cercles concentriques à travers lesquels s'exerce l'influence de la Chine, qui, située au centre, attend des autres qu'ils lui témoignent du respect.

Par ailleurs, depuis des temps immémoriaux, la Chine, riche d'une population importante, a toujours constitué une civilisation bien particulière, fière et différente des autres. Cette civilisation était très avancée dans tous les domaines : philosophie, culture, beaux-arts, disciplines sociales. Les Chinois gardent en mémoire que, jusqu'au début du XVII^e siècle, leur pays dominait le monde en termes de productivité agricole, d'innovation industrielle et par son niveau de vie. Mais, contrairement aux civilisations européennes et islamiques, qui ont donné naissance à soixantequinze nations, la Chine est demeurée, pendant la plus grande partie de son histoire, un État unique, qui, au moment de la Déclaration d'indépendance de l'Amérique comptait déjà plus de deux cents millions d'habitants et dominait également le monde sur le plan industriel.

À cet égard, la décadence de la Chine – durant les cent cinquante années d'humiliation qu'elle a subies – constitue une aberration, une profanation des qualités propres à la Chine, un outrage personnel à chaque Chinois, qui doit être lavé et pour lequel ses auteurs méritent un châtiment. Les responsables de cet outrage étaient, à des degrés différents, au nombre de quatre : la Grande-Bretagne, le Japon, la Russie et les États-Unis. La Grande-Bretagne en raison de la guerre de l'opium et de la dégradation honteuse de la Chine qui a suivi ; le Japon, aux instincts prédateurs, à cause des multiples guerres qu'il a provoquées au cours du siècle dernier, infligeant de terribles souffrances au peuple chinois, sans que les Japonais s'en repen-

tissent ; la Russie, en raison de ses incursions prolongées en territoire chinois au nord et de l'indifférence tyrannique de Staline à l'égard de l'amour-propre des Chinois ; enfin, les États-Unis sont également coupables, car leur présence en Asie et le soutien qu'ils accordent au Japon font obstacle aux aspirations internationales de la Chine.

Aux yeux des Chinois, l'histoire a déjà châtié, pour ainsi dire, deux de ces quatre puissances. En effet, la Grande-Bretagne est dépossédée de son empire ; le fait que le pavillon anglais ne flotte plus sur Hong Kong clôt à jamais ce chapitre douloureux de l'histoire de la Chine. La Russie, pour sa part, demeure à proximité, mais elle a perdu de sa stature, de son prestige ainsi qu'une partie de son territoire. Restent les États-Unis et le Japon, principal souci de la Chine aujourd'hui. Ce sont les interactions entre ces trois puissances qui détermineront, pour l'essentiel, le rôle qui revient à la Chine, tant au niveau régional que mondial.

Quoi qu'il en soit, ce rôle dépendra en premier lieu de l'évolution même de la Chine. Parviendra-t-elle à s'imposer réellement comme puissance économique et militaire ? À cet égard, les prévisions relatives à la Chine sont généralement prometteuses, bien qu'il existe certains facteurs d'incertitude. Le rythme de la croissance économique et le montant des investissements étrangers – tous deux parmi les plus élevés dans le monde – ont permis d'établir que d'ici vingt ans environ, la Chine deviendra une puissance mondiale de même envergure, ou presque, que les États-Unis ou l'Europe (à condition que cette dernière poursuive son unification et son expansion). Le PNB de la Chine pourrait alors être nettement supérieur à celui du Japon. Notons qu'il dépasse déjà largement celui de la Russie. Ce dynamisme économique devrait permettre à la Chine d'acquérir une puissance militaire, dont l'ampleur effrayerait tous ses voisins et même les opposants aux aspirations chinoises les plus éloignés géographiquement. On assisterait alors à l'émergence d'une « Grande Chine », renforcée par le retour de Hong Kong, de Macao et de Taiwan, si celle-ci se soumettait politiquement ; ce serait non seulement l'État dominant de l'Extrême-Orient, mais aussi une puissance globale de tout premier ordre.

Cependant, ces prévisions relatives à la restauration inévitable de « l'Empire du Milieu », puissance centrale et globale, composent deux failles. La plus évidente tient à la confiance que l'on accorde automatiquement aux statistiques. Ceux qui prédisaient, récemment encore, que le Japon supplanterait les Etats-Unis en tant qu'économie dirigeant le monde et qu'il était destiné à devenir la nouvelle superpuissance ont commis la même erreur. En effet, cette prédiction ne tenait pas compte du caractère vulnérable de l'économie japonaise, ni de la faiblesse politique de ce pays. Ceux qui prophétisent aujourd'hui l'inévitable montée de la Chine en tant que puissance globale commettent la même erreur de raisonnement.

Tout d'abord, il est loin d'être certain que la Chine parviendra à maintenir, pendant les vingt ans qui viennent, ses taux de croissances spectaculaires. Un ralentissement économique n'est pas exclu et il remettrait en cause ces prévisions. Pour maintenir des taux semblables sur une période aussi longue, il faudrait que le puissant *leadership* national, la tranquillité politique, l'ordre social interne, le taux élevé de l'épargne, l'injection continue et importante de capitaux étrangers ainsi que la stabilité régionale se combinent d'une manière singulièrement harmonieuse. Or la combinaison prolongée de tous ces facteurs positifs est relativement improbable.

Par ailleurs, le rythme accéléré de la croissance chinoise pourrait bien engendrer des effets politiques secondaires qui viendraient réduire la liberté d'action de la Chine. En effet, la consommation d'énergie de la Chine augmente d'ores et déjà dans des proportions qui dépassent largement celles de la production nationale. Cette disproportion ne peut qu'empirer, surtout si la Chine maintient son taux de croissance au niveau actuel. Il en va de même des produits alimentaires. En dépit du ralentissement de la croissance démographique, la population chinoise continue, dans l'absolu, de se multiplier, et l'importation de produits alimentaires s'avère essentielle pour le bien-être national et la stabilité politique. En raison de leur coût élevé, cette dépendance à l'égard des importations réduira les ressources de la Chine. Mais elle la rendra surtout vulnérable aux pressions extérieures.

D'un point de vue militaire, on peut, en partie, considérer que la Chine est une puissance globale, dans la mesure où la taille même de son économie et son fort taux de croissance permettent aux dirigeants de réinvestir une part importante du PNB du pays afin de poursuivre le développement et la modernisation des forces armées chinoises, notamment d'accroître son arsenal nucléaire. Cependant, si cet effort prenait des proportions démesurées (et, selon des estimations occidentales, il représentait, au milieu des années quatre-vingt-dix, 20 % du PNB de la Chine), il pourrait avoir les mêmes effets négatifs sur la croissance économique à long terme du pays que ceux qu'a eus sur l'économie soviétique la tentative soviétique infructueuse pour défier les États-Unis dans la course aux armements. En outre, un effort soutenu de la Chine dans ce domaine pourrait inciter le Japon à se constituer des réserves en armements pour faire contrepoids, ce qui réduirait les avantages politiques de cet exploit chinois. Sans oublier que, en dehors de son potentiel nucléaire, la Chine manquera sans doute des moyens, et ce pour quelque temps encore, d'utiliser sa puissance militaire au-delà de son périmètre régional.

Les tensions internes en Chine pourraient également augmenter en raison de ses écarts de croissance dus, pour l'essentiel, à l'exploitation effrénée d'avantages localisés. Le littoral méridional et oriental ainsi que les grands centres urbains, plus accessibles aux investissements étrangers et au commerce international, ont été, jusqu'à présent, les principaux bénéficiaires de l'extraordinaire croissance économique de la Chine. En revanche, les zones rurales situées à l'intérieur des terres ainsi que certaines régions excentrées se sont généralement laissé distancer. (Elles comptent près de cent millions de chômeurs ruraux.)

La rancœur engendrée par ces disparités régionales pourrait bien s'ajouter à la colère que suscitent les inégalités sociales. La croissance rapide de la Chine accentue en effet la fracture sociale liée à la répartition des richesses. Or, si le gouvernement tente de réduire les écarts ou si le mécontentement des couches inférieures de la population augmente, ces disparités régionales

et le fossé qui se creuse dans la répartition des richesses pourraient, à leur tour, avoir un impact sur la stabilité du pays.

En réalité, l'orientation future de la politique chinoise constitue la deuxième raison qui incite au scepticisme face à l'idée répandue selon laquelle la Chine, en un quart de siècle, devrait s'affirmer en tant que puissance dominante dans les affaires internationales. Le dynamisme de la transformation économique, non étatique, dont la Chine fait l'objet, notamment son ouverture au reste du monde, sont incompatibles à long terme avec la bureaucratie froide et rigide héritée de la dictature communiste. Le communisme défendu par cette dictature relève de moins en moins d'un engagement idéologique ; il sert plutôt à protéger des priviléges bureaucratiques acquis. L'élite politique chinoise demeure organisée sur le principe d'une hiérarchie autonome, rigide, disciplinée et d'une intolérance incomparable. Elle continue de proclamer, rituellement, sa fidélité à un dogme censé justifier son pouvoir, mais elle n'en met plus en pratique les principes sociaux. Il arrivera un moment où ce dogme creux et les réalités se heurteront de front, à moins que la politique chinoise ne commence peu à peu à remplir les obligations sociales que lui impose son économie.

Aussi la question de la démocratisation ne pourra-t-elle être indéfiniment éludée, à moins que la Chine ne prenne soudain la même décision qu'en 1474 : se couper du reste du monde, à l'instar, d'une certaine manière, de la Corée du Nord. La Chine devrait alors rappeler ses soixante-dix mille ressortissants qui étudient aujourd'hui aux États-Unis, expulser les entrepreneurs étrangers, éteindre ses ordinateurs et arracher les antennes paraboliques de millions de foyers chinois. Ce serait de la pure folie, une véritable réminiscence de la Révolution culturelle. Pour une courte durée, peut-être, en raison d'une lutte nationale pour le pouvoir, l'aile dogmatique du Parti communiste, qui commence cependant à s'essouffler, pourrait décider d'imiter la Corée du Nord, mais ce ne serait qu'un épisode. Une telle situation engendrerait, à n'en pas douter, une stagnation économique et provoquerait une explosion politique.

Quoi qu'il en soit, en décidant de s'isoler, la Chine couperait court non seulement à ses aspirations à devenir une puissance

globale, mais aussi à ses ambitions d'exercer une suprématie régionale. En outre, l'accès au monde constitue un enjeu beaucoup trop important pour le pays, et ce monde, si différent de celui de 1474, est bien trop présent pour se laisser réellement exclure. Il n'existe donc aucune alternative concrète, bénéfique sur le plan économique et politiquement viable, à la poursuite de l'ouverture de la Chine au monde.

Aussi la question de la démocratisation va-t-elle se faire plus pressante pour la Chine. Dans le même ordre d'idées, le problème des droits de l'homme ne saurait, lui non plus, être trop longtemps éludé. Le progrès à venir de la Chine et sa montée en puissance dépendront donc, dans une large mesure, de la capacité de son élite dirigeante à gérer les problèmes que pose la passation du pouvoir à une équipe plus jeune et à surmonter les tensions de plus en plus grandes qui règnent entre le système économique et le système politique du pays.

Les dirigeants chinois parviendront peut-être à mener à bien cette tâche en passant lentement et progressivement à un autoritarisme électoral très limité, qui laisserait aux échelons inférieurs la possibilité de choix électoraux, et par la suite en évoluant vers un véritable pluralisme politique, notamment en accordant la priorité à de nouvelles règles constitutionnelles. Une transition ainsi contrôlée serait plus compatible avec les obligations imposées par la dynamique d'ouverture économique du pays. Elle serait en tout cas préférable au maintien à tout prix du monopole du Parti sur le pouvoir politique.

Pour mener à bien cette démocratisation, l'élite politique chinoise devra faire preuve d'une extraordinaire habileté, de bon sens et de pragmatisme. Elle devra rester relativement unie et consentir à abandonner une partie du monopole qu'elle détient sur le pouvoir (ainsi que ses priviléges), tandis que la grande masse du peuple devra se montrer à la fois patiente et peu exigeante. Or toutes ces conditions pourraient être difficiles à réunir. L'histoire nous enseigne que les pressions en faveur de la démocratisation provenant de la base, qu'elles viennent de ceux qui ont connu l'oppression politique (les intellectuels et les étudiants) ou de ceux qui se sentent exploités sur le plan économique (les nouvelles masses laborieuses des villes et les

pauvres des campagnes), n'attendent généralement pas que les dirigeants consentent à céder le pouvoir. Il arrivera sûrement un moment où les Chinois mécontents de la politique de leur pays et de leur condition sociale s'uniront pour réclamer plus de démocratie, plus de liberté d'expression et un plus grand respect des droits de l'homme. Cela ne s'est pas produit lors des événements de la place Tianan men, en 1989, mais la prochaine fois pourrait bien être la bonne.

C'est pourquoi il est peu probable que la Chine puisse éviter de traverser une phase d'agitation politique. Étant donné l'étendue du pays, les différences régionales de plus en plus grandes et l'héritage d'environ cinquante ans de dictature, une telle période pourrait engendrer des troubles tant sur le plan politique qu'économique. Les dirigeants chinois eux-mêmes semblent s'attendre à des événements de cette importance, si l'on en juge par les études internes du Parti communiste, réalisées au début des années quatre-vingt-dix, qui prévoient la possibilité d'une forte agitation politique¹. Certains spécialistes de la Chine sont allés jusqu'à prédire que celle-ci pourrait entrer dans l'un de ses cycles historiques de morcellement interne, ce qui aurait pour effet de stopper net sa quête de grandeur. Mais cette éventualité est d'autant moins probable que le nationalisme de masse et les communications modernes jouent en faveur d'un État chinois uniifié.

Enfin, une troisième raison incite à douter d'une montée en puissance de la Chine dans les vingt prochaines années, perspective que certains Américains perçoivent dès à présent comme une menace. En effet, même si la Chine échappe aux troubles politiques, et même si elle parvient à maintenir pendant les vingt-cinq prochaines années son taux extraor-

1. « Selon un document officiel, des désordres sont prévus après Deng Xiaoping », *Cheng Ming*, Hong Kong, 1^{er} février 1995. Il s'agit d'un exposé détaillé de deux analyses réalisées pour la direction du Parti quant aux diverses formes que pourrait revêtir l'agitation politique. Il existe également une analyse occidentale sur le même sujet, réalisée par Richard Baum : « La Chine après Deng : Dix scénarios pour découvrir la réalité », *China Quarterly*, mars 1996.

dinairement élevé de croissance économique – deux « si » d'une importance non négligeable –, elle restera, d'une certaine manière, un pays très pauvre. Même si son PNB venait à tripler, sa population continuerait à figurer parmi les nations du monde les plus pauvres en termes de revenu par habitant, sans compter l'indigence réelle dans laquelle vit une partie importante de sa population². Quant au nombre de téléphones, de voitures, d'ordinateurs par habitant, sans parler de l'accès aux biens de consommation courante, il serait très faible.

En résumé, il est fort peu probable que la Chine, d'ici 2020 dans le meilleur des cas, devienne une puissance globale. Néanmoins, elle est en passe de devenir la puissance prédominante de la région de l'Asie orientale. Elle domine déjà le continent sur le plan géopolitique. Sa puissance militaire et économique étouffe ses proches voisins, à l'exception de l'Inde. C'est pourquoi il est naturel que la Chine continue à s'affirmer sur le plan régional, conformément aux raisons historiques, géographiques et économiques qu'on a exposées.

De l'histoire de leur pays, les étudiants chinois savent que, jusqu'en 1840, l'empire de Chine exerçait son influence sur l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, jusqu'au détroit de Malacca, à la Birmanie ainsi qu'au Bangladesh actuel et au Népal ; il englobait également certaines régions du Kazakhstan, toute la Mongolie et ce que l'on nomme aujourd'hui la province extrême-orientale russe, située au nord de l'embouchure du fleuve Amour (voir cartes du chapitre 1). Ces régions se trouvaient sous contrôle chinois ou payaient un tribut à la Chine. L'expansion coloniale franco-britannique a évincé l'influence chinoise de l'Asie du Sud-Est entre 1885 et 1895, tandis que deux traités, imposés par la Russie en 1858 et 1864, ont entraîné des pertes de territoire

2. Dans le rapport quelque peu optimiste sur « l'économie de la Chine en marche vers le XXI^e siècle » (*Zou Xiang 21 Shi Ji de Zhongguo Jinji*), publié en 1996 par l'Institut chinois pour les études quantitatives économiques et technologiques, on estimait que le revenu par habitant de la Chine en 2010 serait d'environ 735 dollars, soit à peine 30 dollars de plus que le montant indiqué pour les pays à faibles revenus par la Banque mondiale.

dans le Nord-Est et le Nord-Ouest. Puis, en 1895, suite à la guerre sino-japonaise, la Chine a perdu Taiwan.

On peut parier que la Chine, pour des raisons historiques, géographiques, culturelles, revendiquera certainement avec force la réunification de cette île avec le continent. Il est également raisonnable de penser qu'à mesure qu'elle gagnera en puissance, la Chine fera de cette réunification son principal objectif, une fois Hong Kong absorbé sur le plan économique et politique. Une réunification pacifique – fondée sur le principe « une nation, plusieurs systèmes » (variante du slogan de Deng Xiaoping en 1984 « un pays, deux systèmes ») – pourrait séduire Taiwan, et les États-Unis ne s'y opposeraient pas, à partir du moment où la Chine serait parvenue à maintenir sa croissance économique à son niveau actuel et aurait entrepris des réformes importantes en vue de la démocratisation. Dans le cas contraire, la Chine, même si elle exerçait une domination régionale, ne disposerait toujours pas de moyens militaires suffisants pour imposer sa volonté, en particulier en cas d'opposition américaine. Dès lors, la question de Taiwan continuerait à attiser le nationalisme chinois et à nuire aux relations sino-américaines.

C'est également un facteur géographique déterminant qui pousse la Chine à rechercher une alliance avec le Pakistan et à établir une présence militaire en Birmanie. Dans les deux cas, l'Inde constitue la cible géostratégique. En effet, l'étroite coopération militaire avec le Pakistan ajoute aux dilemmes auxquels l'Inde se trouve confrontée en matière de sécurité et restreint les capacités de cette dernière à conquérir l'hégémonie de l'Asie du Sud et à s'imposer comme le rival géopolitique de la Chine. Quant à la coopération militaire avec la Birmanie, elle offre à la Chine la possibilité de disposer de bases navales sur plusieurs îles au large de la Birmanie, dans l'océan Indien, qui lui permettent d'exercer une plus grande influence stratégique sur l'Asie du Sud-Est, en général, et sur le détroit de Malacca, en particulier. Or, si la Chine prenait le contrôle du détroit de Malacca et du goulet de Singapour, elle contrôlerait alors l'accès du Japon au pétrole du Moyen-Orient et aux marchés européens.

Ce sont également des motifs géostratégiques, auxquels

viennent s'ajouter des raisons historiques, qui sont à l'origine de l'intérêt que la Chine porte à la Corée. État autrefois tributaire de la Chine, une Corée réunifiée, prolongement de l'influence américaine (et indirectement japonaise), lui serait intolérable. Tout au moins, la Chine exigerait que la Corée réunifiée constitue un État tampon non aligné entre elle et le Japon, dans l'espoir que l'inimitié historique de la Corée contre le Japon conduirait les Coréens à intégrer la sphère d'influence chinoise. Pour lors, cependant, la Chine s'accorde parfaitement de la division de la Corée et ne manquera pas d'encourager le maintien du régime nord-coréen.

Par ailleurs, les ambitions régionales de la Chine seront inévitablement déterminées par des facteurs d'ordre économique. À cet égard, l'accroissement rapide de la demande de nouvelles sources d'énergie a d'ores et déjà conduit la Chine à revendiquer le rôle principal en matière d'exploitation des gisements de la mer de Chine méridionale. C'est pour des raisons identiques que la Chine commence à manifester un fort intérêt pour l'indépendance des États d'Asie centrale riches en énergie. En avril 1996, la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont signé un accord portant sur les frontières communes et la sécurité. Par ailleurs, lors de la visite du président Jiang Zemin au Kazakhstan, en juillet 1996, les Kazakhs ont évoqué la position de la Chine, rappelant que cette dernière avait donné l'assurance de son soutien aux « efforts déployés par le Kazakhstan afin de défendre son indépendance, sa souveraineté et son intégralité territoriale ». Ce commentaire témoigne clairement de l'engagement géopolitique de plus en plus grand de la Chine en Asie centrale.

Ce sont également des facteurs historiques et économiques qui ont poussé la Chine, plus puissante sur le plan régional, à porter de plus en plus d'intérêt à la province extrême-orientale de la Russie. Pour la première fois depuis que la Chine et la Russie ont une frontière commune, la Chine est en situation de force, tant sur le plan économique que politique. L'infiltration d'immigrants chinois et de commerçants dans cette région russe a pris des proportions importantes et la Chine se montre donc plus active dans le développement d'une coopération écono-

mique avec l'Asie du Nord-Est, qui implique également le Japon et la Corée. Dans cette coopération, la Russie ne dispose que de peu d'avantages car sa partie extrême-orientale est de plus en plus dépendante des liens étroits tissés avec la Mandchourie chinoise. Le rapport de forces est identique, sur le plan économique, dans les relations que la Chine entretient avec la Mongolie, qui n'est plus aujourd'hui un satellite de la Russie et dont la Chine a reconnu l'indépendance à contrecœur.

Ainsi assiste-t-on à la construction d'une sphère d'influence régionale chinoise. Cependant, il ne faut pas confondre sphère d'influence et zone de domination politique exclusive, comme celle que l'Union soviétique exerçait sur l'Europe de l'Est. Une sphère d'influence présente une plus grande perméabilité socio-économique et ne constitue pas un monopole politique. Toutefois, elle embrasse un espace géographique correspondant à différents États qui, lorsqu'ils élaborent leur politique, doivent respecter les intérêts, les positions et les réactions prévisibles de la puissance régionale prédominante. En résumé, on peut définir la sphère d'influence chinoise – sphère de déférence serait peut-être le terme plus approprié – comme une zone dans laquelle la toute première question que se posent les États qui la composent est la suivante : « Quelle est la position de Pékin en la matière ? »

La carte suivante (voir p. 216) représente l'étendue possible, sur les vingt prochaines années, de la sphère d'influence qu'aurait une Chine plus puissante au niveau régional et une Grande Chine devenue puissance globale, au cas où elle accéderait vraiment à ce rang – en dépit des obstacles internes et externes précédemment mentionnés. Une Grande Chine dominant la région et soutenue par la diaspora chinoise de Singapour, Bangkok, Kuala-Lumpur, Manille et Djakarta – sans parler de Taiwan et de Hong Kong –, immensément riche et dominant l'économie (voir les chiffres démesurés indiqués ci-après)³, et

3. Selon la revue *Yazhou Zhoukan* (La semaine de l'Asie), du 25 septembre 1994, le total des actifs des 500 sociétés les plus puissantes d'Asie du Sud-Est, appartenant à des Chinois, s'élevait à 540 milliards de dollars. D'autres estimations sont encore plus élevées : *The International Economy*



qui pénétrerait l'Asie centrale et l'Extrême-Orient de la Russie, rayonnerait alors sur une superficie à peu près égale à celle de

de novembre/décembre 1996 annonçait que le revenu annuel des quelque 50 millions de Chinois d'outre-mer était à peu près égal au montant indiqué ci-dessus, ce qui équivalait approximativement au PNB de la Chine continentale. D'après cet article, les Chinois d'outre-mer contrôleraient près de 90 % de l'économie indonésienne, 75 % de l'économie thaïlandaise, 50 à 60 % de celle de Malaisie et la totalité de celle de Taiwan, Hong Kong et Singapour. Les craintes suscitées par ce constat ont conduit un ancien ambassadeur d'Indonésie au Japon à faire une déclaration publique dans laquelle il mettait en garde le monde contre « une intervention économique chinoise dans la région », qui pourrait non seulement chercher à tirer profit de sa présence, mais pourrait également établir des « gouvernements fantoches », sponsorisés par elle. Saydiman Suryohadiprojo, « Quelle attitude adopter face au problème de la Chine et de Taiwan », *Asahi Shimbun* (Tokyo), 23 septembre 1996.

l'empire chinois avant son déclin, il y a cent cinquante ans. Quant à son rayonnement géopolitique, il serait même supérieur grâce à l'alliance passée avec le Pakistan. La puissance et le prestige de plus en plus grand de la Chine pourraient bien amener les riches Chinois d'outre-mer à se reconnaître dans les aspirations de la Chine. Ils constitueraient alors une avant-garde puissante de la force impériale qui guide cette dernière. Les Etats d'Asie du Sud-Est, pour leur part, pourraient juger plus prudent de respecter les positions politiques de la Chine et ses intérêts économiques. C'est d'ailleurs l'attitude qu'ils adoptent déjà, et de plus en plus souvent. En ce qui concerne les nouveaux États d'Asie centrale, ils considèrent la Chine comme une puissance qui a tout intérêt à les aider à conserver leur indépendance, puisqu'ils constituent une zone tampon qui la protège de la Russie.

En tant que puissance mondiale, la Chine engloberait certainement une région importante au sud, notamment l'Indonésie et les Philippines, qui se verraiient contraintes d'accepter le fait que la marine chinoise est devenue la force dominante en mer de Chine méridionale. Une Chine de cette envergure serait sans doute plus tentée de résoudre le problème de Taiwan par la force, sans tenir compte de la position américaine. À l'ouest, l'Ouzbékistan, l'État d'Asie centrale le plus résolu à résister aux incursions de la Russie sur son ancien domaine impérial, pourrait être favorable, tout comme le Turkménistan, à une alliance avec la Chine qui ferait contrepoids ; la Chine, d'autre part, pourrait affirmer avec plus de conviction sa volonté d'exercer, de concert avec la Russie, une influence sur le Kazakhstan, qui souffre de vulnérabilité nationale en raison de ses divisions ethniques. Une Chine géante sur le plan politique et économique pourrait également revendiquer une influence plus directe sur la région extrême-orientale de la Russie et placer, dans le même temps, la réunification de la Corée sous son égide.

Mais une pareille Chine aurait également plus de chances de se heurter à une ferme opposition extérieure. La deuxième carte met en évidence le fait que, à l'ouest, la Russie et l'Inde auraient toutes deux de bonnes raisons géopolitiques

de s'unir pour repousser la menace chinoise. Ces deux pays concentreraient certainement leur coopération sur l'Asie centrale et le Pakistan, les deux régions où leurs intérêts seraient les plus menacés par la Chine. Dans le sud, l'opposition la plus forte proviendrait du Viêt-nam et de l'Indonésie (probablement soutenue par l'Australie). À l'est, les États-Unis, avec l'appui probable du Japon, opposeraient une résistance farouche à tout effort chinois visant à dominer la Corée et à réintégrer Taiwan par la force, deux gestes qui obligeraient les États-Unis à se contenter du perchoir instable et isolé qu'offre le Japon à la présence américaine en Extrême-Orient.

Enfin, la probabilité de voir ces scénarios se réaliser pleinement ne dépend pas seulement du développement de la Chine, mais également, dans une large mesure, de la présence et du comportement américains. Un désengagement des États-Unis rendrait le second scénario plus probable, bien que, pour que le premier se dessine, il faudrait que les États-Unis se montrent conciliants et renoncent à certaines de leurs aspirations. Les Chinois en ont parfaitement conscience. C'est pourquoi le principal objectif de la politique chinoise devrait être d'influencer l'attitude américaine et surtout de modifier les fondements de l'alliance critique nippo-américaine ; la Chine devra également prendre en considération cet objectif dans la tactique des relations qu'elle entretient avec les autres États.

En réalité, si la Chine s'oppose aux États-Unis, ce n'est pas tant à cause des actions de ces derniers qu'en raison de la position qu'ils occupent aujourd'hui. La Chine considère que les États-Unis exercent une hégémonie sur le monde et que leur présence même dans la région, qui repose sur la domination du Japon, contribue à restreindre l'influence chinoise. Selon les termes d'un analyste chinois travaillant au ministère des Affaires étrangères : « L'objectif stratégique des États-Unis est d'obtenir l'hégémonie sur le monde entier et ils ne sauraient tolérer l'apparition d'une grande puissance sur les continents européens et asiatiques, laquelle pourrait constituer une menace

pour leur position de leader⁴. » Aussi, en raison de ce qu'ils sont et de leur simple présence, les États-Unis deviennent involontairement l'adversaire de la Chine au lieu d'être leur allié naturel.

C'est pourquoi la politique chinoise – conformément à l'ancienne sagesse stratégique de Sun Tsu – devrait utiliser la puissance des États-Unis afin de venir à bout de l'hégémonie américaine sans recourir à la force, mais sans pour autant laisser les aspirations régionales latentes du Japon prendre corps. À cette fin, la Chine, en matière de géostratégie, doit poursuivre simultanément deux objectifs, définis d'une manière plutôt indirecte par Deng Xiaoping, en août 1994 : « En premier lieu, s'opposer à toute hégémonie ou politique d'intimidation et sauvegarder la paix, en deuxième lieu, établir un nouvel ordre politique et économique mondial. » Le premier objectif est de toute évidence dirigé contre les États-Unis et vise à réduire la prépondérance américaine, tout en évitant un affrontement militaire qui anéantirait les efforts que la Chine déploie pour accéder au rang de puissance économique. Quant au second, il consiste à remettre en question la répartition du pouvoir mondial, en profitant du ressentiment de certains États clés à l'égard de la hiérarchie mondiale actuelle, dont les États-Unis occupent le sommet, avec le soutien de l'Europe (ou de l'Allemagne) en Eurasie extrême-occidentale et du Japon en Extrême-Orient.

Le second objectif contraint la Chine à mettre en œuvre une géostratégie régionale, qui évite tout conflit sérieux avec ses proches voisins, tout en poursuivant sa quête de suprématie sur la zone. L'amélioration tactique des relations sino-russes pourrait se révéler particulièrement opportune, surtout dans la mesure où la Russie est aujourd'hui plus faible que la Chine.

4. Song Yimin, « A Discussion of the Division and Grouping of Forces in the World after the End of the Cold War », *International Studies* (Institut d'études internationales de Chine, Pékin) n° 6-8, 1996, p. 10. Le fait que cette conception des États-Unis constitue le point de vue des dirigeants suprêmes de la Chine a été confirmé par la parution d'une version abrégée de cette analyse dans l'organe officiel du Parti, *Renmin Ribao* (Le Quotidien du peuple), 29 avril 1996.

C'est pourquoi en avril 1996, les deux pays se sont unis pour dénoncer « l'hégémonisme » et déclarer dans le même temps que l'extension de l'OTAN était « intolérable ». Cependant, il est peu probable que la Chine envisage sérieusement la possibilité d'une véritable alliance sino-russe à long terme, car elle aurait pour conséquence de renforcer l'alliance nippo-américaine, alors que la Chine souhaiterait voir cette dernière se déliter. Par ailleurs, cette alliance nippo-américaine empêcherait la Chine d'accéder à des technologies modernes et à des capitaux, indispensables à son développement.

Comme avec la Russie, la Chine doit éviter toute collision directe avec l'Inde, même si elle entretient une étroite coopération militaire avec le Pakistan et la Birmanie. Une politique d'affrontement ouvert aurait pour effet de nuire au compromis, opportun sur un plan tactique, auquel elle est arrivée avec la Russie, et de pousser l'Inde à entretenir une coopération plus étroite avec les États-Unis. Étant donné que l'Inde fait également montre d'un sentiment anti-occidental et réprouve l'hégémonie mondiale existante, un apaisement des tensions sino-indiennes s'inscrit parfaitement dans l'ensemble des objectifs géostratégiques de la Chine.

Ces considérations s'appliquent également aux relations que la Chine entretient aujourd'hui avec l'Asie du Sud-Est dans son ensemble. Même s'ils revendiquent unilatéralement et avec force la mer de Chine méridionale, les Chinois, dans le même temps, cultivent leurs relations avec les dirigeants d'Asie du Sud-Est (sauf ceux du Viêt-nam dont l'hostilité est historique), tirant profit des sentiments anti-occidentaux les plus marqués (notamment sur la question des valeurs occidentales et des droits de l'homme), que les dirigeants de la Malaisie et de Singapour ont clairement exprimé ces dernières années. Les Chinois apprécient particulièrement la rhétorique anti-américaine du Premier ministre de Malaisie Mahatir, qui, en mai 1996 à l'occasion d'un forum se tenant à Tokyo, a publiquement remis en cause la nécessité d'un traité de sécurité américano-japonais, demandant contre quel ennemi l'alliance était censée être dirigée et déclarant que la Malaisie, pour sa part, n'avait pas besoin d'alliés. Les Chinois, de toute évidence, savent que

leur influence dans la région se trouverait automatiquement renforcée par la moindre attaque qui viendrait miner le prestige américain.

Dans le même esprit, la politique actuelle de la Chine à l'égard de Taiwan semble consister à exercer une pression continue. Alors qu'ils avaient jusqu'alors adopté une position ferme, excluant tout compromis quant au statut international de Taiwan, au point d'être déterminés à provoquer volontairement des tensions internationales pour montrer combien la question était sérieuse à leurs yeux (témoin la mini-crise de mars 1996), les dirigeants chinois ont fini par prendre conscience du fait qu'ils ne disposaient pas, pour lors, de la puissance nécessaire pour obtenir, par la contrainte, une solution satisfaisante. Ils se sont aperçus que s'en remettre prématûrément à la force les précipiteraient dans un conflit avec les États-Unis, dont ils ressortiraient, par leur faute, vaincus, mais qui renforcerait le rôle de garant de la paix des États-Unis. Par ailleurs, les Chinois reconnaissent eux-mêmes que la manière dont Hong Kong sera « digéré » déterminera, dans une large mesure, la future émergence d'une Grande Chine.

Quant à l'amélioration des relations de la Chine avec la Corée du Sud, elle fait également partie d'une politique qui consiste à consolider les flancs afin de se concentrer avec efficacité sur l'objectif central. Si l'on considère l'histoire de la Corée et les sentiments nationaux, un compromis sino-coréen contribue en soi à réduire le rôle potentiel du Japon dans la région et jette les fondements du rétablissement de relations plus traditionnelles entre la Chine et la Corée (qu'elle soit réunifiée ou demeure divisée).

Mais surtout, la progression pacifique de l'influence chinoise dans la région facilite la poursuite de l'objectif central, que le stratège Sun Tsu de l'ancienne Chine aurait pu formuler en ces termes : « Réduire la puissance régionale des États-Unis à un degré tel que l'Amérique affaiblie aurait alors besoin d'une Chine dominant la région pour alliée, voire d'une Chine mondialement puissante pour partenaire. » Il faut chercher à atteindre ce but sans pour autant provoquer une intensification

de l'alliance nippo-américaine ni encourager le remplacement des États-Unis par le Japon.

Pour y parvenir, la Chine cherche à court terme à empêcher la consolidation et l'expansion de la coopération américano-japonaise. Aussi a-t-elle éprouvé une certaine crainte face à l'intensification, début 1996, de la coopération américano-japonaise en matière de sécurité – de l'Extrême-Orient, elle s'est étendue à l'Asie-Pacifique –, car elle y voyait non seulement une menace directe pour ses intérêts, mais aussi le fondement d'un système de sécurité asiatique dominé par les États-Unis et visant à contenir la Chine. (Le Japon en serait la cheville ouvrière vitale⁵, à l'instar de l'Allemagne au sein de l'OTAN pendant la guerre froide.) D'une manière générale, Pékin a perçu cet arrangement comme un moyen de faciliter l'émergence éventuelle du Japon en tant que puissance militaire, un Japon qui serait peut-être en mesure de compter sur la force pour résoudre, seul, ses principaux différends économiques et maritimes.

La Chine est donc susceptible d'attiser les craintes, encore fortes en Asie, que susciter le rôle militaire prédominant joué par le Japon, afin de contenir les États-Unis et d'intimider Tokyo.

Quoi qu'il en soit, d'après les calculs stratégiques de la Chine, l'hégémonie américaine, à terme, ne saurait durer. Bien

5. Wang Chunyin présente dans « Les conditions de sécurité dans la zone Asie-Pacifique au début du xx^e siècle », *Guoji Zhanwang* (Perspective mondiale), février 1996, une analyse minutieuse de la présumée tentative américaine d'élaborer ce système asiatique anti-Chine. Un autre analyste chinois a avancé l'idée que l'accord américano-japonais en matière de sécurité, « Bouclier de défense » destiné à contenir la puissance soviétique, s'était métamorphosé en une « Lance de combat » pointée sur la Chine (Yang Baijang, « Les implications de la déclaration de sécurité américano-japonaise », *Xiandai Gutigli Guanxi* (Relations contemporaines internationales), 20 juin 1996). Le 31 janvier 1997, l'organe quotidien officiel du PC chinois, *Renmin Ribao*, a publié un article intitulé « Le renforcement de l'alliance militaire va à l'encontre des tendances contemporaines », qui déclarait que la nouvelle définition de la coopération militaire américano-japonaise était un « coup risqué ».

que certains Chinois, notamment parmi les militaires, considèrent les États-Unis comme leurs ennemis implacables, Pékin s'attend plutôt à ce que l'Amérique se retrouve isolée dans la région, en raison de la confiance excessive qu'elle accorde au Japon, et estiment que la dépendance américaine à l'égard de Tokyo deviendra toujours plus forte, tout comme s'accentueront les contradictions entre ces deux pays et les craintes américaines face au militarisme japonais. Ces dissensions permettront à la Chine de dresser ces deux États l'un contre l'autre, comme elle l'avait fait précédemment en semant la discorde entre les États-Unis et l'Union soviétique. Du point de vue de Pékin, le moment viendra où les États-Unis prendront conscience que pour maintenir leur influence dans la région Asie-Pacifique, ils n'ont d'autre choix que de se tourner vers leur allié naturel du continent asiatique.

Japon : l'international prend le pas sur le régional

Aussi l'avenir géopolitique de la Chine dépend-il largement de l'évolution des rapports nippo-américains. Depuis 1949, année qui a marqué la fin de la guerre civile chinoise, la politique étrangère des États-Unis en Extrême-Orient repose sur le Japon. À l'origine simple site de l'occupation militaire américaine, le Japon est par la suite devenu la base de la présence politico-militaire des États-Unis dans la région Asie-Pacifique ainsi que son allié mondial le plus important, même si le Japon est en même temps un protectorat en matière de sécurité. L'émergence de la Chine pose cependant la question de savoir si la relation étroite nouée entre ces deux pays perdurera – et dans quel but – dans un contexte régional en mutation. Le Japon prendrait nécessairement part à une alliance dirigée contre la Chine, mais quelle attitude adopterait-il s'il lui fallait s'accommoder de l'essor de ce pays, quelle que soit la forme qu'il prenne, même si cela devait réduire la suprématie des États-Unis dans cette région ?

Tout comme la Chine, le Japon est un État-nation conscient de son caractère unique et de son statut particulier. Son passé insulaire, sa mythologie impériale même, ont prédisposé le

peuple japonais travailleur et discipliné à considérer qu'il méritait un style de vie à part, supérieur, qu'il a d'abord protégé en s'enfermant dans un extraordinaire isolationnisme puis, face à l'essor du reste du monde au XIX^e siècle, en tentant de créer son propre empire sur le continent asiatique à l'image des empires européens. L'expérience désastreuse de la Seconde Guerre mondiale a ensuite obligé les Japonais à se concentrer sur un seul et unique objectif, le redressement économique, et a remis en question, par la même occasion, la mission dont ils se croyaient investis.

Les craintes actuelles que nourrissent les Américains à l'égard d'une Chine dominante rappellent la paranoïa que suscitait le Japon aux États-Unis dans un passé encore relativement proche. Il y a dix ans à peine, commentateurs et hommes politiques américains prédisaient à qui voulait les entendre que la domination du Japon était inévitable et imminente, qu'il était en passe de devenir le « super État » mondial, qu'il était prêt non seulement à détrôner les États-Unis (voire à les acheter !), mais aussi à imposer au monde une sorte de *pax nipponica*. Le phénomène ne s'est pas limité aux États-Unis. Les Japonais eux-mêmes ont pris le relais, publiant dans leur pays nombre de best-sellers soutenant la thèse que le Japon était destiné à l'emporter sur les États-Unis dans la bataille pour la technologie de pointe, et qu'il deviendrait bientôt le centre d'un « empire mondial de l'information », face à une Amérique vouée au déclin en raison de l'usure de l'histoire et du laisser-aller social.

Ces analyses hâtives négligeaient la vulnérabilité dont souffrait, et souffre encore, le Japon. Il est vulnérable aux moindres perturbations des échanges commerciaux mondiaux, et plus encore aux perturbations de l'équilibre mondial en général, et il est en proie à des faiblesses nationales d'ordre démographique, social et politique. Le Japon a beau être riche, dynamique et économiquement puissant, il n'en est pas moins un État isolé dans sa région et politiquement limité dans la mesure où il est tributaire d'un allié puissant qui s'avère être non seulement le garant de l'ordre mondial (si crucial pour le Japon), mais aussi son principal rival économique.

Les nouvelles générations de Japonais, qui ne ressentent plus

la honte et le traumatisme infligés par la Seconde Guerre mondiale, n'accepteront sans doute plus très longtemps la position qu'occupe aujourd'hui le Japon, à savoir celle de puissance économique respectée dans le monde, mais qui, d'autre part, favorise l'extension du pouvoir américain. À l'instar de la Chine, mais de manière moins prononcée, le Japon est un pays qui ne se satisfait pas du *statu quo* mondial, et ce, pour des raisons relevant de l'histoire, des questions d'amour-propre. Il a le sentiment, à juste titre souvent, qu'il est en droit d'attendre une reconnaissance réelle de son statut de puissance mondiale, mais il est également conscient du fait que sa dépendance vis-à-vis des États-Unis en matière de sécurité est utile, certainement (et même rassurante pour ses voisins asiatiques), mais constitue un obstacle à cette reconnaissance.

Par ailleurs, l'influence grandissante de la Chine sur le continent asiatique et l'idée qu'elle rayonnera très vite sur des régions maritimes d'importance économique vitale pour le Japon, ne font qu'intensifier le sentiment ambigu que lui inspire son avenir géopolitique. D'un côté, le Japon se sent profondément proche de la Chine, culturellement et sur d'autres plans, et croit confusément à une identité asiatique commune. Certains Japonais peuvent également penser que l'émergence d'une Chine plus forte aura pour effet d'accroître l'importance du Japon aux yeux des États-Unis, dont le pouvoir déclinera dans la région. De l'autre, la Chine représente aux yeux de nombreux Japonais l'éternel rival, l'ennemi héritaire, et une menace pour la stabilité de la région. Aussi le lien de sécurité qui l'unit aux États-Unis devient-il plus important que jamais, même s'il accroît le ressentiment des nationalistes les plus fervents face aux restrictions agaçantes imposées au Japon en matière d'indépendance politique et militaire.

On peut dresser une comparaison rapide entre la situation du Japon en Eurasie extrême-orientale et celle de l'Allemagne en Eurasie extrême-occidentale. L'un comme l'autre sont le principal allié des États-Unis dans la région concernée. Le pouvoir américain en Europe et en Asie est en effet directement tributaire des alliances étroites passées avec ces deux pays. L'un comme l'autre ont des institutions militaires dignes de ce nom,

mais ni l'un ni l'autre ne sont indépendants en la matière : l'Allemagne est limitée par son adhésion militaire aux forces de l'OTAN tandis que le Japon souffre des restrictions que lui impose sa constitution (dont l'élaboration a été influencée par les États-Unis) et par le traité de sécurité qui le lie aux États-Unis. L'un comme l'autre sont des puissances commerciales et financières exerçant une domination sur leur région et reconnues à l'échelle mondiale. L'un comme l'autre peuvent être considérés comme des puissances quasi mondiales, et les deux pays sont irrités devant le refus insistant qu'on leur oppose de faire partie des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, refus qui revient à leur dénier toute reconnaissance officielle.

Mais les différences entre ces deux pays ne leur confèrent pas la même portée géopolitique. La relation actuelle de l'Allemagne avec l'OTAN place ce pays sur un pied d'égalité avec ses principaux alliés européens et, en vertu du Traité de l'Atlantique Nord, l'Allemagne a contracté des obligations de défense réciproque vis-à-vis des États-Unis. Le traité de défense nippo-américain prévoit l'obligation pour les États-Unis de défendre le Japon, mais n'envisage pas le recours, ne serait-ce que symbolique, aux forces armées japonaises pour la défense des États-Unis. En réalité, ce traité n'est que la codification d'une relation de protection.

En outre, l'Allemagne, du fait de son adhésion dynamique à l'Union européenne et à l'OTAN, n'est plus considérée par ses voisins, victimes de ses agressions par le passé, comme une menace, mais comme un partenaire économique et politique sérieux. D'aucuns voient même d'un bon œil l'éventuelle émergence d'une *Mitteleuropa* avec à sa tête l'Allemagne, puissance régionale salutaire. Une pareille attitude serait peu envisageable de la part des voisins asiatiques du Japon, qui ont conservé une grande animosité envers lui depuis la Deuxième Guerre mondiale. Leur ressentiment est en outre renforcé par la hausse du yen, qui a non seulement donné lieu à des critiques acerbes mais a de surcroît entravé la réconciliation avec la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et même la Chine, dont 30 % des dettes à long terme envers le Japon sont en yens.

Le Japon n'a pas non plus l'équivalent en Asie de ce qu'est la France pour l'Allemagne, à savoir un véritable partenaire régional, plus ou moins à égalité avec elle. La forte attirance culturelle du Japon pour la Chine, mêlée d'un certain sentiment de culpabilité, est réelle, mais ambiguë sur le plan politique en ce sens qu'aucun des deux pays ne fait confiance à l'autre et n'est prêt à accepter la suprématie de l'autre sur la région. Japon n'a pas non plus l'équivalent allemand de la Pologne, voisin bien plus faible mais important sur le plan géopolitique, avec qui la réconciliation et même la coopération sont devenues une réalité. La Corée, surtout après sa réunification, pourrait tenir ce rôle, mais les relations entre la Corée et le Japon ne sont bonnes que sur le papier, les souvenirs coréens de la domination passée et le sentiment de supériorité culturelle du Japon venant saper toute possibilité de réconciliation réelle. Enfin, le climat entre le Japon et la Russie est nettement plus froid qu'entre l'Allemagne et la Russie, cette dernière occupant encore par la force les îles Kouriles du Sud, dont elle s'est emparée juste avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, paralysant ainsi les relations russo-japonaises. En un mot, contrairement à l'Allemagne, le Japon se trouve isolé dans sa région.

L'Allemagne partage en outre avec ses voisins des principes démocratiques ainsi qu'un héritage chrétien au sens large. Elle cherche également à s'identifier à une entité et à une cause transcendant sa dimension, à savoir « l'Europe », une façon peut-être pour elle de se sublimer. Le pendant asiatique de l'Europe n'existe pas. Le passé insulaire du Japon, son système démocratique actuel même tendent à séparer le Japon du reste de la région, malgré l'émergence récente de démocraties dans plusieurs pays asiatiques. De nombreux Asiatiques considèrent le Japon non seulement comme une nation égoïste, mais lui reprochent aussi de trop vouloir copier le modèle occidental et de refuser de remettre en cause avec eux l'opinion de l'Ouest sur les droits de l'homme et sur l'importance de l'individualisme. Ils ne considèrent pas le Japon comme une véritable nation asiatique, même si l'Ouest se demande parfois dans quelle mesure le Japon s'est véritablement occidentalisé.

Il est vrai que, bien que situé en Asie, le Japon éprouve un

certain malaise face à son identité asiatique, ce qui limite considérablement ses options géostratégiques. Une des options régionales qui s'offrirait à lui, celle d'un Japon prépondérant surpassant la Chine – non pas fondée sur la domination japonaise, mais sur une coopération régionale bénéfique dirigée par le Japon – ne semble pas viable pour des raisons historiques, politiques et culturelles profondes. Le Japon reste en outre dépendant de la protection militaire des États-Unis et du soutien international. L'abrogation ou même l'abandon progressif du traité liant ces deux pays rendraient le Japon immédiatement vulnérable aux bouleversements que pourrait produire une grave crise régionale ou mondiale. Le seul choix qui se présenterait alors au Japon serait d'accepter la prédominance régionale de la Chine ou de mettre en œuvre un programme de réarmement de grande envergure, qui ne serait pas seulement coûteux, mais présenterait de nombreux risques.

Il n'est donc pas étonnant que de nombreux Japonais considèrent comme anormale la situation actuelle de leur pays, à la fois puissance à l'influence quasi mondiale et protectorat en matière de sécurité. Toutefois, aucune alternative viable et radicale ne semble se profiler pour mettre un terme à cette situation. Malgré la diversité inévitable de points de vue des stratégies chinois sur certaines questions, les objectifs nationaux de la Chine sont relativement clairs et l'ampleur des ambitions géopolitiques de ce pays sur la région est relativement prévisible ; la vision géostratégique du Japon, quant à elle, tend à être plutôt floue, et l'opinion publique japonaise bien plus partagée.

La plupart des Japonais sont conscients du fait qu'un changement de stratégie majeur et brutal serait dangereux. Le Japon peut-il devenir une puissance régionale dans une zone où il fait encore l'objet de ressentiments et où la Chine est déjà en train de s'imposer en tant que première puissance régionale ? Doit-il cependant s'incliner devant la Chine ? Le Japon peut-il devenir une véritable puissance mondiale, sur tous les plans, sans pour autant mettre en péril le soutien des États-Unis, ni attiser l'animosité qu'il suscite dans la région ? S'agissant de l'Amérique, saura-t-elle s'abstenir d'intervenir en Asie, et, le cas échéant, sa réaction devant l'influence grandissante de la Chine

nuira-t-elle à la priorité accordée jusque-là à l'alliance américano-japonaise ? Pendant la majeure partie de la guerre froide, ces questions n'étaient pas d'actualité. Elles sont aujourd'hui essentielles et alimentent un débat animé au Japon.

Depuis les années cinquante, la politique étrangère du Japon est fondée sur quatre principes fondamentaux proclamés par le Premier ministre d'alors, Shigeru Yoshida. La doctrine Yoshida prévoyait que : 1) le développement économique devrait être l'objectif principal du Japon ; 2) le Japon devrait être faiblement armé et éviter tout engagement dans les conflits internationaux ; 3) le Japon devrait se conformer au *leadership* politique des États-Unis et accepter leur protection militaire, et enfin, 4) la diplomatie japonaise ne devrait pas relever d'une idéologie particulière, mais se concentrer essentiellement sur une coopération internationale. Cependant, comme de nombreux Japonais se sentaient également peu à l'aise face à l'engagement croissant du Japon dans la guerre froide, on a vu naître au cours de cette période l'utopie d'une semi-neutralité. En effet, il n'y a pas si longtemps, en 1981, Masayoshi Ito, ministre des Affaires étrangères, s'est vu contraint de démissionner pour avoir autorisé l'utilisation du terme « alliance » (*domei*) pour définir les relations entre les États-Unis et le Japon.

Tout cela appartient désormais au passé. Le Japon était alors dans sa phase de redressement. La Chine se tenait volontairement à l'écart et l'Eurasie était divisée. En revanche, l'élite politique japonaise actuelle est bien consciente qu'un Japon riche, impliqué dans l'économie internationale, ne peut plus faire de l'enrichissement personnel l'objectif national principal sans provoquer la rancœur de la communauté internationale. Un Japon économiquement puissant, en particulier capable de concurrencer l'Amérique, ne peut pas rester le théâtre du prolongement de la politique étrangère américaine en cherchant dans le même temps à fuir toute responsabilité politique internationale. Un Japon politiquement influent, surtout s'il est en quête de reconnaissance internationale (notamment par l'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies), ne peut pas refuser de se prononcer sur des questions

cruciales de sécurité ou de géopolitique relatives à la paix mondiale.

Aussi des organismes japonais tant publics que privés ont-ils publié ces dernières années une myriade d'études et de rapports, auxquels sont venus s'ajouter une pléthore d'ouvrages souvent controversés écrits par des hommes politiques et des professeurs renommés, qui décrivaient les missions nouvelles incombant au Japon en cette période d'après guerre froide⁶. Beaucoup de ces ouvrages se livraient à des spéculations sur la durabilité et les avantages que présentaient une alliance de sécurité entre les États-Unis et le Japon, et prônaient une diplomatie japonaise plus active, envers la Chine notamment, ainsi qu'une présence militaire plus énergique dans la région. Si l'on avait dû juger de l'état des rapports entre les États-Unis et le Japon en fonction

6. Par exemple, la Commission Higuchi, conseil consultatif du Premier ministre, qui a souligné « Les trois piliers de la politique de sécurité du Japon » dans un rapport publié pendant l'été 1994, mettait l'accent sur la primauté des liens américano-japonais, mais se faisait aussi l'avocat d'un dialogue multilatéral en Asie en matière de sécurité ; le rapport du Comité Ozawa en 1994, « Esquisse d'un nouveau Japon », dans *Yomiuri Shimbun*, en mai 1995, qui soulignait l'importance d'une politique de sécurité mondiale, se montrait partisan notamment de l'utilisation à l'étranger des forces armées japonaises pour les opérations de maintien de la paix ; le rapport d'avril 1996 de l'Association de chefs d'entreprise japonais (*Keizai Doyukai*), préparé avec l'aide du groupe de réflexion de la banque Fuji, qui appelait à une plus grande symétrie dans le système de défense américano-japonais ; le rapport intitulé « Possibilité et rôle d'un système de sécurité dans la région Asie-Pacifique » soumis au Premier ministre en juin 1996 par le Forum japonais chargé des Affaires étrangères ; nombreux d'ouvrages et d'articles publiés ces dernières années, souvent plus polémiques et plus extrêmes dans leurs recommandations, et beaucoup plus fréquemment cités par les médias occidentaux que les rapports plus conventionnels mentionnés ci-dessus. Par exemple, un ouvrage de 1996 présenté par un général japonais a suscité maintes réactions dans la presse, en osant prétendre que, dans certaines conditions, les États-Unis manqueraient à leurs obligations et se refuseraient à défendre le Japon qui devrait, de ce fait, augmenter ses capacités de défense (cf. Yasuhiro Morino, « La Force d'autodéfense terrestre de la prochaine génération » et les commentaires qu'il a inspirés dans « Les mythes de l'Amérique volant à notre secours », *Sankei Shimbun*, 4 mars 1996).

de l'opinion publique, on aurait pu, à raison, penser qu'ils avaient atteint un stade critique au milieu des années quatre-vingt-dix.

Au niveau national, toutefois, les recommandations qui ont fait l'objet de discussions sérieuses ont été, d'une manière générale, relativement sobres et modérées. Les options extrêmes – pacifisme à tout crin (teinté d'anti-américanisme) ou réarmement massif et unilatéral (exigeant une révision de la constitution, et qui serait de toute évidence entrepris au mépris de la désapprobation de l'Amérique et de la région) – n'ont fait que peu d'adeptes. L'attrait de l'opinion publique pour le pacifisme s'est étiolé ces dernières années, tout comme l'unilatéralisme et le militarisme qui n'ont pas fait plus d'émules, malgré les plaidoyers brillants de certains porte-parole. L'opinion publique dans son ensemble, suivie sans aucun doute par l'élite influente du monde des affaires, a le sentiment profond qu'aucune de ces options n'offre une véritable issue politique, et que chacune aurait pour résultat, en fait, de mettre en péril le bien-être du Japon.

Le débat politique a avant tout été alimenté par la place que devrait occuper le Japon sur l'échiquier international, les dissensions relatives aux priorités géopolitiques passant au second plan. D'une manière générale, trois courants se sont dessinés, auxquels est venu s'ajouter un quatrième, de moindre importance. On peut les regrouper sous les appellations suivantes : les pro-américains sans réserve, les mercantilistes mondialistes, les réalistes dynamiques et les visionnaires internationalistes. En fin de compte, ces quatre groupes partagent le même objectif général : profiter de la relation étroite avec les États-Unis pour que le Japon obtienne sa reconnaissance sur le plan international sans pour autant s'attirer l'hostilité des pays d'Asie ni mettre en péril de façon prématurée la protection des États-Unis.

La première orientation se fonde sur l'hypothèse selon laquelle le maintien de la relation entre le Japon et les États-Unis, aussi asymétrique qu'elle puisse être, doit rester au cœur de la politique géostratégique du Japon. Ses adeptes, comme la plupart des Japonais, souhaitent la reconnaissance internationale

de leur pays et une plus grande égalité au sein de l'alliance, mais ont fait leur profession de foi de l'idée, énoncée par le Premier ministre Kiichi Miyazawa en janvier 1993, que « le monde, à l'aube du XXI^e siècle, dépendra dans une large mesure de la façon dont les États-Unis et le Japon [...] seront capables d'établir un *leadership* commun éclairé par une vision partagée des affaires internationales ». Ce point de vue est largement répandu au sein de l'élite politique internationaliste et de l'establishment des Affaires étrangères, au pouvoir depuis environ deux décennies. Sur les questions géostratégiques clés concernant le rôle de la Chine dans la région ou la présence américaine en Corée, ce groupe dominant a pris le parti des États-Unis, mais il entend cependant restreindre toute propension des États-Unis à rechercher l'affrontement avec la Chine. De fait, il s'est lui aussi trouvé de plus en plus enclin à souligner l'importance de liens resserrés entre le Japon et la Chine, liens qui arrivent juste derrière ceux avec les États-Unis par ordre d'importance.

La deuxième orientation ne remet pas en cause l'identification géostratégique de la politique étrangère du Japon à celle des États-Unis, mais considère que l'intérêt du Japon passe avant tout par sa reconnaissance et son acceptation en tant que puissance économique. Cette conception est généralement celle des bureaucraties influentes du MITI (ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie) et des dirigeants puissants des sociétés commerciales et d'exportation. Dans cette optique, la démilitarisation relative est un atout qu'il faut préserver. Si les États-Unis assurent la sécurité du pays, le Japon a les mains libres pour mettre en œuvre une politique économique mondiale qui lui permettra d'asseoir paisiblement sa réputation mondiale.

L'idéal, c'est que cette deuxième orientation permettrait au Japon de promouvoir une politique de neutralité, *de facto* tout au moins, l'Amérique contrebalançant le pouvoir de la Chine dans la région et assurant la protection de Taiwan et de la Corée du Sud, tandis que le Japon pourrait librement tisser des liens économiques plus étroits avec le continent asiatique et l'Asie du Sud-Est. Cependant, au vu des réalités politiques, les mercantilistes mondialistes acceptent l'alliance des États-Unis et du Japon (grâce à laquelle les dépenses budgétaires allouées à

l'armement japonais sont relativement faibles, puisqu'elles n'excèdent pas 1 % du PIB du pays) comme un arrangement indispensable ; mais ils ne sont pas pour autant prêts à lui donner plus de poids dans la région.

Le troisième groupe, les réalistes dynamiques, représente la nouvelle génération de politiciens et de théoriciens géostratégiques. Ils considèrent que le Japon, en tant que démocratie riche et couronnée de succès, a la possibilité, et même le devoir, de jouer un rôle déterminant dans le contexte de l'après-guerre froide. C'est de cette façon qu'il accédera à la reconnaissance internationale qu'il mérite en tant que moteur économique, comptant parmi les quelques grandes nations de ce monde. Cette idée d'un Japon fort a été émise dans les années quatre-vingt par le Premier ministre Nasuhiro Nakasone, mais c'est bien le rapport controversé du Comité Ozawa, publié en 1994 et intitulé à bon escient « Esquisse d'un nouveau Japon : Repenser une nation », qui exposait le mieux cette thèse.

Nommé d'après le nom du président du Comité, Ichiro Ozawa, leader politique centriste en pleine ascension, le rapport se faisait l'avocat d'une démocratisation de la culture politique hiérarchique du pays et d'une nouvelle définition de la position du Japon dans le monde. Appelant le Japon à devenir « un pays normal », le rapport recommandait le maintien des liens de sécurité avec les États-Unis, tout en conseillant au Japon de mettre un terme à sa passivité internationale en prenant une part active à la politique mondiale, et surtout en s'imposant comme le meneur des efforts déployés pour le maintien de la paix dans le monde. À cette fin, les restrictions imposées par la Constitution quant à l'envoi à l'étranger de forces armées japonaises devraient être levées.

Bien que nulle part l'auteur n'y ait fait ouvertement allusion, la notion d'émancipation géostratégique du Japon vis-à-vis de la couverture qu'offrent les États-Unis en matière de sécurité était sous-entendue dans le terme « pays normal ». Les partisans de cette troisième orientation défendaient l'idée que, sur les sujets d'importance mondiale, le Japon ne devrait pas hésiter à se faire le porte-parole de l'Asie au lieu de systématiquement se ranger derrière les États-Unis. S'agissant de questions épi-

neuses telles que le rôle croissant de la Chine dans la région ou l'avenir de la Corée, ils restaient dans un flou artistique qui les rapprochaient de leurs collègues plus traditionalistes. Ainsi, en matière de sécurité régionale, ils allaient dans le sens de la tendance japonaise toujours prédominante, qui consiste à laisser la responsabilité aux Américains de gérer ces deux points sensibles, le Japon n'intervenant que pour mettre un frein au zèle parfois excessif des États-Unis.

Au cours de la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, cette orientation réaliste dynamique était approuvée par la majorité de la population japonaise et commençait à influer sur la politique étrangère du pays. Durant les six premiers mois de 1996, le gouvernement japonais a commencé à parler de « diplomatie indépendante » (*jishu gaiko*) du Japon, même si le très prudent ministre des Affaires étrangères a préféré traduire cette formulation par le terme plus vague (et moins connoté pour les Américains) de « diplomatie dynamique ».

La quatrième orientation, celle des visionnaires internationalistes, a eu un impact bien moindre que les théories précédentes, mais elle est parfois utilisée pour insuffler une rhétorique plus idéaliste au point de vue japonais. Elle reflète généralement l'opinion de personnages hors du commun, tel que Akio Morita, ancien P-DG de Sony, qui incarnent l'importance pour le Japon de s'engager dans des objectifs mondiaux à caractère éthique. Invoquant souvent la notion de « nouvel ordre mondial », les visionnaires comptent sur le Japon – précisément parce qu'il n'est pas assailli de responsabilités géopolitiques – pour assumer le rôle de chef de file dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme véritablement libéral pour la communauté internationale.

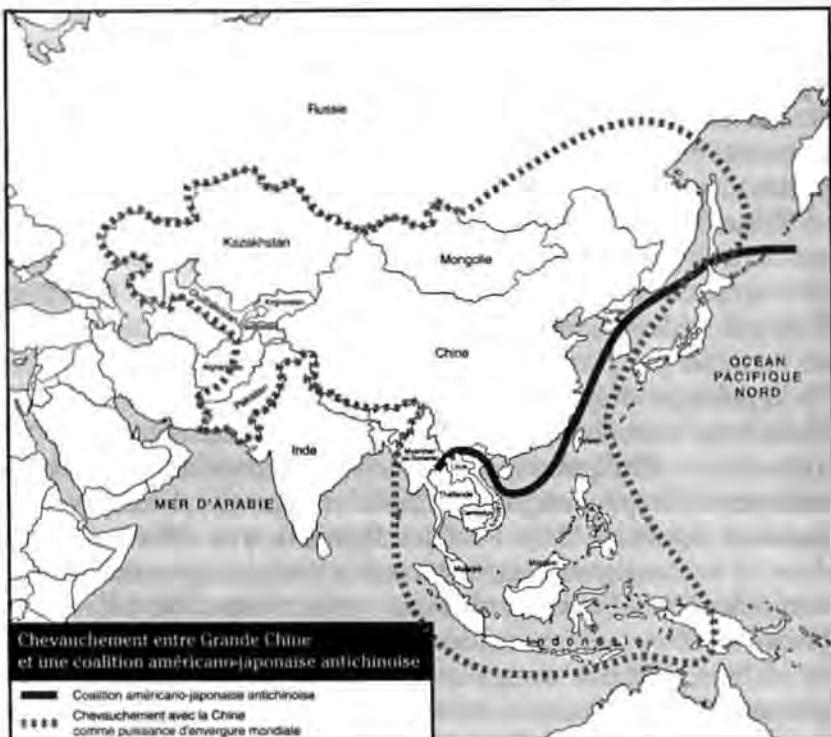
Toutes ces orientations s'accordent sur l'un des sujets clés de la région, à savoir l'intérêt pour le Japon de l'émergence d'une coopération multilatérale plus poussée dans la région Asie-Pacifique. Celle-ci aurait, au fil des ans, trois effets positifs : elle aiderait à enrôler la Chine (tout en la contenant de manière subtile) ; elle permettrait le maintien de la présence américaine en Asie tout en réduisant progressivement sa prédominance et, enfin, elle atténuerait les ressentiments envers le Japon et aug-

menterait de ce fait son influence. Bien qu'il soit peu probable qu'elle contribue à créer une sphère d'influence japonaise dans la région, une telle coopération permettrait au Japon d'obtenir un certain respect, en particulier dans les pays insulaires qui peuvent voir d'un mauvais œil l'influence croissante de la Chine.

Toutes ces orientations s'accordent également sur le fait qu'il est de loin préférable de ménager la Chine plutôt que de laisser le soin aux États-Unis de la contenir directement. En effet, l'idée de céder les rênes aux États-Unis sur la question chinoise ne recueille pas particulièrement l'approbation des responsables de la politique étrangère du Japon, pas plus d'ailleurs que l'idée d'une coalition informelle regroupant les États insulaires de Taiwan, des Philippines, de Brunei et d'Indonésie, qui contrebalaancerait le pouvoir de la Chine et recevrait le soutien du Japon et des États-Unis. Pour les Japonais, tout effort entrepris dans ce sens exigerait une présence militaire importante et illimitée des États-Unis tant au Japon qu'en Corée. Par ailleurs, la prophétie d'une collision avec la Chine n'aurait pas besoin, pour se réaliser, d'autres causes que le conflit explosif des intérêts géopolitiques régionaux chinois et américano-japonais (voir carte p. 236) que cet effort engendrerait⁷. L'émancipation progressive du Japon s'en trouverait bloquée et le bien-être économique de l'Extrême-Orient menacé.

De la même façon, très peu se prononcent en faveur d'une grande entente entre le Japon et la Chine. Un tel revirement dans le jeu des alliances aurait pour conséquence de fortement déstabiliser la région : il provoquerait le retrait des États-Unis, suivi rapidement de la subordination de la Corée et de Taiwan à la Chine, et mettrait le Japon à la merci de cette dernière. Sauf pour quelques extrémistes, cette perspective n'est pas très attrayante. La Russie étant géopolitiquement marginalisée

7. Certains conservateurs ont été tentés par la notion d'une relation particulière entre le Japon et Taiwan, ce qui a donné lieu, en 1996, à la création d'une « Association de parlementaires pour le Japon et Taiwan » afin de promouvoir cet objectif. Comme il fallait s'y attendre, la Chine s'est montrée hostile à cette association.



aujourd'hui et, pour des raisons historiques, ne représentant pas une alternative désirable, le Japon n'a guère d'autre solution que de respecter le consensus fondamental selon lequel le lien qui l'unit aux États-Unis constitue sa seule bouée de sauvetage. Sans eux, le Japon ne peut pas s'approvisionner en pétrole de manière régulière ni se protéger de la bombe atomique des Chinois et bientôt, sans doute, de celle des Coréens. La seule véritable question politique pour le Japon consiste à savoir comment utiliser la protection des États-Unis afin de servir ses propres intérêts.

C'est pourquoi les Japonais se sont pliés à la volonté des Américains de développer plus avant la coopération militaire entre les deux pays, et ont également accepté son élargissement puisque de « l'Extrême-Orient », elle s'étend aujourd'hui à « l'Asie-Pacifique ». Dans le même ordre d'idée, le gouverne-

ment japonais, dans son rapport publié au début de 1996 sur les principes régissant leur défense commune, a suggéré, au sujet de l'intervention possible des forces armées japonaises, de remplacer « les cas d'urgences en Extrême-Orient » par « les cas d'urgence dans les régions voisines du Japon ». La volonté du Japon de satisfaire l'Amérique à cet égard a également été motivée par le doute que Tokyo nourrit au sujet de la capacité de résistance dont l'Amérique pourra faire preuve à long terme en Asie et par la crainte que l'émergence de la Chine ne place un jour le Japon devant un choix inacceptable : être allié avec les États-Unis face à la Chine, ou seul face à la Chine, sans l'Amérique.

Pour le Japon, le dilemme fondamental repose aussi sur un impératif historique : puisqu'il lui est impossible de devenir un pouvoir régional dominant, et que l'idée de devenir une puissance mondiale à part entière n'est pas envisageable sans fondement régional, le Japon, s'il veut devenir un leader mondial, doit s'engager activement dans le maintien de la paix internationale et dans le développement économique. En profitant de l'alliance militaire avec les États-Unis pour assurer la stabilité de l'Extrême-Orient, sans pour autant permettre qu'elle n'évolue vers une coalition antichinoise, le Japon peut se fixer à moindres risques une mission distincte d'envergure mondiale : celle de mettre en place une coopération véritablement internationale, mieux institutionnalisée. Il deviendrait alors, tout en jouissant d'une plus grande influence et d'une plus grande puissance planétaires, l'équivalent du Canada : un État respecté pour l'utilisation constructive de ses richesses et de son pouvoir, et qui ne susciterait ni craintes ni ressentiments.

Le compromis géostratégique des États-Unis

Il est du devoir des États-Unis, en matière de politique étrangère, de veiller à ce que le Japon se concentre sur cet objectif, et que l'accession de la Chine à la domination régionale ne vienne pas entraver la création d'un équilibre entre les puissances en Asie orientale, équilibre fondé sur une relation triangulaire stable. Les efforts entrepris par l'Amérique pour

contenir tant le Japon que la Chine et pour sauvegarder cet équilibre dont elle constituerait elle aussi un pilier mettront à l'épreuve les capacités américaines en matière de diplomatie et de politique. En mettant de côté son obsession passée de la menace que pouvait représenter l'ascension économique du Japon et en rejetant l'effroi né de l'idée d'une Chine forte sur le plan politique, elle insufflera un réalisme serein à une politique qui doit reposer sur un calcul stratégique prudent : canaliser l'énergie du Japon vers l'international et faire accepter au pouvoir chinois de se satisfaire des affaires régionales.

C'est de cette façon, et de cette façon seulement, que l'Amérique sera capable de créer en Eurasie orientale continentale le pendant géopolitique d'une Europe située à la périphérie occidentale de l'Eurasie, à savoir un pouvoir régional structuré reposant sur des intérêts communs. Toutefois, contrairement à ce qui s'est passé en Europe, la création d'une tête de pont démocratique dans la partie orientale de l'Asie est loin d'être immédiate. En Extrême-Orient, redéfinir l'alliance avec le Japon permettrait avant tout aux États-Unis de s'adapter à une Chine exerçant sa suprématie dans la région.

Pour les États-Unis, plusieurs conclusions géostratégiques importantes découlent de l'analyse présentée dans les deux sections précédentes du présent chapitre.

L'idée dominante selon laquelle la Chine est vouée à bientôt s'imposer comme la nouvelle puissance mondiale n'a pas pour seul effet d'engendrer la paranoïa du reste de la planète ; elle nourrit également la mégalomanie de la Chine elle-même. Dans le meilleur des cas, les craintes suscitées par cette idée sont prématuées ; dans le pire des cas, la prédiction se réalisera inévitablement d'elle-même. Aussi serait-il inutile de mettre sur pied une coalition destinée à empêcher son accession au statut de grande puissance. Cela ne ferait que la rendre hostile d'une part, et tout effort en faveur d'une coalition contre la Chine risquerait d'autre part de compromettre les relations entre les États-Unis et le Japon, puisque la plupart des Japonais s'opposeraient très certainement à semblable coalition. En conséquence, les États-Unis devraient donc renoncer à exercer des pressions sur le Japon pour qu'il assume des responsabilités

toujours plus grandes en matière de défense dans la région Asie-Pacifique. Les efforts entrepris dans ce sens ne font qu'entraver l'émergence possible d'une relation stable entre le Japon et la Chine tout en continuant d'isoler le Japon dans la région.

Mais étant donné que la Chine n'est en réalité pas près de devenir cette puissance mondiale – et que pour cette raison, il serait peu avisé de mettre en œuvre une politique visant à la contenir dans la région – il est préférable de la traiter comme un acteur crucial sur l'échiquier mondial. L'attirer dans une coopération internationale plus large et lui donner le statut dont elle rêve aura pour effet de freiner ses ambitions les plus folles. Aussi serait-il bon de faire participer la Chine au sommet annuel des pays les plus puissants du monde, à savoir le G7, d'autant plus que la Russie y a été conviée ces dernières années.

En dépit des apparences, la Chine ne dispose pas d'un large éventail d'options stratégiques. Le succès continu de sa politique économique est encore largement tributaire de l'influx de technologie et de capitaux occidentaux et de son accès aux marchés étrangers, ce qui limite considérablement ses choix. S'allier à une Russie instable et appauvrie n'améliorerait en rien ses perspectives économiques et géopolitiques (sans compter que pour la Russie, cela reviendrait à une subordination). Aussi, même si pour ces deux pays cette idée est très tentante d'un point de vue tactique, elle ne constitue pas pour autant une démarche géostratégique viable. L'aide à l'Iran et au Pakistan est aujourd'hui plus importante pour la stratégie régionale de la Chine, mais elle ne peut servir de point de départ à une véritable quête du statut de puissance mondiale. Une coalition « anti-hégémonique » représenterait l'option de la dernière chance si la Chine se sentait entravée par les États-Unis (soutenus par le Japon) dans ses aspirations nationales ou régionales. Mais il s'agirait alors d'une coalition de pauvres, voués à le rester, en dépit de leur union, un long moment encore.

Une Grande Chine est en train de se profiler en Eurasie en tant que puissance régionale. En tant que telle, elle pourrait tenter de s'imposer à ses voisins d'une manière qui serait susceptible de déstabiliser la zone ; elle pourrait également, dans la droite ligne de son passé impérial, se contenter d'exercer une

continent. On doit reconnaître que la Chine n'a jamais totalement accepté la séparation définitive de cette île. Cette question pourrait, à un moment ou à un autre, donner lieu à une confrontation directe entre les États-Unis et la Chine. Or toutes les parties concernées en subiraient les conséquences : l'essor économique de la Chine serait freiné, les liens entre l'Amérique et le Japon en souffriraient, et les efforts entrepris par les États-Unis pour établir un équilibre stable du pouvoir en Eurasie orientale seraient contrecarrés.

Aussi est-il crucial d'obtenir de tous les protagonistes la plus grande clarté à ce sujet. Même si, dans un futur proche, la Chine n'aura pas les moyens de réellement contraindre Taiwan, Pékin doit comprendre, montrer qu'il est convaincu même, que les États-Unis ne pourraient se permettre de rester passifs si la Chine tentait de réintégrer Taiwan par la force des armes, car dans ce cas une non-intervention des États-Unis aurait des effets désastreux sur leur position en Extrême-Orient.

En d'autres termes, les États-Unis interviendraient pour défendre non pas l'indépendance de Taiwan, mais leurs propres intérêts géopolitiques dans la région Asie-Pacifique. Il s'agit là d'une distinction importante. Les États-Unis n'ont pas, en soi, un avantage particulier à l'indépendance de Taiwan. L'Amérique s'est en fait toujours officiellement prononcée en faveur d'une Chine unique, et ne devrait pas changer d'opinion. Mais les moyens qu'utilisera la Chine pour obtenir la réunification pourraient nuire aux intérêts vitaux des Américains, et la Chine doit en être parfaitement consciente.

La question de Taiwan donne également à l'Amérique une raison légitime d'aborder le sujet des droits de l'homme dans le cadre de ses relations avec la Chine, sans qu'on puisse l'accuser de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays. Il est tout à fait justifié de rappeler à Pékin que la réunification ne pourra intervenir que lorsque la Chine sera devenue plus prospère et plus démocratique. Seules ces conditions permettront à la Chine d'attirer Taiwan, qu'elle englobera dans une Grande Chine prête à devenir une confédération fondée sur le principe de « une nation, plusieurs systèmes ». En tout cas, à cause de Taiwan, il y va des intérêts chinois de favoriser le

respect des droits de l'homme, et ce contexte permet aux États-Unis d'aborder le sujet.

Dans le même temps, il appartient aux États-Unis de tenir leur promesse envers la Chine, à savoir de s'abstenir de tout soutien, direct ou indirect, en faveur de l'amélioration du statut international de Taiwan. Dans les années quatre-vingt-dix, des contacts officiels entre les États-Unis et Taiwan avaient laissé entrevoir que les États-Unis commençaient à considérer tacitement Taiwan comme un État distinct, et la colère de la Chine à ce sujet était tout à fait compréhensible, tout autant d'ailleurs que les ressentiments des Chinois face aux efforts soutenus que déployaient les dirigeants de Taiwan afin d'obtenir la reconnaissance de son statut par la communauté internationale.

De ce fait, les États-Unis ne devraient pas hésiter à afficher clairement qu'ils adopteraient une attitude négative à l'égard de Taiwan si les Taiwanais cherchaient à tirer profit des ambiguïtés délibérées qui gouvernent depuis longtemps la relation entre la Chine et Taiwan. En outre, si la Chine parvient à prospérer et à se démocratiser, et si la réintégration de Hong Kong n'est pas marquée par une régression en matière de droits de l'homme, les États-Unis se prononceront en faveur de l'ouverture d'un dialogue de part et d'autre du détroit sur les termes d'une éventuelle réunification. Ce faisant, les États-Unis obligeront la Chine à se démocratiser davantage et ouvriront la voie à un compromis stratégique plus large entre les États-Unis et une Grande Chine.

La Corée, pivot géopolitique de l'Asie du Nord-Est, pourrait redevenir une pomme de discorde entre l'Amérique et la Chine, et son avenir conditionnera également directement la relation américano-japonaise. Tant que la Corée sera divisée et qu'elle pourrait devenir le théâtre d'une guerre opposant un Nord instable à un Sud de plus en plus riche, les forces américaines devront rester sur la péninsule. Tout retrait unilatéral des États-Unis ne serait pas uniquement susceptible de précipiter la région dans une nouvelle guerre, il annoncerait aussi la fin de leur présence militaire au Japon. Il est difficile d'imaginer que les Japonais continuent à compter sur un déploiement des troupes américaines sur leur sol à l'heure même où les Américains

pourrait déstabiliser l'Asie, mais n'offrirait pas pour autant une alternative viable capable de créer l'équilibre nécessaire entre l'Amérique, le Japon et la Chine. Ce n'est que par le biais d'une alliance étroite avec le Japon que les États-Unis seront capables de satisfaire les aspirations régionales de la Chine et de contenir ses manifestations les plus arbitraires. C'est en fait la seule base sur laquelle on puisse envisager une entente tripartite, entente qui engloberait la puissance mondiale des États-Unis, la suprématie régionale de la Chine et le *leadership* international du Japon.

Il s'ensuit que, pour lors, une réduction de la présence militaire actuelle des États-Unis au Japon (et, par extension, en Corée) n'est pas souhaitable. Cependant, tout accroissement significatif de la portée géopolitique et de l'ampleur réelle des efforts militaires japonais est également à proscrire. Le retrait des forces américaines conduirait très probablement le Japon à entreprendre un programme de réarmement massif dans un contexte de désordre stratégique ; tandis que les pressions exercées par l'Amérique sur le Japon, l'incitant à assumer un plus grand rôle militaire, ne peuvent que faire du tort aux perspectives de stabilité régionale, entraver une meilleure entente régionale avec une Grande Chine, détourner le Japon de l'accomplissement d'une mission internationale plus constructive et compliquer d'autant l'effort visant à créer un pluralisme géopolitique durable en Eurasie.

Aussi est-il important de donner au Japon – s'il doit se tourner vers le monde et se détourner de l'Asie – une motivation sérieuse et un statut particulier pour que ses intérêts nationaux ne soient pas lésés. Contrairement à la Chine, qui peut obtenir le statut de puissance mondiale en s'imposant d'abord dans la région, le Japon peut accéder à une influence mondiale en négligeant la quête du pouvoir régional. Mais le Japon a d'autant plus besoin de se sentir le partenaire privilégié de l'Amérique dans sa vocation mondiale, aussi satisfaisante d'un point de vue politique que bénéfique sur le plan économique. Dans cette optique, les États-Unis feraient bien d'envisager l'adoption d'un traité de libre-échange avec le Japon, qui viserait à créer un espace économique commun. Semblable étape destinée à offi-

cialiser le lien grandissant entre ces deux économies consoliderait les fondements géopolitiques de la présence américaine en Extrême-Orient d'une part et encouragerait l'engagement mondial du Japon d'autre part⁹.

En somme, les États-Unis doivent faire du Japon le partenaire essentiel et privilégié de la construction d'un système, de plus en plus développé, de coopération mondiale sans que pour autant il devienne son principal allié militaire dans le cadre d'une entente régionale destinée à contester la suprématie de la Chine sur la région. En réalité, le Japon devrait être le partenaire mondial des États-Unis dans les questions inscrites au nouvel ordre du jour du monde international des affaires. Une Chine dominante sur le plan régional deviendrait le point d'ancrage de l'Amérique en Extrême-Orient dans le domaine plus traditionnel de la politique d'intimidation, aidant ainsi à créer un équilibre des pouvoirs en Eurasie, avec une Grande Chine à l'est de l'Eurasie contrebalançant dans ce domaine une Europe en expansion à l'ouest de l'Eurasie.

9. Kurt Tong, dans « Revolutionizing America's Japan Policy », *Foreign Policy*, Hiver 1996-1997, s'est exprimé en faveur d'une telle initiative, en soulignant les avantages économiques mutuels qu'elle présente.

La longévité et la stabilité de la suprématie américaine sur le monde dépendront entièrement de la façon dont ils manipuleront ou sauront satisfaire les principaux acteurs géostratégiques présents sur l'échiquier eurasien et dont ils parviendront à gérer les pivots géopolitiques clés de cette région. En Europe, les principaux acteurs resteront l'Allemagne et la France ; à la périphérie occidentale de l'Eurasie, l'Amérique devrait s'atteler à consolider et à élargir la tête de pont démocratique qu'elle a installée dans cette région. À l'extrême est de l'Eurasie, la Chine devrait jouer un rôle de plus en plus essentiel, et les États-Unis ne pourront avoir une influence politique sur le continent asiatique que s'ils réussissent à développer un consensus géostratégique avec elle. Le centre de l'Eurasie, espace compris entre une Europe en pleine expansion et une Chine à l'influence régionale de plus en plus grande, restera un trou noir géopolitique tant que la Russie n'aura pas résolu ses conflits internes et décidé de son attitude en matière internationale. Quant à la région située au sud de la Russie, les Balkans eurasiens, elle menace de devenir le creuset de tous les conflits ethniques et de toutes les rivalités entre les grandes puissances.

Dans ce contexte, aucun rival ne sera assez fort pour disputer seul aux États-Unis le statut de première puissance globale, et ce, pour encore au moins une génération. Aucun État-nation ne pourra égaler l'Amérique dans les quatre secteurs clés de la puissance, à savoir les secteurs militaire, économique, technologique et culturel, dont le cumul lui confère un poids décisif sur le reste du monde. Sauf si les États-Unis renoncent délibérément ou involontairement à leur *leadership* mondial, la seule alternative se résumerait à l'anarchie sur le plan international. À cet égard, on peut affirmer sans risque d'erreur avec le président Clinton que l'Amérique est devenue la « nation indispensable » de la planète.

Toutefois, l'explosion démographique, les migrations de populations provoquées par la pauvreté, l'urbanisation de plus en plus intense, les conflits ethniques et religieux et la prolifération des armes de destruction sont des conséquences perturbatrices, qui deviendraient ingérables si le cadre actuel était bouleversé en profondeur. L'ordre actuel mondial, fondé sur

l'État-nation, est relativement stable, bien que précaire. Sans l'engagement des États-Unis, le désordre gagnerait la scène internationale. D'autant plus que les tensions géopolitiques n'affecteraient pas seulement l'Eurasie, mais le monde dans sa totalité.

La stabilité mondiale serait aussi menacée par la dégradation plus générale des conditions de vie. Avec l'explosion démographique, en particulier dans les pays pauvres, les villes se développent à un rythme rapide, ce qui accroît le surpeuplement des zones désavantagées, condamne au chômage des centaines de millions de jeunes de plus en plus incontrôlables et de plus en plus désenchantés. Les moyens de communication modernes brisent les liens traditionnels d'autorité et font prendre conscience des inégalités qui règnent dans le monde, ce qui nourrit le ressentiment et conduit bien souvent à l'extrémisme. Les migrations internationales, qui concernent déjà des dizaines de millions de personnes, peuvent être un temps une souape de sécurité, mais elles comportent l'inconvénient de transporter les conflits ethniques et sociaux d'un continent à l'autre.

Le *leadership* mondial dont l'Amérique a hérité n'ira donc pas sans désordres et sans tensions, sans violences ne serait-ce que sporadiques. Le nouvel ordre international sous tutelle américaine, dans lequel « la menace d'une guerre n'est plus à craindre », risque d'être restreint aux zones où la puissance américaine a été renforcée par la mise en place de systèmes socio-politiques démocratiques et d'autres structures multilatérales, dominées par les États-Unis.

La géostratégie américaine en Eurasie devra donc faire face à ces forces perturbatrices. En Europe, certains signes témoignent de la fin de l'élan en faveur de l'intégration et de l'expansion ; les nationalismes européens traditionnels pouvaient donc d'ici peu se réveiller. Un fort taux de chômage persiste même dans les États européens les plus avancés, suscitant des réactions xénophobes qui pourraient très vite entraîner la France ou l'Allemagne vers l'extrémisme et le chauvinisme. Il se pourrait même qu'une véritable situation prérévolutionnaire soit en train de prendre forme. Le calendrier européen décrit au cha-

lîder et de préserver le pluralisme géopolitique qui prévaut sur la carte d'Eurasie. Par le biais de manœuvres politiques et de manipulations, on pourra ainsi prévenir l'émergence d'une coalition hostile qui pourrait chercher à contester la suprématie des États-Unis, ce qui n'empêcherait toutefois pas un État donné d'imaginer de le faire lui-même. À moyen terme, la connaissance de ce risque devrait pousser à rechercher des partenaires qui montent en puissance, mais avec lesquels il serait possible de s'entendre pour façonner un système de sécurité transeurasien favorisant plus de coopération. Enfin, à plus long terme encore, la situation actuelle pourrait entraîner la création d'un noyau mondial de responsabilité véritablement partagée en matière de politique.

La tâche la plus urgente consiste à veiller à ce qu'aucun État, ou regroupement d'États, n'ait les moyens de chasser d'Eurasie les Etats-Unis ou d'affaiblir leur rôle d'arbitre. Cependant, consolider le pluralisme géopolitique transcontinental n'est pas une fin en soi. C'est seulement un moyen pour atteindre le but fixé à moyen terme, à savoir la mise en place de véritables partenariats stratégiques dans les contrées clés de l'Eurasie. Il est peu probable que l'Amérique, parce que c'est une démocratie, souhaite s'engager de manière permanente dans la tâche difficile, absorbante et coûteuse que représente le fait de gérer l'Eurasie par le biais de manipulations et de manœuvres politiques constantes et, par sa présence militaire, d'empêcher qu'elle soit dominée par une seule puissance. La première phase doit donc logiquement et délibérément amener la deuxième. L'hégémonie bienveillante des États-Unis découragerait alors toute tentative de rébellion de la part d'autres États, parce que le prix à payer serait trop élevé, sans pour autant menacer les intérêts vitaux des candidats potentiels à la prédominance régionale en Eurasie.

Pour cela, la phase à moyen terme devrait avoir comme objectif spécifique de développer de véritables partenariats avec une Europe plus unie et politiquement mieux définie, avec une Chine prédominante à l'échelon régional, avec une Russie post-impériale tournée vers l'Europe et, dans la partie méridionale de l'Eurasie, avec une Inde démocratique, jouant un rôle sta-

bilisateur pour la région. Mais l'impact positif ou négatif qu'aura l'action de la Russie dépendra du succès ou de l'échec de l'effort entrepris en vue de forger des relations stratégiques plus développées avec l'Europe et la Chine.

L'élargissement de l'Europe et de l'OTAN serviront les objectifs aussi bien à court terme qu'à plus long terme de la politique américaine. Une Europe plus vaste permettrait d'accroître la portée de l'influence américaine – et, avec l'admission de nouveaux membres venus d'Europe centrale, multiplierait le nombre d'États pro-américains au sein des conseils européens – sans pour autant créer simultanément une Europe assez intégrée politiquement pour pouvoir concurrencer les États-Unis dans les régions importantes pour eux, comme le Moyen-Orient. Il est également essentiel pour l'assimilation progressive de la Russie dans un système de coopération mondiale que l'Europe soit bien définie sur le plan politique.

Certes, les États-Unis ne peuvent pas à eux seuls susciter une Europe plus unie – c'est une tâche qui incombe aux Européens, et tout particulièrement aux Allemands et aux Français. L'Amérique peut en revanche entraver son apparition. Dans ce cas, les conséquences tant sur la stabilité de l'Eurasie que sur les intérêts américains seraient désastreuses. En effet, si l'Europe ne renforce pas ses liens, elle risque de se désunir davantage. En conséquence, comme il a été dit plus haut, il est vital pour l'Amérique de travailler étroitement avec la France et l'Allemagne à l'élaboration d'une Europe politiquement viable, d'une Europe qui reste liée aux États-Unis, d'une Europe qui élargisse la portée du système démocratique de coopération internationale. Il ne s'agit pas de choisir entre la France et l'Allemagne. Sans ces deux pays, il n'y aurait pas d'Europe. Et sans l'Europe, il n'existerait pas de système transeurasien.

En pratique, le contexte décrit ci-dessus exigerait d'une part un ajustement progressif visant à la mise en place d'un *leadership* partagé de l'OTAN et, d'autre part, de mieux accepter l'ambition de la France de voir l'Europe jouer un rôle non seulement en Afrique mais aussi au Moyen-Orient. Il commandera également de continuer à soutenir l'extension de l'UE vers

fait le choix postimpérial qu'on espérait de lui, autrement dit qu'il s'est prononcé en faveur de l'Europe.

Semblable choix pourrait ouvrir la voie à une initiative de plus grande envergure destinée à améliorer le statut de la Russie et l'estime qu'on lui porte. L'adhésion officielle au G7, renforcée par le perfectionnement des rouages de décision de l'OCSE (au sein de laquelle pourrait être créé un comité de sécurité regroupant l'Amérique, la Russie et plusieurs pays européens clés) permettrait à la Russie de s'engager de manière constructive dans l'élaboration des nouvelles frontières de l'Europe, tant en matière de politique que de sécurité. Le processus pouvant motiver le choix de la Russie en faveur de l'Europe se trouverait grandement accéléré, s'il était combiné à l'aide financière que l'Occident consent actuellement à la Russie, ainsi qu'au développement de projets bien plus ambitieux destinés à relier la Russie à l'Europe par des réseaux ferroviaires et routiers.

Le rôle que la Russie assumera à long terme en Eurasie dépendra largement de la façon dont elle se définira dans les années à venir. Ce choix revêtira une dimension historique. Face à une Europe et à une Chine dont le rayonnement régional va croissant, la Russie régnera toujours sur le territoire le plus vaste du monde : elle s'étend en effet sur dix fuseaux horaires et représente deux fois la superficie de la Chine ou des États-Unis. L'Europe, même prenant une nouvelle dimension, est bien peu de choses en comparaison. Malgré cela, la Russie doit se rendre à l'évidence et en tirer les conclusions qui s'imposent : l'Europe et la Chine la surpassent toutes deux sur le plan économique, et la Chine menace même de bientôt la devancer sur la voie de la modernisation sociale.

Dans ces conditions, au lieu de déployer de vains efforts afin de recouvrer le statut de grande puissance qu'elle avait dans le passé, l'élite politique russe devrait comprendre que la Russie doit avant tout se moderniser. Étant donné son étendue et sa diversité, un système politique décentralisé, fondé sur l'économie de marché, serait plus à même de libérer le potentiel créatif du peuple russe et de tirer profit des richesses naturelles du pays. Une Russie plus décentralisée aurait moins de visées impérialistes. Une confédération russe plus ouverte, qui

comprendrait une Russie européenne, une république de Sibérie et une république extrême-orientale, aurait plus de facilités à développer des liens économiques étroits avec l'Europe, les nouveaux États de l'Asie centrale et l'Orient, ce qui accélérerait son propre développement. Chacune de ces trois entités serait également plus apte à exploiter le potentiel créatif local, étouffé pendant des siècles par la lourde bureaucratie de Moscou.

La Russie serait plus encline à choisir l'option européenne si les États-Unis menaient à bien le deuxième point de leur stratégie à l'égard de la Russie, à savoir le renforcement du pluralisme géopolitique qui prévaut dans l'espace postsovietique. Un tel renforcement découragerait très probablement toute tentation impérialiste. Une Russie postimpériale et tournée vers l'Europe devrait considérer l'initiative américaine comme le moyen de consolider la stabilité régionale et d'empêcher que ne surviennent des conflits le long de ses nouvelles frontières méridionales, foyer d'instabilité. Mais cette politique de consolidation du pluralisme géopolitique ne doit cependant pas être conditionnée par de bons rapports avec la Russie. Au contraire, elle constitue aussi un gage de sécurité au cas où la relation avec la Russie viendrait à se dégrader, car elle entraverait le retour à une politique impérialiste russe véritablement dangereuse.

Aussi le soutien économique et politique accordé aux États nouvellement indépendants fait-il partie d'une stratégie plus large concernant toute l'Eurasie. La consolidation d'une Ukraine souveraine, qui se redéfinirait entre-temps comme un État d'Europe centrale et s'engagerait dans un processus d'intégration plus étroit dans cette région, devient un élément crucial de cette politique. Le développement d'une relation plus étroite entre les États-Unis et les nations pivots, que sont l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan, joint à l'initiative plus générale en vue de faire accéder l'Asie centrale à l'économie mondiale (en dépit des efforts entrepris par la Russie pour y mettre un frein), revêt une importance tout aussi capitale.

D'importants investissements étrangers dans la région qui comprend les rives de la mer Caspienne et l'Asie centrale, devenue plus accessible, n'aideraient pas seulement à consolider

démocratie est importante en ce qu'elle réfute, mieux que des volumes entiers de littérature éclairée, la thèse selon laquelle les droits de l'homme et la démocratie ne sont qu'une vue de l'esprit de l'Occident. L'Inde est la preuve que « les valeurs asiatiques » antidémocratiques, véhiculées par certains porte-parole de Singapour à Pékin, sont antidémocratiques certes, mais pas nécessairement caractéristiques de l'Asie. L'échec de l'Inde, dans cette optique, assènerait un coup violent aux perspectives démocratiques et écarterait de l'échiquier mondial une puissance qui est un facteur d'équilibre sur la scène asiatique, surtout alors que la Chine accède à une position dominante. Aussi semble-t-il opportun que l'Inde s'engage progressivement dans les discussions qui ont trait à la stabilité régionale et à l'avenir de l'Asie centrale, et que se développent des liens bilatéraux directs entre les communautés de défense américaines et indiennes.

Dans l'Eurasie prise dans son ensemble, seul un approfondissement de l'entente stratégique entre les États-Unis et la Chine pourrait enracer le pluralisme. En conséquence, la politique visant à inclure cette dernière dans un dialogue stratégique sérieux – tripartite même, si l'on inclut le Japon – représente la première étape nécessaire pour l'inciter à s'intéresser à une entente avec l'Amérique, entente qui refléterait les intérêts géopolitiques communs de ces deux pays (en particulier en Asie du Nord-Est et en Asie centrale). Il incombe aussi à l'Amérique de gommer toute incertitude concernant son engagement dans une politique en faveur d'une Chine unique, si elle ne veut pas voir la question taiwanaise s'aggraver, notamment après la réintégration de Hong Kong. De la même façon, il est de l'intérêt de la Chine de faire de cette réintégration la preuve qu'une Grande Chine peut tolérer et garantir plus de diversité en politique intérieure.

Même si, comme nous l'avons vu aux chapitres 4 et 6, on peut difficilement envisager la création, au-delà d'une prise de position tactique, d'une coalition dirigée contre les États-Unis entre la Chine, la Russie et l'Iran, il est cependant important pour l'Amérique de gérer ses rapports avec la Chine de manière à ce que celle-ci ne soit pas tentée d'adopter cette solution. En

effet, la Chine pourrait être le pilier d'une alliance « anti-hégémonique » de ce type : elle s'imposerait d'elle-même comme étant la nation la plus forte, la plus dynamique, le chef de file. Semblable coalition ne pourrait voir le jour que moyennant une Chine mécontente, frustrée et hostile. Ni la Russie ni l'Iran n'ont les moyens de se lancer sans elle dans une telle entreprise.

Un dialogue stratégique sino-américain s'impose donc, concernant les zones que les deux pays souhaitent voir libérées de la domination d'États qui aspirent à exercer leur hégémonie. Mais pour avancer, le dialogue doit être durable et sérieux. Il permettra même d'aborder plus en profondeur des sujets délicats tels que la question de Taiwan ou des droits de l'homme. En effet, on peut démontrer que la libéralisation de la Chine ne relève pas seulement des affaires intérieures du pays, puisque seule une Chine démocratique et prospère pourra espérer reconquérir Taiwan de manière pacifique. Toute tentative de réunification par la force non seulement mettrait en péril les relations sino-américaines, mais entraverait inéluctablement la capacité de la Chine à attirer des capitaux étrangers et donc à assurer la survie de son économie. Les aspirations de la Chine au *leadership* régional et au rang de puissance globale seraient, de ce fait, mises à mal.

Bien que la Chine soit en train d'émerger en tant que puissance régionale dominante, elle n'est cependant pas près de devenir une puissance globale (pour les raisons énoncées au chapitre 6). La paranoïa que suscite l'idée qu'elle puisse le devenir alimente la mégalomanie des Chinois tout en confirmant l'idée que l'hostilité sino-américaine ne fera que grandir. Mais étant donné que la Chine n'est pas près, en fait, de devenir cette puissance globale – et que pour cette raison, il serait malavisé de mettre en œuvre une politique visant à la contenir dans la région – il vaut mieux la traiter de manière symbolique comme un acteur essentiel sur l'échiquier mondial. L'attirer dans une coopération internationale plus large et lui conférer le statut dont elle rêve aura pour effet de freiner ses ambitions les plus inacceptables. En ce sens, il serait bon d'inviter la Chine à participer au sommet annuel des pays les plus puissants du monde,

cheraien les États-Unis de consolider le pluralisme géopolitique sur le continent eurasiatique.

Un système de sécurité transeurasien

La stabilité du pluralisme géopolitique en Eurasie, qui vise à empêcher l'émergence d'une puissance unique susceptible d'y exercer sa domination, serait améliorée par la création éventuelle, peut-être au début du siècle prochain, d'un accord de sécurité transeurasien prévoyant l'élargissement du traité de l'Atlantique Nord, lié par un traité de coopération à la Russie, à la Chine et au Japon (ce dernier étant lui-même toujours attaché aux États-Unis par le traité bilatéral de sécurité). Mais avant cela, l'OTAN doit se développer et faire en sorte de pousser la Russie à s'engager dans une structure régionale plus large de coopération en matière de sécurité. En outre, Américains et Japonais doivent se consulter et collaborer pour engager le dialogue avec la Chine. Des discussions triangulaires sur la question de la sécurité pourraient bientôt englober un plus grand nombre de participants asiatiques, pour finalement leur permettre d'entrer en dialogue avec l'Organisation pour la Coopération et la Sécurité en Europe. À son tour, cette concertation pourrait ouvrir la voie à une série de conférences organisées par tous les États européens et asiatiques, lançant ainsi le processus d'institutionnalisation d'un système de sécurité transcontinental.

À terme, une relation plus étroite prendrait forme, favorisant la création d'un système de sécurité transeurasien qui, pour la première fois dans l'histoire, s'étendrait sur tout le continent. L'élaboration de ce système, qui consisterait à le définir en substance et à l'officialiser, pourrait devenir l'œuvre majeure de la prochaine décennie, une fois que les politiques évoquées ci-dessus auront créé les conditions propices à sa mise en place. Ce vaste organisme de sécurité transcontinentale pourrait également comprendre un conseil de sécurité permanent, composé des principales entités eurasiennes, afin de mieux promouvoir une coopération effective centrée sur les points critiques pour la stabilité régionale. L'Amérique, l'Europe, la Chine, le Japon, une Russie confédérée, l'Inde et sans doute certains autres pays pourraient

former le noyau d'un système transcontinental plus structuré. L'apparition de ce système pourrait progressivement soulager l'Amérique de quelques-uns de ses fardeaux, tout en préservant son rôle décisif de stabilisateur et d'arbitre en Eurasie.

Après la dernière superpuissance ?

À long terme, la politique globale est vouée à devenir de moins en moins propice à la concentration d'un pouvoir hégémonique dans les mains d'un seul État. L'Amérique n'est donc pas seulement la première superpuissance globale, ce sera très probablement la dernière.

Et ce, non seulement parce que les États-nations deviennent toujours plus perméables, mais aussi parce que le savoir, condition du pouvoir, devient plus diffus, plus partagé et se heurte moins aux frontières nationales. Le pouvoir économique risque aussi de se disperser. Dans les prochaines années, aucun pays ne sera susceptible d'atteindre 30 % environ du PIB mondial, chiffre que les États-Unis ont maintenu pendant la plus grande partie du xx^e siècle, sans parler de la barre des 50 % qu'ils ont atteinte en 1945. Selon certaines estimations, l'Amérique pourrait encore détenir 20 % du PIB mondial à la fin de cette décennie pour retomber à 10-15 % d'ici l'an 2020, tandis que les chiffres d'autres puissances – l'Europe, la Chine, le Japon – augmenteraient pour égaler approximativement le niveau des États-Unis. Mais il est peu probable qu'un pays exerce une prépondérance économique mondiale semblable à celle de l'Amérique tout au long du xx^e siècle.

De plus, la nature cosmopolite de la société américaine a permis aux États-Unis d'asseoir plus facilement leur hégémonie dans le monde sans pour autant laisser transparaître son caractère strictement national. Par exemple, si la Chine cherchait à s'imposer dans le monde, la communauté mondiale réagirait nécessairement et l'accuserait de vouloir imposer une hégémonie nationale. Pour simplifier, n'importe qui peut devenir Américain, mais seul un Chinois peut être Chinois. Cette considération vient mettre une barrière supplémentaire à l'accession d'une nation relativement homogène à l'hégémonie globale.

L'Amérique et l'Europe occidentale ont, en outre, du mal à gérer les conséquences culturelles de l'hédonisme et du déclin sérieux des valeurs fondées sur la religion. (À cet égard, les similitudes avec le déclin des régimes impériaux résumé au chapitre 1 sont frappantes.) La crise qui en résulte a été aggravée par la prolifération de la drogue et, en Amérique principalement, par son association à la question raciale. Enfin, le taux de croissance de l'économie n'est plus en mesure de répondre aux attentes matérielles toujours grandissantes, stimulées par une culture qui accorde une grande valeur à la consommation. Il n'est pas exagéré de dire qu'un sentiment d'anxiété, un certain pessimisme même, est en train de prendre corps dans les milieux les plus influents de la société occidentale.

Il y a presque un demi-siècle, l'historien Hans Kohn, qui avait vécu les deux guerres mondiales et observé les conséquences démoralisantes du défi totalitaire, exprimait son inquiétude que l'Occident puisse être « fatigué et exténué » :

L'homme du xx^e siècle est moins confiant que son ancêtre du xix^e. Il a été témoin et a fait l'expérience des pouvoirs maléfiques de l'histoire. Ce qui semblait appartenir au passé a ressurgi : la foi fanatique, les dirigeants infaillibles, l'esclavage et les massacres, le déracinement de populations entières, la barbarie impitoyable⁴.

Ce manque de confiance a été accentué par la déception généralisée qui a suivi la fin de la guerre froide. Alors qu'on s'attendait à l'instauration d'un « nouvel ordre mondial » fondé sur le consensus et l'harmonie, « ce qui semblait appartenir au passé » appartient désormais à l'avenir. Bien que les conflits ethniques et nationaux ne risquent plus d'entraîner une guerre à grande échelle, ils menacent encore la paix dans de nombreuses parties du monde.

La guerre n'est donc pas près de tomber en désuétude. Elle est peut être devenue un luxe que seuls les peuples pauvres peuvent s'offrir, les plus favorisés étant freinés par leur capacité technologique à l'autodestruction et par leur volonté de protéger

4. Hans Kohn, *The Twentieth Century*, NYC, 1949, p. 53.

leurs propres intérêts. Cependant, pour lors, les deux tiers environ de l'humanité ne sont pas sujets à ces facteurs modérateurs.

Notons que, jusqu'à présent, les acteurs des conflits internationaux et les terroristes n'ont pas eu recours à des armes de destruction massive. On ne peut dire pendant combien de temps encore il en sera ainsi, mais le fait que non seulement les États mais aussi les groupes organisés aient accès de plus en plus facilement à des armes, nucléaires ou bactériologiques, extrêmement meurtrières accroît inévitablement la probabilité de leur utilisation.

En résumé, l'ouverture qui s'offre aux États-Unis comme première puissance globale n'est en réalité pas si large : la paix relative qui règne aujourd'hui sur le monde pourrait avoir la vie courte. L'Amérique doit donc s'engager plus nettement pour favoriser la stabilité géopolitique internationale et faire renaître en Occident un sentiment d'optimisme historique. Pour ce faire, il convient de bien gérer à la fois les problèmes sociaux intérieurs et les défis géopolitiques extérieurs.

Cependant, le retour de l'Ouest, l'optimisme et l'universalisation des valeurs occidentales ne dépendent pas uniquement de l'Europe et de l'Amérique. Le Japon et l'Inde sont la preuve que les droits de l'homme et l'expérience démocratique peuvent également s'appliquer au contexte asiatique, que ce soit dans les pays industrialisés ou dans les pays en voie de développement. Le succès de la démocratie dans ces deux pays revêt de ce fait une grande importance, en ce qu'il permet d'envisager avec plus de confiance la tournure politique que prendra la planète. En effet, leur expérience, comme celle de la Corée du Sud et de Taiwan, suggère que la croissance économique de la Chine, à laquelle viennent s'ajouter des pressions exercées de l'extérieur en faveur du changement – pressions engendrées par une plus grande participation dans les affaires internationales – pourra peut-être induire une démocratisation progressive de son système.

Relever ces défis constitue le fardeau de l'Amérique et relève de sa seule responsabilité. Au vu de la réalité démocratique aux États-Unis, les dirigeants politiques devront, s'ils veulent pouvoir les relever avec efficacité, convaincre l'opinion de l'im-

Table des matières

Préface. Le dernier empire universel	9
Introduction. La politique d'une superpuissance	23
1. Une hégémonie d'un type nouveau	27
2. L'échiquier eurasien	57
3. La tête de pont de la démocratie	87
4. Le trou noir	121
5. Les Balkans eurasiens	163
6. Un point d'ancrage en Extrême-Orient	197
Conclusion	249

Psychologie

Carole Damiani, *Les victimes*

Donald G. Dutton, *De la violence dans le couple*

Susan Edwards, *Des hommes qui aiment*

Alberto Eiguer, *Petit traité des perversions morales*

Adam Phillips, *Monogamie*

Adam Phillips, *Le pouvoir psy*

Pratique

Eliane Azoulay, *Musiques du monde*

Dr. Philippe Grandsenne, *Bébé, dis-moi qui tu es*

Dr. Olivier de Ladoucette, *Bien vieillir*

Yves Ledanseurs, *La mémoire au fil de l'âge*

Ezzedine Mestiri, *Les cuisines du monde à Paris*

Danielle Michel-Chich, *Viens chez moi, j'habite chez mes enfants*

Littérature

Diane Barbara, *La petite fille*

Danièle Laufer, *La vie empêchée*

Marguerite Yourcenar, *Les yeux ouverts*

*Cet ouvrage
a été transcodé
et achevé d'imprimer
sur Roto-Page
en octobre 1997
par l'Imprimerie Floch
53100 – Mayenne.*

*Dépôt légal : octobre 1997.
N° d'imprimeur : 42159.
N° d'éditeur : 3126.*